



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

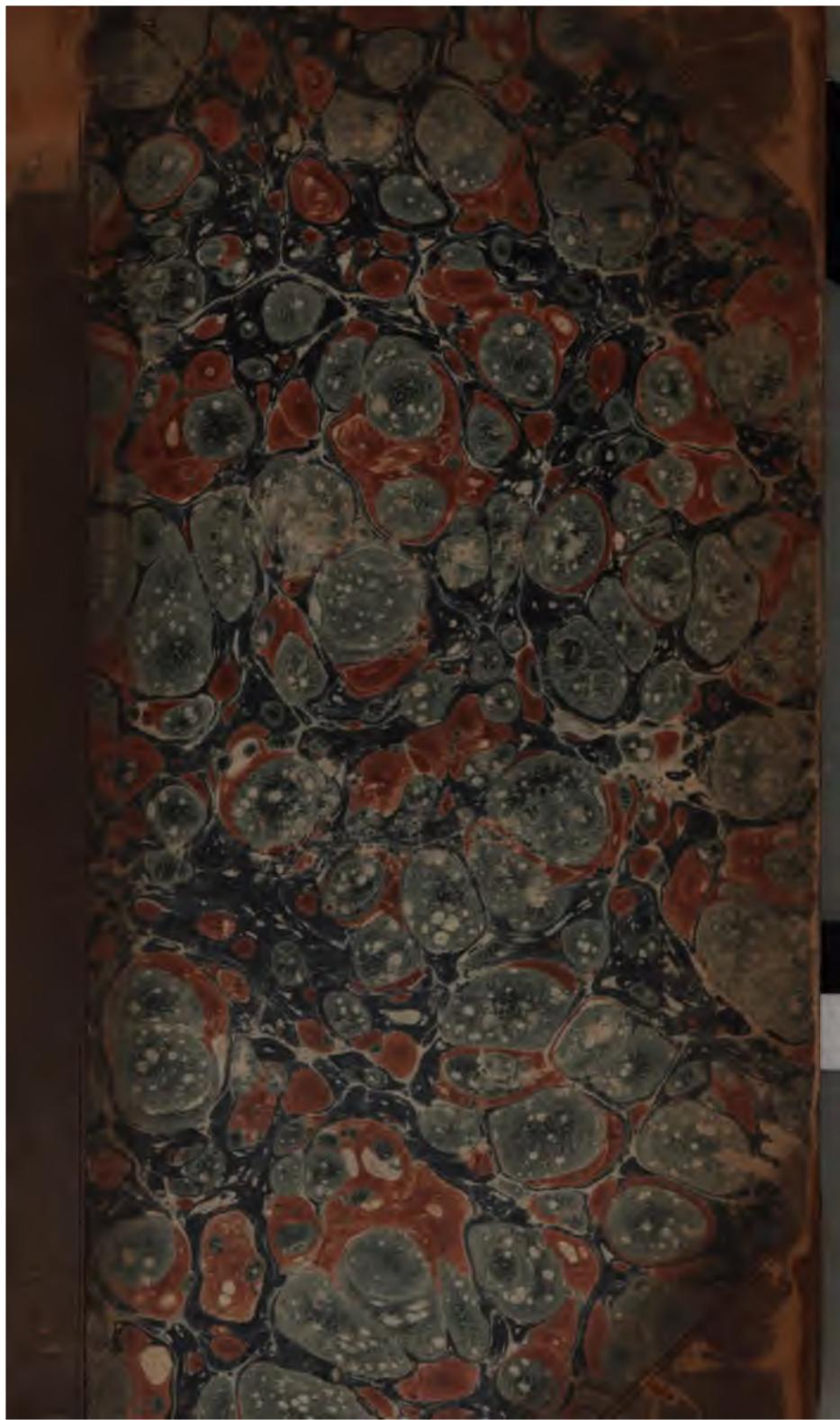
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





10897V

27. 327.







5



HISTOIRE DE LA FRONDE

PAR M. LE COMTE
DE SAINTE-AULAIRE.

TOME TROISIÈME.



PARIS
BAUDOUIN FRÈRES, LIBRAIRES,
RUE DE VAUCIRARD, N. 17.

*
1827
327.



1778

HISTOIRE DE LA FRONDE.



CHAPITRE XVI.

Louis XIV est déclaré majeur. — Il nomme de nouveaux ministres. — Il renouvelle les déclarations rendues contre le cardinal Mazarin. — Alliance du prince de Condé avec l'Espagne. — Commencement de la guerre civile. — La cour quitte Paris. — Opérations militaires en Guyenne. — Le parti des princes est abandonné dans toute la France. — Le parlement de Paris déclare les chefs de ce parti criminels de lèse-majesté. — La Reine rappelle le cardinal Mazarin. — Fureur du Parlement. — Le président Molé se soumet à la cour. — La tête du cardinal Mazarin est mise à prix par arrêt du Parlement.

Du 7 septembre 1651 au 1^{er} janvier 1652.

LA noblesse et le clergé, réunis au commencement de cette année dans les couvents des Cordeliers et des Augustins, avaient obtenu,

TOME III.

1

avant de se séparer, la promesse solennelle que les états-généraux seraient convoqués pour le 8 septembre suivant ¹. Les ordres privilégiés fondaient sur ces états de grandes espérances, et se préparaient à y réclamer avec énergie les droits et prérogatives usurpés sur eux, dans les derniers siècles, par les ministres et les magistrats. Déjà des assemblées avaient eu lieu dans les bailliages ² pour la nomination des députés. De toutes parts on pressait la Reine de tenir sa parole, et, à défaut d'une ordonnance royale, les gentilshommes de plusieurs provinces se montraient disposés à se réunir spontanément sous la présidence du prince de Condé.

Les négociations du cardinal Mazarin, continuées depuis le commencement de la régence avec autant de persévérance que d'adresse, avaient cependant réussi à diviser la noblesse. Bon nombre des premiers seigneurs du royaume étaient alors attachés aux intérêts de la cour, et formaient une diversion puissante contre les partisans des princes qui

¹ Voir la page 352 du second volume.

² 30 août.

partout avaient encore pour adversaires les magistrats et les bourgeois des villes. Des rixes et des émeutes sanglantes survenues dans divers bailliages, au moment des élections¹,

¹ La noblesse du bailliage de Chartres étant réunie, le 17 août, sous la présidence du marquis de Maintenon, grand bailli, pour procéder à la nomination de son député, les lieutenants civil et criminel, au tribunal de Chartres, élevèrent la prétention de siéger dans cette assemblée, et même de partager avec le marquis de Maintenon les honneurs de la préséance. Irrités de cette entreprise, les gentilshommes firent sortir les magistrats de la salle où ils s'étaient introduits; mais bientôt ceux-ci, revenant escortés d'un grand nombre de bourgeois armés, enfoncèrent les portes, et prirent leurs places sur des sièges éminens et tapissés qu'ils avaient fait préparer à l'avance. Un des gentilshommes s'approcha alors des magistrats et leur dit : « Messieurs, vous n'avez pas le droit de vous trouver ici; il faut sortir, et laisser les places libres à la noblesse. » Pour toute réponse, un bourgeois, s'adressant de la fenêtre au peuple attroupé sous les fenêtres, cria : *Aux armes! aux armes!* A l'instant le tocsin sonna par toute la ville, quatre mille habitans assaillirent la tour où se tenait l'assemblée; on apporta des échelles, on tira des maisons voisines. La noblesse retranchée se défendit de son mieux; mais trois portes de la tour furent successivement enfoncées, plusieurs gentilshommes tués, tous réduits à rendre leurs armes et à demander quartier. Le

accusaient une animosité toujours croissante entre les trois ordres de l'État ; et le parlement de Paris, naturellement ennemi des institutions sur la ruine desquelles il avait élevé sa puissance, se portait aussi ardemment

marquis de Maintenon se sauva avec peine à l'hôtel-de-ville.

Le Roi, informé de ces désordres, manda auprès de lui quelques-uns des gentilshommes du pays chartrain. Le sieur de Denonville, l'un d'eux, introduit dans le conseil, en présence du Roi et de la Reine, porta la parole en ces termes :

« Sire,

« Nous étions assemblés en votre ville de Chartres, au mandement de Votre Majesté, lorsque des officiers subalternes qui tranchent des souverains, abusant à l'ordinaire des avantages que leur donne l'administration de la justice, nous ont attirés dans une perfide embuscade où leurs assassins apostolés de toutes parts ont satisfait en partie la vengeance insatiable de leur esprit orgueilleux : ne pouvant souffrir que l'on fit opposition aux moindres progrès de leurs usurpations qui s'étendent sur tous, et qui sont aussi grandes qu'une aveugle fierté les peut faire entreprendre. »

Le sieur de Denonville, après avoir exposé les faits rapportés ci-dessus, terminait ainsi :

« Ce n'est point nous seuls qui sommes offensés, c'est

que la Reine elle-même à défendre l'autorité royale contre les entreprises des états-généraux.

A la vérité, pour maintenir les magistrats dans son alliance, Anne d'Autriche devait subir encore le joug odieux qu'ils lui avaient imposé. Depuis trois années la marche du gouvernement restait soumise à l'influence de la majorité des Chambres ; des discussions publiques décidaient des affaires de finances et d'administration, du renvoi et de la nomination des ministres, de la liberté et de la détention des princes du sang. Les conséquences de la déclaration du 24 octobre 1648 se dé-

» toute la noblesse, c'est tout l'État, c'est La Majesté même. Sire, les politiques les plus sages tiennent pour chose constante que, parmi les Français, la conservation de la royauté dépend du maintien de la noblesse, et c'est une vérité gravée au cœur de tout vrai gentilhomme, que la noblesse ne peut être conservée que dans le maintien de la royauté. »

Ensuite de ce rapport les magistrats accusés furent appelés pour rendre compte de leur conduite, mais ils trouvèrent l'appui du parlement de Paris. Des événemens d'une plus grande importance firent perdre de vue cet incident, et l'on ne trouve pas qu'il y ait été donné aucune suite.

veloppant ainsi chaque jour avec plus d'autorité, avaient introduit en France un nouveau droit politique ; et une grande révolution semblait accomplie dans les formes et dans les principes monarchiques.

Il s'en fallait cependant beaucoup que ces innovations inspirassent un enthousiasme aussi vif et aussi général que par le passé. Trois années de troubles et de malheurs publics avaient trompé les espérances et fatigué le zèle des bons bourgeois. Parmi les chefs des compagnies souveraines, plusieurs des plus considérables, naguère déterminés Frondeurs, découragés maintenant de toute réforme politique, n'attendaient qu'un prétexte pour retourner à leurs paisibles travaux, et pour déposer au pied du trône le fardeau d'un gouvernement dont le poids les accablait. Anne d'Autriche, attentive à ces dispositions, ne désespérait pas de rétablir bientôt l'autorité absolue ; mais, avant de rien contester aux magistrats, elle voulait s'aider de leurs secours contre ses autres ennemis. Elle se résigna donc à ménager encore le parlement de Paris, et, cherchant à éluder la convocation des états-généraux, promise pour le

8 septembre, elle résolut de déposer, avant cette époque, le titre et l'autorité de régente.

Une ordonnance de Charles V fixait à treize ans révolus la majorité des rois de France. Conséquemment à cette loi de l'État, Louis XIV, né le 5 septembre 1638, était appelé à prendre les rênes du gouvernement le 5 septembre 1651. La nature n'avait pas fait cependant un miracle en faveur du jeune monarque, et l'ignorance dans laquelle on l'avait élevé le laissait aussi incapable d'intervenir dans les affaires qu'aucun autre enfant de son âge : mais le prestige du nom royal était puissant en France, et des actes émanés d'un roi majeur devaient obtenir plus d'autorité que les concessions et les promesses arrachées pendant la régence. Anne d'Autriche fit donc annoncer que son fils gouvernerait désormais par lui-même, et les dispositions furent prises pour proclamer la majorité avec la pompe et la magnificence propres à concilier à l'administration nouvelle le respect et l'obéissance des peuples.

La veille du jour où Louis XIV se rendit au Parlement pour y tenir son lit de justice,

M. de Rhodes¹, grand-maître des cérémonies, et le marquis de Gesvres², capitaine des gardes-du-corps, visitèrent, suivant l'ancien usage, toutes les parties de l'édifice, se firent remettre les clefs des prisons de la Conciergerie, et firent relever les postes par des gardes-du-corps du Roi.

Le lendemain, la cour étant réunie dès huit heures du matin au Palais-Royal, la Reine se présenta à la porte de la chambre du Roi; le duc de Joyeuse, grand-chambellan de France, et le marquis de Souvré, premier gentilhomme de la chambre, vinrent la recevoir. Elle s'approcha de la ruelle du lit, ac-

¹ Claude Pot, marquis de Rhodes, fils de François Pot, également grand-maître des cérémonies de France, et de Marguerite Aubray. Il épousa Louise de Lorraine, fille du cardinal de Guise, lequel, bien que sous-diacre et archevêque de Reims, épousa, dit-on, Charlotte des Essarts qui avait été maîtresse d'Henri IV, et ne laissa pas de conserver ses dignités ecclésiastiques.

² René Potier, créé duc de Gesvres en 1648, mourut en 1670, âgé de quatre-vingt-onze ans. Il épousa Marguerite de Luxembourg, dont il eut douze enfans. Il était petit-fils de Jacques Potier de Blanemesnil, conseiller au parlement de Paris, et de Françoise Cucillotte, lesquels eurent quinze enfans.

compagnée de M. le duc d'Anjou, de S. A. R. le duc d'Orléans, du prince de Conti, de la princesse de Carignan, des ducs de Vendôme, de Mercœur, de Beaufort, de Chevreuse, d'Elbeuf, du comte d'Harcourt, du prince de Lislebonne, du chevalier de Guise, et de tous les ducs et pairs, maréchaux de France et officiers de la couronne, qui étaient alors à Paris.

Le jeune Roi, s'avançant à l'entrée de la balustrade de son lit, releva sa mère qui s'inclinait pour le saluer, et l'embrassa tendrement; il reçut ensuite les hommages et les félicitations des princes et seigneurs présens. Après quelques momens, le grand-maître des cérémonies ayant donné le signal du départ, chacun alla prendre son rang, et le cortége se forma dans le jardin et les cours du palais. Leurs Majestés se placèrent, pour le voir défiler, sur le balcon de la première cour, au-dessous de l'horloge, et furent saluées par chacun des seigneurs comme il passait sous ce balcon.

Cinquante guides, précédés de trompettes à la livrée du Roi, ouvraient la marche; venaient ensuite environ huit cents gentils-

hommes tous lestement habillés et montés, marchant deux à deux et sans préséance ; c'était la noblesse suivant la cour, la plupart cadets de bonne famille qui, sans ressource pour vivre à leurs frais, et croyant déroger par une profession indépendante, s'attachaient au service des ducs et des grands seigneurs, et acceptaient dans leurs maisons des fonctions peu distinctes de la domesticité.

Après ce gros de noblesse venaient les compagnies de chevau-légers du Roi et de la Reine ; la première, forte de deux cents maîtres commandés par le comte d'Olonne¹ ; la seconde, de cent maîtres commandés par le chevalier de Saint-Maigrin² : les simples che-

¹ Louis de La Tremoille, comte d'Olonne, né en 1626, mort en 1686, épousa Judith Martin, fille d'un avocat-général au parlement de Rennes. La mère du comte d'Olonne était Madeleine Champrond, fille d'un conseiller au parlement de Paris.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer combien étaient fréquentes les alliances entre les plus grands seigneurs et les familles de robe.

² Jacques Stuart de Caussade, marquis de Saint-Maigrin, né en 1616, mort en 1652, épousa Élisabeth Le Féron, fille du prévôt des marchands. Il était fils de Jacques Stuart de Caussade et de Marie de Roquelaure.

vau-légers montés sur de grands et beaux chevaux, et vêtus d'habits passemencés d'or et d'argent ; les officiers chargés de plumes blanches, feuille-mort et couleur de feu ; leurs armes et leurs baudriers resplendissans de perles et de pierreries ; les chevaux couverts de housses d'écarlate trainant jusqu'à terre, et garnies de magnifiques broderies.

Le grand-prévôt marchait ensuite à la tête de sa compagnie, puis les Cent-Suisses, commandés par deux lieutenans, l'un Français et l'autre Allemand. Ce dernier, le sieur de Diesbach, d'une des plus illustres maisons de la Suisse, portait l'ancien costume de sa nation : un habit de satin couleur de feu, le manteau de même étoffe chargé de larges broderies d'or et d'argent, des souliers et des bas de soie aussi couleur de feu, avec des jarretières et des rosettes d'argent ; sur sa poitrine, une chaîne d'or faisant plusieurs tours soutenait une large médaille d'or. Il avait en tête une toque de velours noir surmontée d'une aigrette de héron et de quantité de plumes attachées par une agrafe de diamans. Enfin ses armes et les harnais de son cheval étaient chargés d'or moulu, appliqué et bruni avec tant d'art

qu'on les croyait d'or massif. Autour du sieur de Diesbach, douze jeunes enfans de son pays, vêtus et ajustés magnifiquement, faisaient admirer leur bonne grâce à brandir leurs hallebardes et à manœuvrer leurs chevaux.

Six trompettes et six hérauts, revêtus de leur cotte - d'armes de velours cramoisi semée de fleurs de lis d'or, le caducée en main, suivaient les Suisses. Ils annonçaient les seigneurs de la cour, les gouverneurs de places, les officiers-généraux des troupes de terre et de mer, les gouverneurs de province, les chevaliers de l'ordre, les premiers gentilshommes de la chambre et les grands officiers de la maison du Roi. On remarquait dans ce groupe le chevalier Paul, la gloire de notre marine, qui jamais n'était monté à cheval, et qui rarement avait quitté la veste de matelot. Par caprice et par bravade il voulut paraître avec magnificence dans cette cavalcade ; l'or, les perles et les pierreries étaient prodigues avec un goût bizarre sur ses vêtemens, ses armes, son baudrier ; il montait un cheval fougueux qu'il manœuvrait avec ignorance, mais avec tant de force et d'intrépidité que l'animal dompté obéissait docilement.

A quelque distance de ces seigneurs, les officiers de la couronne et les maréchaux de France s'avançaient deux à deux dans l'ordre de leur réception. Séparé de ce dernier groupe, le comte d'Harcourt, grand-écuyer de France, marchait seul, portant en écharpe l'épée du Roi dans son fourreau de velours violet semé de fleurs de lis d'or. Il était vêtu d'un pour-point de toile d'or et d'argent, et montait un grand cheval de bataille ayant, au lieu de rênes, deux écharpes de taffetas noir.

Enfin des cris redoublés de *vive le Roi!* annonçaient l'approche de S. M.; des pages, des valets de pied en grand nombre et les gardes-du-corps à pied le séparaient du comte d'Harcourt. Des jeunes seigneurs du même âge que le Roi chevauchaient à côté de lui; mais il se faisait aisément reconnaître à la hauteur de sa taille, à l'adresse avec laquelle il manœuvrait son cheval, et surtout à la dignité que la nature avait empreinte sur sa personne et dans tous ses mouvemens.

A la droite du Roi marchait son grand-chambellan; derrière, le duc de Villeroy¹, les

¹ Nicolas de Neufville, duc de Villeroy, gouverneur

marquis de Gesvres et de Villequier, capitaines des gardes, et le comte de Béringham, premier écuyer. Les princes, mêlés aux ducs et pairs, fermaient la marche de cette cavalcade. Venait ensuite le carrosse du corps de la Reine, précédé et suivi de laquais, de pages et d'écuyers, des compagnies des gardes et des gens d'armes de Leurs Majestés; enfin les carrosses des filles d'honneur de la Reine, des princesses et des autres dames de la cour.

Le cortége, sorti du Palais-Royal, suivit les rues Saint-Honoré, de la Féronnerie, Saint-Denis, passa devant le Grand-Châtelet, entra dans la Cité par le pont Notre-Dame, le Marché-Neuf, et s'arrêta dans la cour du Palais. Toutes ces rues étaient bordées d'amphithéâtres élevés jusqu'aux seconds étages; dans la partie supérieure des maisons, les fenêtres avaient été agrandies par la démolition presque entière des murs de façade, afin de recevoir un plus grand nombre de spectateurs. Il y en avait encore sur les toits, sur les gout-

de Louis XIV, né en 1598, mort en 1685. Il était fils de Charles de Neufville, marquis de Villeroy, et de Jacqueline de Harlay, et épousa Madeleine de Créqui dont il eut le maréchal de Villeroy, gouverneur de Louis XV.



tières, et tous, entraînés par l'enthousiasme toujours plus vif quand il est sans motifs, faisaient retentir les airs de cris de joie et d'acclamations.

L'évêque de Bayeux, trésorier de la Sainte-Chapelle¹, revêtu de ses habits pontificaux et accompagné de son clergé, reçut Leurs Majestés au bas des degrés, et, après les avoir haranguées, il les conduisit dans l'église où une messe basse fut célébrée. Ensuite le Roi, précédé de quatre présidens et de six conseillers, suivi de la Reine sa mère, des princes et seigneurs de la cour, traversa les salles du Palais, entra dans la grand'Chambre, et monta en son lit de justice. La Reine s'assit à droite, puis les princes et les ducs et pairs laïcs; à la gauche les pairs ecclésiastiques; le grand-chambellan sur la première marche, le grand-écuyer sur la seconde, et un peu plus loin les comtes de Tresmes et de Charot, les marquis de Gesvres et de Villequier, capitaines des gardes. Les autres seigneurs et les dames

¹ Edouard Molé, évêque de Bayeux, né en 1609, mort en 1652. Il était fils aîné de Mathieu Molé, premier président du parlement de Paris.

du cortége se placèrent sur des bancs qui occupaient le fond et les côtés de l'estrade.

Le chancelier était arrivé une heure avant le Roi ; tous les magistrats étaient à leurs places ; une des lanternes occupée par la Reine d'Angleterre et les duchesses , l'autre par les ambassadeurs.

Quand le silence fut établi , le Roi dit :

« Messieurs , je suis venu en mon Parlement pour vous déclarer que , suivant la loi de mon État , j'en veux prendre moi-même le gouvernement , et j'espère de la bonté de Dieu que ce sera avec piété et justice. Monsieur le chancelier vous fera connaître plus particulièrement mes intentions. »

Le chancelier Séguier , se levant alors , fit une harangue dans laquelle il rappelait les vertus et les exploits du feu roi Louis XIII. Il s'étonnait qu'il eût été possible à la régente d'en effacer le souvenir par des exploits et des vertus plus grandes , et promettait cependant que le nouveau règne étonnerait l'univers par de bien autres merveilles. Il loua la fidélité des magistrats , le zèle de la noblesse , la sagesse de chacun des princes , et , venant le

tour du prince de Condé, il s'affligea que son absence ne permit d'en parler que pour souhaiter son prompt retour.

Le chancelier ayant fini sa harangue, la Reine s'inclina un peu sur son siège, et se tournant vers le Roi : « Monsieur, dit-elle, » voici la neuvième année que, par la volonté » dernière du Roi défunt, mon très-honoré » seigneur, j'ai pris le soin de votre éducation et le gouvernement de votre État; Dieu » ayant, par sa bonté, donné bénédiction à » mon travail, et conservé votre personne » qui m'est si chère et si précieuse et à tous vos » sujets, à présent que la loi du royaume vous » appelle au gouvernement de cette monarchie, je vous remets avec grande satisfaction la puissance qui m'avait été donnée » pour la gouverner; et j'espère que Dieu » vous fera la grâce de vous assister de son » esprit de force et de prudence pour rendre » votre règne heureux. »

La Reine, ayant ainsi parlé, quitta sa place, et, s'approchant du trône, elle plia les genoux. Le Roi descendit aussitôt, et la releva en l'embrassant; puis étant remonté sur son lit de justice, il lui répondit : « Madame, je

» vous remercie des soins qu'il vous a plu
» prendre de mon éducation et de l'adminis-
» tration de mon royaume ; je vous prie de
» continuer à me donner vos bons avis, et je
» désire qu'après moi vous soyez le chef de
» mon conseil. »

Chacun des princes du sang, les autres princes, les pairs laïcs et ecclésiastiques vinrent alors aux pieds du trône, et rendirent hommage en fléchissant le genou ; les officiers de la couronne et les autres seigneurs rendirent le même hommage, mais sans quitter leurs places. Le premier président fit ensuite la harangue d'usage, tous les présidens à mortier ayant, pendant qu'il parlait, la tête nue et le genou sur leur banc; puis le chancelier ordonna qu'on ouvrit les portes pour laisser entrer le peuple, et le greffier fit lecture de deux édits, un contre les blasphémateurs, l'autre contre les duels et rencontres.

Le greffier fit également lecture d'une déclaration en faveur de M. le Prince; elle portait « que tous les avis donnés touchant de » prétendues intelligences, dedans et dehors » le royaume, contre le service du Roi, ayant » été trouvés faux et artificieusement suppo-



» sés, Sa Majesté, pleinement convaincue de
» l'innocence et de la fidélité de son cousin,
» voulait que tous les écrits envoyés sur ce
» sujet, tant au Parlement qu'aux autres Cours
» du royaume et à la bonne ville de Paris,
» demeurassent supprimés, sans que ors ni à
» l'avenir il pût être rien imputé au prince de
» Condé des faits contenus en iceux. »

Ces édits et déclarations furent enregistrés avec les formalités d'usage. Le Roi s'étant levé ensuite, chacun fut reprendre son rang, et le cortège retourna au Palais-Royal, en passant par le Pont-Neuf et la Croix-du-Tiroir.

Pendant tout le jour les fontaines de la ville versèrent du vin ; de l'argent et des viandes furent largement distribués au peuple par les soins des échevins ; le soir, des feux de joie furent allumés dans les rues, et des lanternes brillèrent sur toutes les fenêtres. Le bruit du canon, le carillon des cloches, le roulement des tambours et les fanfares des trompettes entretinrent toute la nuit la joie du peuple. Elle se prolongea encore le lendemain, le Roi et la Reine s'étant rendus en grande solennité à Notre-Dame pour y entendre une messe d'actions de grâces. Le corps de la ville avait

obtenu la faveur d'escorter Leurs Majestés; cette fois le cortége fut aussi nombreux que la veille, mais différemment composé. Les échevins, conseillers, quarteniers et notables bourgeois, remplaçaient les princes et les seigneurs; au lieu de costumeslestes et brillans, chargés de plumes, de perles et de pierreries, on ne voyait que des habits noirs et de larges robes mi-parties, avec les nefs d'argent sur les bras.

Ce même jour, le Roi fit une promotion nombreuse de chevaliers de l'ordre, distribua des grâces aux seigneurs de son parti, et déclara M. de Châteauneuf chef du conseil, à la place de M. de Chavigny qui avait suivi M. le Prince. La Reine haïssait cependant profondément Châteauneuf qui l'avait trahie plusieurs fois; mais ce vieux ministre conservait un grand crédit auprès des chefs de la Fronde qu'il importait d'attacher aux intérêts de la cour. Mathieu Molé entra aussi en exercice de la charge de garde-des-sceaux¹, sans cesser

¹ Le président Molé avait été nommé garde-des-sceaux au mois d'avril précédent (voir la page 353 du second volume); mais, pour ménager les princes qui s'en montrèrent fort irrités, il fut convenu qu'il n'entrerait en fonctions que lors de la majorité.

toutefois de présider le Parlement. L'accession de ce grand citoyen promettait aux actes de l'administration nouvelle une puissante autorité sur les magistrats et sur les bourgeois de Paris.

Pour accroître encore sa popularité, le Roi fit publier une déclaration par laquelle tous les actes arbitraires et oppressifs commis pendant la régence étaient imputés au cardinal Mazarin. « L'exil et l'emprisonnement des officiers de justice, la dissipation des finances, le retard de la paix générale, la ruine du commerce de nos ports, l'interdiction du parlement de Bordeaux, la détention des princes, enfin toutes les infractions de l'ordonnance de 1648, étaient le fait de ce méchant homme qui, contrevenant aux bonnes et louables intentions de Sa Majesté, avait, par sa mauvaise conduite, justement excité la haine et le mépris des trois ordres du royaume, poussé l'audace jusqu'à calomnier le parlement de Paris, et tenté de donner de mauvaises impressions de la fidélité de cette illustre compagnie. C'était par une juste punition de tant de crimes, que ledit cardinal Mazarin avait

» été banni du royaume ; cependant, depuis
» son départ, il n'avait cessé de continuer
» ses pratiques ordinaires avec aucun de ses
» amis et affidés.

» A ces causes, le Roi, de l'avis de la Reine
» sa mère, du duc d'Orléans, du prince de
» Condé, et autres ducs, pairs et officiers
» de la couronne, et encore de sa pleine puis-
» sance, certaine science et autorité royale,
» faisait de nouveau expresses défenses et
» inhibitions audit cardinal Mazarin, à ses
» alliés et domestiques, de jamais rentrer
» dans le royaume et terres de France, à peine
» d'être poursuivis comme criminels de lèse-
» majesté et perturbateurs du repos pu-
» blic. »

Des paroles si explicites dans une occasion si solennelle semblaient un engagement pos-
sif; elles n'avaient cependant d'autre but que de tromper les peuples jusqu'au moment où on pourrait les braver sans danger. En attendant, la Reine se préparait à pousser vivement le prince de Condé. Fort irritée qu'il ne fût point venu rendre ses devoirs au Roi à l'occasion de la majorité, elle refusa avec dédain une lettre d'excuse que lui présenta le prince de Conti;

et envoya l'ordre au maréchal d'Aumont de licencier sans délai les régimens de Condé, de Conti et d'Enghien. La plupart des officiers et soldats refusèrent d'obéir, et se mirent en route pour Stenay, sous la conduite du comte de Tavanne : mais attaqués en chemin par les troupes royalistes, ils perdirent beaucoup de monde, et Tavanne n'amena que des débris sous le canon de Stenay.

La guerre civile était ainsi commencée. M. le Prince en reçut la nouvelle à Try, chez le duc de Longueville qu'il avait été solliciter de se déclarer en sa faveur. Le duc, fort mécontent de sa femme, était peu disposé à s'engager dans le même parti qu'elle. Averti d'ailleurs, par l'exemple de l'année précédente, du peu de fond qu'il pouvait faire sur les peuples et les places de son gouvernement, il voulait conserver une exacte neutralité. Il promit cependant à son beau-frère de lever des troupes contre le Roi, si, pour garantie des frais de la guerre, on lui livrait les piergeries de la duchesse de Longueville; mais celle-ci n'avait garde de se dessaisir d'une ressource si précieuse, dans un temps où les princesses, « toujours engagées dans les ha-

» sards, marchaient le plus souvent comme
» les héroïnes de roman, avec force pierreries
» et peu d'argent comptant '.

Les négociations de Lenet à Madrid obtinrent plus de succès. Un traité y fut conclu aux conditions suivantes : « Que Sa Majesté catholique et S. A. le prince de Condé ne concluraient point de paix sans obtenir satisfaction pour les intérêts de tous les deux; que Sadite Majesté catholique fournirait cinq cent mille écus au Prince pour lever des troupes, et enverrait à l'embouchure de la Gironde une flotte suffisante pour assurer la navigation depuis Bordeaux jusqu'à la côte de Biscaye;

» Que le prince de Condé resterait en possession de toutes les places dont il se rendrait maître; que néanmoins il livrerait un port de mer pour la sûreté de la flotte espagnole, lequel port le roi Philippe remettrait, lors de la paix générale, moyennant une indemnité fixée à l'amicable; que partout où le prince de Condé se trouverait en personne, il commanderait aux

» troupes coalisées ; que huit mille Espagnols entreraient en Champagne , conduits par un général français du choix du prince de Condé ; que six cent mille écus de subsides annuels seraient payés par le Roi pour la solde de ses auxiliaires ; enfin , que si le duc de Longueville se déclarait en Normandie , il lui serait envoyé des forces de terre et de mer proportionnées à ses besoins . »

Assuré de ces puissans secours , M. le Prince conçut largement son plan d'opération. Il voulait presser la capitale entre une armée qui s'avancerait par les plaines de Champagne , et une autre armée qui , partie de Bordeaux , ne renconterait apparemment aucun obstacle jusqu'à la Loire. Lui-même devait conduire l'attaque du Midi , et il se proposait de confier celle du Nord au vicomte de Turenne , dont il espérait vaincre les scrupules par le don de Stenay : la possession de cette place fournissant des moyens de surprendre Sedan , objet constant des regrets et des espérances de la maison de Bouillon.

Au moment de partir pour la Guyenne , M. le Prince tenta cependant encore une dé-

marche de conciliation ; il écrivit au duc d'Orléans pour l'avertir « qu'il cheminerait lentement, et attendrait de ses nouvelles au château d'Augerville ; il remettait ses intérêts entre les mains de S. A. R., protestant qu'il était prêt à accepter un accommodement, si des conditions raisonnables lui étaient proposées. » Gaston, toujours épouvanté des conséquences des partis extrêmes, désirait éviter une rupture entre la Reine et le prince de Condé : il négocia avec zèle, et ayant obtenu des termes qui lui parurent acceptables, il écrivit à M. le Prince, et chargea de son message le sieur de Croissy, conseiller au Parlement.

Par une bizarre inadvertance, M. de Croissy lut mal l'adresse de la lettre dont il était chargé, et fut chercher M. le Prince à Angerville près d'Étampes, pendant que celui-ci attendait impatiemment la réponse de Gaston à Augerville en Gatinois¹. Fort irrité du mépris que paraissait

¹ Augerville-la-Rivière était un château en Gatinois, appartenant au marquis de Sainte-Aulaire, premier écuyer de M. le Prince, et qui avait épousé la fille du président Péroult, de la Chambre des comptes, homme d'affaires de la maison de Condé.

sait témoigner la négligence de son cousin, M. le Prince partit enfin, et poursuivit rapidement sa route vers le Berry. Croissy, averti de sa méprise, le suivit en toute hâte, mais ne put l'atteindre qu'à Bourges où il lui exposa les conditions qu'avait obtenues M. le duc d'Orléans.

La Reine promettait « que les états-généraux seraient incessamment assemblés dans un lieu voisin de la capitale, et qu'en attendant M. le Prince ne serait point inquiété dans celui de ses gouvernemens où il choisirait sa retraite. La Reine offrait encore de surseoir au licenciement des troupes des princes, et de leur accorder de bons quartiers d'hiver dans les environs de Paris. Ces conditions, ajoutait le duc d'Orléans, étaient toutes à l'avantage du parti ; car les états-généraux se déclareraient sans doute contre le cardinal Mazarin pour la légitime influence des princes du sang ; et si la Reine, manquant à sa promesse, n'assemblait pas les états, et faisait revenir Mazarin, toute la France indignée appellerait un libérateur. »

Avant de donner une réponse décisive,

M. le Prince voulut en conférer avec les chefs de son parti; il emmena donc Croissy à Mont-rond, où il se rendit après quelques heures passées à Bourges; et là, en présence de la princesse de Condé, de la duchesse de Longueville, des ducs de Nemours, de La Rochefoucault et du président Viole, l'affaire fut librement débattue.

La duchesse de Longueville s'opposa vivement à tout délai. « Leur entreprise, disait-elle, ne pouvait réussir que par la violence de l'attaque; si les chefs et les premiers intéressés laissaient paraître de l'hésitation, les subalternes et les auxiliaires perdraient toute confiance. Le roi d'Espagne n'en verrait pas les secours promis, dans la crainte d'en avoir inutilement fait les frais; les gentilshommes de province, qui hasardaient corps et biens, se rappelleraient que déjà plusieurs fois ils avaient été abandonnés. Enfin les officiers auxquels des sommes considérables avaient été confiées pour lever des troupes, seraient charmés d'avoir un prétexte pour garder les deniers et ne point faire de soldats. »

Ces motifs ayant prévalu dans le conseil, il

fut arrêté que M. le Prince remercierait le duc d'Orléans de son officieuse intervention ; mais que, loin de suspendre les hostilités, il les continuerait avec plus d'activité. Dès le lendemain, chacun se rendant à son poste, la duchesse de Longueville et le prince de Conti partirent pour Bourges, la princesse de Condé s'enferma dans Montrond, et M. le Prince, suivi des ducs de Nemours et de La Rochefoucault, se mit en route pour Bordeaux, où il fut reçu aux grandes acclamations du peuple *.

Le mauvais génie du prince de Condé l'avait emporté : désormais il n'éprouvait plus ni hésitation ni scrupule, et se précipitait en désespéré dans l'abîme dont il avait long-temps mesuré la profondeur. On raconte qu'au dernier moment il dit à ceux de ses amis qui avaient exercé sur sa résolution la plus fatale influence : « Souvenez-vous bien que vous l'avez voulu ; vous me forcez à prendre les armes, vous les quitterez avant moi ! » M. le Prince connaissait ses amis mieux qu'ils ne se connaissaient eux-mêmes : tous devaient l'abandonner bientôt. Mais, préoccupés d'une

autre crainte, le prince de Conti, la duchesse de Longueville, les ducs de Nemours, de La Rochefoucault, et le président Viole, signèrent alors un traité secret par lequel ils s'engageaient « à rester unis entre eux sans » leur chef, ou même contre leur chef, si « celui-ci s'accommodeait avec la cour. »

La Reine vit commencer avec joie des troubles qui la dispensaient de convoquer les états-généraux, et qui lui fournissaient un motif spécieux pour s'éloigner de Paris où ses démarches étaient toujours surveillées avec inquiétude par le peuple et le Parlement. Sous prétexte de rétablir l'ordre dans les provinces, elle partit pour Fontainebleau d'où elle comp-tait se rendre en Berry ; laissant, en son absence, la conduite des affaires au duc d'Orléans, assisté du Coadjuteur et du président Molé.

L'année précédente, la coalition de ces deux hommes avait déconcerté les mesures de la cour, et fait triompher le parti des princes ; mais rien de pareil n'était plus à redouter. Le Coadjuteur n'avait garde de mécontenter la Reine qui pouvait encore révoquer sa nomination au cardinalat ; et, en acceptant la charge de garde-des-sceaux, le premier pré-

sident avait contracté de nouveaux devoirs auxquels il était incapable de manquer. Un grand changement se remarquait d'ailleurs depuis quelque temps dans sa conduite ; il semblait qu'une lutte de dix années contre l'autorité royale avait lassé son courage ou excité ses scrupules. Indigné de l'alliance des princes avec les Espagnols, découragé de tant d'inutiles efforts en faveur des libertés publiques, Mathieu Molé ne s'attachait plus qu'à maintenir l'ordre dans Paris : décidé, s'il fallait choisir, à subir le joug de l'autorité royale plutôt que celui des factions.

* En arrivant à Fontainebleau, la Reine, avertie par des députés de Bourges que les habitans de cette ville n'attendaient que son approche pour se soumettre, réunit à la hâte quatre mille hommes d'infanterie et de cavalerie, commandés par le maréchal d'Estrées, et s'avança vers le Berry par Montargis et Gien. Partout sur le passage de Leurs Majestés les peuples firent éclater leur zèle pour la cause royale. Le prince de Conti et la duchesse de Longueville n'osèrent tenir dans

* 26 septembre.

Bourges * et se retirèrent à Montrond ; ne s'y croyant pas encore en sûreté, ils partirent bientôt après, avec la princesse de Condé, pour Bordeaux.

Pour reconnaître le zèle et la fidélité des habitans, le Roi autorisa la démolition de la citadelle, dite la Grosse-Tour de Bourges¹, et lui-même ôta de sa main la première pierre. La population se porta au travail avec tant d'ardeur qu'il ne resta bientôt plus vestige de ce monument de l'ancienne féodalité. Les gentilshommes du parti des princes se jetèrent dans Montrond avec le marquis de Persan qui l'avait si vaillamment défendu l'année précédente. Deux mille hommes, détachés de l'armée royale, formèrent le siège de cette forteresse sous la conduite du comte de Palluau, et, après quinze jours employés à régler les affaires de la province, la cour se mit en route

¹ Elle avait été bâtie par Philippe-Auguste. Rien n'était plus odieux à la bourgeoisie que ces restes de la féodalité qui lui rappelaient son ancienne servitude, et qui journellement encore favorisaient les exactions et les désordres des grands seigneurs.... *Reddita civibus libertate per eversum nidum tyrannidis. Priolo.*

* 8 octobre.

pour Poitiers *, où le comte d'Harcourt vint la joindre avec quatre mille hommes de vieilles troupes qu'il amenait de Picardie.

Depuis son arrivée en Guyenne, M. le Prince déployait une activité prodigieuse pour réunir ses amis et pour s'assurer des places fortes de la province; mais il y rencontrait des difficultés qu'il n'avait pas prévues. La défection de la maison de Bouillon laissait incertaine la noblesse du Limousin. En Périgord, le vieux duc de La Force était mort; l'ainé de ses fils, gagné par le bâton de maréchal de France, avait embrassé le parti de la cour, et négociait le mariage de mademoiselle de La Force, sa fille, avec le vicomte de Turenne. La Reine s'intéressait vivement à cette alliance qui menaçait M. le Prince d'une coalition redoutable. Pour comble de malheur, la maison de La Rochefoucault était divisée, et le baron d'Estissac¹, à la tête de mille gentilshommes de l'Angoumois, s'était rendu à Poitiers pour offrir ses

* Benjamin de La Rochefoucault, baron d'Estissac, épousa, en 1623, Anne de Villoutroys. Il était frère du premier duc de La Rochefoucault, et oncle de celui dont il est parlé fréquemment dans cette Histoire.

* 25 octobre.

services à Leurs Majestés. Le crédit du duc de La Rochefoucault suffit cependant encore pour armer trois mille hommes ; le duc de La Tremoille leva aussi des troupes en Poitou, et tous deux, après s'être emparés de Saintes, à la vue de l'armée royale, allèrent attaquer Cognac, forte place sur la Charente.

Les choses étaient en cet état quand une flotte espagnole, composée de treize vaisseaux et de six brûlots, se présenta à l'embouchure de la Gironde. M. le Prince envoya complimenter le baron de Batteville qui la commandait, et lui livra le port et la place de Bourg, en exécution du traité conclu à Madrid par Lenet¹. Le lendemain, un brigantin espagnol vint jeter l'ancre dans le port de Bordeaux, devant la porte du Chapeau-Rouge, et apporta un à-compte sur les subsides promis. Mais l'utilité de ces secours fut compensée par la division dangereuse qu'ils causèrent dans le parti. En apercevant le pavillon ennemi, trente présidens ou conseillers du Parlement quittèrent la ville, et un grand nombre des plus notables habitans laissèrent éclater leur indignation.

¹ Voir la page 24 de ce volume.

Personne n'était moins propre que M. le Prince à traiter avec des magistrats, et à se concilier des bourgeois. Impatient de tout contrôle, il prit le parti de quitter Bordeaux, et projeta de faire sa place d'armes dans La Rochelle, d'où il pourrait plus librement traiter avec l'Espagne, avec l'Angleterre, et faire un appel au parti protestant'.

' Il est avéré que le prince de Condé, une fois engagé dans la guerre civile, conçut les projets les plus criminels. Nous avons indiqué les Mémoires du comte de Coligny qui existent, manuscrits, à la Bibliothèque royale, et qui lui imputent le dessein de détrôner Louis XIV pour s'emparer de la couronne. Quant aux négociations du prince de Condé avec Cromwell, et à son projet de reformer en France un parti protestant, nous citerons le passage suivant, extrait de l'*Histoire de mon temps*, par Burnet :

« Le prince de Condé fit proposer de son côté à Cromwell de se faire protestant; et, s'il voulait lui donner une flotte avec de bonnes troupes, d'opérer une descente en Guyenne. Il ne doutait pas qu'il ne fût secondé dans cette entreprise par les protestans, et il était assuré de jeter la France dans de tels embarras, qu'on en obtiendrait, pour eux et pour l'Angleterre, toutes les conditions qu'il plairait à Cromwell lui-même de dicter. Séduit par une telle perspective, le Protecteur envoya Stoupe faire une tournée dans toute

L'autorité se partageait alors dans La Rochelle entre les bourgeois et le comte du Dauphin

» la France pour s'entretenir avec les principaux protestans, examiner les ressources du parti, ses dispositions présentes, le degré d'oppression sous lequel il gémissait, et la confiance qu'il portait au prince de Condé. Stoupe, en quittant Paris, descendit la Loire, vint à Bordeaux, passa ensuite à Montauban, et traversa la partie méridionale de la France pour se rendre à Lyon. Ses instructions portaient qu'il ne parlerait qu'en simple voyageur, et assurerait néanmoins les réformés du zèle et du soin de Cromwell, dont il ferait partout de magnifiques éloges. Les protestans étaient alors très-satisfait de leur situation ; car Mazarin, uniquement occupé du soin d'enrichir sa famille, prenait soin de faire observer les édits avec une exactitude inconnue jusqu'à lui. Stoupe revint pour rendre compte à Cromwell de l'absence de mécontentement chez les protestans, et de leur peu de disposition à remuer. Ils avaient d'ailleurs une très-mauvaise opinion du prince de Condé, dont l'impiété et l'immoralité les révoltaient, et qu'ils regardaient en outre comme un ambitieux, tout rempli de ses projets de grandeur, et toujours prêt à leur sacrifier ses amis et la cause qu'il avait embrassée. C'en fut assez pour fixer Cromwell sur son compte. Il apprit aussi que le Cardinal avait autour de ce prince ses espions, qui l'avaient informé de tous les messages qu'il y avait eu entre eux deux ; c'est pourquoi il ne voulut plus avoir aucune correspondance

gnon¹, gouverneur de Brouage ; celui-ci, profitant des troubles de la régence, avait jeté

» avec lui, et dit à ce sujet à Stoupe : *Stultus est et garrulus, et venditur à suis Cardinali.* »

¹ Louis Foucault, comte du Daugnon, né en 1616, maréchal de France en 1653, mort, sans avoir été marié, en 1659. Il était fils de Gabriel Foucault et de Jeanne Poussard du Vigean.

L'existence du comte du Daugnon, et la grande influence qu'il exerçait dans le midi de la France, est un de ces faits dont on ne peut se former une juste idée que par l'examen attentif de l'état social et politique du pays à cette époque. Issu d'une famille noble, mais sans puissance, du Daugnon fut nourri page du cardinal de Richelieu qui le plaça auprès de son neveu, le jeune duc de Maillé, comme une espèce de gouverneur. Ambitieux et cupide, il sut gagner toute la confiance de son élève, qui partagea avec lui l'autorité de ses charges, et le fit son lieutenant au gouvernement de Brouage. Après le combat d'Orbiette (1646), du Daugnon quitta précipitamment l'armée, et, devançant la nouvelle de la mort du duc de Maillé, il se jeta dans Brouage, et sut y faire reconnaître son autorité sans s'inquiéter d'en justifier les titres. Pendant le débat qui s'éleva entre la Reine et le prince de Condé, encore duc d'Enghien, pour le partage de la succession du duc de Maillé, du Daugnon demeura neutre entre les deux partis, bien décidé, quoi qu'il pût arriver, à garder la place pour son compte ; et en effet, réparant ses murailles, armant des soldats et

des soldats dans les îles de Ré, d'Oléron, et dans les forts qui commandaient le port de La Rochelle; depuis plusieurs années il se maintenait dans ces gouvernemens, indépendant de tous les partis, et offrait alternativement ses secours à ceux qui les payaient au plus haut prix. Il entra volontiers dans les desseins de M. le Prince; mais il voulut rester seul chargé de l'entreprise, sauf à régler, après le succès, l'indemnité qu'il prétendrait pour prix de sa conquête. Cette condition ayant été acceptée, il fit entrer secrètement un grand nombre de soldats dans les forts dont il était en possession.

* Avertis, par ces mouvemens de troupes, qu'ils allaient être attaqués, les bourgeois envoyèrent demander des secours à Poitiers.

des vaisseaux, il régnait dans toute la contrée, et se faisait respecter depuis Nantes jusqu'à Bordeaux. Pour subvenir aux frais de ces armemens, il vendait le produit des riches salines de Brouage, et prélevait sur les recettes voisines les fonds affectés aux dépenses de la place. — *In hac igitur omni regione rege atque reginâ post hahitis regnabat. Navibus haud paucis fretus mari ac terrâ terribilem sese præbebat. — De rebus Gallicis Labardeus.*

* 6 novembre.

tiers ; et, formant des barricades dans la ville, ils disposèrent si bien leur défense, qu'après une tentative inutile les soldats du gouverneur, repoussés sur tous les points, durent se renfermer dans leurs forteresses. Peu de jours après, le baron d'Estissac arriva de Poitiers avec deux cents gentilshommes et quatre compagnies du régiment des gardes. Ce renfort donna tant de confiance aux habitans, qu'ils escaladèrent deux des tours qui commandaient le port^{*} : la troisième, dite de Saint-Nicolas, resta seule au pouvoir de la garnison.

Pendant ce temps, les ducs de La Rochefoucault et de La Tremoille pressaient vivement le siège de Cognac. La place était aux abois quand le comte d'Harcourt s'en approcha avec toute l'armée royale ; de son côté M. le Prince accourut au secours des ducs, suivi de deux mille hommes d'infanterie et de quatre mille chevaux. Il arriva devant Cognac sur la rive gauche de la Charente au moment où le comte d'Harcourt attaquait sur la rive droite le duc de La Rochefoucault, logé dans

* 13 novembre.

un faubourg de la place. Un pont en bois assurait la communication entre M. le Prince et ses amis ; mais ce pont fut inopinément emporté par la crue subite des eaux de la Charente , et le duc de La Rochefoucault , trop faible pour résister seul au comte d'Harcourt , se vit contraint de lever le siège *.

Impatient de venger cet échec , M. le Prince marcha vers Tonnay-Charente , dans l'espoir d'arriver à La Rochelle à temps pour secourir du Daugnon. Le comte d'Harcourt , non moins actif , remonta par Saint-Jean-d'Angély , et se montra le premier devant La Rochelle. Commandant aussitôt l'assaut de la tour de Saint-Nicolas , il intimida tellement les assié-gés , qu'ils crièrent *vive le Roi!* et demandèrent quartier. On ne consentit à leur accorder la vie que s'ils précipitaient du haut des remparts l'officier qui les commandait ; ils acceptèrent la condition , et ouvrirent ensuite les portes de la tour , où l'on trouva neuf pièces de canon , artillerie redoutable pour ce temps.

* 18 novembre.

* M. le Prince arriva encore pour être témoin de ce désastre. Les troupes royales, encouragées par leurs succès, vinrent audacieusement à sa rencontre, le combattirent avec avantage, et le forcèrent à se retirer sur Tonnay-Charente, où, réduit à la défensive, il pouvait à grand'peine empêcher ses soldats de se débander.

Dans les autres parties de la France, la fortune n'avait pas été plus favorable à ses armes. Le comte de Tavanne et le général espagnol don Estevan de Gamarre s'étant avancés vers Vitry en Champagne pour y passer la Marne et gagner la Bourgogne par Bar-sur-Seine, le maréchal de La Ferté leur barra le passage, les contraignit à rebrousser chemin, et les poursuivit jusque sous le canon de Montmédy. Les amis de M. le Prince en Bourgogne et en Berry, sans espoir d'être secourus, se renfermèrent alors dans leurs places fortes ; mais le brave Arnault mourut peu après dans la citadelle de Dijon qui, ainsi que Bellegarde, ouvrit ses portes au duc d'Épernon ; la forteresse d'Hérisson, en Berry,

* 6 décembre.

fut emportée par le marquis de Saint-Géran, et Montrond, dernière ressource du parti au centre de la France, ne pouvait plus tenir long-temps contre le comte de Palluau.

Ainsi pressé de toutes parts par les troupes royalistes, M. le Prince trouvait des adversaires non moins redoutables dans les compagnies souveraines. En Provence, la noblesse ayant tenté de se réunir, le parlement d'Aix décréta de prendre corps les chefs de rebelles, et appela les milices aux armes. Le parlement de Toulouse enjoignit aux communes du Languedoc de courir sus au général Marsin qui, ayant abandonné la Catalogne, venait joindre M. le Prince avec un corps de cavalerie. Le parlement de Dijon envoya complimenter le duc d'Épernon à son entrée dans la Bourgogne, et celui de Rouen était prêt à se déclarer contre le duc de Longueville, s'il tentait quelques efforts en faveur de ses beaux-frères.

Le seul parlement de Paris, conservant encore quelques ménagemens, n'avait point enregistré des lettres-patentes publiées à Bourges au mois d'octobre précédent, par lesquelles « les princes de Condé, de Conti,

» la duchesse de Longueville, les ducs de
» Nemours et de La Rochefoucault étaient
» déclarés désobéissans, rebelles et criminels.
» de lèse-majesté. » Personne cependant dans
la compagnie ne justifiait les procédés de M. le
Prince; Deslandes-Payen, Machault, Lenet et
les autres conseillers de la nouvelle Fronde,
condamnaient aussi vivement que leurs con-
frères son alliance avec l'Espagne et son mépris
de l'autorité royale; ils sollicitaient seule-
ment un délai pour lui laisser le temps de
rentrer dans le devoir, et insistaient princi-
palement sur ce point: « Qu'il n'était pas dans
» l'intérêt des défenseurs des libertés publi-
» ques de détruire le seul obstacle qui put
» efficacement s'opposer au retour du mi-
» nistre fautEUR de la tyrannie. »

Ces raisons paraissaient d'un grand poids
à plusieurs chefs de la compagnie. Le pre-
mier président lui-même n'en méconnaissait
pas la justesse. Mais quand la flotte espagnole
fut entrée dans la rivière de Bordeaux, et
que la guerre civile eut éclaté de toutes parts,
Mathieu Molé ne se crut pas permis de diffé-
rer davantage. Il convoqua * les Chambres.

* 20 novembre.

et leur fut part d'une nouvelle lettre de la Reine , qui pressait l'enregistrement de la déclaration contre les rebelles. « Jusqu'à ce jour il avait » sursis et différé, dit-il , d'assembler pour ce » sujet la compagnie, espérant que , par l'en- » tremise de M. le duc d'Orléans , les affaires » se pourraient ajuster. Bien loin de cela , » M. le Prince ne voulait entendre à aucun » accommodement; il faisait alliance avec les » Espagnols , et s'emparait des deniers du » Roi. Il assiégeait les villes , mais , grâces à » Dieu , il ne les prenait pas , ayant été con- » traint de lever le siège de Cognac. Il n'y » avait donc plus lieu de différer à rendre » justice au Roi , qui la demandait au Parle- » ment par la bouche de son procureur- » général. »

Le duc d'Orléans répondit à Mathieu Molé : « Que la condamnation d'un prince du sang » était une affaire de grande conséquence et » de suites périlleuses ; qu'il ne fallait pas ai- » grir si fort M. le Prince , dans la crainte » que se voyant condamné , le désespoir ne » s'emparât de son esprit , et qu'il ne voulût » plus entendre à aucun accommodement. » Des avis dignes de foi annonçaient d'ail-

» leurs que l'on travaillait incessamment au
» retour du cardinal Mazarin, lequel on sa-
» vait bien être sur nos frontières, et avoir
» reçu des passe-ports scellés du Roi. Dans cet
» état, il proposait de différer quinze jours
» encore, et d'envoyer des personnes de
» qualité vers M. le Prince pour savoir sa
» dernière résolution. Si, après ce délai, ledit
» Prince refusait de s'accommoder, il serait
» temps de vérifier la déclaration et de pren-
» dre toute autre mesure conforme aux ri-
» gueurs de la justice '.

Deux propositions étant ainsi soumises au Parlement, il avait à déterminer sur laquelle des deux on délibérait d'abord. Les magistrats étaient devenus habiles dans la conduite des discussions ; l'expérience leur enseignait chaque jour la tactique des assemblées délibérantes : aussi cette question de priorité fut-elle longuement et vivement débattue. Les amis de M. le Prince soutenaient qu'il était dans l'ordre de délibérer d'abord sur la proposition du duc d'Orléans, parce qu'elle ne préjugeait rien, et laissait à délibérer plus tard sur celle du premier président, tandis qu'au contraire si celle-ci était mise d'abord en discussion, et qu'elle vint à être adoptée, il n'y aurait plus lieu à s'occuper ensuite de celle de S. A. R.

Les deux partis s'acharnaient sur ce point, et l'issue était douteuse, quand il fut proposé, comme terme de

Les gens du Roi insistant pour obtenir la vérification immédiate des lettres - patentes, la délibération s'ouvrit sur leurs conclusions, et fut continuée pendant dix jours avec une grande solennité. Les conseillers de la nouvelle Fronde répétaient incessamment « que » la véritable raison pour laquelle on pressait l'enregistrement était le retour prochain du Cardinal, qu'on verrait aussitôt après entrer en France avec une armée. » Ils ne furent pas écoutés. « Le retour du Mazarin, répondaient *les modérés*, était chose que personne ne pourrait jamais se persuader, et qu'il était criminel de supposer après tant de sermens jurés par Leurs Majestés. » Enfin un arrêt, rendu * par cent vingt voix contre soixante, porta que la déclaration du Roi contre les princes de Condé, de Conti, la duchesse de Longueville, les ducs de Nemours et de La Rochefoucault,

conciliation, de délibérer conjointement et par le même tour d'opinions sur les deux propositions. Cet avis réunit quatre-vingt-dix-huit suffrages ; les amis de M. le Prince, au nombre de soixante-deux, persistèrent à demander la priorité pour M. le duc d'Orléans.

* 4 décembre.

serait lue, publiée et enregistrée au greffe de la Cour, pour être exécutée selon sa forme et teneur.

Les amis des princes, ne conservant plus l'espérance d'être soutenus par les magistrats et les bons bourgeois, cherchèrent d'autres appuis, et parvinrent à soulever la populace ; mais elle fut promptement réprimée par la

Des billets jetés en plusieurs endroits de la ville appellèrent la populace à se réunir en armes dans la rue de Tournon. Une troupe nombreuse s'y forma en effet, et se porta séditieusement au palais du Luxembourg en poussant de grands cris, et chargeant d'imprécactions Mazarin et ses adhérents. Le duc d'Orléans parut aux fenêtres de son palais, et demanda à ces gens ce qu'ils voulaient. Ils répondirent qu'ils voulaient la paix, et qu'on ne laissât pas revenir le Mazarin. Gaston ne parut pas s'inquiéter beaucoup de les calmer, et leur répondit seulement qu'il n'était pas en son pouvoir de leur accorder ce qu'ils demandaient, et qu'ils s'adressassent à ceux qui y pouvaient plus que lui. Les gens du peuple comprirent qu'il voulait parler du premier président, et, quittant le Luxembourg, ils se dirigèrent vers le Pont-Neuf. La troupe se grossissant à chaque pas, la fureur s'exaltait par le tumulte ; ils arrivèrent dans le plus effrayant désordre à l'hôtel du premier président, dans la cour du Palais, où les cris redoublèrent avec plus de violence. Les domestiques épouvantés barricadèrent l'entrée. Ma-

force publique, et ses désordres provoquèrent de nouveaux arrêts. La Reine crut alors le Parlement engagé sans retour. Elle cessa de le ménager, et bientôt des nouvelles arrivées de la frontière de Flandre annoncèrent que le cardinal Mazarin faisait ostens-

thieu Molé travaillait assis près d'une table dans son cabinet ; il ne se dérangea pas, et cria seulement à ses gens, par la fenêtre, qu'ils ouvrissent toutes les portes. La populace se précipita dans les appartemens ; Molé, s'avançant alors à la porte de son cabinet, leur dit « qu'ils étaient des misérables, et qu'il les ferait tous pendre » s'ils ne se retiraient à l'instant. » L'autorité du premier président sur le peuple de Paris semble véritablement avoir été prodigieuse. Les plus furieux, entendant sa menace, prirent la fuite, épouvantés comme s'il eût eu le pouvoir de la faire exécuter sur l'heure.

Le lendemain un nouvel arrêt « intima au procureur-général d'informer de ces désordres ; défendit à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles fussent, de s'attrouper et d'exciter sédition à peine de la vie ; enjoignit aux prévôt des marchands et échevins d'avertir les colonels et capitaines des quartiers de la ville et des faubourgs de tenir leurs compagnies en état de donner main-forte au lieutenant criminel, au chevalier du Guet et au prévôt de l'Ile, si les troupes de ces officiers ne suffisaient pas pour maintenir l'ordre dans la ville. »

siblement des levées de soldats, et se préparait à rentrer en France à la tête d'une armée. Chaque jour, des détails plus circonstanciés confirmèrent l'authenticité de ces rapports. Malgré les dénégations des serviteurs de la Reine, il n'y eut plus moyen de les révoquer en doute quand le duc d'Elbeuf, gouverneur de Picardie, apporta au Parlement une lettre par laquelle le Cardinal lui annonçait que « connaissant l'état des affaires de France, et voulant s'acquitter des grandes obligations qu'il avait au Roi et à la Reine, il était parvenu à lever une armée de dix mille hommes, et se préparait à la conduire au secours de Leurs Majestés. » Il priait S. A. le duc d'Elbeuf de lui man- der son sentiment à ce sujet, et de lui livrer passage à travers les places de la Picardie. »

A la lecture de ces dépêches, les magistrats laissèrent éclater un ressentiment furieux. Le premier président tenta de le modérer en informant la compagnie « que déjà il avait envoyé un mémoire au Roi pour lui présenter qu'après tant de déclarations rendues contre le cardinal Mazarin, notamment celle du 6 septembre, Sa Majesté ne

» pouvait, sous aucun prétexte, souffrir un
» retour dont les suites seraient assurément
» funestes. »

Ce n'était point par des voies si mesurées qu'entendaient procéder les jeunes conseillers. Ils obligèrent le premier président à ouvrir sur-le-champ la délibération, et quelques-uns, ne connaissant plus aucune mesure, proposèrent *de mettre à prix la tête du cardinal Mazarin*. Le Coadjuteur et tous les conseillers-clercs se levèrent aussitôt de leurs places¹ et sortirent de la salle. Les présidens à mortier réunirent leurs efforts à ceux de Mathieu Molé, et la majorité se prononçant enfin pour un avis plus conforme à la dignité de la magistrature, l'arrêt disposa seulement « que le président de Bellièvre et » quatre autres députés se rendraient au- » près du Roi pour l'informer de ce qui se » passait sur la frontière; que des conseillers » seraient envoyés dans les provinces de » Champagne et de Picardie pour dresser » procès-verbal du retour du cardinal Maza-

¹ Les canons et les ordonnances défendaient à tout ecclésiastique de prendre part à une délibération lorsqu'il y avait un avis ouvert à la mort.

» rin ; que défenses seraient faites aux maires
» et échevins des villes desdites provinces de
» lui donner passage, et que toutes déclara-
» tions et précédens arrêts donnés contre le-
» dit Cardinal et ses adhérents seraient main-
» tenus et exécutés. »

Au mépris de ces défenses et de ces mena-
ces, Mazarin pressa ses préparatifs ; les com-
tes de Broglie et de Navailles, les maréchaux
d'Hocquincourt et de La Ferté-Senneterre lui
amenèrent des troupes et prirent le coman-
dement des différens corps de son armée. Des
courriers partis de la frontière apportaient
d'heure en heure ces nouvelles à Paris, et
accroissaient l'inquiétude et l'effroi. Les bour-
geois, attroupés dans les rues et sur les places,
s'interrogeaient l'un l'autre avec anxiété ; les
magistrats, non moins émus, ne quittaient
plus ni le jour ni la nuit les salles du Palais.
Enfin le duc d'Orléans donna l'avis certain
« que le Cardinal, entré à Sedan le 25 dé-
» cembre, en était sorti le lendemain pour
» continuer sa route, et qu'il marchait sur
» Reims avec des forces imposantes. » Des cris
forcenés, partis de tous les bancs, renouve-
lèrent alors l'avis *de mettre à prix la tête du*

cardinal Mazarin. Le Coadjuteur et les conseillers-clercs se retirèrent encore; le premier président et ses plus respectables confrères unirent leurs généreux efforts; mais le torrent rompit toutes les digues, et une délibération commença: triste et honteux témoignage des excès auxquels l'esprit de parti peut entraîner une compagnie de gens de bien!

Le premier président avait résolu de ne point s'en rendre complice. Le soir, en rentrant chez lui, il annonça qu'il allait partir pour joindre Leurs Majestés, et exercer au conseil les fonctions de garde-des-sceaux. Interrogé par ses amis sur ce qu'il entendait faire à la cour: « Je dirai la vérité, répondit-il; puis j'obéirai au Roi. » Molé était un plus grand citoyen, sans doute, quand il n'obéissait qu'aux lois. Nous ne le verrons pas sans regret abandonner le rôle qu'il soutenait depuis dix ans avec tant de gloire, et siéger au conseil sous les ordres du ministre despote qu'il avait tant de fois proscrit. Faut-il admettre que ce noble caractère ait fléchi sous des motifs d'ambition et d'intérêt? L'historien ne peut dissimuler que, chargé de dix enfans, pourvu de peu de biens, Molé ne se montrait pas insen-

sible à l'établissement de sa famille. Peut-être, cependant, des considérations moins indignes de lui déterminèrent sa soumission à l'autorité absolue.

L'ignorance des compagnies souveraines, leur incapacité à conduire les affaires d'État; l'absence de tout patriotisme parmi les grands, et l'habileté corruptrice du cardinal Mazarin avaient conduit les affaires à un tel point, que le despotisme pouvait sembler un asile. La résistance légale devenait impossible; l'appel aux armes, remède extrême et toujours déplorable, devait entraîner le Parlement à une alliance avec le prince de Condé, qui lui-même, uni aux Espagnols et mettant en mouvement la populace des villes, offrait à la magistrature un auxiliaire dangereux et peu honorable. Réduit à la triste alternative qu'il avait depuis long-temps prévue, Molé plia la tête sous le joug du despotisme, qu'il préférait au joug des factions.

Trois jours après le départ du premier président, un arrêt rendu * en l'absence de tous les contradicteurs, déclara « le cardinal Ma-

* 29 décembre.

» zarin et ses adhérens criminels de lèse-
» majesté; enjoignit aux communes de leur
» courir sus; ordonna que tous les biens du
» dit Cardinal seraient vendus; que sur le prix
» de la vente il serait prélevé par préférence,
» et nonobstant toute saisie — opposition et
» appellation, la somme de cent cinquante
» mille livres pour récompenser celui ou ceux
» qui représenteraient ledit Cardinal à jus-
» tice, mort ou vif; et que dans le cas où aucun
» de ceux qui le représenteraient auraient été
» antérieurement condamnés pour crime, le
» Roi serait humblement supplié de leur ac-
» corder pardon. »



CHAPITRE XVII.

Tentatives du cardinal Mazarin sur Brissac. — Il rentre en France. — Le prince de Condé écrit au Parlement pour lui offrir son alliance. — Courageuse politique du Parlement, qui forme un tiers-parti entre la cour et les princes. — Gourville envoyé à Paris par M. le Prince pour enlever le Coadjuteur. — Le duc d'Orléans essaie inutilement d'entrainer le Parlement à la guerre civile. — Opérations militaires. — L'armée royale prend Angers et se présente devant Orléans. — Madeleine défend la place. — Combat de Jargeau. — M. le Prince paraît inopinément à la tête de ses troupes. — Défaite du maréchal d'Hocquincourt. — M. de Turenne sauve le Roi.

Du 1^{er} janvier au 10 avril 1652.

DANS la lutte que depuis trois années la Reine soutenait avec persévérance contre les princes et les grands de l'État, l'alliance du parlement de Paris avait tour à tour assuré l'avantage à l'un et à l'autre parti. La prison des chefs de la noblesse en 1650, la chute et l'exil du ministre en 1651, attestait également le pouvoir des magistrats; et malgré ses récents désastres, M. le Prince pouvait encore

espérer un retour de fortune, si le Parlement, irrité par le rappel du cardinal Mazarin, se déclarait de nouveau contre la cour.

En s'exposant à ce danger, la Reine ne cérait pas cependant à une faiblesse sans dignité. Elle tenait aux droits de sa couronne plus fortement peut-être qu'aux affections de son cœur, et tout porte à croire qu'elle eût sacrifié son ministre si elle eût cru à ce prix conserver l'autorité absolue. Mais le Coadjuteur avait inutilement essayé de la convaincre des avantages de cette concession. Une fois seul avec elle pendant la nuit, dans l'oratoire du Palais-Royal, il parlait depuis plusieurs heures avec tout le charme de son éloquence; il montrait la France reconnaissante et soumise, portant avec orgueil le joug de sa souveraine. Anne d'Autriche souriait à ces images et semblait ébranlée, quand tout-à-coup l'instinct de Philippe II triomphant des ruses de Gondi: « Plaisant moyen de rétablir l'autorité du Roi, s'écria-t-elle avec colère, que de contraindre sa volonté. »

Bien instruit des efforts du Coadjuteur, le cardinal Mazarin ne restait pas sans inquiétude. Les termes de la déclaration royale ren-

due contre lui ¹ le lendemain de la majorité, l'avaient profondément blessé; et un ordre qu'il reçut ensuite de se rendre à Rome pour y ménager les intérêts de la France au prochain conclave, acheva de le convaincre que des amis infidèles cherchaient à ébranler son crédit sur l'esprit de la Reine ²: craignant qu'une plus longue absence ne leur en laissât les moyens, il pressa donc les préparatifs de son retour. Sa situation, chaque jour plus favorable, lui permettait alors de faire face à tous ses ennemis; le mariage de Laure-Victoire Mancini³ avec le duc de Mercœur, lui assurait l'appui de toute la maison de Vendôme, à l'exception du duc de Beaufort, et le mariage d'une autre de ses nièces avec le fils ainé du duc de Bouillon, lui promettait des avantages plus considérables encore.

¹ Voir la page 21 de ce volume.

² Voir les lettres du cardinal Mazarin à M. de Brienne, pièces justificatives.

³ Ce mariage avait été célébré, selon quelques-uns, le 4 février 1651, au Palais-Royal, dans l'appartement même de la Reine, au moment où le cardinal Mazarin quitta la cour; d'autres disent qu'il eut lieu à Breuil, où le duc de Mercœur alla en effet visiter plusieurs fois le cardinal Mazarin.

Le moment était arrivé où il ne devait plus rester de grands seigneurs en France, mais seulement des courtisans riches et favorisés. La puissante maison de la Tour d'Auvergne donnant un exemple, suivi bientôt après par le reste de la noblesse¹, allait enfin sacrifier son antique indépendance. Pour récompense de la forteresse de Sedan, le duc de Bouillon acceptait de riches domaines au centre de la France, et au prix d'un pouvoir précaire dans le cabinet², il renonçait à toute grandeur personnelle. Le vicomte de Turenne avait même promis de commander l'armée du ministre favori, et il ceignait l'écharpe aux couleurs de Mazarin³, en déposant la noble bannière que Godefroy planta jadis sur les remparts de Jérusalem.

Les marquis de Navailles, de Feuquières, les comtes de Broglie, de Montaigu, le général Fabert, gouverneurs de Bapaume, Verdun, La Bassée, Rocroy et Sedan, se déclarant aussi pour le Cardinal, lui amenèrent des

¹ Voir les pièces justificatives.

² *Destinatus in regimine secundacervix. — Labardæus.*

³ Les troupes qui ramenèrent en France le cardinal Mazarin portaient l'écharpe verte, couleur de sa livrée.

détachemens de leurs garnisons, qui, avec ses nouvelles levées, formèrent une armée de dix mille hommes. Tous voulaient cependant rester maîtres de leurs places, et, en cas de mauvais succès, Mazarin n'ignorait pas qu'aucun ne lui donnerait asile. Aussi fit-il de grands efforts pour acquérir la possession de la ville et de la citadelle de Brissac, qui lui offrant à tout hasard une retraite sûre, l'eût dispensé de recourir encore à la pitié de l'étranger.

Le comte d'Erlach, gouverneur de Brissac pour le Roi, était mort l'année précédente. Charlevois, son lieutenant, s'était emparé de l'autorité, et prétendait s'y maintenir indépendant. Il avait de bons soldats fort attachés à sa personne; la place passait pour inexpugnable, et de nombreux exemples de succès pouvaient encourager son entreprise. Il se laissa néanmoins persuader de recevoir dans Brissac le comte de Tilladet, créature du cardinal Mazarin, et de partager le commandement avec lui. Pour obtenir cette descendante, le Cardinal avait employé le crédit de la maréchale de Guébriant¹ à la-

¹ Renée du Bect, fille du marquis de Vardes et d'Hé-

quelle Charlevois témoignait de grands respects, en mémoire des services qu'il avait reçus de feu le maréchal de Guébriant. Informé cependant qu'on cherchait à lui débaucher ses soldats, Charlevois se saisit de la personne de Tilladet, et le fit conduire au bas des glaçis avec défense, sous peine de la vie, de se représenter devant la place. Sans se décourager de ce mauvais succès, Mazarin recourut de nouveau à la maréchale qui consentit à retourner à Brissac, et qui amena cette fois, parmi les dames de sa suite, une jeune veuve d'une grande beauté et d'une coquetterie habile.

Le vieux soldat reçut encore la maréchale avec confiance, et devint bientôt amoureux de

lène d'O. Son frère épousa la comtesse de Moret, maîtresse d'Henri IV, et en eut le marquis de Vardes, célèbre à la cour de Louis XIV.

Renée du Bec avait eu un premier mari qu'elle accusa d'impuissance ; le mariage ayant été cassé pour ce motif, elle épousa Jean-Baptiste de Budes, depuis maréchal de Guébriant. Devenue veuve, elle fut nommée ambassadrice en Pologne, honneur qu'une femme n'avait jamais eu. Elle mourut en 1659, désignée dame d'honneur de Marie-Thérèse d'Autriche que Louis XIV allait épouser.

sa belle compagnie. Se relâchant, pour leur plaisir, des précautions que les gouverneurs avaient coutume d'observer, il sortait souvent de Brissac et les accompagnait dans leurs courses aux environs. Un jour les carrosses étant préparés pour la promenade accoutumée, la maréchale feignit qu'une indisposition la retenait au logis, et insista néanmoins pour que la partie ne fût pas dérangée. Charlevois, sans méfiance, prit place à côté de celle qu'il aimait, et se laissa conduire à trois milles des remparts. Là, des soldats de la garnison de Philisbourg, placés en embuscade, se jetèrent sur lui sans qu'il pût opposer de résistance, le contraignirent à monter à cheval et l'emmenèrent prisonnier.

Pendant ce temps, la maréchale, ayant fait assebler les troupes sur la place d'armes, parcourait les rangs à cheval, déployait les ordres du Roi, et haranguait les officiers et les soldats pour les engager à s'y soumettre. Ses efforts furent inutiles ; les vieux soldats aimait Charlevois comme leur père. Indignés de la trahison dont il était victime, ils se précipitèrent sur la maréchale et sur sa complice et faillirent les mettre en pièces.

Elles parvinrent cependant à s'échapper à l'entrée de la nuit; et, peu de jours après, Charlevois, rentré dans la place, y reprit le commandement comme si rien n'était arrivé.

Le cardinal Mazarin n'avait pas attendu l'issue de cette entreprise pour se mettre en marche avec son armée; il se dirigea d'abord sur Poitiers où la cour résidait alors. Les commissaires nommés par le Parlement¹ pour s'enquérir de sa marche, le rencontrèrent en Champagne. Ils s'acquittaient de leur mission avec un mélange bizarre de hardiesse chevaleresque et de gravité sénatoriale. Ils allaient à cheval la plume en main, verbalisant des désordres des gens de guerre; ils faisaient rompre les ponts, gâtaient les gués, ameutaient les communes. Rencontraient-ils des partis ennemis? ils avançaient hardiment, signifiaient les arrêts de la compagnie, et, après en avoir donné copie, enjoignaient aux soldats de se retirer, s'ils ne voulaient encourir les peines portées contre les délinquans. Les soldats ne faisaient qu'en rire, mais le peuple commençait à s'émouvoir, et à Pont-

¹ Voir la page 50 de ce volume.

sur-Yonne, les conseillers Bitaut et Geniers s'étant placés en travers sur le pont, et refusant obstinément de livrer passage, il fallut les faire charger par un piquet de cavalerie.

Geniers, blessé et renversé, se sauva sur le cheval de son clerc et arriva à grand'peine à Sens. Bitaut eut sa robe percée de quatre coups de mousqueton, et fut conduit devant MM. d'Hocquincourt, de Broglie et de Navailles, qui lui remontrèrent civilement l'imprudence de son procédé et voulurent le conduire au cardinal Mazarin. Mais Bitaut, soutenant noblement son caractère, reprocha aux généraux leur rébellion et refusa de les suivre chez le Cardinal « qu'il ne verrait, » disait-il, que sur la sellette pour le condamner à mort, comme déclaré criminel « de lèse-majesté par arrêt de Cour souveraine ».

Le parlement de Paris, en apprenant le peu de compte que les soldats tenaient de ses arrêts, ne témoigna pas moins de surprise que d'indignation. L'avocat-général Bignon requit « que la nouvelle du traitement fait aux officiers de justice fût rédigée en forme de déposition par devant deux de Messieurs commis par la Cour, et que les sieurs d'Hocquincourt, de Broglie, de Na-

Pendant ce temps, le président de Bellièvre, chargé de présenter les remontrances du Parlement, était arrivé à Poitiers. Introduit dans le cabinet du Roi, il s'y trouva en présence du premier président qui, en qualité de garde-des-sceaux, devait expliquer les volontés de Sa Majesté. Ces deux hommes, les plus considérables de leur compagnie, se revoyaient alors chargés d'intérêts bien différents ; peut-être Mathieu Molé éprouva-t-il quelque embarras quand, désavouant en présence de son confrère les principes qu'ils soutenaient naguère avec une égale vigueur, il dut lui déclarer¹ « que le retour du cardinal

» vailles et consorts fussent décrétés de prise de corps
» pour l'assassinat commis en la personne de MM. Bi-
» taut et Geniers. »

¹ Mathieu Molé parla en ces termes : « Le Roi me commande de vous dire qu'il est assez persuadé que toutes les résolutions de la compagnie sont un effet de son zèle pour le service de Sa Majesté. Dans les temps les plus difficiles, elle a toujours rendu des preuves de son affection envers l'État; le même esprit l'anime encore; et quelque rencontre qui puisse survenir, elle témoignera toujours son inviolable fidélité. Quand elle a exercé, à l'encontre de M. le cardinal Mazarin, la sévérité des lois portées contre ceux qui

» Mazarin était légitime; que le Parlement
» devait céder sans entreprendre de l'empor-
» ter par une fermeté dure et extraordinaire;

» violent les ordres publics (encore que d'exposer sa vie
» en proie, et de permettre de le prendre mort ou vif
» soit un procédé sans exemple), elle ne savait pas que
» Sa Majesté lui avait donné des ordres pour faire des
» levées de gens de guerre. Elle ne savait pas que Sa
» Majesté avait commandé audit Cardinal d'entrer en
» France, et d'amener ses troupes afin de s'en servir à
» fortifier l'armée du Roi, et à combattre les rebelles.
» Mais maintenant que le Parlement apprendra par
» vous, Messieurs, la vérité de ce qui s'est passé, on
» peut se promettre qu'il diminuera beaucoup de sa pre-
» mière rigueur, et qu'il joindra ses forces à celles de
» Sa Majesté pour disposer toutes choses à ce calme si
» nécessaire à tous.

» Ce serait un grand malheur que le même esprit ne
» se trouvât en celui qui commande et en ceux qui doi-
» vent obéir. Sa Majesté sait bien qu'il ne suffit pas que
» les lois soient justes, qu'il faut encore qu'elles soient
» reconnues telles par vous, Messieurs, qui les devez
» faire exécuter; mais il importe de ne se mécompter pas,
» et puisqu'il faut céder enfin, n'entreprenez pas de
» l'emporter par une fermeté dure et extraordinaire qui
» romprait tous les liens de la soumission. Le cardinal
» Mazarin demande instamment à se justifier, sur quoi
» le Roi prendra ses résolutions qu'il fera bientôt savoir
» à la compagnie. »

» qu'enfin , après avoir entendu le cardinal
» Mazarin , Leurs Majestés feraient connaître
» à la compagnie leurs dernières résolu-
» tions. »

* Peu de jours après , le Cardinal arriva à Poitiers où il fut reçu avec les plus grands honneurs ; le Roi alla au - devant de lui à une lieue de la ville ; la Reine l'attendit pendant deux heures à sa fenêtre , ne pouvant contenir sa joie et son impatience ; le soir même , il reprit sa place au conseil , et Châteauneuf , ayant osé y contrarier ses avis , dut quitter immédiatement la cour . Le lendemain l'armée royale , sous la conduite du vice-comte de Turenne et du maréchal d'Hocquincourt , se mit en marche pour se rapprocher de Paris : le comte d'Harcourt resta en Guyenne avec une division peu nombreuse , pour tenir tête aux rebelles .

M. le Prince n'eut pas plutôt appris l'entrée en France du cardinal Mazarin , qu'il fit partir pour Paris un de ses gentilshommes porteur d'une lettre adressée au Parlement et conçue en ces termes :

* 30 janvier.

« Messieurs,

» Vous connaissez à cette heure que l'empressement de mes ennemis pour vous obliger à vérifier une déclaration contre moi, n'était qu'un moyen de me décrier dans la France, et par-là de faciliter le retour du cardinal Mazarin. Les véritables sujets que j'ai eu de prendre les armes, sont maintenant justifiés, et sans doute votre compagnie ne fera pas paraître moins de zèle que par le passé, pour chasser cet ennemi public et ses troupes, et pour procurer à la chrétienté une paix générale qui lui est si nécessaire. J'ai chargé le sieur de La Salle de vous expliquer mes pensées sur tout ceci, et de vous offrir ma personne et ce qui dépendra de moi, pour contribuer à deux dessein si honorables pour votre compagnie et si utiles à l'État. Je vous prie de lui ajouter entière créance et de croire que je suis, Messieurs, votre très-humble et très-affectionné serviteur,

» LOUIS DE BOURBON.

» Du camp de Brisembourg, 4 janvier 1652. »

Le sieur de La Salle, admis dans l'assemblée des Chambres, déposa cette lettre sur le bureau, et quand il en eut été donné lecture, quelques conseillers de la nouvelle Fronde demandèrent « qu'il fût sursis à la déclaration » vérifiée contre M. le Prince, le 5 décembre « précédent, jusqu'après l'exécution de l'arrêt » de la cour rendu contre le cardinal Mazarin ; et en outre que le Parlement donnât « arrêt d'union avec ledit prince de Condé, » levât des troupes pour agir avec les siennes, « et mit la main sur les deniers des caisses publiques.

Ces propositions excitèrent dans l'assemblée de violentes rumeurs : « C'était, disaient les » vieux magistrats, déclarer la guerre au Roi et » se jeter dans le crime. Toutes sortes d'extrémités étaient légitimes à l'égard du Cardinal, mais toutes sortes de déférences étaient » dues à l'autorité du jeune monarque, suivant les paroles de l'Écriture, *nolite tangere puerum meum Absalon*¹. Le Parlement ne pouvait approuver l'alliance de M. le Prince avec les Espagnols, sous prétexte de ré-

¹ *Gardez-vous de toucher à mon fils Absalon.*

» sistance au cardinal Mazarin, parce que
» les choses justes doivent être souhaitées par
» des voies légitimes, et qu'il est contre la
» parole du fils de Dieu, de prétendre faire
» une bonne action par un moyen défendu.
» Enfin les compagnies avaient droit de
» résister aux volontés des rois, par remon-
» trances, supplications et autres voies d'hon-
» neur, mais non par les armes et la vio-
» lence. »

Ces principes ayant réuni la majorité, le duc de Nemours qui traversait Paris pour aller en Flandre chercher les troupes auxiliaires, promises par le roi d'Espagne au prince de Condé, fut décrété de prise de corps; et loin de perdre quelque chose de sa fermeté contre la cour, le Parlement ordonna en même temps d'itératives remontrances pour obtenir l'éloignement du cardinal Mazarin; il écrivit même à toutes les compagnies souveraines et aux principales villes du royaume, pour les engager à s'unir entre elles, à l'effet de résister à la tyrannie.

Les magistrats et les bourgeois, dans la plupart des villes de France, répondirent à cet appel. Il se forma ainsi un tiers parti qui, ap-

puyé par des milices nombreuses et aguerries, entreprit de résister à la fois aux forces de la cour et de la maison de Condé. Seul de tous les grands seigneurs du royaume, le Coadjuteur resta uni à cette confédération. Il ne se dissimulait pas cependant « que l'union des grandes villes, en l'humeur où elles étaient, pouvait avoir des suites fâcheuses et faisait courir des dangers à la monarchie'..... Beaucoup de gens à cette époque voulaient faire de la France une république et y éteindre l'autorité royale'. Gondi ne partageait point ces projets : aussi, pour modérer le mouvement des peuples, désirait-il vivement que le duc d'Orléans se mit à la tête du tiers parti. Il l'en pressa plusieurs fois, mais le faible prince s'épouvantait de la hardiesse de ce plan. Réduit à lutter en même temps contre M. le Prince et contre la Reine, Gaston eût rédouté de les voir se raccorder à ses dépens, et de rester seul et sans défense exposé à leurs ressentimens.

Le Coadjuteur répondait à ces craintes :

¹ *Mémoires du cardinal de Retz.*

² *Mémoires d'Omer Talon.*

« Qu'un parti formé des corps de ville et des compagnies souveraines n'avait à se garantir que de l'excès de ses propres forces. » Toute la France, ajoutait-il, soutiendrait « Son Altesse Royale, le jour où elle viendrait déclarer au Parlement qu'elle se séparait de la cour et de M. le Prince; que voyant la Reine résolue de rétablir à tout prix le cardinal Mazarin, lui duc d'Orléans avait résolu, de son côté, de s'opposer à la tyrannie par toutes les voies que sa naissance lui permettait; qu'il s'offrait à la compagnie pour assurer la manutention de ses arrêts, et prenait dès ce moment l'engagement public de n'avoir jamais aucune intelligence avec les ennemis de l'État, et de n'entendre directement ni indirectement à aucune négociation qui ne fût proposée en plein Parlement, les Chambres assemblées; qu'il désavouait enfin tout ce que M. le Prince avait fait et faisait encore avec les Espagnols; et ne voulait plus avoir avec son cousin d'autre communication que celle que l'honnêteté requérait à l'égard d'un prince de ce mérite. »

Jamais le duc d'Orléans ne put se résoudre

à cette démarche; vainement le Coadjuteur essaya de lui faire comprendre que le parti le plus honorable était aussi le parti le plus sûr, et que l'état des affaires ne lui laissait pas d'autre moyen de salut. « Que deviendrons-nous, » lui disait-il un jour qu'ils se promenaient ensemble dans la grande allée du jardin des Tuilleries, « quand M. le Prince sera raccommodé avec la cour ou passé en Espagne? quand le Parlement donnera des arrêts contre le Cardinal, et qu'il n'y aura personne pour les exécuter; quand nous ne pourrons plus enfin, avec honneur et sûreté, être ni Mazarins ni Frondeurs? — Je serai fils de France, et vous cardinal archevêque de Paris, répondit le duc avec un geste d'insouciance.— Vous serez fils de France à Blois, et moi cardinal au bois de Vincennes, » repartit le Coadjuteur comme par un enthousiasme prophétique.

Toutes les instances furent inutiles; Gaston refusa obstinément de se charger d'un rôle pour lequel il manquait en effet de capacité. De son côté, Gondi, fidèle à son ancienne politique, s'unit intimement au Parlement, et acquit bientôt un tel crédit sur les

délibérations de la compagnie, que M. de Chavigny, chargé de ménager à Paris les intérêts du prince de Condé, lui écrivit en Guyenne : « Qu'il désespérait de rien obtenir » des magistrats, tant qu'il aurait en tête un » aussi redoutable adversaire. »

Il importait à M. le Prince de gagner le Parlement à tout prix : pour donner un champ libre aux négociations de Chavigny, il imagina donc de faire enlever le Coadjuteur au milieu de Paris, en prenant toutefois les précautions nécessaires pour éviter un assassinat. Tel était alors l'état du royaume¹, que cette entreprise ne semblait pas inexécutable. Gourville s'en chargea volontiers, et après avoir reçu ses instructions, il partit de Bordeaux avec trois cents pistoles et un billet par lequel le duc de La Rochefoucault, gouver-

1. « Si quelqu'un lisait ces choses, il ne pourrait jamais les croire véritables. Ceux qui ont vu l'état où les affaires étaient alors dans le royaume ne sont plus; les jeunes gens, qui n'ont connaissance que du temps où le Roi a rétabli son autorité, prendraient ceci pour des rêveries quoique ce soit assurément des vérités très- constantes. »

Mémoires de Gourville.

neur de Damvillers, ordonnait à l'officier qui y commandait en son absence, de choisir les meilleurs soldats de la garnison pour une expédition secrète et périlleuse.

Gourville s'arrêta à La Rochefoucault où il recruta plusieurs hommes de résolution, qui avaient été ainsi que lui laquais dans la maison du duc et qui s'engagèrent volontiers à suivre leur ancien camarade. Trois cents pistoles n'étaient pas cependant un fonds suffisant pour l'entreprise, et avant de passer outre, Gourville chercha les moyens d'y pourvoir. Ayant rencontré dans une maison de la ville un sieur de Machières, receveur des tailles de l'élection d'Angoulême, il le fit parler sur l'état de la caisse et sur l'ordre du service. Machières expliqua sans méfiance qu'il parcourrait les bourgs principaux de son ressort, y faisait venir les collecteurs des paroisses du voisinage et y recevait leurs deniers; qu'il allait verser ensuite à Angoulême, lorsque la recette se montait à sept ou huit mille livres.

Ces détails furent soigneusement recueillis, et à quelques jours de là, le receveur étant dans le cabaret d'une bourgade, entouré de ses collecteurs, Gourville, suivi de plusieurs hommes,

entra dans la chambre le pistolet au poing et criant *vive le Roi!* « Hé ! Monsieur, vous » savez bien que je ramasse de l'argent pour » son service, lui dit le receveur épouvanté.— » M. de Machières, reprit Gourville, j'ai be- » soin de celui que vous avez ramassé pour » le service de MM. les princes ; » et mettant la main sur trois bourses pleines d'or et sur un sac d'argent, il demanda quelle somme il pouvait y avoir en tout. Il ne s'y trouvait qu'environ 5,000 livres ; Gourville avait compté sur 8,000, et pour combler ce déficit, il pria le receveur de lui vendre ses chevaux pour un bon prix : ajoutant avec force civi- lités « qu'il ne serait pas juste qu'un honnête » traitant perdit rien dans cette affaire ; et » qu'il lui donnerait quittance en due forme, » et de la somme d'argent, et de la valeur des » chevaux, comme l'ayant reçue pour le ser- » vice de MM. les princes. »

Gourville signa en effet la quittance, prit l'argent et continua sa route. Les hommes qu'il avait recrutés en Angoumois gagnèrent Paris par diverses routes, et le joignirent à un rendez-vous convenu. Il les logea, ainsi que les soixante soldats de la garnison de Damvil-

lers, dans divers cabarets des faubourgs ; puis, s'informant avec soin des habitudes du Coadjuteur, il le fit suivre pendant plusieurs jours.

Gondi passait le plus souvent les soirées à l'hôtel de Chevreuse, dans la rue Saint-Thomas-du-Louvre ; il en sortait entre minuit et une heure, et regagnait l'archevêché en suivant les quais le long de la rivière. Il marchait dans les rues avec cinq ou six carrosses pleins de gentilshommes armés de mousquetons ; quelquefois cependant, importuné de cette suite nombreuse, il n'emménait avec lui que deux carrosses et huit ou dix gentilshommes. Averti qu'un soir le Coadjuteur était sorti si peu accompagné, Gourville embusqua ses soldats sur le bord de la rivière ; les uns devaient éteindre les flambeaux qu'on portait en avant de la voiture ; d'autres saisir les laquais et le cocher sur son siège ; d'autres enfin se présenter en armes devant les portières. Gourville alors, avec un bâton d'exempt, eût arrêté le Coadjuteur *de par le Roi*, et le faisant attacher en croupe derrière un cavalier, il serait parti au grand galop pour Damvillers : des relais d'hommes et de chevaux étaient dispo-

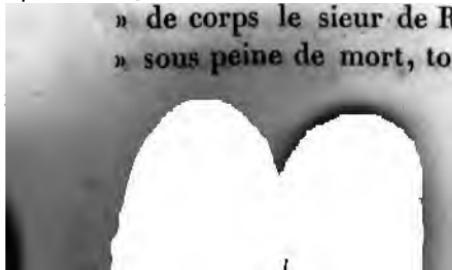
sés sur la route. Tout était prêt à onze heures du soir ; le Coadjuteur, entré à neuf à l'hôtel de Chevreuse, devait repasser de momens en momens. Cependant minuit et une heure ayant sonné sans qu'on le vit paraître, Gourville fut lui-même heurté à la porte de l'hôtel de Chevreuse, et apprit du suisse, déjà à moitié déshabillé, que le Coadjuteur était sorti depuis long-temps dans le carrosse de madame de Rhodes.

Trop de gens avaient été employés dans cette affaire pour que le secret fût gardé long-temps. Dès le lendemain un sieur Talon, parent de l'avocat-général, vint avertir le Coadjuteur que Gourville et la Roche-Courbon, major de Damvillers, l'avaient attendu, la veille, sur le quai vis-à-vis du pont Bourbon : la Roche-Courbon, arrêté, révéla tous les détails de l'entreprise ; Gourville parvint à s'évader et arriva sain et sauf à Bordeaux.

Un traité d'alliance, qu'en dépit de tous les efforts du Coadjuteur le prince de Condé parvint peu après à conclure avec le duc d'Orléans, le consola de ce mauvais succès. Gaston rappela ses troupes qui servaient en

Guyenne dans l'armée du comte d'Harcourt. Les régimens d'infanterie et de cavalerie d'Orléans, de Valois et de Languedoc, obéirent sans scrupules aux ordres du Prince, et vinrent prendre leurs quartiers en Brie où ils commirent de grands désordres. Encouragés par ce renfort, les gentilshommes de plusieurs provinces prirent les armes, et ceignant de nouveau l'écharpe isabelle, ils firent ouvertement des levées d'hommes et de deniers pour le compte du prince de Condé. Les magistrats, fidèles aux instructions du parlement de Paris, s'opposaient de tous leurs efforts à ces désordres, mais les gentilshommes ne tenaient compte des arrêts ; et en Anjou les choses en vinrent à ce point, que le duc de Rohan, gouverneur de la province et serviteur du prince de Condé, fit arrêter sur son tribunal par des soldats, et conduire ignominieusement en prison, le sieur de Boislèvre, lieutenant-général du préarial d'Angers.

Boislèvre porta plainte au parlement de Paris, qui, marchant d'un pas ferme dans la ligne qu'il s'était tracée, « décréta de prise de corps le sieur de Rohan, et défendit, sous peine de mort, toute levée d'hommes



» et de deniers, sans ordonnance royale due-
» ment vérifiée au Parlement. » Le duc d'Or-
léans se montra fort irrité de cet arrêt,
qu'il représenta comme en contradiction mani-
feste avec les autres décisions de la compa-
gnie. « Le duc de Rohan, disait-il, avait
» agi d'après ses ordres et dans l'intérêt
» du parti, en faisant arrêter le sieur de Bois-
» lève, créature du cardinal Mazarin, qui
» voulait introduire dans la ville d'Angers
» les troupes dudit Cardinal; les levées de
» soldats, qui se faisaient en Brie, étaient
» également de son ordre et pour assurer
» l'exécution des arrêts de la compagnie.
» Si l'autorité du Parlement était employée
» contre ceux-là même qui le voulaient ser-
» vir, la ruine du parti était certaine, et cha-
» cun n'avait plus qu'à penser à ses intérêts
» particuliers et à s'accommoder avec la
» cour. »

Omer Talon répondit au duc d'Orléans :
« Qu'on n'avait pu se dispenser de protéger le
» lieutenant-général d'Angers, emprisonné
» sans plainte, sans charge, sans information,
» et au mépris de la déclaration du 24 octobre.
» Si Sa Majesté, se dépouillant par cette or-

» donnance de l'extrémité de sa puissance, et
» se liant les mains à elle-même, s'était imposé
» la nécessité de ne troubler aucun officier dans
» l'exercice de sa charge sans lui faire son
» procès, cette sainte loi, jugée nécessaire
» pour l'assurance de tous les sujets, pou-
» vait-elle être impunément méprisée par
» l'autorité d'un gentilhomme, sous prétexte
» qu'il était gouverneur de province et qu'il
» avait les armes à la main ?

» Quant aux levées de soldats sans com-
» mission du Roi, continua l'avocat-général,
» jamais, sans doute, il n'avait été plus né-
» cessaire de rappeler les peuples à l'exécu-
» tion des lois, qu'au moment où le duc de
» Nemours rentrait en France à la tête d'une
» armée espagnole » Ici le duc d'Orléans
interrompit Talon avec colère : « Cela n'est
» pas vrai, lui cria-t-il. Cette nouvelle est de
» la fabrique des Mazarins ; le duc de Ne-
» mours ramène en France les troupes de
» M. le Prince, mais il n'a pas un Espagnol
» dans son armée. »

Un long tumulte suivit l'apostrophe du duc d'Orléans, et quand le silence fut rétabli, le sage Talon s'adressant à la compagnie, sans

tenir compte du démenti donné par le prince :
« Je commençais à vous dire, Messieurs, con-
» tinua-t-il, qu'on veut faire entrer en
» France des troupes espagnoles, et ce mot
» nous rappelle à nous-mêmes ce qui est du
» devoir de nos charges et l'obligation la
» plus sacrée du Parlement. Faire entrer en
» France les troupes espagnoles !.... la seule
» pensée est un crime de lèse-majesté, qui ne
» peut tomber dans aucun esprit français,
» encore moins être approuvé par vous.
» C'est violer les ordres publics, sous la foi
» desquels subsiste la royauté, et sur le fon-
» dement desquels tous les sujets du Roi
» peuvent espérer la tranquillité publique.
» Le droit de faire la paix ou la guerre est
» un droit royal, incommunicable à toutes
» sortes de personnes de quelque qualité
» qu'elles puissent être. Et afin qu'on ne
» puisse, en cette rencontre, reprocher à la
» compagnie d'autoriser ce qu'elle n'a ja-
» mais souffert, nous requérons que défenses
» soient faites à toutes les villes et commu-
» nautés du royaume de recevoir les troupes
» conduites par M. de Nemours; qu'il soit
» enjoint de leur courir sus; que défenses

» soient faites à tous gouverneurs, capitaines,
» gentilshommes, officiers et autres, de favo-
» riser leur entrée, à peine d'être déclarés
» criminels de lèse-majesté. »

La délibération engagée sur ces conclusions durait encore, quand une lettre du Roi à la compagnie apporta l'avis certain « que » le duc de Nemours était rentré en Picar-
» die * à la tête d'un corps de troupes espa-
» gnoles, qui devait être joint et fortifié
» par des recrues faites en divers lieux du
» royaume. Sa Majesté n'avait pu apprendre,
» sans une profonde peine et douleur, qu'on
» se servait du nom de son oncle bien-aimé,
» le duc d'Orléans, pour faire commande-
» ment aux maires et échevins d'ouvrir leurs
» portes, de donner passage et logement aux-
» dites troupes et de leur prêter assistance.
» Bien plus, on avait réuni les régimens en-
» tretenus sous le titre du duc d'Orléans et
» du duc de Valois son fils. Le duc de Beau-
» fort marchait à leur tête, fortifié d'autres
» déserteurs des troupes royales, et faisait
» état de secourir Angers où le duc de Rohan

» se livrait aux plus criminelles violences. Sa Majesté, retenue par ces obstacles sur les bords de la Loire, ne pouvait garantir son pauvre peuple du pillage et des maux que les Espagnols et des Français, ennemis du bien et du repos de leur patrie, allaient lui faire éprouver. »

* Quand il eut été donné lecture de cette lettre au Parlement, le duc d'Orléans affirma de nouveau « qu'il n'y avait pas un Espagnol dans les troupes du duc de Nemours, mais bien des Allemands, Lorrains et Liégeois ; gens accoutumés à se louer pour de l'argent, et qui se mettraient à la solde du Roi, si Sa Majesté avait pour agréable de les employer à l'expulsion du cardinal Mazarin ; lui, duc d'Orléans, avait mandé lesdites troupes pour l'exécution des arrêts de la compagnie ; et ayant été convié par elle d'employer son autorité pour l'expulsion du Cardinal, il avait cru pouvoir joindre ses propres troupes, commandées par le duc de Beaufort, à celles de M. le Prince qui amenait le duc de Nemours,

* 28 février.

Le duc d'Orléans n'avait cependant pas alors donné

» afin de former une armée capable de chasser du royaume un ennemi public, proscrit par les arrêts de toutes les compagnies souveraines du royaume. »

Sans avoir égard aux réclamations de S. A. R., « le Parlement maintint l'arrêt rendu contre le sieur de Rohan*, et donna l'ordre aux communes de courir sus aux troupes étrangères entrées en France sous la conduite du duc de Nemours : confirmant néanmoins, et renouvelant au

au duc de Beaufort l'ordre de se joindre au duc de Nemours, et il hésitait encore après avoir fait cette déclaration. Le Coadjuteur, qui conservait des habitudes familiaires avec Gaston, bien qu'ils fussent alors engagés dans des intérêts contraires, s'étonnait qu'il craignît de se compromettre vis-à-vis de la Reine, après le langage qu'il tenait depuis deux mois. « Si vous étiez né fils de France ou infant d'Espagne, lui répondit le duc, vous ne parleriez pas comme vous faites. Sachez que nous autres princes nous comptons pour rien nos paroles. La Reine ne se souviendrait pas demain à midi de mes déclamations contre le Cardinal si je le voulais souffrir demain matin; mais si mes troupes tiennent un coup de mousquet, elle ne me le pardonnera jamais. »

* 1^{er} mars.

» besoin tous les ordres précédemment donnés contre le cardinal Mazarin et ses adhérents. »

Les deux partis n'en continuèrent pas moins leurs opérations militaires. La cour, après son départ de Poitiers, s'était rendue à Saumur où elle demeura sous la garde de M. de Turenne, pendant que le gros de l'armée, conduit par le maréchal d'Hocquincourt, s'approchait d'Angers pour en faire le siège. Le maréchal se logea sans difficulté dans les faubourgs, mais il ne put battre le corps de la place, faute de grosse artillerie. En attendant qu'il en fût arrivé de Nantes, Angers resta étroitement bloqué. Le peuple murmurait contre le duc de Rohan, qui s'était déclaré pour M. le Prince, malgré les magistrats et le clergé, et s'était même porté à des violences contre l'évêque, saint homme, du nom d'Arnauld, dont il redoutait l'influence¹.

Chassé de son siège, l'évêque d'Angers vint

¹ Le duc de Rohan fit proposer à l'évêque de le laisser rentrer dans la ville s'il voulait promettre de se borner aux fonctions de son ministère, sans se mêler des affaires publiques. L'évêque refusa de prendre cet engagement, et envoya son neveu, l'abbé Arnauld, au

joindre le Roi à Saumur. Il fallait de telles circonstances pour l'amener à la cour, et il rougissait de se mêler aux prélats qui la suivaient en foule. Un jour il entendit les soldats qui disaient en le voyant passer : « Ne verrons-nous jamais que des évêques ? » Arnauld baissa tristement la tête; il racontait sur la fin de sa vie qu'il avait rarement éprouvé une humiliation plus sensible.

L'artillerie de Nantes étant arrivée par la Loire jusque devant le Pont-de-Cé, le comte de Broglie força cette place et conduisit les canons au maréchal d'Hocquincourt, qui commença aussitôt à battre les murs d'Angers. Pendant ce temps, le duc de Nemours, à la tête des troupes espagnoles, avait passé la Seine sur le pont de Mantes que lui livra le duc de Sully. Ayant été joint à Châteaudun

gouverneur pour se plaindre de son procédé. Le jeune ecclésiastique s'acquitta de sa mission avec tant de fermeté, que le duc de Rohan dit après l'avoir congédié : « Il m'a parlé comme s'il avait eu dix mille hommes derrière lui. — Ne vous en étonnez pas, répondit un gentilhomme de la compagnie, c'est le ton de la famille. Si tous ces Arnauld avaient des maîtresses, ils ne leur parlaient pas différemment. »

par le duc de Beaufort qui commandait les troupes du duc d'Orléans, tous deux se portèrent rapidement vers Angers ; mais avant leur arrivée, le duc de Rohan avait capitulé et rendu la ville et le château aux troupes royales *.

Après une semaine passée à Angers, la cour en partit pour Tours, d'où elle se rendit à Blois. Toutes les places de la Loire jusqu'à Orléans avaient ouvert leurs portes, et cette dernière ville semblait également disposée à recevoir le Roi. Une vive inquiétude se répandit alors dans Paris. Orléans était le chef-lieu de l'apanage de Gaston, et son autorité ne pouvait y être méconnue sans une grande diminution de son crédit dans le royaume. Quelques-uns lui conseillaient de s'y transporter de sa personne ; mais il n'aimait pas les hasards : sa présence était d'ailleurs nécessaire à Paris, et aucun de ses serviteurs n'ayant le poids nécessaire pour le remplacer, il se décida à envoyer sa fille à Orléans, et il la chargea de ses ordres pour le corps de ville et les magistrats.

Anne-Marie de Bourbon, duchesse de Mont-

* 1^{er} mars.

pensier, connue à la cour sous le nom de *Mademoiselle*, avait recueilli une immense fortune du chef de sa mère, première femme du duc d'Orléans, héritière de la branche de Bourbon-Montpensier. Ses biens, dont la valeur s'élevait à plus de vingt millions¹, lui donnaient une grande importance dans l'État, et son caractère la disposait à se charger volontiers d'un rôle dans les affaires. Ne comprenant guère d'autre politique que celle des intérêts de sa maison, elle confondait l'orgueil de la naissance avec le sentiment des devoirs, et croyait de bonne foi légitime ce qui était utile à sa grandeur personnelle. Agée alors de plus de vingt-cinq ans, elle reprochait au peu de zèle de la cour le mauvais succès des nombreuses négociations entreprises pour son établissement. Mademoiselle nourrissait dans son cœur une préférence pour le prince de Condé qu'elle avait d'abord haï sans sujet, et elle avoue dans ses Mémoires qu'elle eût fort souhaité de l'épouser, s'il fût devenu veuf, comme on put le croire un peu avant la majorité du Roi : la santé de la princesse de

¹ Le marc d'argent à vingt-six livres.

Condé s'étant ensuite rétablie, il ne fut plus question de ce projet.

Quelques années auparavant, Charles Stuart, fils de l'infortuné Charles I^r, avait essayé de plaire à Mademoiselle, et revenant en France après sa malheureuse expédition d'Écosse, il se mit de nouveau sur les rangs. Il était fort assidu près d'elle, et l'entretenait avec cette galanterie passionnée que les personnages des romans de l'époque ont empruntée au langage habituel des princes et des seigneurs de la cour de Louis XIV. Le Prétendant avait à raconter des exploits et des désastres qui n'eussent point déparé les pages de *Cyrus* et de *Cassandra*. Mademoiselle écoutait avec intérêt les détails de la bataille de Worcester ; comment le vaillant et malheureux prince, réduit à fuir, s'était fait jour à travers l'armée victorieuse, à la tête de cinquante cavaliers ; puis, demeuré seul, était monté sur un arbre, au pied duquel vinrent s'asseoir des soldats ennemis. « Dans ces momens critiques, il protestait n'avoir jamais pensé qu'à Mademoiselle ; » l'espoir de la retrouver en France l'avait consolé de la perte de son royaume ; et si elle daignait deviner ce qu'il n'osait lui

» dire, il n'avait plus rien à regretter. » Après de tels discours, le fils de Charles I^{er} demandait des violons et passait les nuits à danser. Mademoiselle remarquait bien cependant « qu'aux autres il ne parlait pas tant de son plaisir d'être en France et de son envie de danser'. » Elle commençait à être touchée de ses soins ; mais trop bonne catholique pour épouser un protestant, elle parla au Prétendant de sa religion comme d'un obstacle ; celui-ci répondit « qu'il n'avait rien à refuser à Mademoiselle ; qu'il serait heureux de lui sacrifier sa conscience et son salut, et qu'il était prêt à le faire le jour où elle daignerait accepter sa main. » Cette déclaration de Charles Stuart rangea de son parti tous les dévots de la cour ; madame d'Aiguillon soutenait « que Mademoiselle le devait épouser, et qu'autrement elle serait responsable devant Dieu du salut de son ame. » Pour ce motif ou pour un autre, la fille de Gaston s'y serait décidée peut-être, si à cette époque on n'eût flatté son ambition de l'espoir d'épouser le Roi.

La grande puissance de Monsieur et l'avant-

• *Mémoires de Mademoiselle.*

tage de réunir la maison royale pouvaient compenser la disproportion des âges; au moins la princesse palatine, qui entreprit cette négociation, assurait que la Reine et le cardinal Mazarin le voyaient ainsi. Mademoiselle, enivré de cet espoir, rompit avec le Prétendant et cessa de le recevoir chez elle; mais bientôt elle eut lieu de soupçonner que la cour cherchait à l'amuser par de vaines promesses. Une somme de deux cent mille écus qui lui fut demandée au nom de la princesse palatine, acheva de lui persuader qu'on n'avait voulu *que se moquer d'elle, et attraper son argent*¹. Elle exprima son ressentiment avec toute la violence de son caractère, et, ne renonçant pas cependant à épouser le Roi, elle se persuada que le meilleur moyen d'y réussir était de se rendre si puissante en France, que la cour sentît le besoin d'acheter son appui. La nouvelle de la marche de l'armée royale vers Orléans la trouva dans cette humeur, et elle accepta avec joie la proposition de se rendre dans cette ville pour la défendre.

* Quand tout fut prêt pour son expédi-

¹ *Mémoires de mademoiselle de Montpensier.*

* 25 mars.

tion, Mademoiselle, après avoir fait ses dévotions, partit avec les comtesses de Fiesque¹, de Frontenac², qu'on appelait ses maréchale-de-camp, et plusieurs autres dames de la cour habillées en amazones. Gaston donna pour seule instruction à sa fille d'empêcher, qu'il arrivât, ses troupes de passer la Loire pour aller, ainsi que le désirait le duc de Nemours, secourir Montrond et fortifier le prince de Condé en Guyenne.

Après leur marche inutile sur Angers, les ducs de Nemours et de Beaufort s'étaient rapprochés de la capitale. Mademoiselle les rencontra entre Étampes et Orléans. Les chefs de l'armée vinrent à sa rencontre, protestant que c'était désormais à elle à commander, et qu'ils exécuteraient aveuglément ses ordres. Un conseil de guerre se rassembla sur-le-champ, et délibéra en sa présence : on convint que,

¹ Anne Le Veneur, comtesse de Fiesque, gouvernante de Mademoiselle, née en 1593, morte en 1653. Elle était fille de Jacques Le Veneur, comte de Tillières, et de Charlotte de Chabot.

² Anne Phelypeaux, mariée à Henri de Borude, comte de Frontenac. Elle était fille de Raymond Phelypeaux, trésorier de l'épargne, et de Claude Gobelin.

conformément aux ordres de S. A. R., dans aucun cas l'armée ne passerait en Guyenne, mais qu'elle se porterait vers Jargeau, petite ville sur la Loire, à quatre lieues au-dessus d'Orléans. Le lendemain, Mademoiselle continua sa route avec une escorte de cavalerie. Arrivée à Artenay¹, elle rencontra le marquis de Flamarins², envoyé par les magistrats d'Orléans pour la supplier de ne point avancer davantage. Le garde-des-sceaux (Mathieu Molé) était en ce moment aux portes de la ville, et demandait passage au nom du Roi. Ainsi placés entre le Roi et Mademoiselle, les

¹ Artenay, village à quatre lieues d'Orléans, sur la route de Paris.

² Antoine Agesilan de Grossolles, marquis de Flamarins, tué cette même année au combat du faubourg Saint-Antoine. Il avait épousé Françoise de La Trousse, et était fils de Jean de Grossolles, baron de Flamarins, et de Françoise d'Albret.

On trouve dans les Mémoires du temps que ce Jean de Grossolles, « se tenant offensé de quelques discours tenus par le sieur de Montespan, s'achemina au château de Gondrin avec un page seulement qu'il envoya au sieur de Montespan pour lui dire où il était, et qu'il désirait avoir de lui un éclaircissement. Le sieur de Lussan s'étant trouvé à la porte du château de Gon-

chefs de la bourgeoisie avaient résolu de n'ouvrir à personne ; ils protestaient néanmoins qu'aussitôt le Roi éloigné, Mademoiselle serait la bien-venue dans leur ville , pourvu qu'elle n'amenât avec elle ni troupes ni seigneurs.

La princesse ne tint compte que de cette dernière partie de l'avis , et , laissant son escorte derrière , elle arriva à onze heures du matin à la porte Bannière ¹ , où elle attendit pendant trois heures ² la réponse des magistrats qu'elle avait fait avertir. Dans l'espoir d'émouvoir le peuple assemblé sur les remparts , elle fit ensuite le tour de la ville , suivie seulement de ses dames. En les voyant passer, le peuple criait : *Vive le Roi! vivent les Princes!*

» drin à la descente du page , et ayant reconnu qu'il était
 » au sieur de Flamarins , et su le sujet qui l'amenait; il
 » prit sur-le-champ le cheval du page , et s'en alla trou-
 » ver le sieur de Flamarins qu'il obligea de mettre l'épée
 » à la main , prenant le fait et cause du sieur de Mon-
 » tespan. Le sort des armes ne fut pas favorable au sieur
 » de Lussan , qui fut tué sur la place. »

¹ Porte d'Orléans sur la route de Paris.

» « Pour se désenuyer , elle monta dans une hôtellerie
 » où elle déachetait les lettres du courrier de Bordeaux
 » qu'elle avait fait arrêter, mais elle n'en trouva pas de
 » plaisantes. »

Mémoires de Mademoiselle.

et point de Mazarin ! Mademoiselle criait de son côté : « Allez à l'Hôtel-de-Ville, et faites- » moi ouvrir la porte. » Ensuite elle interpellait les commandans des postes, et menaçait de les faire pendre s'ils n'obéissaient aussitôt à la fille de leur maître : les bourgeois répondraient par de profondes réverences, mais gardaient la consigne du maire et des échevins.

En suivant les murailles de la ville, Mademoiselle et ses dames arrivèrent devant une ancienne porte qui donnait sur la rivière et qui n'était pas gardée, parce qu'on ne l'ouvrait plus depuis long-temps. Des bateliers, excités par de fortes récompenses, battirent cette porte avec leurs pieux, et, en ayant détaché deux planches, la princesse se fit courageusement hisser par cette ouverture, et s'introduisit seule dans la ville*. Le peuple, touché de sa confiance, la reçut avec respect, et la porta en triomphe à l'Hôtel-de-Ville, où elle harangua les magistrats avec une éloquence qui se rencontrait assez fréquemment parmi les personnes de son rang, à une épo-

* 27 mars.

que où la vie des princes n'étant pas circonscrite dans des relations d'étiquette, l'exercice d'une puissance réelle supposait une action habituelle sur le peuple.

L'assemblée de l'Hôtel-de-Ville promit de ne point recevoir le garde-des-sceaux, et de déferer en tout aux ordres de Mademoiselle, « pourvu qu'elle ne fit point entrer les ducs de Nemours et de Beaufort, et que la présence des troupes ne causât pas de désordres dans les campagnes. » La princesse consentit à ces conditions, et, en effet, en sortant de l'Hôtel-de-Ville, ayant remarqué des soldats de l'armée des Princes qui la saluaient des fenêtres d'une prison, elle s'enquit de leur délit, et, sur la réponse qu'ils étaient détenus pour manque de discipline, elle proposa de les faire pendre aussitôt sur la place publique. Les magistrats, reconnaissans de ces offres, rendirent cependant la liberté aux soldats qui retournèrent à leurs drapeaux.

N'espérant plus se faire recevoir dans Orléans, le Roi remonta la Loire jusqu'à Gien avec son armée, forte seulement de huit ou neuf mille hommes. Celle des Princes, plus

considérable, après la jonction des ducs de Nemours et de Beaufort, s'approchait de Jargeau, petite ville entre Gien et Orléans. Averti de la marche des ennemis, Turenne craignit d'être inquiété par eux, s'il les laissait s'établir si près de lui avec un passage sur la Loire. Il se porta rapidement en avant, et arriva sur le pont de Jargeau avec deux cents hommes, en même temps que l'avant-garde du duc de Beaufort. Sans se laisser intimider par la supériorité du nombre, Turenne s'avança de sa personne jusqu'au milieu du pont, y construisit une barricade qu'il défendit tout le jour¹, et, ayant reçu des renforts vers le soir, il culbuta quatre bataillons ennemis, les chassa de la ville, et tua le baron de Sirot, leur com-

¹ La conduite de M. de Turenne dans l'affaire de Jargeau dissipa les doutes que la Reine avait conservés jusque-là de sa fidélité. Dans un transport de reconnaissance, elle lui dit en présence de toute la cour qu'il venait de sauver l'État. Ce grand homme jugeait ses actions avec plus de modestie. Écrivant ce même soir à mademoiselle de Bouillon sa sœur, il ajoutait par apostille à sa lettre : « Il s'est passé quelque chose à Jargeau qui n'est pas de grande considération. »

mandant, brave officier qui, dans sa longue carrière militaire, avait eu l'honneur singulier de se battre corps à corps contre trois rois, le grand Gustave-Adolphe, le brave Christiern IV et le roi de Pologne.

Ce mauvais succès fut imputé à l'impéritié du duc de Beaufort¹, et contribua à augmenter la mésintelligence qui existait entre lui et le duc de Nemours, son beau-frère. Ces deux princes ne pouvaient se mettre d'accord sur le plan de campagne à suivre. Nemours insistait pour que l'armée passât la Loire, et s'avancât en Guyenne au secours de M. le Prince, et Beaufort s'y opposait absolument, comme il en avait reçu l'ordre du duc d'Orléans. Après l'affaire de Jargeau, la contestation se renouvela avec plus de violence. Un conseil de guerre fut convoqué en présence de Mademoiselle, et l'entrée d'Orléans étant interdite aux chefs de l'armée, ils

¹ « M. le duc de Beaufort a manqué son entreprise sur Jargeau pour n'avoir point eu la prévoyance de se pourvoir de bateaux, bien que l'action dût s'exécuter sur la rivière. »

Le vrai et le faux de M. le Prince et du cardinal de Retz.

se réunirent dans une mauvaise hôtellerie du faubourg.

Là, malgré les efforts de la princesse, il s'éleva une altercation si violente entre les deux beaux-frères, qu'ils se frappèrent en même temps au visage, mirent l'épée à la main et se chargèrent comme des furieux. MM. de Tavanne, de Vallon et de Clinchamp parvinrent à grand'peine à les séparer. Mademoiselle leur demanda leurs épées; le duc de Beaufort obéit facilement, et se mit à genoux devant elle; mais le duc de Nemours demeura pendant plus d'une heure dans un accès de violence que rien ne pouvait dompter. Revenu à lui-même, il comprit cependant qu'il y allait de la sûreté de l'armée et des intérêts les plus chers de M. le Prince. Il défera au plan arrêté par le conseil, et consentit à embrasser M. de Beaufort: ce qu'il fit toutefois de fort mauvaise grâce. Le duc de Beaufort, au contraire, se sentit inopinément touché d'une grande tendresse pour son beau-frère, et, en l'embrassant, il se prit à pleurer et à sanglotter avec une telle violence, que ce dénouement inattendu égaya l'assemblée et le duc de Nemours lui-même.

Mademoiselle retourna à Orléans, et les généraux rejoignirent leurs troupes qu'ils dirigèrent vers Montargis. De son côté l'armée royale, ayant passé la Loire sur le pont de Gien, prit ses quartiers d'hiver sur la rive droite du fleuve. Turenne s'établit à Briare, distant de Gien de deux lieues seulement, et le maréchal d'Hocquincourt, auquel Mazarin voulut conserver un commandement indépendant, se posta au bourg de Blesneau, trois lieues en avant de Briare.

On était en avril, les fourrages étaient rares: la dislocation de l'armée fut opérée. D'Hocquincourt, gardant seulement près de lui l'infanterie, distribua sa cavalerie dans sept villages, aux environs de Blesneau. Turenne avertit son collègue « que ses quartiers étaient trop éloignés les uns des autres; et lui conseilla de les rapprocher, pour qu'en cas d'attaque ils pussent se porter secours. » Le maréchal d'Hocquincourt ne tint compte de cette observation, et Turenne n'insista pas davantage, tant pour ne pas fâcher un homme obstiné et peu éclairé, que parce que lui-même ne redoutait guère une manœuvre vive et savante de la part de géné-

raux tels que MM. de Nemours et de Beaufort.

Au milieu de la nuit, cependant, le maréchal d'Hocquincourt fut attaqué sur plusieurs points avec tant d'ensemble et une si grande rapidité, que cinq de ses quartiers furent enlevés, et tout ce qui s'y trouva tué, pris ou mis en fuite avant qu'il eût le temps de se reconnaître. En un instant, les fuyards couvrirent la plaine; les uns se sauvèrent à Gien, les autres à Briare. M. de Turenne, averti par eux et croyant à peine à leurs récits, monta à cheval, et se porta sur une éminence qui dominait la plaine. De-là il observa, à la lueur des villages enflammés, les dispositions de l'attaque; et après quelques minutes de réflexion, il dit à ceux qui l'accompagnaient: « M. le Prince est arrivé; c'est lui qui commande son armée. » Puis partant au grand galop, il fut se préparer à recevoir un tel ennemi.

C'était en effet le grand Condé qui, transporté comme par enchantement des extrémités de la France, avait ramené la victoire et se faisait annoncer par elle. Le maréchal d'Hocquincourt, revenu de sa surprise, s'efforça de réparer son imprudence par son cou-

rage. N'ayant pu se maintenir dans Blesneau, il se retira de l'autre côté du village, et prit position, avec quelqu'infanterie et neuf cents chevaux, derrière un ruisseau profond et marécageux qu'on ne pouvait passer qu'en un sur une digue très-étroite.

M. le Prince passa le premier, suivi de ses principaux amis. Mais le duc de Nemours ayant imprudemment fait mettre le feu à des maisons couvertes en chaume, l'incendie jeta à l'instant une lueur éclatante sur le champ de bataille, et d'Hocquincourt put compter ses ennemis. Il vit que cent maîtres seulement avaient passé le défilé, et s'ébranla avec toute sa cavalerie pour les attaquer. M. le Prince forma promptement son escadron et commanda la charge : il avait près de lui, au premier rang, les ducs de Nemours, de Beaufort, de La Rochefoucault, Tavanne, Vallon, Clinchamp, Coligny, Guitaut, Gaucourt. Deux escadrons du maréchal d'Hocquincourt se brisèrent contre cette poignée de braves; mais deux autres escadrons ayant chargé ensuite, et d'autres se préparant à charger encore, M. le Prince fut obligé de reculer de deux cents pas, faisant tête à l'ennemi qui le

suivait de près. Le jeune Marsillac, fils du duc de La Rochefoucault, à peine hors de l'enfance, combattant pour la première fois, s'élança quinze pas en avant des siens, et tua de deux coups d'épée un officier ennemi qui avait osé s'avancer hors de son rang. Le duc de Nemours, blessé, fut emporté par ses amis.

Cependant quarante maîtres encore avaient passé le défilé. M. le Prince les forma sur-le-champ, se mit à leur tête avec La Rochefoucault, et chargea d'Hocquincourt en flanc, pendant que le duc de Beaufort le chargeait de front avec le premier escadron. Une victoire complète suivit ce mouvement. L'infanterie royale se dispersa dans la plaine ; la cavalerie se sauva vers Auxerre. M. le Prince la poursuivit quatre lieues dans cette direction, puis revint sur M. de Turenne, qui désormais pouvait seul l'empêcher d'entrer dans Gien, et de finir la guerre en s'emparant de la personne du Roi.

La frayeur fut extrême à la cour, lorsque les nouvelles du désastre de la nuit y arrivèrent. Le soleil qui éclairait la campagne faisait voir, des fenêtres du château de Gien, la plaine couverte de soldats en fuite. Après la dé-

route du maréchal d'Hocquincourt, il ne restait pas à M. de Turenne plus de quatre mille hommes, et le prince de Condé allait revenir sur lui avec des troupes victorieuses trois fois plus nombreuses. On proposait à la Reine de rompre le pont de Gien, et d'emmener le Roi à Bourges avec ce qu'on aurait pu sauver des débris de l'armée. Le Cardinal inclinait pour cet avis. Anne d'Autriche était à sa toilette, et ne témoignait aucun effroi. Sans discontinuer de boucler ses cheveux, elle envoya demander conseil à M. de Turenne. Celui-ci, entouré de ses officiers, répondit froidement « que le Roi pouvait demeurer à Gien sans rien craindre. »

Le danger paraissait cependant imminent aux militaires les plus intrépides¹; plusieurs représentèrent à Turenne que sa hardiesse

¹ M. de Turenne ne méconnaissait pas ce danger : rappelant, depuis, cette circonstance de sa vie, il disait : « Mais il ne s'est présenté tant de choses affreuses à l'imagination d'un homme qu'il s'en présenta à la mienne. Il n'y avait pas long-temps que j'étais raccommodé avec la cour, et qu'on m'avait donné le commandement de l'armée qui en devait faire la sûreté. Pour peu qu'on ait de considération et de mérite, on a des ennemis et

pouvait tout perdre, et que la retraite sur Bourges était en l'état des choses une précaution indispensable. Turenne répondit : « Que si la ville d'Orléans avait fermé ses portes au Roi lorsque son armée n'avait point encore éprouvé d'échec, aucune ville ne voudrait le recevoir vaincu et fugitif. » Puis élévant la voix d'un ton ferme : « Vous le voyez, Messieurs, ajoute-t-il, il faut vaincre ou périr ici. »

La confiance du général se communiqua aux officiers et à toute l'armée. Turenne prit position entre Ozoyer et Blesneau. En face de lui, la plaine était fermée par un grand bois que traversait une chaussée par laquelle le prince de Condé devait revenir après avoir

» des envieux. J'en avais qui disaient partout que j'avais
» conservé une liaison secrète avec M. le Prince. M. le
» Cardinal ne le croyait pas; mais, au premier malheur
» qui me fut arrivé, peut-être aurait-il eu le même
» soupçon qu'avaient les autres. De plus, je connaissais
» M. d'Hocquincourt, qui ne manquerait pas de dire que
» je l'avais exposé et ne l'avais pas secouru. Toutes ces
» pensées étaient affligeantes, et le plus grand mal, c'est
» que M. le Prince venait à moi le plus fort et victo-
» rieux. » *Fragment des Œuvres de Saint-Evremont.*

poursuivi d'Hocquincourt. Dans le milieu de la plaine se rencontrait une éminence : M. de Turenne y plaça une batterie de canon qui enfilait la chaussée. A mesure que les fuyards se ralliaient, il les recevait dans ses rangs; et son attitude était déjà formidable, quand au point du jour la cavalerie de M. le Prince, fatiguée d'avoir poursuivi d'Hocquincourt, se présenta à l'entrée de la plaine.

En s'éloignant du champ de bataille, M. le Prince avait recommandé qu'on ralliât son infanterie, et il pensait la trouver prête au combat; mais ses ordres n'avaient point été exécutés. Les soldats, épars dans les villages, pillaiient les quartiers abandonnés; il fallut perdre plusieurs heures à les réunir, et pendant ce temps le duc de Bouillon amena au secours de son frère tout ce qu'il y avait à Gien d'hommes capables de porter les armes.

L'attaque commença vers midi. Le terrain étant fort marécageux et coupé de fossés, avant d'y engager sa cavalerie, M. le Prince jeta de l'infanterie dans le bois à droite et à gauche de la chaussée pour faire reculer les royalistes. Ceux - ci parurent céder au feu

ennemi, et s'éloignèrent de quelques cents pas. La cavalerie de M. le Prince entra alors dans le défilé, se déployant à mesure qu'elle pénétrait dans la plaine ; mais la retraite de M. de Turenne n'était que simulée. Il laissa seulement former six escadrons, puis revint sur ses pas avec le double de cavalerie, culbuta celle de M. le Prince, et la repoussa dans le défilé : démasquant ensuite sa batterie, il tira avec grand avantage sur des troupes serrées dans le passage qui traversait le bois.

M. le Prince jugea la position trop forte pour être enlevée à un général tel que Turenne, et ne se hasarda plus dans la plaine. Il fit avancer son artillerie, et la journée s'acheva à se canonner de part et d'autre. Le soir, l'armée royale se replia en bon ordre sur Gien. D'Hocquincourt, venant lui-même chercher les corps les plus voisins du défilé, M. le Prince le reconnut et le fit appeler. Le maréchal s'approcha sans méfiance, et se mit à vanter sa conduite pendant la journée dont il imputait tout le mauvais succès à M. de Turenne. M. le Prince rit beaucoup d'un amour-propre si audacieux ou si aveugle, et rendit au contraire une éclatante justice à

l'illustre rival qui lui avait arraché la victoire. Dès retour à Gien, d'Hocquincourt ne discontinua pas ses plaintes et ses accusations. Turenne les souffrit avec une grande patience. « Le pauvre maréchal est si affligé, disait-il, » qu'il doit lui être permis de se plaindre. »

La Reine et le Cardinal ne cherchèrent pas à diminuer l'importance du service qu'ils venaient de recevoir. M. de Turenne fut accueilli comme un sauveur, et la Reine reconnut hautement qu'il venait de remettre la couronne sur la tête de son fils. En effet, si M. le Prince, arrivant à Gien avec son armée victorieuse, se fut emparé de la personne du Roi, les conséquences d'un tel événement, dans les dispositions où les esprits étaient alors, pouvaient être la chute du trône ou le changement de la dynastie¹.

¹ Nous avons cru que nos lecteurs nous sauraient gré de rapporter ici comment un grand maître dans l'art de la guerre raconte ce combat, et juge la conduite des généraux.

« L'armée de Turenne n'était que de 4,000 hommes; comment tenir en échec une armée triple, et commandée par Condé? Il prit la position de l'étang de la Boussinière; c'était un défilé formé par l'étang, sur la

» gauche, et par un bois sur la droite ; il plaça ses trou-
» pes derrière ce défilé, établit une forte batterie pour
» battre au milieu, ne fit point occuper le bois par son
» infanterie, pour ne pas s'exposer à être engagé malgré
» lui, et passa le défilé avec six escadrons. Aussitôt que
» l'armée de Condé s'approcha, il repassa le défilé ; ce
» prince, fort étonné de rencontrer l'armée royale en
» position, se déploya et s'empara du bois ; cependant
» il parut indécis ; enfin il entra dans le défilé. Le vi-
» comte alors fit volte-face avec sa cavalerie, culbuta la
» tête de la colonne ennemie avant qu'elle pût se déployer.
» Au moment même, il démasqua sa batterie qui porta
» le désordre dans les rangs de Condé ; celui-ci repassa
» le défilé, et prit position ; il avait marché toute la nuit.
» Dans la soirée, le maréchal d'Hocquincourt rejoignit
» Turenne avec tout ce qu'il avait sauvé et rallié de son
» armée. Malgré cette jonction, et l'arrivée de quelques
» renforts envoyés de Gien, l'armée royale était encore
» inférieure, mais la disproportion n'était plus la même.
» *Observations.* — 1^o. Turenne avait prévenu le maré-
» chal d'Hocquincourt que ses quartiers étaient exposés.
» 2^o. La manœuvre habile qu'il fit pour en imposer à
» Condé, et qui lui réussit, fut considérée dans les temps
» comme le plus grand service qu'il pût rendre à la cour ;
» en effet, s'il s'en fut laissé imposer, elle eût été obligée
» de quitter Gien, ce qui eût été d'une fâcheuse influence
» sur les affaires politiques ; mais il est évident que le
» maréchal n'avait pas le projet de tenir sa position ; si
» Condé se fût décidé à l'attaquer, il avait tout préparé
» pour sa retraite : c'est ce que prouve la précaution qu'il

- prit de retirer tous les postes placés dans le bois, pour
- ne pas les exposer, et se trouver engagé malgré lui.
- Une fois qu'une affaire est commencée, elle s'engage
- graduellement. Il tint ses troupes réunies assez à portée
- du défilé pour en rendre le passage dangereux au
- prince, assez près pour pouvoir lui faire du mal par le
- feu d'une batterie postée de manière à battre en plaine,
- dans la longueur du défilé, mais assez éloignée pour
- que rien ne se trouvât compromis. Cette circonstance
- ne paraît rien; cependant c'est ce rien qui est un des
- indices du génie de la guerre.
- 3°. Cette manœuvre si délicate, exécutée avec tant
- d'habileté et tant de prudence, ne saurait cependant
- être recommandée. Turenne, aussitôt qu'il eut réuni
- sa cavalerie, devait se retirer du côté de Saint-Fargeau pour revenir ensuite en avant, mais seulement
- après sa jonction avec le maréchal d'Hocquincourt.
- Les règles de la guerre veulent qu'une division d'une
- armée évite de se battre seule contre une armée qui a
- déjà obtenu des succès. C'est courir le danger de tout
- perdre sans ressources; le prince de Condé avait plus
- de 12,000 hommes, Turenne n'en avait que 4,000.
- 4°. Le point de rassemblement des quartiers des
- deux armées avait été indiqué trop près; c'était une
- faute: il faut que le point de réunion d'une armée,
- en cas de surprise, soit toujours désigné en arrière, de
- sorte que tous les cantonnemens puissent y arriver avant
- l'ennemi; dans cette position, il devait être désigné
- entre Briare et Saint-Fargeau. »

Mémoires de Napoléon, écrits à Sainte-Hélène.

CHAPITRE XVIII.

Troubles de Bordeaux. — Opérations militaires en Guyenne. — M. le Prince est reçu dans Paris. — Courage des magistrats. — Ils reprochent au prince de Condé son alliance avec les Espagnols. — Ils renouvellent leurs remontrances contre le cardinal Mazarin. — L'armée des Princes s'enferme dans Étampes. — M. de Turenne l'y assiége. — M. le Prince, réduit à l'extrême, soulève la populace contre le Parlement. — Violences et séditions dans Paris. — Le Roi consent à renvoyer le cardinal Mazarin.

Du 4 janvier au 21 juin 1652.

L'APPARITION de M. le Prince sur le champ de bataille de Blesneau n'étonna pas moins ses amis que ses ennemis. Des bords de la Garonne aux bords de la Loire il avait eu à parcourir cent vingt lieues dans un pays hérisse de châteaux forts et coupé de nombreuses rivières : courant à chaque pas le risque d'être reconnu, car la plupart des soldats et des gentilshommes français l'avaient vu de près dans les armées. Il s'était décidé cependant à braver ces dangers, parce que la mésintelli-

gence des ducs de Nemours et de Beaufort ruinait ses affaires ; parce qu'il voulait à tout prix attacher à ses intérêts la ville et le parlement de Paris, et surtout parce qu'il éprouvait un ennui insupportable en Guyenne, où les divisions de son parti lui causaient autant d'embarras que les armes de ses adversaires.

Le retour du cardinal Mazarin en France ayant porté à l'excès l'irritation des bons bourgeois et des magistrats du parlement de Bordeaux, ils s'étaient laissé entraîner à la guerre civile, et avaient conclu un traité d'alliance¹ avec M. le Prince et ses principaux

¹ Ce traité fut signé le 4 janvier, « entre les princes de Condé, de Conti, les ducs de La Rochefoucault, de La Tremoille, et les très-illustres seigneurs, le Parlement et les jurats de la ville de Bordeaux. » Les articles suivans témoignent la défiance du Parlement, et le soin qu'il mettait à se prémunir contre les prétentions des grands et le retour du gouvernement féodal.

• Art. 16. Qu'aucun fils ou gendre de gouverneur de place ou de province, de quelque qualité ou mérite qu'il soit, ne pourra succéder au gouvernement de son père ou beau-père, pour déraciner le pernicieux usage de transmettre les gouvernemens comme les patrimoines.

• Art. 17. Que les finances du royaume seront doré-

amis. Ils voulaient cependant conserver quelques formes de respect pour l'autorité royale, et maintenir dans la ville l'ordre légal et régulier ; le bas peuple, au contraire, ne cherchait dans les troubles qu'une occasion de pillage et de violence. Chaque soir une troupe de séditieux se rassemblait dans un lieu planté de grands ormes, auprès du château du Ha ; ils délibéraient avec une sorte de régularité, prenaient des arrêtés, nommaient des commissaires pour les faire exécuter. On appela ces assemblées le parlement de l'Ormée, à cause des arbres sous lesquels elles se réunis-

» navant administrées par des personnes de probité choisies entre ceux que les Parlemens proposeront au Roi à cet effet ; et que l'usage des comptans sera réduit à une somme raisonnable.

» Art. 21. Que la déclaration du mois d'octobre 1648 sera ponctuellement exécutée en tous ses points et selon sa forme et teneur.

» Art. 26. Et attendu que les contributions du peuple sont de leur nature et origine une concession volontaire plutôt qu'une dette d'obligation, s'il est perçu quelques deniers sous quelque titre, forme et nom que ce soit, autrement qu'en vertu d'ordonnances duement vérifiées, cette action sera tenue pour crime capital d'offense publique, et punie du dernier supplice. »

saient. Les Ormistes portaient partout la terreur, et leur chef, nommé Lorteste, boucher de profession, rassemblait quelquefois sous son drapeau quarante mille personnes de tout âge et de toutes conditions.

La princesse de Condé, dirigée par l'habile et sage Lenet, employait, pour soutenir les magistrats, l'autorité qu'elle s'était acquise par son ineffable bonté et son brillant courage ; mais le prince de Conti, la duchesse de Longueville et la plupart des seigneurs du parti, ne rougissaient pas de se servir des Ormistes pour triompher de la résistance qu'opposait à leurs desseins la modération du Parlement ; et des arrêts d'exil, des proscriptions arbitraires frappaient chaque jour les citoyens les plus recommandables.

Des intrigues frivoles vinrent encore envenimer les dissensions politiques ; et ajoutèrent à la confusion qui régnait dans la ville. Le duc de La Rochefoucault prit ombrage des soins que le duc de Nemours rendait à la duchesse de Longueville, et il ne paraît pas que ce fût sans sujet. Par un dérèglement d'esprit honteux et bizarre, le prince de Conti se montra plus jaloux encore que le duc de La

Rochefoucault, « et rompit ouvertement avec
» sa sœur, sur des prétextes que l'honneur et
» l'intérêt du sang lui devaient faire cacher'. »
Sans cesse importuné de ces misérables querelles, M. le Prince rougissait d'avoir à les concilier, et s'il cherchait dans les soins de la guerre une distraction digne de lui, il y rencontrait d'autres humiliations. Son armée, composée de gentilshommes indociles, de valets et de paysans, luttait mal contre les vieilles troupes du comte d'Harcourt, et compromettait chaque jour, faute de discipline, le succès des plus habiles manœuvres.

Après le mauvais succès des sièges de Cognac et de La Rochelle¹, M. le Prince, laissant au duc de La Tremoille le commandement d'une partie de ses troupes, s'était rapproché de Bordeaux avec le reste de son armée. Le comte d'Harcourt le suivit de près, l'atteignit à Saint-André-de-Cuzac sur la Dordogne et le rejeta derrière le fleuve, dans le pays dit *Entre-deux-Mers*. Barbezieux, Saintes, Taillebourg et d'autres places de la Saintonge et de l'An-

¹ *Mémoires de La Rochefoucault.*

² Voir la page 40 de ce volume.

goumois ouvrirent alors leurs portes à l'armée royale.

* Pour réparer ces pertes et se créer de nouvelles ressources, M. le Prince déploya une merveilleuse activité; abandonnant le soin de son armée au général Marsin, militaire plus expérimenté que le duc de La Tremoille, il partit de sa personne et arriva, lui douzième, à Périgueux, où le marquis de Bourdeilles, sénéchal du Périgord, lui avait promis de convoquer le ban et l'arrière-ban de la noblesse. A la vérité le marquis avait aussi promis à la Reine¹ d'arrêter M. le Prince dans Périgueux, mais au moment décisif, manquant également de résolution pour servir ses amis et pour les trahir, il s'évada secrètement et fut s'enfermer dans son château de Bourdeilles, d'où il ne voulut plus sortir tant que dura la

* 25 janvier.

¹ La Reine offrait encore au marquis de Bourdeilles le titre de gouverneur au lieu de celui de sénéchal du Périgord, qui imposait quelque subordination à l'égard du gouverneur de Guyenne; plus deux régiments qui portaient son nom, seraient commandés par des officiers choisis et nommés par lui; elle l'autorisait à retenir la solde de ces troupes sur les tailles de la province, et lui

guerre. Trop faible alors pour résister au comte d'Harcourt qui s'approchait, M. le Prince sortit * aussi de Périgueux, et se jeta dans Bergerac qu'il mit en état de défense.

Informé peu après que le marquis de Saint-Luc, gouverneur de Montauban, s'avancait avec dix régimens pour joindre le comte d'Harcourt, M. le Prince se porta rapidement en Quercy, et, ramassant quelques troupes en chemin, il tomba à l'improviste sur le marquis de Saint-Luc, qui, surpris et mis en déroute, se sauva avec sa cavalerie dans Montauban pendant que son infanterie se retranchait dans Miradoux, petite ville près de Lectoure. M. le Prince s'avança jusqu'aux portes de Montauban, dans l'espoir que les habitans se déclareraient en sa faveur; n'ayant pu les y déterminer, il revint devant Miradoux dont

allouait 40,800 livres pour les frais de la levée, à savoir : 10,800 livres pour le régiment d'infanterie de douze compagnies de soixante-dix hommes chaque ; et 30,000 livres pour le régiment de cavalerie de quatre compagnies. Ces avantages étaient les plus considérables que put souhaiter un gentilhomme, et ils lui assuraient une existence aussi indépendante qu'au temps de la féodalité.

* 20 février.

il pressa le siège avec une armée moins forte que la garnison. Il allait cependant s'en rendre maître, quand le comte d'Harcourt arriva avec dix mille hommes au secours de la place *. M. le Prince, réduit à lever le siège, passa la Garonne et fit sa retraite sur Agen; mais à son approche, les bourgeois prirent les armes et formèrent des barricades. On tenta inutilement de les forcer; il fallut recourir aux voies de négociation, et le duc de La Rochefoucault obtint à grand'peine, par son crédit personnel, que les officiers-généraux seraient logés dans la ville: les soldats restèrent dans les faubourgs et les villages environans.

L'obligation de traiter ainsi de puissance à puissance avec des maires et des échevins, était insupportable au prince de Condé. Ce fut alors qu'à bout de sa patience, il prit la résolution de revenir à Paris. Il laissa le commandement des armées au général Marsin, militaire plus expérimenté que tous ses autres amis, confia à Lenet le soin plus difficile encore de ménager les différentes factions qui divisaient la Guyenne, et de rétablir la

* 14 mars.

bonne intelligence entre la princesse de Condé, le prince de Conti et la duchesse de Longueville ; puis, prétextant la nécessité d'un voyage à Bordeaux, il sortit d'Agen, le dimanche des Rameaux ^{*}, avec une suite nombreuse. A quelques lieues de la ville il congédia, sous divers prétextes, le plus grand nombre de ceux qui l'avaient suivi, et ne conserva près de lui que le duc de La Rochefoucault et le prince de Marsillac son fils ; les marquis de Lévis, de Chavagnac, de Guitaut ; M. de Bercennes, capitaine des gardes du duc de La Rochefoucault, et Gourville dont l'active et courageuse industrie devait guider la troupe et pourvoir aux besoins du voyage.

Décidé à se faire tuer plutôt que de se laisser prendre, M. le Prince marcha jour et nuit avec la plus extraordinaire diligence. Il traversa le Périgord, le Limousin et l'Auvergne, s'arrêtant à peine quelques heures pour prendre de la nourriture, et évitant avec un soin presque égal d'être reconnu par des amis ou des ennemis. Hommes et chevaux tombaient épuisés de lassitude. Il fallut porter le jeune Mar-

sillac et le soutenir sur son cheval. M. le Prince seul se montra toujours insensible à la fatigue et de la plus inaltérable gaieté. Il faisait la cuisine dans les cabarets, soutenait la conversation dans les rencontres, et s'acquittait mieux qu'aucun de ses compagnons des différents rôles que leur imposait la nécessité. Enfin, arrivés le samedi-saint sur la Loire, ils passèrent ce fleuve devant La Charité.

Des postes étaient placés hors la ville pour visiter les passe-ports des voyageurs. M. le Prince commanda avec autorité à un des soldats de garde d'aller avertir le gouverneur¹ qu'un de ses amis l'attendait à la porte de la ville pour lui communiquer quelque chose d'important. Puis se tournant vers ses compagnons, il leur dit à haute voix de passer devant et qu'il les rejoindrait bientôt. En effet, au bout d'un quart-d'heure il feignit d'être ennuyé d'attendre, chargea les soldats de faire ses compliments au gouverneur, et, piquant des deux, il échappa à leurs regards sans qu'ils s'avisassent de le poursuivre.

¹ Le gouverneur était le comte de Bussy-Rabutin qui, l'année précédente, avait fait la guerre pour les Princes, mais qui servait alors la cour.

* M. le Prince remonta la rive droite de la Loire et s'arrêta le jour de Pâque à Cosne, petite ville distante de Gien seulement de six lieues. Informé alors de la position de l'armée royale, il comprit qu'il ne pouvait suivre plus long-temps cette direction sans s'exposer à tomber dans des partis ennemis, et il s'éloigna promptement du fleuve. Au milieu de la nuit, il arriva à Châtillon-sur-Loing, et s'introduisit dans le parc par une porte de derrière. Pendant ce temps, un courrier de la cour, ayant reconnu Guitaut près de La Charité, était revenu sur ses pas pour avertir le cardinal Mazarin. Celui-ci soupçonna sur-le-champ que Guitaut pouvait n'être pas seul, et fit battre la campagne par de nombreux partis. Déjà des soldats du maréchal d'Hoquincourt étaient entrés à Châtillon, quand M. le Prince en partit pour joindre son armée qui marchait vers Montargis, et dont il rencontra les avant-postes vers Lorris, à la sortie de la forêt d'Orléans.

La présence de M. le Prince remplit ses soldats de confiance et d'ardeur ; ils continuèrent

à marcher sur Montargis, et emportèrent cette place d'embûche; puis, sans prendre un moment de repos, M. le Prince les conduisit à Blesneau par Château-Renard, et attaqua le maréchal d'Hoquincourt * avec le succès que nous avons vu.

Après la victoire de Blesneau, M. le Prince avait à prendre une résolution difficile. Restrait-il à la tête de ses troupes pour pousser ses avantages, ou continuerait-il sa route vers Paris? Plusieurs de ses amis insistaient pour qu'il ne quittât pas l'armée. « Sa présence, » lui disaient-ils, « était le gage et la condition de la victoire; M. de Turenne, malgré l'in- » feriorité de ses forces, reprendrait bientôt » l'offensive et ramènerait la fortune, s'il n'a- » vait en tête que des chefs incapables et di- » visés entre eux. » M. de Chavigny soutenait au contraire « que des succès militaires seraient » désormais de peu d'effet, et qu'il importait » bien davantage de s'assurer de la capitale » et de triompher de la résistance des com- » pagnies souveraines. »

Déterminé par ces motifs, le prince de Condé

laissa le commandement de l'armée à MM. de Tavanne et de Vallon, et se mit en route pour Paris avec les ducs de Beaufort, de Ne-mours et de La Rochefoucault. A leur approche, tout ce qui restait de noblesse dans la ville ceignit l'écharpe isabelle. Le duc d'Orléans, cachant la méfiance et la jalouse qu'il nourrissait en secret contre son cousin, se prépara à l'aller recevoir, et la populace, toujours disposée à soutenir les seigneurs contre les magistrats, s'ameuta sur les places au cri de *vivent les Princes! et mort aux Mazarins!* Les bourgeois, au contraire, prirent les armes à la première réquisition du lieutenant civil, et marchèrent contre les séditieux; ils arrêtèrent même sur le Pont-Neuf quelques-uns des plus emportés qui furent condamnés à mort par la Tournelle et immédiatement exécutés.

Il semblait cependant difficile que le Parlement pût résister à la fois aux attaques de la cour et à celles des factions qui s'agitaient dans la ville. Quelques-uns, épouvantés d'avoir à lutter contre tant d'ennemis, proposaient de s'accommoder avec la Reine ou avec le parti des Princes. Mais le plus grand nombre des magistrats repoussaient ces conseils d'une

prudence timide, et se montraient résolus suivre jusqu'au bout une politique généreux et indépendante. La veille du jour où le Prince était attendu, les présidens à morts et les autres chefs des compagnies souveraines, réunis pour délibérer sur l'état des affaires, convinrent entre eux « que les troupes de MM. les Princes ne seraient point reçues dans Paris, et que l'armée royale ne serait également repoussée tant qu'an n'eût pris des arrêts du Parlement, le cardinal Mazarin continuerait à siéger dans les conseils de Sa Majesté. »

Plusieurs voulaient aussi former opposition à l'entrée dans Paris du prince de Condé, attendu que des lettres-patentes duement enregistrées l'avaient déclaré criminel de lèse-majesté. L'avocat-général Talon fit observer cependant « que, depuis sa condamnation, Son Altesse avait envoyé un sien gentilhomme pour remontrer qu'il n'avait pris les armes que pour s'opposer à la rentrée du cardinal Mazarin : motif qui pouvait lui donner des droits à l'indulgence de la compagnie. Les lettres du Roi, bien qu'enregistrées, ne pouvaient d'ailleurs avoir plus de

» force qu'une contumace. Or, une contumace
» étant mise au néant par la représentation
» que l'accusé fait de sa personne, ledit sieur
» Prince présent, et demandant à se justifier,
» ne pouvait être dit *in reatu*, et avait droit
» d'être entendu dans sa défense. »

L'avocat-général Bignon appuya les raisons de son confrère. Les magistrats concevaient, d'ailleurs, qu'il n'était pas dans leurs intérêts de réduire au désespoir le prince de Condé, de peur qu'il ne se réconciliât avec le cardinal Mazarin, et ne réunît ses forces à celles de la cour. Tous tombèrent donc d'accord « que M. le Prince et les seigneurs de son parti seraient reçus dans Paris, pourvu qu'ils n'amenassent aucunes troupes; mais que s'ils se présentassent aux Cours souveraines pour y siéger en leurs places accoutumées en qualité de ducs et pairs, ils seraient admonestés sans ménagement, touchant leur alliance avec les ennemis de l'État, et le mépris qu'ils faisaiennt paraître de l'autorité royale. »

Le lendemain de son arrivée, M. le Prince vint en effet occuper sa place au Parlement. « Il remettia respectueusement la compagnie d'avoir trouvé bon de surseoir à l'exécution

» des lettres-patentes envoyées contre sa per-
» sonne et celles de ses amis, sous le nom du
» Roi. L'événement avait suffisamment prouvé
» que ce qu'il avait toujours dit du retour du
» cardinal Mazarin n'était pas un prétexte
» recherché pour troubler l'État. Il protestait
» n'avoir jamais eu d'autres pensées que d'em-
» ployer sa vie pour le bien du royaume et
» l'exécution des volontés de la compagnie,
» et renouvelait l'engagement de poser les
» armes aussitôt que le cardinal Mazarin se
» serait soumis aux arrêts rendus contre lui. »
Les conseillers de la nouvelle Fronde s'effor-
cèrent de faire valoir la modestie de ce lan-
gage; mais le président Bailleul répondit avec
sévérité « que le Parlement ne pouvait voir
» de bon œil un prince du sang, criminel de
» lèse-majesté, en alliance déclarée avec les
» ennemis de l'État, et siégeant sur les fleurs
» de lys, les mains encore tachées du sang des
» troupes royales. »

Au sortir du Parlement, les Princes se ren-
dirent à la Chambre des comptes : en les
voyant entrer, le premier président, Nicolaï,
se leva de son siège et quitta la salle. Ils allè-
rent ensuite à l'Hôtel-de-Ville où une assemblée

de notables bourgeois¹ avait été convoquée par ordre du Parlement : ils n'y trouvèrent pas un meilleur accueil, et le prévôt des marchands déclara « qu'il romprait la séance si » Leurs Altesses persistaient à vouloir prendre « part à la délibération. » Enfin, quelques jours après, le prince de Condé, toujours accompagné des ducs de Beaufort et de La Rochefoucault, se rendit à la Cour des aides², et ce fut là qu'on vit briller avec le plus d'éclat l'esprit de loyauté qui animait la magistrature française au moment même où elle opposait à la volonté royale une résistance si obstinée.

Jacques Amelot présidait la compagnie.

¹ L'assemblée était composée de seize députés du Parlement (savoir quatre de la grand'Chambre et deux des six autres Chambres), huit députés de la Chambre des comptes, six de la Cour des aides, deux de chacune des compagnies ecclésiastiques séculières et régulières (savoir Notre-Dame, la Sainte-Chapelle, la Sorbonne, les Pères de l'Oratoire, les Chartreux, Saint-Victor, Saint-Martin-des-Champs, etc.), huit bourgeois notables de chacun des seize quartiers de Paris, huit de chacun des six corps de marchands, enfin les conseillers de ville et les quarteniers. C'était dans ces formes que s'assemblait la ville pour la convocation des États.

² 22 avril.

Nous l'avons vu, en 1649, soutenir avec énergie, en présence de la Reine, l'honneur du parlement de Paris¹; défenseur non moins intrépide des droits de la couronne, son indignation était au comble parce qu'il venait de rencontrer des gens à la livrée du prince de Condé qui battaient le tambour sur les places, et enrôlaient publiquement des gens de guerre. Résolu à faire justice de ce scandaleux mépris de l'autorité royale, quand les Princes eurent répété les déclarations déjà faites au Parlement, le président Amelot prit la parole : « En la place où je suis, » dit-il, je ne puis dissimuler qu'il y a sujet de s'étonner que M. le Prince revienne dans Paris, non-seulement sans avoir obtenu des lettres d'abolition et de rémission, mais encore qu'il paraisse dans les compagnies souveraines comme triomphant du Roi notre maître; et, ce qui est le comble de l'audace, qu'il ose faire battre le tambour dans la ville la plus fidèle du royaume, pour lever des soldats contre Sa Majesté avec des deniers venus d'Espagne!

¹ Voir la page 293 du premier volume.

» Que dites-vous là, Monsieur? s'écria le
» duc d'Orléans, vous nous traitez plus mal
» que le président Bailleul. — Cela est faux, »
ajouta le prince de Condé avec encore plus
de chaleur.

« Qui ose m'interrompre? » reprit le pré-
sident Amelot tremblant de colère; « le Roi
» ne le ferait pas, ou, s'il le faisait, il ne le
» devrait pas faire; mais vous, Monsieur,
» vous ne le devez ni ne le pouvez, grâces à
» Dieu. Qu'est-ce qui n'est pas véritable?
» est-ce que vous ayez fait battre le tambour?
» est-ce que vous ayez reçu des deniers d'Es-
» pagne?

» Celui qui a battu le tambour a passé de-
» vant ma porte; il portait l'écharpe isabelle.
» Si vous le désavouez, qu'il soit à l'instant
» pendu habillé comme il est de vos couleurs;
» et si vous l'ayouez, il est donc trop vrai que
» vous êtes criminel de lèse-majesté. Quant
» aux deniers venus d'Espagne, tous les pré-
» sidens et tous les conseillers du parlement
» de Bordeaux déposeront que vous en avez
» reçu; et depuis huit jours encore les re-
» gistres des banquiers, témoins muets mais
» irrécusables, prouveront que vous avez

» **reçu six cent mille livres.** Sur cette somme,
» **vous avez envoyé cent cinquante mille li-**
» **tres en Guyenne, au colonel Balthazar;**
» **vous avez employé ici une partie du reste**
» **à lever des troupes..., et, si vous n'avez**
» **touché ces deniers d'Espagne, quel moyen**
» **auriez-vous de faire la guerre contre le**
» **Roi ?**

» Monsieur, interrompit encore M. le Prince,
» la Cour ne vous avouera pas sans doute de
» tout ce que vous me dites. — Mon aveu est
» sous mon bonnet, » repartit Amelot, en
frappant de la main sa tête; « il n'y a dans
» cette compagnie que de bons serviteurs du
» Roi, et pas un ne désavouera mes paroles.
» — Vous deviez m'avertir en particulier.
» et non pas devant tout le monde, » dit
M. le Prince, baissant la tête avec confusion.

» Si vous m'aviez fait l'honneur de me re-
» cevoir en particulier, répondit l'austère
» magistrat, je vous aurais fait ces reproches;
» mais je ne pouvais me taire en ce lieu sans
» être prévaricateur à ma charge. — Et moi,
» si je vous souffrais plus long-temps, je se-
» rais prévaricateur à mon honneur, dit le
» Prince. — Votre honneur ! Monsieur. Ah !

» si vous eussiez été jaloux de le conserver,
» vous n'auriez pas fait ce que vous faites.
» Voyez en quel déplorable état la France est
» réduite par suite de votre révolte. » Puis se
tournant vers le duc d'Orléans : « La compa-
gnie vous conjure, Monsieur, au nom de
» tout ce qu'il y a de bons Français, de ne
» rien omettre de ce qui dépendra de vous
» pour rétablir l'union dans la famille royale,
» union dont dépend le salut public. Cette
» compagnie tiendrait à honneur singulier
» de pouvoir contribuer quelque chose du
» sien à un ouvrage si important; il n'y a ni
» soin, ni peine, ni biens, ni vie que chacun
» de nous n'employât volontiers pour un effet
» si désirable. »

Tant de zèle pour l'autorité royale ne disposait pas cependant les magistrats à flétrir sous le pouvoir absolu. Dans les séances même où les Princes venaient d'être si mal reçus¹, toutes les compagnies souveraines ordonnèrent d'itératives remontrances contre le cardinal Mazarin¹; celles du Parlement furent rédigées en ces termes :

¹ Les parlemens de Rouen, de Rennes, de Dijon, de

« Sire,

» La déclaration de Votre Majesté, qui
» bannissait pour jamais de son royaume le

Toulouse, de Bordeaux, de Pau, de Grenoble, de Provence, suivirent l'exemple du parlement de Paris. On remarqua, entre toutes les autres, les remontrances du parlement de Toulouse pour la dignité du langage et la loyauté des sentimens.

« Sire,

» Votre parlement de Toulouse n'a rien oublié de ce
» qui était de son devoir pour conserver le repos public
» et le respect dû à Votre Majesté dans l'étendue de son
» ressort.
» Quand les troupes qui servaient dans l'armée de
» Catalogne, commandées par le sieur de Marsin, ont
» traversé la province pour aller joindre l'armée rebelle,
» le Parlement a su reconnaître ces déserteurs, les a si-
» gnales à vos peuples, et les a poursuivis de ses arrêts.
» Nous avions lieu d'espérer, Sire, que bientôt les mau-
» vais desseins formés en Guyenne contre votre service
» seraient dissipés ou rendus inutiles, et tous ceux qui
» ont pris les armes sans vos ordres poursuivis par la sé-
» vérité des lois. Mais les choses ont bien changé par le
» retour du cardinal Mazarin; depuis que le ministre
» fatal à notre ruine est rentré dans ce royaume, il semble
» que toutes les bonnes dispositions qui étaient dans les

» cardinal Mazarin , ayant suivi d'un jour la
» séance que Votre Majesté prit en son lit de

» cœurs et dans les esprits soient renversées. L'oserons-nous
» dire, avec le respect que nous devons à Votre Majesté?
» la cause des rebelles , déjà condamnée par tous , semble
» aujourd'hui bonne au jugement du plus grand nombre ,
» même parmi les sages et les gens de bien. Le cardinal
» Mazarin dit qu'il vous amène des secours ; il pourrait
» dire avec plus de vraisemblance qu'il est venu au se-
» cours de M. le prince de Condé; car, pour ce peu d'é-
» trangers dont il s'est fait accompagner, il vous ôte un
» nombre infini de vos bons et fidèles sujets. Ceux qui se
» sont écartés de l'obéissance qu'ils vous doivent auraient
» été bientôt forcés de rentrer dans le devoir, et ces mou-
» vemens allaient disparaître quand le cardinal Mazarin
» est venu lui-même justifier la cause qui les a fait naître.

» Nous ne pouvons, Sire , perdre les espérances que
» nous avons conçues de votre règne. Elles sont fondées
» sur votre royale naissance et sur tant de vertus qui re-
» luisent déjà en votre personne. Éloignez donc de vos
» conseils celui qui vient corrompre la félicité des pre-
» miers jours de votre majorité , comme ces orages qui se
» forment au matin , d'autant plus fâcheux et plus mal-
» faisans qu'ils gâtent les premiers et les plus purs rayons
» de la lumière , et font craindre pour la sérénité de tout
» le jour.

» Nous supplions très-humblement , Sire , Votre Ma-
» jesté de se souvenir qu'après que le cardinal Mazarin
» eut quitté le royaume , épouvanté lui-même des trou-

» justice pour sa majorité , nous ne pouvions
» douter de cette promesse faite à vos sujets
» à la vue de toute la France. Nous , déposi-
» taires de la foi publique, eussions cru com-
» mettre un crime de nous en défier , et ce-
» pendant cet homme ambitieux et perfide
» s'est rapproché de votre personne , et a été
» reçu dans vos conseils.

» Ce changement de vos résolutions , Sire ,
» remplira d'étonnement toute l'Europe ,

» bles qu'il y avait causés , il vous plut accorder aux
» vœux de tous vos sujets une déclaration qui lui défen-
» dait à jamais de rentrer sur les terres de votre obéis-
» sance. C'est à nous , par le devoir de nos charges ,
» d'assurer l'exécution d'une parole si solennelle. Les
» paroles des rois , comme elles font le destin des hom-
» mes , doivent être inébranlables , et leur loi est vé-
» rité. Nous ne pouvons pas croire que le cardinal Ma-
» zarin soit revenu par vos ordres. Où serait l'égalité ,
» l'uniformité qui doit se trouver en la justice ? où serait
» la foi due à une promesse royale ?

» M. le prince de Condé offre , par la requête qu'il a
» présentée au parlement de Paris , d'exécuter la décla-
» ration qui le regarde sitôt que le cardinal Mazarin se
» sera soumis à votre loi. Otez à ce prince , Sire , la raison
» ou le prétexte dont il se sert pour décorer sa rébellion ;
» si elle dure encore après cela , il ne lui restera plus aux
» yeux de tou^{re} a naturelle difformité . »

» comme il a déjà fait toute la France; nous
» ne pouvons l'imputer qu'aux artifices du
» cardinal Mazarin, parce qu'il est homme
» sans foi, et veut établir la fourberie par
» des maximes abominables qui vont à la
» destruction des monarchies en rompant
» tous les liens de la société civile.

» Le cardinal Mazarin a bien osé dire *que*
» *la bonne foi ne doit être en usage que parmi*
» *les marchands.... Que l'honnête homme n'est*
» *point esclave de sa parole.... Qu'il n'y a*
» *point de danger de mentir, pourvu que le*
» *mensonge ne soit connu qu'après qu'il a*
» *réussi....* Et déjà nous avons vu l'effet de ces
» damnables leçons quand il a fait écrire à
» Votre Majesté que votre intention était de
» maintenir les déclarations rendues contre
» lui au moment même où il rentrait dans le
» royaume en vertu d'autres lettres obtenues
» de Votre Majesté. Nous osons le dire, Sire,
» jamais une plaie si mortelle n'avait été faite
» à la dignité royale.... Et l'auteur de cet at-
» tentat porte la qualité de surintendant de
» l'éducation de Votre Majesté !

» Éloignez de vous, Sire, cet esprit perni-
» cieux qui mesure la durée de l'empire à

» celle de son crédit ; qui s'efforce de persuader à Votre Majesté que les plaintes contre l'insolence de sa fortune sont des conspirations contre l'État : selon la pratique commune à tous les favoris , de faire croire aux rois qu'on offense leur personne lorsqu'on attaque leurs ministres !

» Sire, il est nécessaire que Votre Majesté reconnaissse bien le véritable état de la monarchie de France. On ne doit proposer à Votre Majesté que les exemples des bons et sages rois , comme celui de Henri-le-Grand votre aïeul , lequel étant pressé de faire vérifier dans son Parlement un édit nouveau , et ayant appris par la bouche de M. de Harlay , premier président , que ce qu'il désirait ne pouvait se faire qu'en emploiant la puissance absolue , répondit par ces paroles dignes d'un prince juste et clément : *A Dieu ne plaise que je me serve jamais de cette puissance absolue qui se détruit en la voulant établir, et à laquelle je sais que les peuples donnent un mauvais nom* ' . »

¹ On rappelle ensuite , dans ces remontrances , tous les

Le président de Nesmond et quatre conseillers, chargés de faire entendre au Roi ces remontrances, partirent pour joindre la cour. Introduit dans le cabinet de Leurs Majestés, le président se préparait à s'acquitter de sa mission, quand le jeune Roi lui arracha le papier des mains avec vivacité, disant qu'il en parlerait à son conseil. Nesmond crut que le Roi agissait ainsi par ignorance des formes, et se mit en devoir de lui expliquer « que les » remontrances se faisaient de vive voix ou » par écrit, suivant la gravité des matières ; » qu'en cette occasion si importante le Parlement avait jugé nécessaire de coucher » par écrit les causes du péril extrême que » courait l'État, et qu'il était sans exemple, » depuis l'institution des Parlemens, qu'un

actes tyranniques de l'administration du cardinal Mazarin, et, à l'occasion du siège de Paris, en 1649, on l'accuse d'avoir voulu faire périr par la faim, dans la bonne ville de Paris, *deux millions* de personnes. On trouve dans un pamphlet publié en 1652, que la capitale comptait plus de *six millions* d'habitans. Cette dernière erreur est plus grossière, mais moins surprenante que celle commise par le Parlement. Toutes les deux prouvent la grande ignorance de l'administration du temps.

» roi de France eût refusé de prêter l'oreille
» à des remontrances faites en cette forme.

Le royal enfant, rouge de colère, interrompit le magistrat, répétant deux fois : *Retirez-vous, Messieurs, retirez-vous.* Un débat très-vif s'éleva alors entre les députés, qui insistaient pour donner lecture des remontrances, et la Reine qui leur reprochait cette obstination comme un manque de respect envers le Roi dont la volonté se faisait suffisamment connaître. Force fut enfin au président Nesmond de quitter la place; mais, en prenant congé du Roi, il lui dit avec dignité :
« Sire, nous nous retirons puisque Votre Ma-
» jesté nous le commande. C'est avec un grand
» déplaisir de ce qu'il ne lui a pas plu de faire
» lire les remontrances de son Parlement.
» Nous déchargeons nos consciences des mal-
» heurs qui en peuvent arriver, et nous en
» imputerons la faute à celui qui vous donne
» ces conseils et à ceux qui le soutiennent,
» lesquels sont la cause de tous les maux que
» souffre le royaume. »

Au retour du président de Nesmond dans Paris, le Parlement se montra fort affligé de la réception faite à ses députés; mais, loin de

s'en laisser décourager, il persévéra avec plus d'énergie dans la ligne de conduite qu'il s'était tracée, et il ne se passait pas de semaines que des députés du Parlement, de la Chambre des comptes, de la Cour des aides et de l'Hôtel-de-Ville, ne vinssent devant le Roi réclamer, au nom de leurs compagnies, l'exécution de la parole royale touchant l'éloignement du Cardinal : démarches toujours accompagnées d'arrêts qui flétrissaient la révolte armée, l'alliance avec les Espagnols ; défendaient la levée des gens de guerre dans la capitale, et l'approche des troupes rebelles dans les campagnes environnantes.

M. le Prince, ne trouvant aucune ressource dans la ville de Paris, regrettait d'autant plus amèrement de s'être éloigné de ses troupes, que chaque jour elles éprouvaient de nouveaux échecs. Après le combat de Blesneau, le Roi et la Reine, sous la conduite de M. de Turenne, s'étaient rendus de Corbeil à Saint-Germain, en faisant le tour de Paris ; MM. de Tavanne et de Vallon avaient essayé de leur barrer le chemin ; mais Turenne, se jetant bien loin sur sa droite, suivit le cours de la rivière d'Yonne jusqu'à Montereau, puis

traversant la forêt de Fontainebleau *, il était arrivé deux heures avant l'ennemi à La Ferté-Alais d'où il couvrait Melun et Corbeil. MM. de Tavanne et de Vallon occupèrent alors Étampes et les campagnes voisines, où de grands approvisionnemens se trouvaient réunis, et M. de Turenne établit son camp à Arpajon.

Les deux armées en présence s'observaient depuis quelques jours, quand mademoiselle de Montpensier, ennuyée du séjour d'Orléans, traversa Étampes pour revenir à Paris; les généraux des Princes lui rendirent de grands honneurs **, et voulurent par galanterie recevoir *maréchales-de-camp* les comtesses de Fiesque et de Frontenac, à qui Mademoiselle avait donné ce titre.

Un grand désordre suivit cette cérémonie; les soldats, dispersés dans les villages, étaient occupés à boire et à se réjouir, quand le comte de Broglie, les attaquant à l'improviste, leur enleva plusieurs quartiers, et les mit dans une complète déroute. En un instant la plaine fut couverte de fuyards qui se sauvaient vers Étampes. MM. de Tavanne et de Vallon

* 24 avril.

** 4 mai.

tinrent ferme en avant des portes, et parvinrent à empêcher les troupes royales d'entrer pèle-mêle avec leurs soldats; mais M. de Turenne forma aussitôt le siège de la place, et il ne pouvait manquer de s'en rendre maître si les assiégés ne recevaient de prompts secours.

La prise d'Etampes eût consommé la ruine de M. le Prince. De tous les points de la France il apprenait alors les désastres de son parti. Le comte d'Harcourt obtenait chaque jour en Guyenne des avantages sur le général Marsin; le prince de Conti ne se maintenait dans Bordeaux que par l'appui honteux des Ormistes; après une défense héroïque, le marquis de Persan se voyait réduit à capituler dans Montrond; enfin dans les provinces de Normandie, de Bretagne, de Bourgogne, de Languedoc, de Béarn, de Dauphiné, de Provence, les Parlemens, se conformant de tout point aux exemples de celui de Paris, réprenaient toutes les tentatives faites en faveur des Princes, en même temps qu'ils multipliaient les remontrances contre le cardinal Mazarin. M. le Prince, réduit à cette extrémité, sollicitait vivement les secours de

l'Archiduc; mais celui-ci, occupé des si Gravelines et de Dunkerque, ne pou viser son armée. Comprenant cependant bien il importait à l'Espagne d'alimenter la guerre civile en France, Léopold traita avec le duc de Lorraine qui, pour une somme assez considérable, promit d'entrer dans le royaume avec ses troupes, et de faire lever le siège de Tournai.

Ce faible appui ne suffisait pas au duc de Condé; il ne pouvait échapper à une certaine crainte que si le Parlement, changeant de politique, l'autorisait à faire dans Paris levées d'hommes et d'argent, et entouré par l'autorité de son exemple, toutes les compagnies souveraines du royaume. C'est cette espérance qu'il avait quitté la Guerre et depuis son retour à Paris, il traite avec une application soutenue à séduire les magistrats, à gagner des partisans de la bourgeoisie. Mais en dépit de ses efforts - parti acquérait chaque jour plus de consistance. Le duc d'Orléans n'était soutenu que par un petit -

la lie du peuple , ne conservait aucun crédit sur les bons bourgeois depuis qu'il s'était séparé du Coadjuteur.

Ce dernier , promu enfin au cardinalat par le souverain pontife , n'avait point encore reçu le chapeau des mains du Roi , et ne

C'était en ce temps et c'est encore aujourd'hui la coutume que le Pape nomme un cardinal sur la présentation de chacune des couronnes catholiques toutes les fois qu'il fait une grande promotion dans le sacré collège , c'est-à-dire toutes les fois qu'il nomme plus de deux cardinaux *proprio motu*. L'époque de ces promotions étant indéterminée , et habituellement tenue secrète , les nominations des couronnes doivent être faites long-temps à l'avance , et elles peuvent être révoquées jusqu'au moment où les cardinaux sont proclamés en grand consistoire.

Anne d'Autriche , en remettant au Coadjuteur sa nomination (voir la page 360 du second volume) , avait ordonné secrètement au bailli de Valançay , son ambassadeur à Rome , de ne rien épargner pour en retarder l'effet , et elle se promettait de la révoquer au moment où elle ne craindrait plus la vengeance du Coadjuteur. Celui-ci , bien informé des intentions de la Reine , pressa sa nomination à Rome avec une grande activité. Deux circonstances lui furent favorables : le pape innocent X , ennemi personnel du cardinal Mazarin , se portait volontiers à décorer de la pourpre l'homme qu'il croyait destiné à remplacer ce ministre , et monsignor Chigi , se-

pouvait , suivant les règles de l'étiquette , paraître aux séances du Parlement ni dans

crétaire des brefs (pape depuis , sous le nom d'Alexandre VII), ayant parole d'être cardinal à la première promotion , faisait tous ses efforts pour la hâter . Enfin , après trois mois d'intrigues et de négociations , le terme des lenteurs semblait arrivé quand le bailli de Valançay , qui lui-même prétendait au chapeau , imagina , pour perdre son compétiteur à Rome , de l'accuser indirectement de jansénisme . Un tel soupçon ne permettait pas de passer outre , et , malgré les instances de l'abbé Charrier qui postulait pour le Coadjuteur , la promotion fut ajournée jusqu'à ce que celui-ci se fût justifié . Dans la vérité , Gondi n'était ni janséniste ni moliniste , et il ne s'inquiétait guère de controverses théologiques ; mais son ame noble et fière ne se pliait sous aucun despotisme ; et quand on lui proposa d'humiliantes apologies , il répondit qu'on n'avait pas le droit de le soumettre à de telles inquisitions , et qu'il aimait mieux renoncer à la pourpre que de l'obtenir à ce prix . L'abbé Charrier supprima cette lettre qui eût tout perdu sans retour , et la nouvelle étant arrivée à Rome que le cardinal Mazarin reprenait son ancien poste au conseil , le Pape comprit qu'il n'avait plus qu'un moment pour réaliser ses bonnes intentions en faveur de Gondi , et convoqua un consistoire .

Le premier soin du cardinal Mazarin , en arrivant à Poitiers , avait été en effet de faire expédier la révocation et de l'envoyer au bailli de Valançay , avec ordre néanmoins de ne la signifier qu'à la dernière extrémité . Valançay

aucune autre assemblée publique. Ses intrigues secrètes n'en étaient cependant ni moins actives ni moins efficaces. Toujours en liaison intime avec les chefs des compagnies souveraines, et tout-puissant sur les colonels de la garde bourgeoise, le nouveau cardinal de Retz, renfermé dans l'archevêché, déjouait à la fois les desseins de la cour et ceux des Princes, et maintenait dans Paris son ancienne popularité comme son ancienne politique.

Irrité chaque jour par des obstacles et des contrariétés de tous les genres, ce n'était pas sans de pénibles efforts que M. le Prince avait contenu si long-temps l'impétuosité de son caractère. La patience lui échappa quand sa situation devint désespérée. Cédant alors à de détestables conseils, il résolut de soulever la populace contre les magistrats et les bourgeois, et d'établir son autorité dans Paris par les moyens qui avaient affermi dans Bordeaux

soupçonnant quelque chose, fit demander une audience au Pape avant l'heure marquée pour le consistoire. Le Pape l'accorda sans difficulté; mais, pendant la nuit, il fit convoquer en secret les cardinaux, et quand le bailli de Valançay se présenta de grand matin au Vatican, il apprit que le cardinal de Retz venait d'être proclamé.

celle du prince de Conti et de la duchesse de Longueville. De tels expédiens ne répugnaient pas au duc d'Orléans ; le duc de Beaufort s'offrait comme un instrument favorable, et bien que le duc de La Rochefoucault et d'autres amis de M. le Prince nous paraissent incapables d'avoir trempé dans ces méprisables et criminels complots, la vérité historique oblige de reconnaître que les grands seigneurs de ce temps ne se faisaient pas plus de scrupule des émeutes populaires que des alliances avec l'étranger.

Les plus odieuses pratiques furent donc mises en œuvre dans Paris. Les artisans, que la cessation de tout commerce laissait sans travail, recevaient chaque jour des distributions de vin et d'argent, et des libelles incendiaires les appelaient au meurtre et au pillage. On lit ces horribles paroles dans un des écrits qui eut alors le plus de cours : « Lâchons hardiment la bride ; faisons car » nage sans respecter ni les grands ni les » petits, ni les jeunes ni les vieux, ni les » mâles ni les femelles. Sortons de nos gîtes, » de nos tanières, quittons nos foyers. Fai » sons voltiger nos vieux drapeaux. Battons

» nos caisses. Alarmons tous les quartiers ;
» tendons nos chaînes. Renouvelons les Bâ-
» ricades. Mettons nos épées au vent, tuons,
» saccageons, brisons, sacrifices à notre juste
» vengeance tout ce qui ne se croisera pas
» pour le véritable parti du Roi et de la li-
» berté '.

Des seigneurs déguisés se mêlaient à la popu-
lace, et désignaient à sa fureur ceux des
magistrats dont l'énergie opposait le plus
d'obstacle à leurs desseins. Le duc d'Orléans
lui-même ne marchait plus dans les rues
qu'avec une hideuse escorte de quatre ou
cinq mille bandits, et les femmes les plus
qualifiées du parti le saluaient à son passage
en vociférant des injures obscènes contre
Mazarin et ses adhérents ¹. Les bons bourgeois
conservèrent cependant pour leurs magistrats
une respectueuse obéissance. Le prévôt des
marchands Le Fèvre, les échevins Le Vieux
et Guillois parcouraient les rues et les places
publiques, imposaient à la canaille, et fai-
saient rougir les grands de leurs indig-
nes ma-

¹ Voir les pièces justificatives.

² Voir la note de la page 455 du second volume.

nœuvres : ces respectables citoyens furent choisis par le parti pour premières victimes.

Des inquiétudes sur les subsistances (moyen toujours certain d'émouvoir le peuple d'une grande ville) furent propagées avec art. Des placards affichés au coin des rues accusèrent la cour de vouloir affamer Paris, et le prévôt des marchands d'être complice de ce dessein.

« Le peuple était averti que deux bateaux chargés de grains, et destinés à l'approvisionnement des halles, venaient d'être éloignés du port et conduits à Saint-Germain au moment où les boulangers se pressaient pour acheter leur chargement. »

Pour qu'on ne pût l'accuser d'indifférence en pareille matière, le Parlement ordonna que Broussel et un autre conseiller se transporteraient sur le port avec commission de vérifier les faits. Cette mesure fut interprétée comme une confirmation du danger; les bourgeois se portèrent en foule chez les boulangers qui, craignant le pillage, se barricadèrent dans leurs maisons. Jamais cependant les ports et les marchés n'avaient été mieux approvisionnés. Le prévôt des marchands vint en donner l'assurance au Parle-

ment. « Le propriétaire d'un bateau chargé
» de grains étant mort au moment de la
» vente du chargement, cette vente avait été
» interrompue par suite de contestations entre
» les héritiers, et le bateau avait été conduit
» à quelques toises au-dessous de sa place
» dans le port : les bruits répandus dans la
» ville n'avaient pas eu d'autres fondemens. »

Ce rapport, confirmé par celui de Broussel, fut aussitôt rendu public ; mais tous les soins des magistrats ne parvinrent pas à calmer l'alarme. L'émeute devint de plus en plus vive ; des hommes à figures sinistres, rassemblés sur les places, se portèrent en foule au Luxembourg, et pénétrèrent sans rencontrer de résistance dans les cours et dans les appartemens. Plusieurs disaient tout haut « qu'on les avait
» fait venir pour tuer le prévôt des mar-
» chands. » Cet officier, mandé par le due d'Orléans, s'étant présenté, suivi de ses échevins, fut en effet assailli par la canaille, et se sauva à grand'peine dans le cabinet du prince.

Après quelques discours indifférens, Gaston congédia les officiers de la ville, et les reconduisit jusqu'à la porte extérieure du Luxem-

bourg, « ne voulant pas, disait-il, qu'on leur fit du mal dans sa maison. » Mais à peine furent-ils dehors, que la foule se précipita à leur poursuite, brisa et mit en pièces leur carrosse dans la rue de Condé. Le marquis du Vigean, et d'autres seigneurs assemblés devant l'hôtel de M. le Prince, s'amusaient de ce spectacle, et s'emparèrent même des chevaux qu'ils emmenèrent en triomphe. Le prévôt des marchands, frappé d'un coup de pierre à la tête, se sauva dans le cabaret du *Riche Laboureur*, et parvint à gagner la campagne¹. Les échevins, également blessés, furent recueillis dans une maison autour de laquelle les séditieux restèrent attroupés jusqu'au milieu de la nuit, demandant à grands cris qu'on leur livrât les Mazarins.

Ce même jour une autre troupe attaqua M. de Colbert, qui rentrait à Saint-Germain muni d'un passe-port du Parlement. Cette fois la garde bourgeoise, se trouvant en force, arrêta six des assaillans, mais le duc

¹ Le cabaret du *Riche Laboureur* avait une issue sur les fossés de la ville, entre la porte Saint-Germain et la porte Saint-Michel.

de Beaufort les fit remettre en liberté, disant
« qu'ils étaient *de ses gens*, et que sous trois
» jours il leur donnerait une autre curée, si
» d'ici là on ne faisait bonne justice de
» Mazarin '.

' Depuis les premiers jours du mois de mai Paris fut le théâtre de continuels désordres. Les Mémoires de Conrart que nous avions consultés manuscrits à la bibliothèque de l'Arsenal, venant d'être publiés par les soins de M. le conseiller Monmerqué, nous avons supprimé de notre ouvrage beaucoup de détails que le public trouvera avec plus d'intérêt dans ces Mémoires mêmes. Nous laissons cependant subsister là note suivante qui fait bien connaître l'état de la capitale et les mœurs du temps.

« Le mercredi 8 mai, la duchesse de Bouillon étant
» partie avec tous ses enfans, suivie de deux chariots
» chargés de meubles, s'arrêta aux Incurables (rue de
» Sèvres), où la duchesse d'Aiguillon lui avait donné
» rendez-vous pour aller ensemble à Saint-Germain. La
» populace, ayant remarqué les livrées, commença à
» crier : *Aux Mazarins !* que c'était la sœur du maréchal
» de Turenne qui venait avec ses gens piller et brûler
» jusqu'aux portes de Paris ; qu'il avait résolu d'en affa-
» mer tous les habitans, en se rendant maître des pas-
» sages ; que c'était pour cela qu'elle s'en allait, et qu'il
» la fallait retenir pour gage. Ces premières crieries
» firent amasser un très-grand nombre de personnes de
» tout âge et de tout sexe qui leur dirent cent outrages,
» et les menaçaient à chaque moment de les étrangler.

Les gens du duc de Beaufort étaient cent vingt malfaiteurs délivrés des cachots de la Conciergerie, qui tout le jour parcouraient

» On leur fut voir le passe-port de M. d'Orléans, dont ils
» se moquèrent, et dirent qu'ils ne se souciaient ni des
» Princes ni de leurs passe-ports, et que s'ils pensaient
» laisser ainsi sortir tous les Mazarins qui étaient dans
» Paris, on ne se fierait plus à eux. Un homme qui était
» le plus proche du carrosse prit le mouchoir que la du-
» chesse de Bouillon avait sur son cou à pleines mains,
» et lui serrait la gorge en lui disant mille injures. Elle
» lui dit, avec autant de tranquillité que si elle eût été
» assise bien à son aise dans sa chambre, qu'elle avait la
» gorge si sèche qu'il ne ferait que se blesser; et ensuite
» elle le flatta et le cajola, disant que s'il voulait il ti-
» rerait de la peine où elle était; qu'elle voyait bien qu'il
» était honnête homme, et qu'il n'avait aucun dessein de
» lui mal faire. Cela gagna si promptement ce maraud,
» que tout d'un coup il lui dit qu'elle ne craignit rien,
» et qu'il mourrait plutôt que de souffrir qu'il lui arrivât
» aucun mal. Enfin elle les pria tous de résoudre ce qu'ils
» voulaient faire d'elle et de ses enfans; qu'ils les laissaient
» passer, ou du moins qu'ils les remenassent au
» palais d'Orléans. Ils lui accordèrent le dernier, et
» firent tourner les carrosses et les chariots, qui furent
» toujours suivis de toutes ces canailles. Il fallut qu'ils
» vissent décharger tout le bagage dans la cour avant
» que de se retirer. Ils dirent à M. d'Orléans qu'ils
» lui mettaient toutes ces personnes-là dans ses mains

la ville avec des cris de cannibales. Le soir ils se réunissaient dans le jardin du Luxembourg, et s'entretenaient familièrement avec les Princes qui paraissaient sur le balcon. Une fois, le prince de Condé, ayant à ses côtés le duc de Damville, le leur montra par plaisanterie, disant « qu'il était un franc Mazarin. — » Morbleu ! Monsieur, prenez donc garde ! » s'écria brusquement Damville. Ceci est-il une copie de l'original que vous fites voir » l'autre jour au prévôt des marchands ? » M. le Prince rougit et baissa la tête ; le duc d'Orléans, plus endurci, reprit : « Qu'après tout il n'y avait eu personne de tué, et que ce n'était pas grand malheur que le peuple se réveillât un peu. »

Ces odieux moyens n'obtenaient pas cependant le succès qu'on s'en était promis ; le Par-

» pour en répondre, et qu'ils le suppliaient de ne donner
» aucun passe-ports aux Mazarins, afin que si on entre-
» prenait quelque chose contre Paris ou les faubourgs,
» ils pussent user de représailles sur ceux qui seraient en
» leur puissance. Au lieu de les gourmander et de les
» reprendre du peu de respect qu'ils avaient eu pour
» son passe-port, il les caressa, et leur fit donner trente-
» huit pistoles, après quoi ils s'en allèrent. »

lement restait inflexible. Désespérant de vaincre sa résistance, M. le Prince essaya de se passer du concours des magistrats pour faire dans Paris des levées de soldats et d'argent. Il employa un certain Peny¹, homme fort accrédié parmi les séditieux, et parvint à rassembler dans le pré des Chartreux.

¹ Ce Peny était trésorier de France à Limoges, et avait épousé la nièce de Broussel. Ses aventures sont bizarres: dans sa jeunesse, il avait été secrétaire de M. de Joubert de Barrault, ambassadeur de Louis XIII en Espagne auprès de Philippe III; celui-là même qui assistant à Madrid, à la représentation d'une tragédie dont le sujet était la bataille de Pavie, sauta sur le théâtre, et passa son épée au travers du corps d'un acteur qui tenait le pied sur la gorge à *François 1^{er}*. Après le rappel de M. de Barrault, Peny resta à Madrid en qualité de résident. Il paraît qu'à l'exemple de son maître, il traitait cavalièrement les affaires diplomatiques. Ayant un jour répondu avec beaucoup de hauteur au comte-duc d'Olivarès, ce ministre tout-puissant le fit enlever secrètement et enfermer dans une chambre au quatrième étage d'une maison très-écartée, où il le retint dix-huit mois sans lui donner même la permission d'entendre la messe. Un des gens de Peny, ayant découvert la retraite de son maître, parvint à lui faire passer de l'encre et du papier, au moyen de quoi celui-ci écrivit un grand nombre de notes qu'il jetait ensuite par la fenêtre, adressées au nonce du Pape, aux

proche du Luxembourg, vingt mille hommes en état de porter les armes. Des viandes et du vin leur furent distribués en abondance. Peny, doué d'une grossière éloquence et d'une voix de Stentor, les harangua pendant plusieurs heures; puis, assisté de quelques hommes choisis dans les différens quartiers, il dressa un rôle militaire : inscrivant comme soldats ceux qui lui étaient signalés pour leur ambassadeurs de Venise, de Florence, etc. Sur les instances du corps diplomatique, Peny fut enfin remis en liberté et renvoyé en France; mais on lui fit payer tant d'argent pour sa dépense pendant sa prison, et pour les frais de son escorte, qu'il arriva sur la frontière sans ressource et obérit de dettes.

De retour à Paris, le cardinal de Richelieu le reçut fort bien, mais ne lui fit payer ni indemnité pour ses pertes, ni même l'arriéré de ses appointemens. Quelque temps après, la reine mère Marie de Médicis étant morte à Cologne, M. de Chavigny proposa à Peny d'aller sur les lieux tant pour faire faire l'inventaire des meubles de la Reihe que pour amener son corps. Peny accepta, et gagna dans cette mission (sans qu'on puisse trop deviner comment) une somme de cent mille livres avec laquelle il acheta une charge de trésorier de France. Son alliance avec la nièce de Broussel l'engagea fort ayant dans les affaires de la Fronde. Il fut excepté de l'amnistie publiée après le retour du Roi à Paris.

courage, et assignant à chacun la maison d'un bon bourgeois pour y recevoir la solde et le logement. Les ducs de Beaufort et de Tarente, commis par M. le Prince pour procéder avec Peny à ce recrutement, exercèrent les nouveaux soldats au maniement des armes, et annoncèrent, après quelques jours de manœuvre, que M. le Prince en personne les conduirait à Saint-Denis contre l'armée royale.

Le rendez-vous fut assigné dans la plaine entre Chaillot et le bois de Boulogne. Au jour fixé, le duc de Beaufort parcourut les quartiers les plus peuplés de la ville, criant de toutes ses forces : « Qui m'aime me » suive. » Il se fit suivre en effet d'une très nombreuse cohue; mais quand le héros de Lens et de Rocroy vit les soldats qu'on lui donnait à commander, il en conçut une honte extrême, et fit tous ses efforts pour les engager à se retirer. N'ayant pu s'en débarrasser, il les forma en bataillons, et leur donna des officiers auxquels il recommanda de tenir leurs gens hors de la portée de l'ennemi, et d'empêcher seulement qu'ils ne se débandassent pour piller la campagne. Se mettant en

suite à la tête de ce qu'il avait de soldats et de gentilshommes, M. le Prince marcha sur Saint-Denis qui n'était défendu que par un bataillon suisse.

Au bruit des premières décharges, les gens de Peny se débandèrent honteusement. Ils ne reprirent courage que lorsque leur avant-garde eut enfoncé les portes de Saint-Denis; ils accoururent alors pour piller les maisons des habitans, et il fut plus difficile de leur faire lâcher prise, qu'il ne l'avait été de chasser la garnison.

La présence de ces misérables sous les drapeaux du prince de Condé eut cependant pour lui cet avantage, que la ville de Paris sembla déclarée en sa faveur. Les magistrats, voulant détruire ces apparences, proposèrent * « de députer vers Sa Majesté pour l'assurer que les bourgeois n'avaient participé en rien à la prise de Saint-Denis, et qu'il ne s'y était trouvé que des volontaires et gens de la lie du peuple. » Le Parlement délibérait encore sur ce sujet, quand Peny, suivi d'un grand nombre de factieux en armes, arriva dans la cour du

* 12 mai.

Palais, força la garde, enfonça les portes de la grand'Chambre, et contraignit les magistrats à se disperser. Plusieurs n'échappèrent pas aux insultes et aux voies de fait ; le président Bailleul et quatre conseillers qu'il connaît dans son carrosse, furent particulièrement maltraités.

Tous les présidens à mortier se réunirent alors dans la maison du plus ancien d'entre eux, et députèrent MM. de Nesmond et le Coigneux vers le duc d'Orléans, pour lui présenter « que de tels désordres allaient à failliblement causer la ruine de l'Etat, et menaçaient pas moins la sûreté que l'honneur de Son Altesse ; car si la populace perdait tout respect pour les magistrats, elle n'en conserverait pas long-temps pour les princes du sang. » Gaston accueillit gracieusement les députés, et promit de donner réponse et satisfaction à la compagnie. Le lendemain il se rendit en effet au Parlement, y prononça une éloquente harangue, dans laquelle « il peignit de vives couleurs les déastres auxquels la ville était en proie, l'insolence de la multitude, les dangers que courrait la compagnie, et l'impuissance de s

» arrêts : concluant à demander pour lui et
» pour son cousin le prince de Condé une au-
» torité absolue, dont il promettait qu'ils se
» serviraient pour tout sauver. »

Quand le duc d'Orléans eut fini de parler, les cris forcenés de la populace assemblée au-
tour de la grand'Chambre le saluèrent du titre
de *vice-roi*, et les ducs et pairs, présens à la
séance, répétèrent : « Qu'il ne restait plus
» d'autre ressource que de s'en remettre de
» toute chose à MM. les Princes, plus in-
» téressés que personne à la conservation
» de la monarchie, et qui devaient être
» priés d'employer leur autorité pour remé-
» dier aux émeutes et aux désordres; comme
» aussi autorisés à lever autant de troupes et
» d'argent qu'ils le jugeraient nécessaire. »

A peine se trouva-t-il quatre conseillers
disposés à sanctionner un si grand attentat
contre l'autorité royale et celle de la com-
pagnie. La plupart refusèrent d'opiner, « pour
» qu'il ne restât pas trace d'un si grand scan-
» dale sur les registres. » D'autres, désespé-
rant d'exercer à l'avenir leurs charges avec in-
dépendance, proposaient « de ne plus paraître
» au Palais, et de se retirer chacun chez soi. »

Omer Talon réprimanda généreusement ceux de ses confrères qui se montraient ainsi découragés. « La justice, dit-il, est un dépôt » sacré dont nous sommes débiteurs au Roi » et à l'Etat. Au péril qui nous menace, nous » devons opposer ou le mépris du péril même, » ou une résistance préparée suivant les con- » seils de la prudence. Le mépris du péril, » chacun de nous le porte en son cœur, et » peut ainsi se passer d'assistance.. Que si outre » cette fermeté naturelle quelque chose peut » être donné à la prévoyance, enjoignons au » prévôt des marchands de faire garder le Pa- » lais par les compagnies bourgeois. A la vé- » rité on travaille de toutes parts à nous déré- » diter. Les colonels seront bientôt sans auto- » rité, voire même les capitaines sans obéi- » sance. Mais quand l'esprit de rébellion et de » désordre saurait seul se faire écouter, » nous ne cesserons pas pourtant de donner » des ordres conformes aux lois ; nous sau- » rons mourir si le moment en est venu ; et, » après tout, dans l'état où la république » est réduite : *Non est tanti vivere* (il importe » peu de vivre). »

Déconcerté de l'accueil fait à sa proposi-

tion, le duc d'Orléans quitta brusquement sa place en disant : « Que puisque Messieurs » rebutaient son entremise, ils n'avaient qu'à » se garder comme ils pourraient. » Depuis ce jour, les désordres de la populace devinrent de plus en plus audacieux. Les magistrats injuriés, frappés dans les rues¹, ne trouvaient pas même un asile dans les salles du Palais²; M. le Prince prenait à tâche d'encourager par son exemple la multitude à perdre tout respect. Il insulta grossièrement le président de Nesmond; et le conseiller Camus de Pontcarré venant lui demander ce qu'il fallait croire de certaines négociations pour la paix dont on parlait alors, il lui répondit « qu'il était » las de rendre compte de ses actions à un » tas de je ne sais qui, qui en jugeaient à » leur mode. Quand il faisait la guerre, on » disait qu'il voulait ôter la couronne de des- » sus la tête du Roi; quand il proposait quel- » que accommodement, on l'appelait *Maza-* » *rin*; enfin il n'avait jamais pu rien faire au » gré de la compagnie; mais il entendait à

¹ Le conseiller Molé de Sainte-Croix fut laissé pour mort sur la place; il était fils de Mathieu Molé.

² 21 mai.

» l'avenir régler ses affaires sans en rendre
» compte à de petits coquins par lesquels il
» saurait bien se faire porter respect. »

L'armée du duc de Lorraine approchait de la capitale, et M. le Prince, fort de cet appui, ne supposait pas que les magistrats osassent lui résister encore. Il semble cependant que ce nouveau danger servît à ranimer leur énergie. « Le duc d'Orléans ayant fait demander au Parlement permission de lui présenter son beau-frère comme un allié fidèle auquel on ne pouvait témoigner trop d'égards, la compagnie répondit unanimement que le duc de Lorraine était ennemi de l'Etat, et que, s'il osait se présenter dans la grand'Chambre, le procureur-général le ferait arrêter sur place. » Un arrêt enjoignit en même temps au prévôt des marchands de pourvoir à la sûreté de Paris, et de faire sortir les compagnies bourgeoises pour attaquer les troupes étrangères si elles se présentaient à la vue des remparts. Les officiers de l'Hôtel-de-Ville, déférant aux ordres du Parlement, firent commencer aussitôt des retranchemens au haut du faubourg Saint-Antoine, et les habitans s'y employèrent avec zèle.

Cette inébranlable fermeté des magistrats et des bourgeois trompait également les calculs de la cour et ceux des Princes. Mazarin avait espéré que le Parlement, ballotté entre les factions, tomberait sans force au pied du trône, et entraînerait dans sa chute toutes les libertés et tous les priviléges. Telle devait être, en effet, l'issue prochaine de ce long combat; mais les défenseurs de la déclaration du 24 octobre 1648 n'avaient point encore épuisé leurs forces et leur courage. Quel que fût leur respect pour le jeune monarque, ils restaient déterminés à résister à son autorité, tant qu'il conserverait auprès de sa personne un ministre sans foi, fauteur du despotisme, et déclaré par arrêt criminel de lèse-majesté. Le cardinal Mazarin comprit que pour assurer son triomphe il fallait le différer encore. Il se résigna donc à quitter de nouveau la France; et le Roi manda à Melun*, où il se trouvait alors, des députés du Parlement pour y conférer avec les membres du Conseil sur les conditions de la paix.

La lettre de Sa Majesté, conçue dans les

* 4 juin.

termes les plus honorables pour la compagnie', fut reçue avec de grandes marques de respect; et malgré les efforts des Princes pour s'opposer à cette ouverture de négociation *, il fut arrêté, après trois jours de débats : « Que » des députés porteraient aux pieds du Roi » l'assurance que ses officiers s'empresseraient » à lui rendre tous les devoirs dont ils lui » étaient débiteurs , aussitôt après l'éloï-

« Sa Majesté ayant diverses fois entendu les remontrances qui lui ont été faites de vive voix, et vu celles qui lui ont été données par écrit , a bien voulu déclarer par la présente qu'Elle fera toujours beaucoup de considération de ce qui lui sera représenté par sa cour de Parlement , s'assurant bien que comme sadite Cour a un notable intérêt à la manutention de l'autorité royale , Elle n'a pas aussi d'autre intention que de contribuer à tout ce qui dépend d'Elle pour le bien et l'avantage de son service. Aussi Sa Majesté , à l'exemple des rois ses prédécesseurs , faisant beaucoup d'état des avis de sadite cour de Parlement , et étant bien aise de les recevoir sur les occurrences présentes , désire et entend que les députés de ladite Cour viennent conférer avec ceux du Conseil de Sa Majesté , n'y ayant rien que sadite Majesté ait tant à cœur que de donner la paix à son royaume , et étant disposée d'embrasser tous les moyens possible pour cette bonne fin. »

* 10 juin.

» gnement du cardinal Mazarin : lequel était
» la seule et l'unique cause des maux de l'Etat
» dans l'occurrence des affaires présentes. »

Les députés chargés de cette mission furent reçus à la cour avec de grandes caresses ; ils insistèrent sur le renvoi de Mazarin, et le Roi leur répondit sans colère qu'il en délibérerait dans son Conseil. Deux jours après*, introduits de nouveau dans le cabinet de Sa Majesté, ils reçurent de sa main une réponse écrite, portant :

« Qu'il y avait sujet de s'étonner qu'une
» compagnie animée de bonnes intentions
» et composée de tant de personnes sages et
» avisées, insistât si obstinément sur une
» chose que des sujets rebelles, assistés des
» forces d'Espagne, prétendaient obtenir les
» armes à la main. Le parlement de Paris
» eût agi plus prudemment, en différant
» de délibérer sur ce sujet jusqu'à ce que
» les troupes étrangères fussent sorties du
» royaume. Cependant Sa Majesté, n'ayant
» rien tant à cœur que de donner la paix à
» ses peuples et satisfaction à son Parlement,

* 16 juin.

» se résoudrait à éloigner de ses conseils, et
 » à renvoyer hors du royaume le cardinal
 » Mazarin, pourvu que cette condescen-
 » dance eût pour effet de faire rentrer les
 » Princes dans le devoir, de rompre les li-
 » gues et associations formées tant au dedans
 » qu'au dehors du royaume, de procurer la
 » soumission de Bordeaux et des autres villes
 » et provinces révoltées. Sa Majesté deman-
 » dait au Parlement quelle garantie il por-
 » vait lui offrir sur tous ces points. »

Les conditions réclamées par le Roi pour
 prix de sa condescendance étaient d'une jus-
 tice évidente. Aussi les députés, à leur retour
 de Melun, furent-ils reçus en triomphe; et
 après avoir entendu leur rapport, le Parle-
 ment arrêta tout d'une voix * qu'une nouvelle
 députation serait envoyée à Sa Majesté pour
 lui exprimer la reconnaissance de son peuple
 et de ses officiers, et pour régler les conditions
 d'une pacification générale.

* 21 juin.



CHAPITRE XIX.

Arrivée du duc de Lorraine avec une armée. — Caractère de ce prince. — Il négocie avec les deux partis. — M. de Turenne le surprend dans son camp. — Retraite des Lorrains. — Détresse de l'armée des Princes. — Le duc de Beaufort, à la tête de la populace, attaque le Parlement. — Courage et fidélité des compagnies bourgeois. — Bataille de Saint-Antoine. — Mademoiselle fait ouvrir les portes de Paris à l'armée des Princes. — Massacre de l'Hôtel-de-Ville. — Indignation générale des habitans de Paris. — Fin de la Fronde.

Du 21 juin au 24 octobre 1652.

CHARLES IV, duc de Lorraine, dont l'arrivée relevait en ce moment les espérances du parti des Princes, avait succédé à son oncle, le duc Henri, beau-frère du roi Henri-le-Grand, et fidèle allié de la France. Charles, au contraire, fut à peine monté sur le trône, qu'il laissa prendre un grand empire sur son cœur et dans ses conseils, à la duchesse de Chevreuse, et entra dans toutes les conspirations formées contre le cardinal de Richelieu. Les

princes et seigneurs en butte aux persécutions de ce ministre, trouvèrent toujours un appui à Nancy, et le duc d'Orléans y épousa, en 1632, sans le consentement du Roi son frère, la princesse Marguerite, sœur du duc.

Chassé plusieurs fois de la Lorraine par les armées françaises, Charles passa sa vie à perdre et à reconquérir ses Etats. Les peuples sur lesquels il attirait tant de calamités, lui conservaient cependant leur amour, et, accourant en foule sous ses drapeaux, ils lui formaient une bonne armée dont il vendait indifféremment les services aux diverses puissances de l'Europe. Jamais prince ne poussa plus loin le mépris des convenances, et ne s'abandonna avec moins de contrainte aux saillies d'une imagination spirituelle et capricieuse. Sans autre asile que son camp, vivant de la guerre, il avait contracté les habitudes grossières et le langage grivois des simples soldats, dont il portait l'habit et partageait les travaux. Déréglé dans sa vie privée, il s'était séparé de sa légitime épouse, la princesse Nicole, fille du duc Henri, son prédécesseur; et, bravant l'excommunication du Pape, il avait formé de nouveaux noeuds avec

la princesse de Cantecroix, qui le suivait à cheval dans ses voyages, et qu'il appelait *sa femme de campagne*¹.

Les parens, les ennemis, les alliés du duc de Lorraine ne durent jamais compter sur ses sermens. Cette fois encore, après s'être fait payer par l'Espagne pour secourir le prince de Condé, il avait su persuader à la Reine qu'il n'entrait en France que dans l'intention de la servir ; et, grâce à cette imposture, il trouvait partout sur son passage des vivres en abondance que les intendans s'empressaient de lui fournir gratuitement. Parvenu au centre du royaume, il avoua cependant son véritable dessein ; informé ensuite des préparatifs de défense ordonnés par l'arrêt du

¹ Béatrice de Cuzance, princesse de Cantecroix ; le duc de Lorraine l'avait épousée en 1637, à Besançon. Ce mariage fut déclaré nul à Rome sur la poursuite de la princesse Nicole. Celle-ci étant morte en 1657, le duc ne tint compte de son mariage avec Béatrice, et épousa Mariane Pajot, fille d'un apothicaire de Paris ; il la quitta bientôt après, et Béatrice étant à l'extrême, il l'épousa par procureur peu d'heures avant sa mort. Il épousa encore, à soixante-deux ans, Louise d'Aspremont qui n'en avait que treize. Il mourut en 1674.

Parlement¹, il conçut des inquiétudes, et laissant son armée à Villeneuve-Saint-Georges, il arriva seul de sa personne à Paris, sans autre intention, disait-il, que celle de se divertir.

Pendant quelques jours qu'il passa à Luxembourg, ce prince bizarre prit à tâche de déjouer tous ceux qui s'empressaient autour de lui pour pénétrer sa politique. Dans sa première entrevue avec le cardinal de Retz, il parut écouter attentivement les discours étudiés de l'éloquent prélat, puis, au lieu de lui répondre, tirant un bréviaire de sa poche, il commença à réciter l'office du jour. Un autre fois, se trouvant entre les duchesses de Chevreuse et de Montbazon, qui cherchaient à l'engager dans une conversation sérieuse, il saisit brusquement une guitare, et se mit à jouer et à danser une courante. Froid et impoli avec le prince de Condé, il refusa de lui céder la main, et pour éviter entre eux de difficultés d'étiquette, il fallut remplacer, à Luxembourg, toutes les tables carrées par des tables rondes.

¹ Voir la page 162 de ce volume.

¶ Au fond, des intérêts plus graves divisaient les deux princes. Stenay, Clermont et Jamets, places démembrées de la Lorraine, avaient été cédées par la Reine au prince de Condé. Le Duc en demandait la restitution. N'ayant pu l'obtenir, il déclara : « Qu'il ne risquerait pas son armée pour quelqu'un qui lui retenait son bien, et qu'il abandonnerait M. le Prince à la garde de sainte Geneviève ; » se montrant ainsi de la ferveur hypocrite que celui-ci avait témoignée quelques jours auparavant dans une procession solennelle.

La Reine, informée de cette division, chargea le marquis de Châteauneuf de négo-

¶ La châsse de sainte Geneviève avait été portée par les rues. Le peuple la suivait en foule, et demandait au ciel, par l'intercession de cette sainte, la paix et le renvoi du cardinal Mazarin. « Le duc de Beaufort et le prince de Condé, recherchant une popularité honteuse, se mêlaient à la populace. Quand la châsse vint à passer, ce dernier se prosterna devant elle, puis, crient comme un forcené, il fut se jeter entre les prêtres, basant cent fois cette sainte châsse, et lui faisant toucher son chapelet. La canaille, édifiée, s'écriait : Ah ! le bon prince ! ah ! qu'il est dévot ! Mais les bénédicitions que cette dévotion feinte obtenait sur la terre ne furent point ratifiées dans le ciel. »

cier avec le duc de Lorraine. Châteauneuf le vit au Luxembourg en présence de Gaston, et essaya de persuader à tous les deux de s'accommoder avec la cour, et d'abandonner M. le Prince. Charles s'y montrait fort disposé, et prenant cette fois le ton sérieux : « Quand vous m'avez fait venir, dit-il à son beau-frère, vous m'avez mandé que vous aviez dix mille hommes et de l'argent pour les payer. Cependant vous êtes sans argent et le prince de Condé dispose de toutes les troupes. Quant à moi, je ne suis point venu servir un homme qui me retient injustement mon bien ; je suis venu faire pour vous la paix ou la guerre. Détachez-vous de M. le Prince qui, aussi bien, vous quittera au premier jour, s'il y trouve son compte ; je vais à la cour, et m'engage à vous rapporter bientôt une bonne paix signée. Si vous ne voulez pas prendre ce parti, trouvez moyen de faire dix mille hommes et de l'argent pour les entretenir six mois. »

Gaston n'osa se brouiller avec le prince de Condé ; il n'avait aucun moyen de réunir les forces demandées par le duc de Lorraine.

celui-ci lui déclara donc qu'il se croirait quitte
de tout engagement quand il aurait fait lever
le siège d'Etampes, et retournant à son camp
de Villeneuve-Saint-Georges, il fit prompte-
ment construire un pont sur la Seine, afin de
gagner Etampes par la rive gauche du fleuve.
L'armée royale se trouvait ainsi menacée à la
fois par les troupes des Princes, fortes encore
de sept mille hommes, et par celles beaucoup
plus nombreuses du duc de Lorraine. Dans
cette situation difficile, M. de Turenne leva
le siège d'Etampes, et vint prendre position à
Etrichy¹, barrant le chemin à l'armée des
Princes, et empêchant sa jonction avec celle
des Lorrains. Le Duc, maître d'un passage
sur la Seine, pouvait s'avancer sur les der-
rières de Turenne, et le placer ainsi entre
deux feux ; mais il ne voulait pas exposer à un
engagement sérieux l'armée qui faisait toute sa
fortune. A toutes les instances de ses alliés,
il répondit « qu'il était juste que MM. de
Tavanne et de Vallon courussent les ha-
sards de la route ; qu'il les attendrait dans
son camp, et garderait le pont qui assurait
leur passage. »

¹ Village à deux lieues d'Etampes, sur la route de Paris.

Le duc d'Orléans et le prince de Condé, n'ayant pu obtenir davantage, insistèrent pour qu'au moins le pont ne fût pas abandonné avant l'arrivée de leurs troupes; le Duc le leur promit solennellement, et allant devant des méfiances que pouvait inspirer son caractère : « Messieurs, dit-il à Gaston et à son cousin, on sait que nous autres princes nous sommes tous de grands fourbes; c'est pourquoi il ne serait pas mal à propos d'écrire et de signer ce que nous venons de résoudre, afin que personne ne s'en pût dédire. » Les princes français lui répondirent « qu'il n'était pas nécessaire de rien signer; qu'ils s'en fiaient bien à sa parole. » Deux jours après, cependant, le pont de Villerneuve-Saint-Georges était livré à M. de Trévenne, et l'armée lorraine regagnait, par journées d'étape, la frontière de Flandre.

A cette nouvelle inattendue le Luxembourg retentit d'imprécations. Le duc d'Orléans traita son beau-frère de méchant et de perfide; la duchesse faillit mourir de douleur. Personne ne doutait d'une trahison, et le marquis de Châteauneuf s'en attribuait l'honneur, publiait que la retraite du duc de Lor-

raine était la suite de leur traité. Il est probable en effet qu'un traité avait été conclu, mais il l'est également que le Duc s'était réservé en secret de prendre conseil des circonstances, et qu'en définitive les négociations de Châteauneuf eurent moins de part à l'événement que les manœuvres de M. de Turenne.

Ce général, quittant tout-à-coup sa position d'Etrichy, s'était porté sur Corbeil, avait passé la rivière sur le pont de cette ville, cinq lieues au-dessus du camp des Lorrains; puis, traversant rapidement pendant la nuit la forêt de Senars et le village de Gros-Bois, il était arrivé à la pointe du jour en face de Villeneuve-Saint-Georges. Ce mouvement fut si bien ordonné et si rapidement exécuté, que l'ennemi n'eut vent de l'approche de l'armée royale qu'en la voyant paraître. Il fallait se retirer ou combattre. Dans l'espoir de gagner du temps, le duc de Lorraine envoya son capitaine des gardes parler avec M. de Turenne. Celui-ci ne se laissa point amuser, et répondit, sans suspendre sa marche: « Que si le Duc voulait évi-

¹ Le prétendant Charles Stuart se trouvait alors dans

» ter la bataille, il devait livrer son pont sur la Seine, et se mettre sur l'heure même et marche pour quitter la France avec son armée. »

Cependant MM. de Tavanne et de Vallon ayant trouvé libre la route directe d'Etrich à Villeneuve - Saint - Georges, s'avancèrent en toute hâte. Des courriers annonçaient incessamment leur arrivée, mais leurs avant-postes ne paraissaient point encore. Le duc de Lorraine eut recours à diverses expéditions pour obtenir quelque répit ; M. de Turenne ne lui accorda qu'une demi-heure, lui envoya, par le marquis de Gadagne¹, un écrit contenant les conditions du traité qu'

le camp du duc de Lorraine ; le duc d'York, son frère, servait dans celui de M. de Turenne qui l'envoya pour ces conditions au duc de Lorraine. Celui-ci « reçut le duc d'York sur le ton de plaisanterie qui lui était naturel ; mais Son Altesse Royale s'aperçut sans peine que cette manière railleuse qui lui était naturelle d'autre temps, était dans ce moment extrêmement forcée. »

Mémoires de Jacques II, écrits par lui-même

¹ Roger d'Hostun, marquis de La Baume dit de Gadagne, mort en 1692. Il avait épousé, en 1648, Catherine

devait souscrire. Après l'avoir lu, le prince lorrain le jeta par terre, et le foulà aux pieds avec colère, protestant qu'il aimerait mieux mourir que de se déshonorer. Il se calma cependant tout-à-coup, ramassa le papier, le signa sans proférer une parole et se mit aussitôt en marche par la route qui lui était tracée. Une heure après son départ, les têtes de colonne de l'armée des Princes se montrèrent sur la rive gauche de la Seine ; mais, trouvant le pont déjà occupé par M. de Turenne, elles se retirèrent précipitamment sur Ville-Juif.

A ces nouvelles inattendues, M. le Prince vint prendre le commandement de son armée. Sa présence ranima la confiance des soldats. Il suivit la corde de l'arc que le cours de la Seine décrit en cet endroit, et les con-

rine de Tallard, et en eut un fils qui fut duc et maréchal de France sous le nom de Tallard.

Roger de Gadagne, piqué de quelque injustice dont il croyait avoir à se plaindre, quitta le service en 1674. Quelques mois après, Louis XIV, ayant fait huit maréchaux de France, disait : « Si Gadagne avait eu patience, il serait du nombre ; mais il s'est impatienté, il s'est retiré ; c'est bien fait. »

duisit à Saint-Cloud par Bourg-la-Reine mettant ainsi Paris entre lui et l'armée royale. De son côté, M. de Turenne passa la Marne à Lagny et s'avança jusqu'à Dammartin, pour observer le duc de Lorraine dans sa traite, que pour aller au-devant du maréchal de La Ferté qui lui amenait des renforts. Après avoir opéré leur jonction, ils revinrent par Gonesse à Saint-Denis où la cour arriva en même temps.

Pendant que M. le Prince cherchait dans son génie et dans son courage les moyens de prolonger une lutte désormais trop inégalable, le duc de Beaufort travaillait à procurer au parti des ressources moins honorables. Profitant de l'émotion que causait dans Paris la retraite de l'armée lorraine, il se porta dans les quartiers les plus populeux de la ville, harangua les séditieux qui toujours se pressaient sur ses pas. « Il fallait changer la conduite, leur dit-il; ils n'avanceraient rien en criant aux portes du Palais et maltraitant chacun sans discerner les bons et les méchants. S'ils voulaient s'assembler

» soir à la place Royale , il leur enseignerait
» comment ils devaient agir . »

» Quatre ou cinq mille des plus hardis se
» trouvèrent au rendez-vous , et le duc , monté
» sur un échafaud , leur annonça « que l'armée
» des Mazarins était aux portes de Paris , et
» couperait bientôt les vivres à la ville ; M. le
» duc d'Orléans et M. le Prince faisaient
» ce qui leur était possible pour tout sauver ;
» mais on ne s'aidait point ; le Parlement et
» l'Hôtel-de-Ville trompaient le peuple . Il fal-
» lait changer les colonels et les capitaines ,
» contribuer pour faire des levées , chasser
» les Mazarins de la ville et piller leurs mai-
» sons . Il proposait que vingt - quatre des
» assistants dressassent une requête pour de-
» mander au Parlement de donner arrêt
» d'union avec les Princes ; il se chargeait de
» présenter cette requête le lendemain , de
» noter ceux qui , en s'y opposant , se seraient
» déclarés Mazarins , et d'en donner la liste
» pour qu'on pût s'en défaire . » En finissant
il ajouta : « Adieu donc , Messieurs , à de-
main au Palais ; à cinq heures du matin ,
» soyez en armes . »

Averti de ce complot , le prévôt des mar-

chands donna l'ordre aux compagnies bourgeoises de se tenir sur leurs gardes; des chaînes furent tendues et des corps-de-garde placés dans plusieurs rues; de nombreuses patrouilles parcoururent pendant la nuit tous les quartiers. Les séditieux ne renonçant pas pour cela à l'exécution de leur dessein, le président Bailleul voulut éviter de commettre les compagnies bourgeoises, et envoya prévenir chacun des magistrats en son domicile, qu'il n'y aurait pas d'assemblée au Palais, le lendemain ni les jours suivans, jusqu'à ce que la tranquillité fût assurée.

Rien n'était plus contraire aux intérêts des Princes et de leur parti que la suspension des assemblées. Pour dominer dans Paris ils avaient besoin de l'aveu explicite et du concours actif du Parlement. Ils firent donc tous leurs efforts pour rétablir la confiance des magistrats¹, s'excusant de leur mieux de ce qui s'était passé, et promettant qu'à l'avenir ils s'emploieraient plus efficacement

¹ Le duc de Beaufort cherchant à justifier ce qu'il avait fait à la place Royale, le président de Novion lui répondit hardiment « que sa conduite était celle d'un bandit, et non celle d'un gentilhomme. »

pour empêcher les désordres. Sur les instantes prières du duc d'Orléans et de ses principaux amis, il fut enfin convenu, par forme de transaction, « que le Parlement se réunirait à l'ordinaire, et que les Princes s'obligeraient par écrit à se soumettre de tous points à l'autorité royale, sans exiger d'autre condition que l'éloignement du cardinal Mazarin, que Sa Majesté avait bien voulu promettre. »

Le lendemain *, les Princes apportèrent au Parlement la déclaration convenue, mais la populace, plus nombreuse et plus forcenée, fit bientôt retentir les salles du Palais des cris habituels de *mort aux Mazarins! union avec les Princes!* Quand, après la séance, les magistrats voulurent se retirer, on leur demanda s'ils avaient donné arrêt pour cette union, et sur leur réponse que rien encore n'était terminé, les assassins les repoussèrent, disant : « Allez doncachever les affaires; vous ne sortirez pas auparavant. »

Une mêlée très-vive s'engagea alors entre les séditieux et la garde du Parlement, com-

* 25 juin.

posée des archers de la ville, des compagnies du guet du grand-prévôt et de quelques compagnies bourgeois. Les séditieux, renforcés d'un grand nombre de gentilshommes et de soldats déguisés, enfoncèrent les portes de la grand'Chambre. Les présidens de Maisons, de Nesmond, de Bailleul furent grièvement blessés. Le président Le Coigneux, poursuivi dans la rue de la Vieille-Draperie, vit le fidèle serviteur qui l'accompagnait tué à ses côtés d'un coup de mousquet. Il se jeta dans une maison où il était connu, y dépouilla sa robe et sa soutane, et en sortit le pistolet au poing avec le hausse-col d'officier de la garde bourgeois. Le président de Novion courut les mêmes dangers. Tous les magistrats montrèrent un grand courage; les premiers qui parvenaient à se dégager allaient prendre leur rang dans les compagnies bourgeois et couraient au secours de leurs confrères¹.

Vingt-cinq personnes furent tuées, et un

¹ M. Miron, maître-des-requêtes, colonel de son quartier, sauva le lieutenant civil, enfermé avec plusieurs conseillers dans le Châtelet. Déjà les séditieux avaient amassé du bois devant les portes, et ils allaient y mettre le feu.

beaucoup plus grand nombre blessées sur les degrés du Palais. La victoire demeura enfin au Parlement. L'ordre fut rétabli dans la ville par les soins du prévôt des marchands et des compagnies bourgeois, et loin d'obtenir l'arrêt d'union qu'ils demandaient, les Princes et leur parti devinrent plus odieux encore aux magistrats. Mais cette journée laissa dans tous les esprits un découragement profond. Beaucoup de citoyens paisibles, qui n'appréciaient la liberté qu'autant qu'elle était compatible avec l'ordre, jugèrent le retour du cardinal Mazarin et l'établissement du despotisme un moindre mal que le renouvellement de ces scènes de carnage. Les émissaires de la cour profitèrent de ces dispositions, et l'on commença à demander publiquement le retour de Leurs Majestés, sans s'inquiéter des conditions.

Pendant que ces choses se passaient à Paris, M. le Prince luttait contre des forces deux fois plus nombreuses que les siennes et commandées par M. de Turenne. Maître du pont de Saint-Cloud, il pouvait passer alternativement sur l'une et l'autre rive, et échapper ainsi à l'armée royale, de quelque

côté qu'elle vint l'attaquer. Pour lui enlever cette ressource, M. de Turenne fit jeter un pont à Epinay¹. Au moyen d'une île qui se trouve en cet endroit sur la Seine, le travail fut promptement terminé, et le maréchal de La Ferté passa sur la rive droite avec la moitié de l'armée royale. Exposé alors à être attaqué à la fois des deux côtés, M. le Prince reconnut la nécessité d'abandonner sa position, et se décida à porter son armée à l'orient de Paris, derrière Charenton, afin de s'y retrancher dans la langue de terre formée par le confluent de la Seine et de la Marne.

Ce mouvement fut préparé avec un grand secret. A l'entrée de la nuit l'infanterie traversa la Seine dans des bateaux rassemblés à cet effet ; l'artillerie et la cavalerie passèrent sur le pont de Saint-Cloud, et, en moins de deux heures, il ne resta ni un cheval, ni un caisson sur la rive droite de la Seine. Marchant ensuite rapidement à travers le bois de Boulogne, l'armée gagna la porte Saint-Honoré, et suivit en dehors les murs de la

¹ Village au-dessus de Saint-Denis.

ville jusqu'à la porte Saint-Denis. Le prince de Condé commandait l'arrière-garde, M. de Tavanne l'avant-garde; le duc de Nemours marchait au centre.

Informé de cette retraite, M. de Turenne fit demander au maréchal de La Ferté de lui amener des canons en toute hâte, et lui-même rassemblant quelque cavalerie se mit à la poursuite de l'ennemi. Il atteignit l'arrière-garde à la hauteur de la porte Saint-Denis, et en culbuta plusieurs escadrons. M. le Prince, n'espérant plus achever son mouvement sans combattre, rappela le comte de Tavanne qui déjà avait dépassé les faubourgs de Paris, et prit position en avant de la porte Saint-Antoine, dans les retranchemens construits par les bourgeois pour défendre à l'armée lorraine les approches de Paris.

Le faubourg Saint-Antoine se divise en trois rues principales, dites de Charenton, de Saint-Antoine et de Charonne; elles forment la pate d'oie et aboutissaient alors à une grande place

¹ Ces retranchemens avaient dix-huit cents toises de circuit, et entouraient tout le faubourg, s'appuyant d'un côté aux collines de Charonne et de l'autre à la rivière.

devant la porte de la ville , sous le canon de la Bastille. Des rues transversales coupent les trois grandes rues et établissent entre elles plusieurs communications parallèles. M. le Prince rangea ses bagages sur la place et le long des murs de la ville. Il construisit des barricades à quelque distance en arrière des retranchemens , pour servir de seconde ligne de défense , et fit créneler et percer les maisons comme autant de citadelles. Plaçant ensuite le duc de Nemours dans la rue de Charenton. M. de Vallon dans la grand'rue du faubourg , M. de Tavanne dans celle de Charonne , lui-même , avec le duc de La Rochefoucault , le prince de Marsillac et cinquante de ses plus braves amis , il se tint prêt à porter secours partout où le péril deviendrait extrême.

A sept heures du matin les armées étaient en présence. Elles avaient pour chefs les deux plus grands capitaines du monde ; jamais tant de jeunes seigneurs ne s'étaient mêlés dans les rangs des simples soldats ; tout annonçait une de ces journées fatales qui consolident ou précipitent les trônes. Anne d'Autriche , jusqu'alors si intrépide , sentit dé-

faillir son courage. Réfugiée aux pieds des autels dans un couvent de Saint-Denis, elle y passa le jour en prières. Louis XIV avait suivi son armée ; du haut des collines de Charonne, il présidait, comme d'un amphithéâtre, aux jeux sanglans qui se préparaient. Impatient de la victoire, il envoyait message sur message à M. de Turenne pour le presser de châtier les rebelles ; Turenne répondait : « Qu'il n'avait point de canons et peu d'infanterie ; que les soldats ne pouvaient enfoncer des rétrancemens et des barricades sans autres outils que leurs mains : désormais l'ennemi ne pouvant plus échapper, il fallait attendre l'arrivée du maréchal de La Ferté, avec l'artillerie et le gros de l'armée. »

Tant de prudence étonnait le jeune monarque ; le duc de Bouillon vint avertir son frère que déjà on murmurait autour du cardinal Mazarin le mot de trahison. M. de Turenne donna donc le signal du combat sans attendre son artillerie. Lui-même conduisit l'attaque du centre par la grand'rue du faubourg ; il confia sa gauche à M. de Navailles, et la droite au jeune Saint-Maigrin, colonel

lieutenant des gendarmes et chevau-léger de la Reine.

Une rivalité d'amour animait Saint-Maigrin contre M. le Prince¹; il avait juré de le combattre corps à corps, dans cette journée, deux autres seigneurs, par émulation de chevalerie, avaient fait le même serment : l'un était le marquis de Rambouillet, frère de l'lustre Julie d'Angennes²; l'autre le marquis de

« Saint-Maigrin, outre qu'il était fort vaillant, avait dès long-temps une haine particulière contre M. le Prince, à cause de la seconde fille du marquis du Vigan qui est maintenant carmélite, dont Saint-Maigrin avait été fort amoureux, et en termes de l'épouse. M. le Prince en devint aussi amoureux, et obliga Saint-Maigrin de quitter prise, ce qu'il n'avait jamais pu oublier; aussi avait-il conspiré avec deux autres de ses amis de ne s'arrêter qu'à la seule personne de M. le Prince dans le combat. » *Mémoires de Corrat*.

² Julie-Lucie d'Angennes, fille de Charles d'Angennes, marquis de Rambouillet, et de Catherine de Vivonne. Elle était née en 1607, et épousa, en 1645 Charles de Sainte-Maure, duc de Montausier, qui l'aimée pendant quatorze ans. L'esprit et les grâces de Julie d'Angennes firent le principal ornement de l'hôtel de Rambouillet où se réunissaient les beaux esprits. Un grand nombre de pièces de vers furent composées à louange, notamment *la Guirlande de Julie*.

Mancini à peine âgé de dix-sept ans, neveu du cardinal Mazarin et l'espoir de sa famille. Lavaune ne put résister à l'impétuosité de leur attaque ; le retranchement et la barricade de la rue de Charonne furent emportés en un instant. Les mousquetaires de M. le Prince s'installent ferme cependant dans les maisons des deux côtés de la rue, et les gardes françaises, y étant entrées pour les en déloger, on se battait à chaque étage, dans chaque chambre. Saint-Maigrin, ne contenant plus son impatience, s'élance à la tête des gendarmes et des chevau-légers, balaye tout sur son passage, et parvient jusqu'au marché peu éloigné de la porte de la ville devant laquelle M. le Prince avait pris poste avec sa réserve. L'intrépide escadron s'ébranlant, alors le choc fut terrible ; Saint-Maigrin, Ramboillet et Mancini tombèrent aux pieds de M. le Prince, tous trois frappés mortellement. Les gendarmes et chevau-légers rompus prirent la fuite, les gardes françaises abandonnées sortirent précipitamment des maisons, et les mousquetaires de M. le Prince, tirant sur eux par les fenêtres, en firent un grand carnage : cette division de l'armée royale,

ramenée jusqu'au retranchement à l'extrême du faubourg et presque entièrement détruite ne put renouveler ses attaques pendant la journée. Le duc de Nemours repoussa auss par une charge brillante la cavalerie de M. de Navailles qui s'était imprudemment engagé dans la rue de Charenton, sans attendre son infanterie; mais c'était au centre de la bataille que se portaient les plus grands coups.

M. de Turenne, après avoir mis en mouvement les corps de Saint-Maigrin et de Navailles, s'avança lui-même avec autant de résolution et plus de sang-froid qu'aucun bras des deux armées. Marchant en ordre, renversant tout ce qui se trouvait à sa rencontre, il parvint à la barricade en face de l'abbaye Saint-Antoine, et s'en empara malgré la résistance de MM. de Vallon et de Clinchamp qui furent blessés et mis hors de combat. Su cette nouvelle M. le Prince, victorieux à l'ail gauche, revint avec ses intrépides compagnons, chargea M. de Turenne sans pouvoir l'enfoncer, mais le contraignit à reculer et reprit la barricade. A peine l'avait-il reparée, que Turenne ramena ses gens à l'a-

taque et obliga M. le Prince à plier à son tour. Enfin un dernier effort de M. le Prince força Turenne à reculer une seconde fois et à sortir de la barricade.

Les prodiges de valeur faits en ce jour par la jeune noblesse étonnèrent les vieux guerriers formés dans les camps de Gustave-Adolphe et de Wallenstein. Jamais lutte ne fut soutenue de part et d'autre avec une obstination plus acharnée. Jamais la valeur et la conduite n'eurent plus de part à la victoire. Les officiers, plus nombreux dans la mêlée que les simples soldats, montraient l'ardeur des anciens chevaliers et la science des guerriers modernes ; le grand Turenne et le grand Condé¹, à portée de pistolet l'un de l'autre, combattaient de leur personne et faisaient admirer le contraste de la fureur martiale et du

¹ *Il prencipe de Conde portossi in questa fattione con tanto cuore che non fu chi non lo ammirasse. Interrogato poi dopo la ritirata il Turenna, s'havea veduto in questa fattione il prencipe, rispose : « Jo non ho veduto un prencipe di Conde, mancò ho veduti più di dodici. » Volendo dire che il prencipe havea fatte attioni per dodici huomini valorosi. — Historia delle guerre civile de questi ultimi tempi, dal conte Bisaccioni. Venezia, 1655.*

sang-froid le plus intrépide. Vers midi la chaleur du jour devenait excessive ; la plupart des chefs étaient blessés, tous succombaient de fatigue : le combat demeura suspendu quelques instants¹.

Ce repos fut favorable aux royalistes qui ayant été joints par le reste de leur infanterie purent reprendre l'offensive avec des troupes fraîches et plus nombreuses. N'espérant pas cependant emporter de front une troisième fois la barricade que M. le Prince défendait en personne, dans la rue Saint-Antoine, Turenne renforça sa gauche de plusieurs régiments, et enjoignit au marquis de Navailles qui la commandait, de pousser le duc de Nemours dans la rue de Charenton ; puis de tourner par les rues transversales pour venir attaquer M. le Prince par derrière. Nemours, cédant à la supé

1. « Il faisait alors une chaleur insupportable, et M. le Prince, qui était armé et qui agissait plus que tous les autres, était tellement fondu de sueur et étouffé dans ses armes, qu'il fut contraint de se faire désarmer et débotter, et de se jeter tout nu sur l'herbe d'un pré, où il se tourna et vautra comme les chevaux qui se veulent délasser ; puis il se fit r'habiller et armer, et retourna au combat. » *Mémoires de Conrart.*

riorité du nombre, fut obligé de reculer, et le prince de Condé allait être tourné par Navailles quand, averti du danger, il envoya le duc de La Rochefoucault, avec une partie de son infanterie, repousser l'ennemi dans la rue de Charenton, pendant que lui-même continuerait à faire face à M. de Turenne.

Le duc de Nemours rallia ses troupes pour seconder l'attaque du duc de La Rochefoucault; le duc de Beaufort, qui en ce moment sortait de Paris où il avait fait de vains efforts pour décider les bourgeois à le suivre, se joignit à eux. Tous les gens de qualité qui n'avaient pas de commandement particulier, voulurent prendre part à ce fait d'armes qui devait décider du sort de la journée. Ils s'avancèrent dans la rue de Charenton à travers une grêle de balles que l'infanterie de Navailles, déjà entrée dans les maisons, faisait pleuvoir des fenêtres. Bientôt les soldats, découragés d'un feu si meurtrier, refusèrent d'aller plus avant; les chefs mirent pied à terre et continuèrent à pousser l'ennemi qui pliait devant eux; mais à chaque pas leurs rangs s'éclaircissaient. MM. de Montmorency, de Tarente, de

Flamarins, d'Escars, de Castries¹, de Guitaut, de La Roche-Giffart, de Bossu, de La Mothe-Guyon, de Bercennes, plusieurs autres tombèrent frappés au milieu de leurs amis. La Rochefoucault, Beaufort, Nemours et le jeune Marsillac arrivèrent seuls à la barricade; ils entrèrent intrépidement tous les quatre et entreprirent de s'y défendre contre l'armée ennemie, certains que M. le Prince ne tarderait pas à les secourir.

A la nouvelle du danger que couraient ses plus chers amis, M. le Prince quitta tout pour les sauver; suivi de ce qui lui restait de gentilshommes, il s'enfonça dans la rue de Charenton et pénétra jusqu'à la barricade. Il était temps; le duc de Nemours avait reçu treize coups dans ses armes; La Rochefoucault, frappé d'un coup de mousquet à la tête, était tombé sans connaissance dans les bras de son fils qui l'emportait en chancelant; le duc de Beaufort seul faisait encore face à l'ennemi.

¹ René-Gaspard de La Croix, marquis de Castries, né en 1611, mort en 1674. Il était fils de Jean de La Croix, baron de Castries, et de Louise de L'Hôpital; il épousa Louise de Bonzy, sœur du cardinal de Bonzy, et eut dix enfans dont cinq filles furent religieuses.

M. le Prince les fit remonter à cheval et assura leur retraite ; puis réunissant toutes ses troupes sur la place , en avant de la porte Saint-Antoine , il les reforma en bataille et se prépara à renouveler le combat.

Le maréchal de La Ferté venait d'arriver avec sa grosse artillerie ; des batteries, placées dans les trois rues principales du faubourg, foudroyaient les débris de l'armée des Princes rassemblés sur un seul point. Le plus héroïque courage ne pouvait plus désormais prétendre qu'à une mort glorieuse , quand une volée de canon, partie des remparts de la Bastille et dirigée contre les troupes royales, annonça un grand changement dans la fortune des partis. Au même moment un écuyer vint avertir M. le Prince que Mademoiselle l'attendait dans une maison attenante aux murs de la ville.

Le héros malheureux se présenta devant la princesse , l'épée nue à la main , ses armes brisées , le visage couvert de sang. Vivement touchée de le voir en cet état , Mademoiselle se hâta de lui annoncer qu'elle apportait l'ordre d'ouvrir à ses troupes les portes de la ville et de faire marcher à leur secours les compa-

gnies bourgeois. A cette nouvelle inattendue, la fermeté de M. le Prince l'abandonna tout-à-coup, il se laissa aller sur un siége, et fondant en larmes : « Ma cousine , dit-il , vous » voyez un homme au désespoir : j'ai perdu » tous mes amis ; MM. de La Rochefoucault, » de Nemours , de Vallon , de Clinchamp , de » Guitaut , sont blessés à mort. » Mademoiselle lui donna de meilleures espérances et

¹ Mademoiselle venait de rencontrer plusieurs des amis de M. le Prince qu'on rapportait blessés dans Paris. Elle était accompagnée de madame de Châtillon qui reçut un message du duc de Nemours, lequel l'envoyait avertir « qu'il venait d'être blessé à la main ; que ce ne serait » rien , mais qu'il s'était détourné de peur de l'effrayer » parce qu'il était tout en sang. » Madame de Châtillon quitta aussitôt la princesse pour aller trouver M. de Nemours. En continuant sa route , Mademoiselle trouva le duc de La Rochefoucault soutenu sur son cheval par deux hommes , et ne paraissant occupé que d'émouvoir le peuple par le spectacle de ses blessures, a fin de le décider à secourir M. le Prince. « J'eus , continue Mademoiselle , beaucoup de pitié de M. de La Rochefoucault. Après » l'avoir quitté , je trouvai , à l'entrée de la rue Saint- » Antoine , Guitaut à cheval , sans chapeau , tout dé- » boutonné , qu'un homme aidait parce qu'il n'eût pu se » soutenir sans cela : il était pâle comme la mort. Je lui » criai sans m'arrêter : *Mourras-tu , Guitaut ?* Il me fit

chercha à lui persuader de rester auprès d'elle; mais M. le Prince lui répondit : « Qu'il ne pou-
» vait rentrer que le dernier, et qu'il aimerait
» mieux mourir que de faire sa retraite en
» plein jour devant les Mazarins. » Il lui de-
manda de se tenir auprès des portes pour as-
surer le passage des bagages et des blessés ;
puis la quittant précipitamment, il courut re-
joindre ses troupes¹.

Protégé par l'artillerie de la ville, il com-
battit encore pendant plusieurs heures, et
opéra sa retraite sur le soir, sans laisser en
arrière un blessé ni un chariot de bagages.

• signe de la tête que non. Il avait pourtant un grand
• coup de mousquet dans le corps. Puis je vis Vallon
• qu'on portait en chaise. Il me dit : *Hé bien, ma bonne*
• *maîtresse, nous sommes donc tous perdus !* Je l'assurai
• que non. Il me répondit : *Vous me rendez la vie dans*
• *l'espérance d'avoir retraite pour nos troupes.* Je vis
• aussi le marquis de La Roche-Giffard, blessé à la tête,
• et qu'on rapportait sur une échelle. C'était un homme
• beau et bien fait, et en cet état il ne laissait pas d'avoir
• bonne mine. Il me fit fort grande pitié; il avait déjà
• perdu toute connaissance, et ce qui était pis, c'est
• qu'il était de la religion. »

¹ Il existe un grand nombre de relations de la bat-
taille du faubourg Saint-Antoine, écrites par des té-

Les soldats, joyeux de ce dénouement inespéré, formaient leurs rangs devant la porte

moins oculaires qui paraissent également dignes de foi, tels que le duc de La Rochefoucault, le prince de Tarente, le marquis de Monglat. Il est cependant très difficile de faire concorder leurs témoignages. Nous avons composé notre récit des circonstances qui nous ont par les mieux appuyées dans les relations diverses. Nous citons encore ici les *Mémoires de l'empereur Napoléon*, écrits à Sainte-Hélène ; le lecteur y trouvera sans doute plus de netteté que dans notre travail et dans celui de tous les autres historiens.

Après la retraite du duc de Lorraine, Condé accourut en toute hâte de Paris, et se mit à la tête de son armée ; il la ramena entre Saint-Cloud et Suresne, gardant le pont de Saint-Cloud. Le 1^{er} juillet, Turenne passa la Marne à Meaux, se porta sur Épinay ; le maréchal de La Ferté le joignit : la cour s'établit à Saint-Denis. Il jeta un pont vis-à-vis Épinay, profitant d'une île formée par la Seine, afin de pouvoir attaquer Condé sur les deux rives ; mais ce prince leva son camp, traversa le bois de Boulogne, et se présenta à la barrière de la Conférence. Les Parisiens lui refusèrent l'entrée de leur ville ; il tourna les murailles. Turenne, qui suivait son mouvement, marcha sur la Chapelle ; il arriva à temps pour charger l'arrière-garde. L'intention de Condé était de se porter sur Charenton ; mais, vivement poussé, il se jeta dans le faubourg Saint-André, derrière les retranchemens que les bourgeois

Saint-Antoine, buvaient à la santé de Mademoiselle du vin qu'elle leur faisait distri-

» avaient construits autour de leur faubourg, pour se
» mettre à l'abri des maraudeurs qui infestaient les en-
» virons de la capitale, et qui s'appuyaient d'un côté
» aux pieds des collines de Charonne, et de l'autre à la
» Seine ; ils avaient dix-huit cents toises de circuit. Ce
» faubourg formait une pate d'oeie ; les principales rues
» aboutissaient à la porte de la ville, sous la Bastille,
» dont le canon dominait tout le faubourg, et enfilait les
» trois débouchés ; indépendamment de cela, des barri-
» cades furent élevées au milieu de ces trois rues, et le
» prince de Condé fit occuper et créneler les principales
» maisons par des détachemens d'infanterie. Turenne
» attaqua ce faubourg ; il pénétra par trois points : la
» droite, sous les ordres du marquis de Saint-Maigrin,
» entra par la rue de Charenton ; le centre, où se trou-
» vait le maréchal, s'empara de la barrière du Trône ;
» et la gauche, sous le marquis de Navailles, longea la
» rivière, se dirigeant sur la place d'armes. Les retran-
» chemens n'opposèrent pas de résistance ; on se battit
» aux barrières : Saint-Maigrin s'empara de celle de
» Charonne, et mit en déroute les troupes qui lui étaient
» opposées ; sa cavalerie se lança imprudemment dans la
» rue, et arriva jusqu'à la place du marché ; elle fut
» chassée par Condé, qui la battit avec une cinquantaine
» d'officiers d'élite. A la gauche, les troupes royales
» parvinrent jusqu'à la barrière, elles s'emparèrent même
» du jardin de Rambouillet ; mais les ducs de Beaufort

buer, puis entraient en chantant dans Paris
Le Roi et le cardinal Mazarin, toujou

et de Nemours s'avancèrent à la tête de la jeune et
Paris, et les repoussèrent. Navailles avait en la pr
caution de faire occuper solidement les têtes des rues
ce qui lui donna les moyens de conserver la barriè
Turenne pénétra lui-même dans la principale rue; il
arriva à l'abbaye Saint-Antoine, mais il fut repoussé
par le Prince, qui accourut à la tête de quelques se
ciers de sa maison, et le ramena jusqu'au-delà de la
barrière. Peu d'instans après, Turenne rentra dans la
rue avec des troupes fraîches. Un grand nombre de
petits combats singuliers signalaient la bravoure de
des deux partis, lorsqu'enfin le maréchal de La Ferté
arriva avec l'artillerie : Turenne en plaça aussitôt une
batterie près de l'abbaye Saint-Antoine, et en envoia
également à l'attaque de droite et à celle de gauche.
Profitant, d'ailleurs, de la grande supériorité de ses
troupes, il enleva plusieurs grosses maisons où s'étaient
crénelés les Frondeurs, qui, se voyant forcés de tous
côtés, perdirent courage et se sauvèrent en désordre
sur la place d'armes, en avant de la porte Saint-Antoine. Dans ce moment, Mademoiselle apporta aux
bourgeois, de service à cette porte, l'ordre de l'Hôtel-de-Ville, de l'ouvrir à l'armée de Condé, qui, ranimée
par cette heureuse nouvelle, rentra dans Paris avec
assez d'ordre, et alla se camper et se retrancher sur
l'autre rive de la Seine, derrière la petite rivière des
Gobelins. Au même moment, Mademoiselle fit tirer le

placés sur les hauteurs de Charonne, se refusèrent long-temps à croire que la ville se fût déclarée pour les Princes; quand ils ne purent plus en douter, ils se retirèrent avec un profond dépit, accusant Mademoiselle de leur avoir enlevé la victoire et se promettant de l'en punir un jour.

C'était en effet la fille de Gaston qui avait arraché aux officiers de l'Hôtel-de-Ville une résolution si contraire à leur politique; dès le commencement de la journée, elle avait vivement remontré à son père qu'il ne pouvait avec honneur abandonner M. le Prince prêt à périr pour la cause commune. Le duc d'Orléans, découragé du mauvais succès de la dernière émeute, n'osait contrevénir aux ordres des magistrats qui prescrivaient aux habitans une exacte neutralité et permettaient seulement de laisser entrer dans la ville les

canon de la Bastille, ce qui empêcha l'armée du Roi de poursuivre, dans la capitale, l'ennemi vaincu qui lui échappait. Ce combat fut fort opiniâtre; l'animité était grande de part et d'autre, surtout parmi les officiers. La cour en avait été spectatrice des hauteurs de Charonne, où elle s'était placée dès le matin. Dans la nuit, elle retourna à Saint-Denis. »

blessés hors de combat. Cependant le grand nombre de ces blessés inspirait une vive pitié. La populace, excitée par le duc de Beaufort, s'attroupait sur toutes les places ; les bons bourgeois eux-mêmes ne voyaient pas sans inquiétude un triomphe si complet pour le cardinal Mazarin. Mademoiselle, revenant alors à la charge auprès de son père, lui arracha un écrit par lequel il avouait sa fille de tout ce qu'elle voudrait dire ou faire en son nom.

Munie de cette lettre de créance, l'intrépide princesse se rendit à l'Hôtel-de-Ville, suivie de mesdames de Nemours, de Châtillon, de Rohan et de plusieurs autres femmes de la cour. Une foule immense, attroupée sur la place de Grève, la salua à son arrivée et se montra prête à obéir à tous ses ordres. Mademoiselle entra dans la salle du conseil où se trouvaient réunis le maréchal de L'Hôpital, gouverneur de Paris, le prévôt des marchands, les échevins et autres officiers. Elle harangua l'assemblée et tenta de la déterminer à donner l'ordre de recevoir l'armée des Princes dans la ville. N'obtenant rien par ses exhortations et ses prières, elle recourut à des moyens plus efficaces, et leur déclara nettement « que,

» s'ils persistaient à refuser, ils n'étaient pas
» en sûreté de leurs vies ». » Le maréchal de
L'Hôpital et quelques autres officiers de la ville,
épouvantés de ces menaces, signèrent enfin
l'ordre aux colonels des compagniesbour-
geoises et au gouverneur de la Bastille, de se
conformer en toutes choses aux instructions
qui leur seraient données de la part du duc
d'Orléans.

D'autres calculs que ceux de la politique
excitaient en ce moment le zèle de Mademoi-
selle ». Les dangers, la valeur héroïque de

« Mademoiselle jura plusieurs fois au maréchal de
L'Hôpital et au prévôt des marchands que, s'ils ne si-
gnaient, ces gens-là qu'elle leur montrait par la fenê-
tre, le leur feraient bien faire. Elle dit beaucoup de
choses étranges à ces deux messieurs, et entre autres
au maréchal de L'Hôpital, *qu'elle lui arracherait la
barbe, et qu'il ne mourrait jamais que de sa main*. Ce
fut elle aussi qui fit tirer le canon de la Bastille, et
même il y en a qui disent qu'elle mit le feu de sa propre
main au premier qui fut tiré. »

Mémoires de Conrart.

Mademoiselle était fort jalouse de madame de Châ-
tillon, et espérait, par le grand service qu'elle rendait à
M. le Prince en ce moment, se rendre plus considérable
auprès de lui que sa rivale. Cette préoccupation perce
bizarrement dans le récit qu'elle fait des grands événe-

M. le Prince avaient ranimé l'ancienne préférence qu'elle avait eue pour lui. Après l'avoir quitté à la porte Saint-Antoine, l'image du héros pâle et sanglant était présente à sa pensée, et, pendant le reste du jour, elle se occupa avec un soin et une habileté merveilleuse des détails militaires dont il l'avait prié de se charger.

Enfin, à six heures du soir, M. le Prince rentra, lui huitième ; Mademoiselle courut à sa rencontre, il lui parut tout autre que le matin ; son air était riant et satisfait. Il reconnut dans les termes les plus affectueux les services qu'il avait reçus de sa cousine. Pour gage de sa re-

mens de la journée. « Madame de Châtillon dina avec moi ; elle faisait des mines les plus ridicules du monde, dont on se serait bien moqué si on eût été en humeur de cela. Son embarras lui avait fait oublier ses charmes ; il n'y en avait pas un d'étalé ce jour-là ; et comme elle est fort brune naturellement, cela paraissait extrêmement en plein jour. Quand M. le Prince entra dans la chambre où nous étions, il lui fit les plus terribles yeux du monde, et lui marqua par sa mine qu'il la méprisait fort. J'en fus fort aise ; et elle en fut si sensiblement touchée qu'elle pensa s'évanouir, il lui fallut donner de l'eau ; ensuite elle s'en alla. »

Mémoires de mademoiselle de Montpensier.

La connaissance, il ne témoigna aucun ressentiment au duc d'Orléans qui l'attendait à la porte Saint-Antoine. Ils s'embrassèrent aussi cordialement que s'ils eussent eu sujet d'être à jeuf contens l'un de l'autre, et se rendirent ensemble à l'Hôtel-de-Ville pour remercier le prévôt des marchands et les échevins. M. le Prince visita ensuite son armée campée dans le Pré-aux-Clercs, et alla enfin se reposer à l'hôtel de Condé des fatigues de la journée.

Le lendemain les principaux chefs du parti, réunis au Luxembourg, examinèrent l'état de leurs affaires. Ils reconnurent que les débris de l'armée, recueillis dans Paris, restaient trop faibles pour tenir la campagne, et que leur ruine complète était prochaine et inévitable, s'ils n'obtenaient enfin les secours d'hommes et d'argent jusqu'alors demandés sans succès au Parlement et à l'Hôtel-de-Ville. Loin cependant que les magistrats se montrassent disposés à accorder ces secours, ils blâmaient hautement la faiblesse du maréchal de L'Hôpital et du prévôt des marchands, qui s'étaient laissé arracher l'ordre d'ouvrir les portes de la ville. Les amis du Prince résolurent donc de recourir encore aux violences. Celles qui de-

» autre occasion, pourrait être tournée contre lui; qu'il serait mieux de prendre une autre voie; d'aller à l'Hôtel-de-Ville accompagné de deux cents gentilshommes, d'y déclarer franchement la nécessité de l'union entre la ville de Paris et les Princes, et de présenter le maréchal de L'Hôpital, gouverneur de Paris, de se retirer si ses sentimens n'étaient pas conformes à la proposition. En procédant ainsi par autorité, ajoutait le duc de Rohan, messieurs les Princes ne rencontreraient probablement pas de résistance et obtiendraient toutes choses sans violence ni émission de sang. »

Au mépris de ces conseils, les préparatifs de meurtre et d'incendie furent continués : une sombre terreur se répandit dès le matin par la ville; plusieurs des bourgeois nommés dans les quartiers pour assister à l'assemblée, reçurent avis du danger qui les menaçait; la plupart cependant demeurèrent inébranlables et se rendirent à l'Hôtel-de-Ville, décidés à ne point se séparer du Parlement¹.

¹ L'assemblée fut composée de douze députés élus dans

À six heures du soir, les ducs d'Orléans
de Beaufort, le prince de Condé et au-
tres princes et seigneurs, entrèrent dans l'as-
semblée et prirent place auprès du maréchal
de L'Hôpital et du prévôt des marchands. Le
duc d'Orléans, portant la parole, « remercia les
bourgeois du passage donné aux troupes
le mardi précédent; il protesta que les inté-
rêts de la ville de Paris lui avaient toujours
été aussi chers que les siens propres, et de-
manda en son nom et au nom du prince
de Condé, qu'il leur fût donné acte de
l'offre qu'ils faisaient de leurs services,
pour assurer la manutention des arrêts du
Parlement et des ordonnances du corps de
ville. » Quelques voix s'élèverent alors pour
proposer l'union avec les Princes. Les cla-

chacun des seize quartiers de Paris; la moitié de ce
nombre pris parmi les officiers des compagnies souve-
raines, les autres parmi les bourgeois et notables mar-
chands; de six députés de chacun des six corps de mé-
tiers; des quarteniers, échevins et conseillers de la ville;
de tous les curés des paroisses, et des députés des com-
munautés ecclésiastiques. Cette assemblée, présidée par
le prévôt des marchands et le gouverneur de la ville,
formait l'élite de la population.

meurs de la multitude attroupée sur la place de Grève répondirent à ce signal; mais en paraître intimidé, le procureur du roi de la Ville prit la parole et prononça un long discours dans lequel, loin de faire mention de l'union de la Ville avec les Princes, il proposait « de députer vers le Roi pour supplier » Majesté de revenir à Paris sans le cardinal Mazarin et de donner la paix à ses peuples.

La délibération s'ouvrit sur ces conclusions du procureur-général, et la majorité se montrait disposée à les adopter, quand le prince de Condé se leva de sa place et quitta brusquement la salle. Arrivé sur le perron de l'Hôtel-de-Ville, il dit à haute voix: « Ces gens ne veulent rien faire pour nous, ils ne cherchent qu'à gagner du temps: ce sont des Mazarins, faites-en ce que vous voudrez; puis montant dans son carrosse avec le duc d'Orléans, il s'éloigna rapidement de la place de Grève: le duc de Beaufort et quelques autres seigneurs prirent poste dans la boutique d'un mercier, rue de la Vannerie.

Aussitôt après le départ des Princes, on entendit plusieurs coups de fusil; des gens armés arrivèrent par toutes les rues, et bientôt

un feu de mousqueterie très - nourri fut dirigé contre les fenêtres de l'Hôtel - de - Ville. Quelques bourgeois épouvantés écrivirent en grosses lettres sur des écriveaux ces mots : *Union avec les Princes*, et les attachèrent aux fenêtres en manière de sauvegarde. Mais l'attaque n'en devint que plus violente, et le maréchal de L'Hôpital reconnut qu'elle était conduite par des hommes entendus au métier de la guerre.

Les assaillans, ayant formé des amas de bois devant les portes, les frottèrent d'huile et de résine et y mirent le feu avec des torches ; une épaisse fumée pénétra alors dans l'intérieur ; tous les bourgeois, se croyant destinés à une mort certaine, se confessèrent aux curés qui faisaient partie de l'assemblée¹, et se préparèrent à vendre chèrement leur vie. Des barricades, construites à la hâte au pied des degrés intérieurs, opposèrent une résistance inattendue à la populace qui, après avoir incendié les portes,

¹ Les ecclésiastiques témoignèrent beaucoup de courage et de charité. Le curé de Saint-Jean, étant parvenu à sortir de l'Hôtel-de-Ville, courut à son église chercher le Saint-Sacrement qu'il promena plusieurs fois sur la

se précipitait dans le vestibule. Un combat fureux s'engagea autour de ces barricades; plus de deux cents séditieux y perdirent la vie sans parvenir à les forcer. Faute de munitions, les assiégés furent enfin réduits à les abandonner; mais la nuit déjà avancée favorisa leur évasion: quelques-uns sortirent déguisés par des issues secrètes, et regagnèrent heureusement leur logis; d'autres¹, enfermés dans les réduits les plus cachés, y attendirent le jour; plusieurs² rachetèrent leur vie à prix d'argent: le plus grand nombre cependant n'échappa point aux sévices, aux blessures ou à la mort.

Les sieurs Le Gras et Doujat, l'un maître-

Grève sans pouvoir dissiper les séditieux. Le curé de Saint-Médéric, percé de plusieurs coups, parvint, à travers mille dangers, jusqu'à la boutique où le duc de Beaufort s'était retiré. Le prince se faisait raconter, et écoutait avec indifférence, le récit de ce qui se passait sur la Grève; il ne parut guère plus touché des vifs reproches que lui adressa le respectable ecclésiastique.

¹ Le prévôt des marchands et dix ou douze autres s'fermèrent dans des latrines où ils passèrent la nuit.

² Le maréchal de L'Hôpital se confia à un valet d'auberge qui le conduisit chez son maître.

des-requêtes, l'autre conseiller de la grand'-Chambre, se sauvaient ensemble, protégés par des bandits auxquels ils avaient promis chacun trente pistoles. A quelque distance de l'Hôtel-de-Ville, ils furent reconnus et poignardés presque sous les yeux du duc de Beaufort¹; Gilbert-Desvoisins, ami particulier de M. le Prince, fut dépouillé et laissé pour mort sur la place. Le conseiller Ferrand, fils du doyen de la grand'Chambre, fut égorgé de sang-froid. Le brave Miron², échappé de l'Hôtel-de-Ville, courait dans son quartier pour réunir sa compagnie et venir au secours de ses confrères, il fut assailli et percé de coups. Sa femme, animée d'une haine furieuse contre la cour, témoignait peu de souci de ce tumulte : « Ce n'était pas grand mal- » heur, disait-elle, que quelques Mazarins « fussent maltraités par le peuple. » Quand elle reconnut son mari qu'on rapportait mort sur un brancard, un accès de douleur frénétique la saisit et elle ne recouvra jamais la raison.

¹ Le duc de Beaufort empêcha qu'onachevât Doujat qui était de ses amis.

² Voir la note de la page 182 de ce volume.

Les Princes, enfermés au Luxembourg, écoutaient avec indifférence le récit de ces scènes de carnage, sans même se mettre en peine de leurs serviteurs compromis dans la mêlée. M. de Goulas, secrétaire du duc d'Orléans, s'étant arrêté à l'Hôtel-de-Ville quelques momens après le départ de son maître, y fut retenu comme otage. Menacé de périr avec les députés s'il ne parvenait à les sauver, il écrivit à Gaston dans les termes les plus pressans. Le duc répondit froidement au messager « qu'il était bien mari de ce qui arrivait, mais qu'il n'en pouvait mais, et qu'on devait s'adresser au duc de Beaufort. » Le prince de Condé ajouta d'un ton plus dégagé « qu'il n'entendait rien aux séditions » et y était fort poltron. » Mademoiselle seule témoigna quelque pitié. Elle sortit même du Luxembourg pour porter secours à l'Hôtel-de-Ville, mais son attention fut distraite par des rencontres ridicules dont elle s'amusa en chemin, et elle n'arriva pas jusqu'à la place de Grève.

« La dame Le Riche, vendeuse de rubans, se promenait en chemise avec le bedeau de Saint-Jacques-la-Boucherie qui lui-même était en caleçons ; tous deux accos-

L'ordre se rétablit enfin vers le milieu de la nuit. Ce qui restait de députés à l'Hôtel-de-Ville se retira en sûreté. On jeta dans la rivière les cadavres dont la place était couverte ; on répara à la hâte les dégâts les plus apparens, et le lendemain on voyait peu de traces de ce qui s'était passé ; mais une consternation générale régnait dans la ville¹. Un grand nombre des plus notables bourgeois sortirent de Paris ; tous éprouvèrent une indignation profonde. « Jamais, disait » l'avocat-général Talon, une action plus » farouche, plus brutale et plus sauvage n'a- » vait été commise en France. » Malgré les efforts des Princes pour s'en disculper, ils furent généralement reconnus pour les auteurs de cette odieuse trame. Plusieurs magistrats osèrent la leur reprocher en face. « Les » plus modérés refusant de croire que de » grands et nobles princes se fussent ren- » dus coupables d'une lâcheté si noire et si

• tèrent Mademoiselle, et lui firent de bons contes dont
• elle rit beaucoup sur les scènes de la journée. »

Mémoires de Mademoiselle.

¹ Le prix du pain augmenta subitement jusqu'à huit et dix sous la livre.

» atroce , s'indignaient cependant que Leurs
» Altesses eussent laissé pendant cinq heures
» un si grand nombre de gens de bien dans
» le plus extrême danger sans s'inquiéter de
» leur porter secours. »

Le Parlement prit alors la résolution de suspendre ses assemblées. Rien n'était plus contraire aux intérêts des Princes qui ne pouvaient se passer de l'autorité des compagnies et des moyens d'une administration régulière, pour obtenir des habitans les secours d'hommes et d'argent nécessaires à la continuation de la guerre. Gaston se rendit de sa personne chez les principaux magistrats, et s'efforça de leur persuader de revenir au Palais ; mais il n'obtint d'abord aucun succès. La femme du président Charton lui demanda « si c'était donc qu'il » voulût absolument la mort de son mari, « et que n'ayant pas été tué à l'Hôtel-de- » Ville , Charton dût aller au Palais pour « se faire assassiner. Elle ajouta qu'elle ne » le laisserait sortir de sa maison que si » Son Altesse lui envoyait M. de Valois en » ôtage. »

Espérant plus de succès auprès des bourgeois, les Princes firent convoquer une nou-

■nelle assemblée à l'Hôtel-de-Ville, à l'effet
■de pourvoir aux charges vacantes du gou-
■verneur de Paris et du prévôt des marchands.
■Les notables qui devaient assister à cette
assemblée, furent choisis chez les quarteniers
dans les formes ordinaires ; mais les habitans
les plus considérables étaient sortis de la ville ;
■ la violence et la fraude dominèrent dans les
■ élections ; et cependant lorsque les députés
furent réunis à l'Hôtel-de-Ville, il fallut
encore recourir aux plus honteux expédiens
pour obtenir la majorité en faveur des can-
didats du parti des Princes. Le conseiller
Broussel ne l'emporta que de quatre voix sur
le président Charton, et le duc de Beaufort
ne fut nommé gouverneur de Paris qu'à la
même majorité.

La nouvelle administration abandonnant aussitôt les errements de l'ancienne, et se séparant de la politique jusqu'alors suivie par la magistrature et la bourgeoisie de France, proclama l'union de la ville de Paris avec MM. les Princes, et conclut un traité par lequel elle s'engageait à « travailler à remettre l'Etat » dans sa première forme ; à établir, sous l'autorité souveraine du Roi, le conseil légitime

» des princes du sang, des officiers de la cor
» ronne, et de ceux qui sont issus des grande
» maisons et familles anciennes, lesquels
» par affection naturelle et intérêt particuli
» sont portés à la conservation de l'État¹.

Forts de l'appui du corps de ville, les Princes espérèrent triompher enfin de la résistance du Parlement, et sollicitèrent de nouveau l'assemblée générale des Chambres. Un profond dissensitement se manifesta alors entre les membres de la compagnie. Plusieurs, intimidés ou séduits, se montraient disposés à plier sous le joug. A la vérité ils étaient peu nombreux et sans crédit dans le public; mais les magistrats austères, ceux même qui portaient avec le plus d'énergie à la défense de l'ordre légal et des libertés publiques, ne purent s'accorder entre eux pour une conduite commune. Les uns voulaient se rendre à l'assemblée, et demander hardiment vengeance de l'attentat commis à l'Hôtel-de-Ville. Ils rappelaient « que la Cour ne se devait jamais cacher; que la justice était un décret sacré dont les officiers demeurent comp

¹ Article 4 de l'union de la ville et de MM. les Princes

tables envers le monarque et les peuples. » Ces principes, qui jusqu'alors avaient réglé la conduite du Parlement, trouvèrent des contradicteurs. L'avocat-général Talon lui-même soutint « que toutes sortes de résistance et de contradiction seraient désormais inutiles; la compagnie ne pouvait plus faire le bien ni empêcher le mal. Les Princes se montrant résolus à emporter de gré ou de force toutes choses sans rien excepter, il lui semblait plus honnable et plus avantageux que ce qui était à être fait se délibérât par un petit nombre de Messieurs dont les suffrages seraient suspects, que non pas par le plus grand nombre de la compagnie; quant à lui, il était résolu à ne plus participer à rien par sa présence, et il s'étonnait de voir tant de gens bien intentionnés pour la tranquillité publique, disposés à retourner dans de telles assemblées. »

La cour s'applaudit de cette division. Persuadé que le Parlement perdrat toute sa force morale, et cesserait d'être une puissance dans l'État s'il se soumettait au parti des Princes, Mazarin fit jouer les ressorts de

sa politique pour diminuer le nombre des magistrats courageux qui voulaient se rendre à l'assemblée. Mathieu Molé le seconda dans des vues plus honorables, avertissant avec autorité ses confrères « que désormais l'hon- » neur et le devoir leur commandaient égale- » ment de rompre tout commerce avec un parti » devenu l'objet de l'exécration publique.

Le plus grand nombre des présidents mortier, le procureur-général Fouquet, les avocats-généraux Talon et Bignon céderent ces instances. Ils se tinrent enfermés dans leurs maisons, et le jour de l'assemblée * on compta sur les bancs que cent dix conseillers des plus jeunes et des moins expérimentés de la compagnie.

Quand les Princes, accompagnés des duc et pairs de leur parti, et des autres seigneurs qui avaient droit de séance, vinrent prendre leurs places, de violentes clamours s'élèvèrent dans la salle ; on leur reprocha durement massacre de l'Hôtel-de-Ville, et la proposition fut faite d'informer contre les auteurs complices de cet attentat. Loin de chercher

* 13 juillet.

à s'y opposer, les Princes affectèrent une plus grande indignation que tous les autres, et, croyant avoir donné par ce procédé quelque satisfaction à la compagnie, M. le duc d'Orléans prit la parole. « Il déplora l'aveuglement de la Reine, qui toujours préoccupée en faurir du cardinal Mazarin, et disposée à lui sacrifier le bien du Roi et de l'Etat, ne cherchait qu'à tromper le peuple par les vaines promesses de l'éloignement dudit cardinal. Il demanda l'autorisation de mettre des impôts sur les habitans de la ville de Paris à l'effet de continuer la guerre, et conclut à ce que le Parlement, attendu la captivité du Roi entre les mains du cardinal Mazarin et de ses adhérents, déclarât lui, duc d'Orléans, régent du royaume, et le prince de Condé lieutenant-général et chef suprême des armées. »

Le vieux Broussel soutint cette demande par un avis qu'il avait, contre l'usage, apporté tout écrit, et dans lequel il proposa d'accorder aux Princes tant de droits considérés comme apanages inséparables de l'autorité royale, que le conseiller Catinat ¹ l'interrompit « pour

¹ Pierre Catinat, mort doyen du Parlement en 1676.

» s'étonner qu'il oubliât de mettre dans son
» avis que MM. les Princes auraient aussi
» pouvoir de guérir les écrouelles. »

Le discours de Broussel causa dans l'asssemblée une agitation si vive, que le duc d'Orléans n'osa passer outre et leva la séance. Le lendemain, la discussion fut reprise avec une égale chaleur. Le sieur Le Meunier de Lartiges, chef de l'avis opposé à celui des Princes, soutint que : « C'était crime de laisser la majesté de déclarer un régent, alors qu'en ce moment le Roi avait été reconnu majeur en Parlement ; que le prétexte du manque de liberté était faux et futile, puisqu'il était notoire que Sa Majesté avait tout pouvoir d'éloigner le cardinal Mazarin de ses conseils, et qu'elle promettait même de donner incessamment cette satisfaction à la compagnie. »

La délibération se continua quinze jours, et pendant ce temps les Princes employèrent pour gagner des voix tous les moyens de séduction.

Il était fils de Catinat, aussi conseiller au parlement de Paris. De son mariage avec Françoise Poirle, dame de Saint-Gratien, Pierre Catinat eut seize enfants; l'un d'entre eux fut Nicolas Catinat, maréchal de France.

duction et de terreur. Le duc d'Orléans parla plusieurs fois avec l'adresse et la facilité qui le rendaient populaire. Le prince de Condé contint ses emportemens ordinaires, et il lui en coûta de si grands efforts, que sur les bancs même de la grand'Chambre il fut saisi d'une fièvre ardente. On l'emporta sans connaissance; le lendemain il revint cependant prendre sa place. De leur côté, les défenseurs de l'ordre légal et de l'indépendance des magistrats prolongèrent une généreuse résistance. Plusieurs de ceux qui s'étaient absentés au commencement de la délibération, vinrent reprendre leurs places, et le jour où l'on compta les voix pour donner arrêt, cent quarante-trois conseillers étaient présens: soixante-dix-huit votèrent pour l'avis de Le Meunier de Lartiges. La proposition des Princes allait ainsi être rejetée, s'ils n'eussent trouvé moyen d'ajourner au lendemain le prononcé de l'arrêt. Pendant la nuit ils firent jouer tant de ressorts, que Lartiges lui-même abandonna son parti et entraîna dans sa défection huit de ses amis.

L'avis de Broussel réunissant alors le plus grand nombre de suffrages, l'arrêt rendu

à la majorité de soixante - quatorze voix contre soixante - neuf , porta : « Qu'attendre la captivité du Roi , M. le duc d'Orléans serait déclaré régent du royaume , et sup- plié d'employer son autorité pour mettre en liberté la personne dudit seigneur Roi ; que M. le prince de Condé serait prié d'accepter le commandement des armées ; qu'il serait écrit à tous les Parlemens pour les inviter à rendre de pareils arrêts , aux villes principales du royaume pour leur enjoindre de s'y conformer. »

En sortant du Parlement , les Princes se rendirent à la Chambre des comptes et à la Cour des aides : les pouvoirs qui venaient de leur être conférés y furent reconnus sans contradiction. Ils présidèrent ensuite à l'Hôtel-de-Ville une assemblée de notables bourgeois , et obtinrent l'autorisation de faire dans Paris des levées de soldats et de deniers.

Une somme de huit cent mille francs fut mise à leur disposition pour y pourvoir , ladite somme fournie au moyen d'une imposition de soixante - quinze francs sur chaque porte-cochère de la ville et des faubourgs ; de trente francs sur chaque boutique de marchand , et de dix francs sur les petites portes.

Disposant alors à leur gré des ressources d'une population immense, les Princes croyaient leur succès assuré contre la cour. Bientôt ils s'aperçurent cependant d'un étrange mécompte; les ordonnances du corps de ville, les arrêts même du Parlement restaient sans force dans l'exécution. Les hommes notables avaient quitté la ville; les bons bourgeois se tenaient enfermés dans leurs maisons, et les artisans, sans ouvrage, attroupés tout le jour sur les places publiques, demandaient à grands cris du pain et le retour du Roi.

Par un juste jugement de la fortune, le massacre de l'Hôtel-de-Ville perdit ainsi la cause qu'il avait déshonorée; la ruine du Parlement entraîna celle de ses oppresseurs, et le cardinal Mazarin, profitant des fautes et des crimes de ses adversaires, ne trouva bientôt plus d'obstacles au rétablissement du pouvoir absolu.

Pour retarder ce dénouement inévitable, M. le Prince tenta d'établir parmi ses amis quelque espèce d'ordre et de discipline, mais il ne put y parvenir. Les élémens de son parti étaient essentiellement réfractaires, et jamais l'insubordination des gentilshommes, les pré-

tentions rivales des grands seigneurs, ne produisirent une plus déplorable confusion que celle qui régna dans Paris et dans les campagnes environnantes après le massacre de l'Hôtel-de-Ville. Les soldats pillaient les maisons de campagne des bourgeois jusqu' dans les faubourgs ; ils coupaien t les blés encore verts pour les faire manger à leurs chevaux. M. le Prince assembla les chefs de son armée, et leur fit de sanglans reproches, accompagnés suivant sa manière de jurement et d'imprécations. Tavanne lui rapporta en riant : « Que la cavalerie ne pouvait pas vivre sans fourrages, et que, pour avoir des fourrages, le plus court était de couper des blés. »

Peu après, une querelle d'étiquette s'étant engagée au Luxembourg, entre le prince de Tarente, fils aîné du duc de La Trémoille, et le comte de Rieux, fils cadet du duc d'Elbeuf, M. le Prince se proposa pour l'accommoder. Le comte de Rieux répondit fièrement qu'il « n'échéait point d'accommodation dans une affaire de cette qualité, et qu'il ne pouvait y avoir de différend entre lui et le prince de Tarente, vu la trop grande inégalité de

» leurs maisons. » Le prince de Condé, parent et ami des La Tremoille, taxa ces paroles d'insolence et se permit un geste menaçant, dont le comte de Rieux fut tellement irrité qu'il s'élança sur M. le Prince, et le frappa violemment au visage. Les assistans parvinrent à séparer les deux adversaires qui avaient mis l'épée à la main. Rieux fut conduit à la Bastille, mais il en sortit peu de jours après, et les principaux seigneurs du parti laissèrent percer une joie maligne de cette aventure : « Il était bon, disaient-ils, que MM. les Princes du sang ne se crussent point à l'abri de toute atteinte et ne s'élevassent point tant au-dessus des autres. »

Les magistrats et les bourgeois, au contraire, apprirent avec consternation les circonstances de cette affaire. Un tel mépris du sang royal les confondait : « Comment pouvaient-ils espérer sûreté et protection pour eux-mêmes, quand M. le Prince, insulté et frappé dans son palais, n'obtenait aucune satisfaction. » Le duel des ducs de Nemours et de Beaufort ajouta encore à la stupeur générale.

¹ *Mémoires de Talon.*

Ces deux beaux-frères, ennemis depuis long-temps, se rencontrèrent au Marché-aux-Chevaux, derrière le jardin de l'hôtel de Vendôme, le duc de Beaufort accompagné du comte de Bury¹, le duc de Nemours du duc de Villars². En outre de ces deux seigneurs, chacun des princes avait à suite trois gentilshommes de sa maison. On se battit cinq contre cinq à l'épée et au pistolet. Nemours tira le premier; le coup porta dans les cheveux du duc de Beaufort qui, s'approchant à deux pas de son beau-frère, offrit de lui donner la vie s'il consentait à la demander; pour toute réponse, celui-ci saisit son épée et en blessa légèrement le duc de Beaufort qui tira alors à bout portant: Nemours tomba roide mort.

Bien informé de l'état de la capitale, le car-

¹ Pierre de Villars, né en 1622, mort en 1698. Il épousa Marie Gigault de Bellefonds dont il eut Louis-Hector de Villars, duc et maréchal de France. Le marquis de Villars est celui qu'on nommait à la cour le bel Ordonnateur.

² François de Rostaing, comte de Bury, chambellan du duc d'Orléans, né en 1618, mort en 1666.

linal Mazarin fit publier une déclaration * dans laquelle, « après avoir reproché aux Princes leurs tyrannies et leurs violences, aux bourgeois leur soumission envers une autorité illégitime, Sa Majesté interdisait le parlement de Paris, le transférait à Pontoise et ordonnait à tous les présidens et conseillers de se rendre en ladite ville. » Aussitôt que cette déclaration fut connue dans Paris, quinze des principaux magistrats en sortirent déguisés et se présentèrent à Pontoise où, sous la présidence de Mathieu Molé et avec le concours des pairs laïcs et ecclésiastiques du parti de la cour, ils se formèrent en Parlement et enregistrèrent la déclaration royale.

En dépit des efforts des Princes et des arrêts rendus par la portion du Parlement siégeant encore à Paris, celui de Pontoise devint chaque jour plus nombreux et acquit plus de crédit dans le public. La Reine lui ménagea un puissant moyen de popularité, en accueillant favorablement ses remontrances touchant l'éloignement du cardinal Mazarin. Con-

* 1^{er} août.

vaincu qu'une concession apparente précipiterait la ruine de ses ennemis et rendrait plus complet et plus facile le triomphe de sa politique, Mazarin se décida même à quitter la cour, et se retira * à Sedan ; sans cesse néanmoins de diriger les affaires. Sa retraite produisit l'effet qu'il s'en était promis ; la continuation de la guerre sembla désormais sans prétexte, et Broussel, osant encore parler à l'Hôtel-de-Ville de quelques mesures à prendre pour la défense de Paris, il fut interrompu par des clamours générales **.

Les Princes, abandonnés de tous, se résolurent enfin à traiter avec la cour ; mais des passe-ports demandés par eux leur furent durement refusés, et la Reine s'étonna « qu'ils osassent prétendre quelque chose avant d'avoir posé les armes, renonçant à toute association criminelle et fait retirer les étrangers. » Le duc d'Orléans, consterné de cette réponse inattendue, se montra déposé à s'humilier de plus en plus ; M. le Prince au contraire, protesta « qu'il ne se livrerait

* 19 août.

** 2 septembre.

» point sans garantie, tant qu'il lui resterait
» une épée. » Sa situation dans Paris lui de-
» venait cependant de plus en plus insuppor-
» table. Il répétait souvent à ses familiers « qu'il
» séchait d'ennui ; qu'il ne pouvait plus tenir
» à entendre parler tout le jour de Parlement,
» de Chambres assemblées et d'Hôtel-de-Ville;
» qu'il était plus fatigué de ces gens-là, que
» jamais monsieur son grand-père ne l'avait
» été des ministres de La Rochelle. » Enfin sa
patience étant à bout, il sortit à la tête de ses
troupes pour joindre le duc de Lorraine qui
s'approchait à marches forcées.

Ce prince, se jouant à l'ordinaire de ses sermens¹, avait rétrogradé jusqu'au premier village du duché de Bar, et, après y avoir fait tirer un coup de canon, il était rentré en Champagne. Ses troupes, réunies à celles de M. le Prince, étaient plus nombreuses que l'armée royale commandée par M. de Turenne; mais celui-ci prit une position si favorable à Villeneuve-Saint-Georges, qu'il tint les ennemis en échec plus d'un mois sans qu'ils osassent rien entreprendre. Pendant ce temps,

¹ Voir la page 176 de ce volume.

le zèle des habitans de Paris ne se laissa plus contenir. Le cardinal de Retz, donnant le premier exemple, conduisit à Compiègne une députation solennelle du clergé¹. Depuis trois mois, étranger aux affaires, Gondi se tenait enfermé dans l'archevêché, détestant les violences et les crimes du parti vainqueur. Il saisit volontiers cette occasion de se rapprocher de la cour dont il désirait adoucir les ressentimens, sans être disposé néanmoins à la flétrir par des lâchetés.

Admis en présence de Leurs Majestés, le cardinal de Retz parla des malheurs et des fautes de la ville de Paris avec un mélange convenable de soumission et de dignité; il supplia le Roi de se rendre aux vœux de son peuple, et de revenir dans sa capitale. Il s'acquitta ensuite d'une mission secrète dont l'avait chargé le duc d'Orléans. Excédé de travail et de soucis, le faible prince ne cherchait plus qu'un prétexte pour abandonner les affaires; la mort

¹ La députation était composée de douze chanoines de Notre-Dame, de quatre de la Sainte-Chapelle, des curés de Paris et de deux députés de chaque communauté religieuse.

* 9 septembre.

de son fils unique ajoutait en ce moment à son découragement, et c'était avec sincérité qu'il promettait à la Reine d'abandonner Paris, et de ne plus sortir de son apanage.

A de telles conditions, le cardinal de Retz se croyait sûr de rapporter à Gaston une réponse favorable, mais le temps des ménagements était passé. Anne d'Autriche accueillit avec froideur des soumissions sans mérite à ses yeux, parce qu'elle les savait nécessaires. Quelques jours après, le corps de ville ayant aussi envoyé des députés à la cour, ils n'y furent point admis*, et le Roi s'étonna qu'un prévôt des marchands, nommé par des factieux, osât demander à paraître devant lui. Enfin une députation du Parlement lui-même, chargée de porter aux pieds du trône l'hommage du respect et de l'obéissance de la compagnie, fut également repoussée, « attendu que les officiers réunis à Paris étaient des rebelles, en contravention manifeste avec les ordres de Sa Majesté qui avait transféré son Parlement à Pontoise. »

Ceux des magistrats qui s'étaient rendus

* 14 septembre.

entrée dans Paris, tout fut disposé pour leur réception solennelle. Le duc de Beaufort et le conseiller Broussel déposèrent leurs charges de gouverneur de Paris et de prévôt des marchands. M. le Prince, le désespoir dans le cœur, se jeta dans les bras des Espagnols et suivit le duc de Lorraine en Champagne. Le duc d'Orléans se flattait encore que la cour lui témoignerait des égards quand un gentilhomme du Roi lui signifia l'ordre de sortir de Paris sous deux heures et de se rendre directement à Blois; il obtint avec peine la permission de passer encore la nuit au Luxembourg, sous la condition d'en fermer exactement les portes et les fenêtres, et de n'y recevoir personne.

* Le Roi et la Reine, suivis d'une cour brillante, escortés par M. de Turenne, vinrent descendre au Palais-Royal, et reçurent les hommages de bon nombre de princes et de seigneurs encore engagés la veille dans le

une grande effusion de respect et d'amour; il supplia le Roi de revenir à Paris, et de prendre en pitié l'impatience de ses fidèles sujets et la misère des pauvres dont trois mille, abandonnés à l'Hôtel-Dieu, ne pouvaient être secourus, les soldats ayant pillé les biens de l'hôpital.

* 21 octobre.

parti contraire. Louvières, fils du conseiller Broussel, gouverneur de la Bastille pour le Parlement, fit quelques difficultés d'ouvrir ses portes, mais averti qu'il serait pendu dans les fossés s'il n'obéissait avant deux heures, il sortit immédiatement du château. Le lendemain un lit de justice fut convoqué au Louvre. Louis XIV y parut dans tout l'éclat de la majesté royale, parée des grâces de la jeunesse et de la beauté; les ducs de Vendôme et de Guise¹ marchaient à ses côtés; d'autres ducs, pairs et maréchaux de France, lui formaient un brillant cortège; une garde formidable le précédait; les cent-suisses entrèrent, tambour battant, jusqu'au milieu de la salle où se tenait l'assemblée. Quatre années auparavant, à pareil jour², les magistrats avaient obtenu cette déclaration fameuse proclamée loi fondamentale de l'État, qui devait commencer une ère nouvelle et fonder la liberté publique sur l'auto-

¹ Après son expédition de Naples, le due de Guise avait été retenu pendant plusieurs années prisonnier à Madrid. Il avait obtenu depuis peu sa liberté par le crédit du prince de Condé, qu'il abandonna aussitôt après son retour en France.

² 22 octobre.

» habitions et défenses aux gens tenant n
» dite Cour de parlement de Paris, de pre
» ci-après aucune connaissance des affa
» générales de notre État, et de la direc
» de nos finances; de rien ordonner ou
» treprendre contre ceux à qui nous en av
» confié l'administration, à peine de dé
» béissance. Déclarons dès à présent nul
» de nul effet, tout ce qui a été ci-devant
» pourrait être ci-après résolu et arrêté
» ce sujet dans ladite compagnie au préjud
» de ces présentes, et voulons que nos aut
» sujets n'y aient aucun égard. »

Aucune voix ne s'eleva dans le Parlem
pour réclamer contre cette déclaration. I
fut également reçue et vérifiée à la Cham
des comptes, à la Cour des aides et à l'Hôt
de-Ville. Les seigneurs et les magistrats
ceptés de l'amnistie sortirent de Paris, si
que le peuple en parût ému. Bientôt l'esp
de la Fronde s'éteignit entièrement, et l'au
rité absolue trouva partout une obéissa
facile.

Un changement si complet et si rapide
souvent excité la surprise des historiens;
nous semble cependant facile à expliqu

Après le massacre de l'Hôtel-de-Ville et l'arrêt du Parlement qui avait investi les Princes d'une dictature souveraine, quel intérêt pouvait encore engager les bourgeois de Paris à prolonger une guerre ruineuse ? Leur importait-il qu'en définitive M. le Prince imposât au Roi un autre ministre que le cardinal Mazarin ? Celui-ci s'était rendu odieux par son mépris des libertés publiques et ses violences contre les magistrats ; mais le parti vainqueur faisait peser sur la France un joug bien plus intolérable encore. Les efforts tentés depuis cinq ans pour établir un gouvernement légal sur les bases de l'ordonnance du 24 octobre 1648 n'ayant ainsi abouti qu'à une sanglante et honteuse anarchie, les bons bourgeois regretteront le temps du cardinal de Richelieu, où l'ordre public était protégé contre les violences des grands seigneurs, et les abus du pouvoir arbitraire seulement à redouter pour ceux-ci.

Si nous nous rappelons cependant la sagesse des délibérations de la Chambre de Saint-Louis, l'évidence des principes qui y avaient été proclamés ; si nous rendons justice à l'in-

tégrité et au courage des promoteurs de cette grande réformation politique reçue par le peuple avec tant d'enthousiasme et de reconnaissance, nous éprouverons un pénible sentiment en voyant sitôt après ces principes mis en oubli, leurs défenseurs humiliés, et le despotisme triomphant.

A cette époque, le peuple anglais obtint un sanglant triomphe dans une cause moins légitime ; et l'infortuné Charles I^{er} trouva l'échafaud sur la route qui conduisit Louis XIV au pouvoir absolu. Pourquoi des fortunes diverses dans des entreprises semblables. Faut-il croire que les communes d'Angleterre furent redevables du succès à des passions furieuses, à de criminels excès ; et que le parlement de Paris échoua parce qu'il s'était contenu dans les voies légales et n'avait réclamé que des droits imprescriptibles ? Loin de nous cette décourageante pensée. Dieu, qui réserve aux défenseurs de la justice et de la vertu le plus haut prix que le succès sur la terre, les a pourtant pas condamnés à y succomber toujours, et quand les victimes de la bonne cause périssent dans la lutte des partis, ils

doivent accuser de leur défaite ni la modération de leur courage, ni les scrupules de leur conscience.

Les révolutions en effet ne sont point l'ouvrage des passions humaines; elles s'accompagnent inévitablement quand l'état de la société les a rendues nécessaires. Il n'est donné d'en marquer l'époque, ni aux conspirations des factieux, ni aux efforts de quelques sages, qui, devançant les lumières du siècle, voulaient introduire dans leur pays des améliorations prematurées. Lors de la minorité de Louis XIV, la société n'était point mûre pour un gouvernement légal en France. Il s'y trouvait, comme en Angleterre, d'illustres et puissans barons, des bourgeois riches et éclairés; mais ces éléments nécessaires de toute société politique existaient dans les deux pays à des conditions bien diverses.

Les hauts barons, dotés par Guillaume-le-Conquérant et trop faibles pour résister seuls à ses successeurs, avaient pris dès long-temps leur point d'appui sur les communes d'Angleterre, et s'étaient portés défenseurs des libertés publiques. En France, au contraire, la royauté était sortie du sein de la féodalité;

et les descendants d'Adalbert de Talleyrand croyaient pouvoir demander encore au petit-fils d'Hugues Capet : « Qui t'a fait Roi ? » Mais, désunis entre eux, objet de haine et de jalouse pour toutes les corporations bourgeois, les grands seigneurs français ne conservaient qu'une clientelle de gentilshommes assistés des serfs de leurs terres et de la populace de villes ; enfin les secours de l'étranger avec lequel ils entretenaient des intelligences habituelles.

Des différences non moins essentielles existaient entre les classes moyennes des deux royaumes. Les communes d'Angleterre formées, dès l'origine, des familles nobles qui n'avaient point trouvé place dans la Chambre haute, recevaient chaque jour dans leurs rangs les branches cadettes des plus illustres maisons, et devaient à de tels renforts une confiance et une hardiesse politiques étrangères à la haute magistrature française, qui se recrutait le plus souvent de commerçants et de légistes. Grandie à l'ombre des fleurs de lis, émancipée par le pouvoir royal et protégée par lui contre les grands, la bourgeoisie ne se défendit jamais contre le trône qu'avec

une timidité respectueuse ; et elle redoutait au fond bien davantage le retour de l'anarchie féodale, que l'établissement du despotisme.

La conséquence naturelle de ces positions si contraires, fut qu'en Angleterre, lors de la révolution, il se forma seulement deux partis ; tandis qu'en France, dès le commencement de la régence d'Anne d'Autriche, nous en avons signalé trois : celui de la cour, celui des grands de l'État et celui de la magistrature. A la vérité ces deux derniers voulaient également limiter l'autorité absolue, mais le voulant dans des intérêts opposés, ils ne purent s'entendre sur les moyens. L'habileté du cardinal Mazarin fut de s'allier successivement à chacun d'eux, pour les détruire enfin l'un par l'autre. Ainsi, en 1649, secondé par le prince de Condé et par la majorité de la noblesse, il avait soutenu la guerre contre le Parlement. En 1650, avec le secours du Parlement, il avait fait emprisonner et proscrire les chefs de cette même noblesse ; il n'avait pu résister, en 1651, aux attaques combinées des deux partis réunis, mais cette coalition, promptement rompue, lui avait permis de rentrer en

France en 1652, et depuis lors chacun des trois partis, élevant sa bannière, faisait la guerre aux deux autres et poursuivait un but différent.

Dans cette lutte de tous contre tous, les ennemis les plus acharnés se portèrent les coups les plus violens. Opprimés à Paris et à Bordeaux, les magistrats et les bourgeois se tirent que la protection du trône leur était plus que jamais nécessaire; ils prirent en profond dégoût la déclaration du 24 octobre, impuissante pour les protéger; et convaincus que l'état du pays ne comportait pas de sensibles innovations¹, ils employèrent ce qu'il leur restait de forces pour secouer le joug des Princes et hâter le retour du Roi dans Paris.

¹ Nous le répéterons encore, nous ne voulons pas dire que les grands seigneurs, les magistrats, ou même le cardinal Mazarin, eussent des théories politiques arrêtées: qu'ils jugeassent les événemens d'après des idées générales, et en déduisissent des conséquences rigoureuses comme les publicistes de nos jours. Rien assurément n'était moins dans les moeurs et dans l'esprit du temps; mais chacun, à cette époque, avait le sentiment de son intérêt; et les positions sociales étant beaucoup plus arrêtées qu'elles ne l'ont été depuis, le calcul individuel de chacun aboutissait à un but commun, et formait le lien des partis.

Peu de jours après son arrivée, le Roi annonça l'intention de rappeler son ministre; mais au milieu de la soumission générale, le cardinal de Retz inquiétait encore la cour. À travers la réserve dont il enveloppait sa conduite, les vices et les vertus de son caractère le signalait comme le plus redoutable adversaire d'un ministre favori et d'un maître despote. Mazarin ne s'y trompa point, et Anne d'Autriche se persuada facilement qu'il lui importait de se venger. Le cardinal de Retz fut arrêté au Louvre * et conduit au château de Vincennes. Quelques semaines après, le cardinal Mazarin revint à Paris **, le Roi et la Reine allèrent au-devant de lui jusqu'au Bourget et le conduisirent au Louvre où ses nièces furent aussi logées et traitées avec une pompe royale. L'union de l'une d'elles avec le prince de Conti, fut le prix de la pacification de Bordeaux. M. le Prince ne conserva plus alors aucun point d'appui dans le royaume : toutes ses places s'étaient rendues, tous ses amis l'avaient abandonné; déclaré criminel de lèse-

* 19 décembre.

** 3 février 1653.

majesté, condamné à mort par arrêt de tous les Parlemens du royaume, il persista dans la révolte et ne revint en France qu'après la paix des Pyrénées.

A son retour, Paris et la cour présentaient une face nouvelle. Ceux des acteurs principaux de la Fronde qui vivaient encore avaient étrangement changé de rôles. Madame de Longueville et la princesse palatine édifiaient la France par les exemples de la plus haute vertu. Le duc de La Rochefoucault ne prétendait plus qu'au titre de courtisan parfaitement poli. Le cardinal de Retz acheva sa vie dans les exercices d'une piété sincère, et par une métamorphose plus extraordinaire encore le prince de Condé lui-même plaça toute sa gloire à obtenir la faveur d'un maître et des honneurs à la cour.

Sans doute, il y eut une grandeur et une force réelle dans le caractère du monarque qui sut plier ainsi les esprits les plus puissants entre ses contemporains et les jeter hors de leurs voies. Louis XIV donna son nom au siècle et commença une ère nouvelle en France. L'empreinte que les institutions de l'ancienne monarchie avaient laissée dans les mœurs, fut

effacée, et pendant soixante ans de gloire l'opinion s'accréda que *le bon plaisir des Rois* garantit suffisamment la sûreté de leur race et le bonheur de leurs peuples. Erreur fatale et honteuse, expiée de nos jours par une épouvantable catastrophe !

FIN.





PIÈCES JUSTIFICATIVES.



PIÈCE A.

..... *Chez la célèbre Marion de Lorme.* — Page 58 du premier volume.

M. le baron Denon, mort en 1826 et si justement regretté par ses nombreux amis, attestait avoir vu Marion de Lorme, et racontait volontiers à ce sujet une histoire fort singulière et qui supposerait un exemple de longévité presque surnaturelle. Nous n'entendons pas garantir l'authenticité de cette anecdote que nous consignons cependant ici. Plusieurs de nos lecteurs se souviendront sans doute que l'aimable vieillard donnait les détails suivans avec beaucoup de charme et un grand air de sincérité. Selon lui, « Marion de Lorme s'était retirée en Angleterre où elle fut aimée de Saint-Évremont, du duc de Buckingham et de plusieurs autres. Déjà avancée en âge, elle revint à Paris, fut arrêtée en route par une bande de voleurs dont le chef devint amoureux d'elle et l'épousa. Devenue veuve, elle chercha un asile à Paris auprès de son ancienne amie Ninon de Lenclos ; mais celle-ci vint à mourir le jour même où Marion de Lorme devait s'établir dans sa maison. Il restait alors peu de fortune à Marion de Lorme,

» elle se retira dans une maison de la place Royal
 » avec une servante qui un jour la vola et disparut.
 » Seule et sans ressources, et déjà parvenue à une grande
 » vieillesse, Marion de Lorme se fit alors porter à
 » l'Hôtel-Dieu où elle vécut encore pendant trente ans.
 » C'est là que M. Denon prétend l'avoir vue. Selon lui
 » elle conservait à peine figure humaine. Elle semblait
 » privée de tout sentiment, et ne répondait par aucun
 » signe aux questions qui lui étaient faites sur son état
 » présent ou sur les événements récents. Mais on apercevait
 » encore sur son visage des signes d'émotion
 » lorsqu'en s'approchant d'elle et en élevant la voix
 » prononçait les noms de Cinq-Mars et du cardinal de
 » Richelieu. »

Nous n'avons fait aucune recherche sur les circonstances de cette aventure. Nous trouvons cependant dans des Mémoires dignes de foi que les registres de la paroisse de Saint-Paul, sous la date de l'année 1741, contiennent l'extrait mortuaire d'une femme nommée Marion et âgée de cent trente-cinq ans.

PIÈCE B.

.... Ils reçurent la mort avec de grandes marques de résignation et de piété. — Page 93 du premier volume.

Particularités remarquées en la mort de MM. de Cinq-Mars et de Thou, à Lyon, le vendredi 12 septembre 1642.

La semaine passée nous fûmes ici spectateurs du der-

un si acte d'une étrange tragédie ; nous vîmes mourir en public deux personnes qui devaient vivre plus long-temps, si leur crime ne les eût précipitées dans un malheur qu'elles n'ont pu éviter. Nous avons vu le faucon du plus grand et du plus juste des rois, laisser sa crête sur l'échafaud en l'âge de vingt-deux ans, avec une constance qui trouvera à peine sa pareille dans toutes les histoires ; nous avons vu un conseiller d'État mourir comme un saint, après un crime que les hommes ne peuvent pardonner avec justice. Il n'y a personne au monde qui, sachant leurs conspirations contre l'État, ne juge dignes de mort, et il y aura peu de gens qui, ayant connaissance de leur condition et belles qualités naturelles, ne plaignent leur malheur. Voici une relation très-fidèle et sans fard de leurs dernières paroles et actions, que j'ai tirées toutes de ceux qui les ont vus et ouïs, ayant moi-même été témoin oculaire et de fort près des principales. On peut, sans faire tort à la justice, détester leur crime et louer leur pénitence.

Le vendredi 12 septembre 1642, M. le chancelier entra dans le palais présidial de Lyon sur les sept heures du matin, accompagné de MM. les commissaires, députés par le Roi au nombre de quatorze ; savoir : M. le chancelier, M. le président du parlement de Grenoble, avec un autre président du même parlement, quatre conseillers d'Etat, un maître des requêtes, six conseillers dudit parlement de Dauphiné. Comme ils furent dans la chambre du conseil, le chevalier du guet fut envoyé avec sa compagnie au château de Pierre-Encise, pour faire venir M. de Cinq-Mars, lequel fut amené au palais en carrosse de louage sur les huit heures. Il

demanda : « Où sommes-nous ? » On lui dit qu'il était à palais ; de quoi il se contenta , et monta avec beaucoup de résolution. Il fut appelé dans la chambre du conseil devant les juges où il demeura environ une heure. En étant sorti , il témoigna quelque agitation d'esprit , regardant d'un côté et d'autre , et saluant tous ceux qu'il rencontrait à son passage. Le lieutenant des gardes-du-corps qui avait la charge de sa personne , l'ayant prié de ne point sortir de la grande salle où ils s'arrêtèrent , il dit : « Eh bien ! il y faut donc demeurer . » Il s'y promena quelque temps à grands pas , soupirant quelquefois , et levant les yeux en haut. Environ les neuf heures , M. le châtelier envoya le chevalier du guet quérir M. de Thau au même château de Pierre-Encise. Étant arrivé , il demanda un peu de vin , et puis entra dans la chambre et étant interrogé s'il avait su la conspiration de M. d'Étigny , il répondit en ce sens : « Messieurs , je vous puis dire absolument que je l'aie sué , et il n'est pas en votre pouvoir de me convaincre de faux , puisque je n'en ai pas ni écrit à homme du monde. M. de Cinq-Mars seul peut témoigner ; or M. de Cinq-Mars étant accusé et complice , ne peut pas être un bon témoin ; il en faut deux irréprochables pour condamner un homme ; pourtant , Messieurs , je l'avoue et le confesse , que j'ai été à cette conspiration ; je me rends coupable , et ce pour deux raisons : la première est que durant les trois mois de ma prison , j'ai étudié la mort , et ai considéré de près la vie , et j'ai connu trop clairement que de quelque vie dont je puisse jouir en ce monde , elle sera toujours malheureuse ; le visage de la mort m'a semblé plus beau ; je l'ai trouvé plus avantageux , et l'ai embrassé . »

comme une grande preuve de ma prédestination, et j'ai cru que Dieu me faisant tant de grâces, j'aurais peut-être quelque jour regret d'avoir laissé échapper une si belle occasion, de laquelle je me veux servir pour mon salut. La seconde raison qui me porte à me vouloir condamner, c'est que si l'on considère mon crime d'un certain biais, il ne paraîtra ni si étrange ni si noir comme il le semble d'abord : il est vrai, j'ai su cette conspiration, mais j'ai fait tout ce que j'ai pu pour dissuader M. de Cinq-Mars; il m'a cru son ami fidèle, et peut-être unique; il m'a tout confié; je ne l'ai pas voulu trahir, et pour cela je mérite la mort, je me condamne moi-même. »

Une heure après, M. de Laubardemont, qui était rapporteur, et M. Robert de Saint-Germain sortirent pour disposer les prisonniers à la lecture de leur arrêt, et les résoudre à la mort; ce qu'ils firent, les exhortant de rappeler toutes les forces de leur esprit, pour témoigner de la résolution dans une occasion qui étonne les plus constants; à cette nouvelle, ils témoignèrent un courage extraordinaire, avouant eux-mêmes que véritablement ils méritaient la mort. Ici M. de Thou dit à M. de Cinq-Mars en souriant : « Eh bien ! Monsieur, humainement je pourrais me plaindre de vous, vous m'avez accusé, vous me faites mourir, mais Dieu sait comment je vous en aime; mourons, Monsieur, mourons courageusement, et gagnons le paradis. » Ils s'embrassèrent tous deux d'une grande tendresse, s'entredisant que puisqu'ils avaient été si bons amis durant leur vie, ce leur serait une grande consolation de mourir ensemble. Et s'étant mis à genoux, tête nue, l'arrêt leur fut pro-

noncé en ces mots : « Le, etc., etc., lesdits d'Efiat de Thou sont atteints et convaincus du crime de lèse-majesté ; savoir : le dit d'Efiat pour les conspirations et entreprises, ligues et traités, faits par le avec les étrangers, contre l'Etat ; et le dit de Thou pour avoir eu connaissance et participation desdites conspirations ; pour réparation desquels crimes privés de tous états, honneurs et dignités, et condamnés d'avoir la tête tranchée sur un échafaud qui, pour cet effet, sera dressé en la place des Tuilleries en cette ville. Tous leurs biens confisqués au Etat et le dit d'Efiat, avant l'exécution, sera appliquée la question ordinaire et extraordinaire, pour avoir une ample révélation de ses complices. »

Après la prononciation de l'arrêt, M. de Thou dit de grand sentiment : « Dieu soit bénî ! Dieu soit loué ! » ensuite plusieurs belles paroles d'une ferveur incroyable qui lui dura jusqu'à la mort. M. de Cinq-Mars, après lecture de l'arrêt, dit : « La mort ne m'étonne pas ; mais faut avouer que l'infamie de cette question choque profondément mon esprit. Oui, Messieurs, je trouve cette question tout-à-fait extraordinaire à un homme de ma condition et de mon âge. Je crois que les lois m'en dispensent, au moins je l'ai ouï dire ; la mort ne me fait point de peur, mais, Messieurs, j'avoue ma faiblesse, j'ai la peine à digérer cette question. » Ils demandèrent à M. de Cinq-Mars un confesseur. Ils prirent congé de leurs gardes qui avaient tous les larmes aux yeux ; M. de Cinq-Mars les remercia, et leur dit : « Mes amis, ne pleurez point, les larmes sont inutiles ; priez Dieu pour moi, et assurez-vous que la mort ne me fit jamais peur. » M. de Thou

embrassa tous ; ils sortirent du palais les yeux baignés de larmes, se couvrant le visage de leurs manteaux, après quoi les condamnés allèrent embrasser M. Thomé, et lui firent compliment.

Quand M. de Cinq-Mars vit son confesseur, il lui dit : « Mon père, on veut me donner la question, j'ai bien de la peine à m'y résoudre. » Le père le consola et fortifia le mieux qu'il put ; et comme M. de Laubardemont et le greffier le vinrent prendre pour le mener dans la chambre de la gêne, il se rassura, et passant près de M. de Thou, il lui dit : « Monsieur, nous sommes tous deux condamnés à mourir ; mais je suis bien plus malheureux que vous, car, outre la mort, je suis encore condamné à la question ordinaire et extraordinaire. »

En entrant dans la chambre de la gêne, il dit : « Mon Dieu ! où me menez-vous ? » Et puis : « Ah ! qu'il sent mauvais ici ! » Il y fut environ une demi-heure, puis on le ramena sans avoir été tiré, d'autant que, par le *retentum* de l'arrêt, il avait été dit qu'il serait seulement présenté à la question. M. de Thou vint lui parler, et l'exhorta à mourir courageusement ; il lui repartit qu'il n'avait jamais appréhendé la mort, et que, quelque mine qu'il eût fait depuis sa prison, il avait toujours bien cru qu'il n'en échapperait jamais. Ils demeurèrent ensemble un quart-d'heure, pendant lequel ils s'embrassèrent deux ou trois fois, et se demandèrent pardon l'un l'autre avec toutes les démonstrations d'une amitié très-parfaite. Leur conférence finit par ces mots de M. de Cinq-Mars : « Il est temps de mettre ordre à notre salut. » Quittant M. de Thou, il demanda une chambre à part pour se confesser ; il fit une confession générale de toute sa vie avec une grande repentance de ses péchés.

Il pria son confesseur de témoigner au Roi, à M. le Cardinal, les regrets qu'il avait de sa faute, et combien en demandait humblement pardon. Comme il n'avait rien pris depuis vingt-quatre heures, il se fit apporter du pain et du vin. Il témoigna au père que rien ne l'avait tant étonné que de se voir abandonné de tous ses amis, ce qu'il n'aurait jamais cru ; et lui dit que depuis qu'il avait eu l'honneur des bonnes grâces du Roi, il avait toujours tâché de se faire des amis, et qu'il s'était persuadé d'y avoir réussi ; mais qu'il connaissait bien qu'on ne s'y devait pas fier, et que toutes les amitiés à cour n'étaient que dissimulation. Le père lui cita ces vers d'Ovide :

*Donec eris felix, multos numerabis amicos ;
Tempora si fuerint nubila, solus eris.*

Il se les fit répéter deux ou trois fois, tant il les trouva de son gré, et les apprit par cœur. Il écrivit à la mère, de réchale sa mère, de vouloir bien payer quelques siennes dettes, et de faire dire quantité de messes pour le repos de son ame ; et finit ainsi : « Au reste, Madame, tant de pas que je vais faire, ce sont autant de pas qui me portent à la mort. »

Cependant M. de Thou était en la salle d'audience avec son confesseur, dans des transports divins, difficiles à exprimer. M. de Thou lui dit : « Mon père, je suis hors de peine ; nous sommes condamnés à mort, et vous venez pour me mener dans le ciel. Ah ! qu'il y a peu de distance de la vie à la mort ! Allons, mon père, allons à la mort ! allons au ciel ! allons à la vraie gloire ! » Le père-confesseur nous a fait part de leurs dernières con-

versations de la manière suivante : M. de Thou me dit : « Mon père, depuis qu'on m'a prononcé ma sentence, je suis plus content ; je n'ai aucune malveillance contre personne ; mes juges m'ont jugé en gens de bien et selon les lois. Dieu s'est voulu servir d'eux pour me mettre en son paradis, et m'a voulu prendre en ce temps, auquel, par sa bonté et miséricorde, je crois être bien disposé à la mort. Je ne puis rien de moi-même, cette constance et ce peu de courage que j'ai provient de la grâce. » Après, il se mit à faire des actes d'amour de Dieu. Il faut ici remarquer que pendant les trois mois que dura la prison, il s'était disposé à la mort par la fréquentation des sacremens ; il choisissait souvent certains versets de psaumes, et disait qu'il entendait beaucoup mieux, et pénétrait avec beaucoup plus de clarté, en cette sienne affliction qu'auparavant, les sentences de la Sainte-Ecriture.

Voyant venir M. de Laubardemont, qui avait été le rapporteur du procès, il l'embrassa et le remercia de son jugement, lui disant : *Vous m'avez jugé en homme de bien* ; et ce avec tant de tendresse, qu'il tira les larmes des yeux de tous les assistans, et même de son rapporteur qui pleurait à chaudes larmes. Un homme envoyé de la part de madame de Pontas, sa sœur, lui vint dire ses derniers adieux. M. de Thou, croyant que ce fut l'exécuteur de la justice, courut à lui, et l'embrassa en lui disant : « C'est toi qui me dois aujourd'hui envoyer dans le ciel ; » mais ayant été averti que c'était un homme envoyé de la part de sa sœur, il lui dit : « Mon ami, je te demande pardon ; il y a si longtemps que je ne t'ai vu, que je te méconnaissais. Dis à

de vanité en cela ? Mon Dieu , je proteste de divine majesté que de moi-même je ne puis ri toute ma force vient tellement de votre bon vous me délaissez je tomberai à chaque pas . » Il se confessa à moi .

Après la confession , il fut visité par M. Jean d'un couvent de Saint-François de Tarascon , assisté durant sa prison : ce père était venu à l d'un vœu que M. de Thou avait fait à Taras sa délivrance , qui était de fonder une chapelle vres de rente annuelle. Il donna ordre pour cette intention , voulant s'acquitter de son vœu , puisqu disait-il , le délivrait , non-seulement d'une n pierre , mais encore de la prison de son corps. judicieusement cette belle inscription , qu'il vo mise en la chapelle : *Votum in carcere , pro conceptum , carcere vitæ jamjam liberandus meri Confitebor tibi , Domine , quoniam exaudisti me , et mihi in salutem.* Il écrivit deux lettres qui furent ouvertes à M. le chancelier , et puis remises mains de son confesseur pour les faire tenir .

Carfois si l'heure de partir pour aller au supplice appro-
baît, et priait qu'on l'avertît quand l'exécuteur de la
justice serait là, afin de l'embrasser ; mais il ne le vit que
sur l'échafaud, sur les trois heures après midi.

Quatre compagnies de bourgeois de Lyon, faisant envi-
ron onze ou douze cents hommes, furent rangées au milieu
de la place des Terreaux, en sorte qu'elles renfermaient un
espace d'environ quatre-vingts pas de chaque côté, dans le-
quel on ne laissait entrer personne, sinon ceux qui étaient
nécessaires. Au milieu de cet espace fut dressé un écha-
faud dont le devant regardait vers la boucherie des Ter-
reaux, du côté de la Saône, contre lequel échafaud on
éessa une petite échelle du côté des dames de Saint-
eurre. Toutes les maisons de cette place, toutes les fe-
ures, murailles, toits, échafauds dressés, étaient chargés
de personnes de toutes conditions, âge et sexe. Environ
cinq heures du soir, les officiers prièrent le compa-
on du père Malavalet, confesseur de M. de Cinq-Mars,
le vouloir avertir qu'il était temps de partir. M. de
q-Mars, voyant le frère qui parlait à l'oreille de son
fesseur, jugea bien ce qu'il voulait. « On nous presse,
il, il s'en faut aller. » Pourtant un de ses officiers
tretint encore quelque temps. Le valet de chambre
l'avait servi depuis Montpellier lui demanda quelque
ompense de ses services : « Je n'ai plus rien, lui dit-
j'ai tout donné. » De-là il vint vers M. de Thou, en
salle de l'audience, disant : « Allons, Monsieur, al-
as, il est temps. » M. de Thou alors s'écria : *Lætatus
in his quæ dicta sunt mihi, in domum Domini ibi-
us.* Là-dessus ils s'embrassèrent, et puis sortirent.
de Cinq-Mars marchait le premier, tenant le père

Malavalet par la main jusque sur le perron, où il s'assea avec tant de bonne grâce et de douceur tout le peuple qu'il tira les larmes des yeux d'un chacun. Lui seul de meura ferme, et garda cette fermeté d'esprit tout le long du chemin, jusque-là que voyant son confesseur surpris d'un sentiment de tendresse à la vue des larmes de quelques personnes : « Qu'est-ce à dire ceci, mon père ? lui demanda-t-il, vous êtes plus sensible à mes intérêts que moi-même ?

Sur les degrés du palais, M. de Thou, voyant le carrosse qui les attendait, dit à M. de Cinq-Mars : « Quoi ! Monsieur, on nous mène en carrosse ! Vais-je comme cela en paradis ? Je m'attendais bien d'être arrêté et traîné sur un tombereau ; ces messieurs nous traitent avec grande civilité, de ne nous point lier et de nous mener en carrosse. » M. de Cinq-Mars était vêtu d'un bel habit de drap de Hollande, couvert de dentelle, large de deux doigts ; un chapeau noir retroussé à la talane, des bas de soie verts, et par-dessus un bas bleu avec la dentelle, un manteau d'écarlate. M. de Thou était vêtu d'un habit de deuil de drap d'Espagne, et d'un manteau court. Ils se mirent tous deux au fond du carrosse ; M. de Thou était à droite de M. de Cinq-Mars, deux jésuites à chaque portière, savoir, les deux confesseurs avec leurs frères ; il n'y avait personne devant le carrosse. L'exécuteur suivait à pied, qui était un porte-faix, qu'ils appellent à Lyon *gagne-dent*, qui jamais n'avait fait aucune exécution, sinon de dont la gêne, duquel il fallut se servir, parce que l'exécuteur de Lyon se trouvait avoir la jambe rompue. Dans le carrosse, ils récitaient avec leurs confesseurs les Litanies de Notre-Dame, le *Miserere*, et autres prières et oraisons.

culatoires, firent plusieurs actes de contrition et d'amour de Dieu, tinrent plusieurs discours sur l'éternité, sur la constance des martyrs et les tourmens qu'ils avaient soufferts; ils saluaient fort civilement, de temps en temps, le peuple qui remplissait les rues. M. de Thou dit encore une fois à M. de Cinq-Mars, avec humilité : « Monsieur, je vous demande très-humblement par don, si j'ai été assez malheureux de vous offenser en quoi que ce soit. — Hélas ! Monsieur, c'est moi, répondit M. de Cinq-Mars, qui vous ai offensé; je vous demande pardon; » et ils s'embrassèrent tendrement.

Quelque temps après, M. de Thou dit à M. de Cinq-Mars : « Monsieur, il me semble que vous devez avoir plus de regrets de mourir que non pas moi; vous êtes plus jeune, vous êtes plus grand dans le monde; vous aviez de plus grandes espérances, vous étiez le favori d'un grand roi; mais je vous assure cependant, Monsieur, que vous ne devez pas regretter tout cela, qui n'est que du vent, car assurément nous nous allions perdre, nous nous fussions damnés, et Dieu nous veut servir. Je tiens notre mort pour une marque infaillible de notre prédestination, par laquelle nous avons mille fois plus d'obligation à Dieu, que s'il nous avait donné tous les biens du monde. Nous ne le saurions jamais assez remercier. » Ces paroles émurent M. de Cinq-Mars jusqu'aux larmes. Après il continua : « Mon cher ami, qu'avons-nous fait de si agréable à Dieu durant notre vie, qui l'ait obligé à nous faire cette grâce de mourir ensemble, de mourir comme son fils, d'effacer tous nos péchés par un peu d'infamie, de conquérir le ciel par un peu de honte? Cela n'est-il pas vrai que nous n'avons rien fait pour lui?

Fondons nos cœurs, épuisons nos forces en actions de grâce. Recevons la mort avec toutes les affections de nos ames. »

M. de Cinq-Mars répondait à tout ceci par des actes de foi, de contrition, d'amour de Dieu, de résignation et autres. Ils demandaient de temps en temps s'ils étaient encore bien loin de l'échafaud; sur quoi le père Maubavent prit occasion de demander à M. de Cinq-Mars si ne craignait pas la mort: « Point du tout, mon père, répondit-il, et c'est ce qui me donne de l'appréhension à voir que je n'en ai point. Hélas! je ne crains que mes péchés. » Cette crainte l'avait fortement touché depuis confession générale. « Mon père, dit-il, comment puis-meriter par cette mort qui n'est pas à mon choix, car c'était au choix des martyrs de ne pas mourir? » Le père ayant répondu qu'il la pouvait rendre méritoire en l'acceptant volontairement, et offrant à Dieu par amour de supplice infâme, celui des martyrs étant honorable, il offrit à Dieu son supplice tant de fois par le chemin que son confesseur n'en marqua pas le nombre. Comme il approchait de la place des Terreaux, le père Maubavent avertit M. de Thou de se souvenir sur l'échafaud de gagner l'indulgence plénière par le moyen d'une médaille qu'il lui avait donnée, disant trois fois Jésus. Le M. de Cinq-Mars, entendant ceci, dit à M. de Thou: « Monsieur, puisque je dois mourir le premier, donnez votre médaille pour la joindre aux miennes, afin que j'm'en serve le premier, et puis on vous la conservera. »

Ensuite, ils contestèrent à qui mourrait le premier. M. de Cinq-Mars nous disait que c'était à lui comme étant le plus coupable et le premier jugé; ajoutant que ce sera

le faire mourir deux fois, s'il mourait le dernier. M. de Thou demandant ce droit comme plus âgé, le père Malalet prit la parole et dit à M. de Thou : « Il est vrai, Monsieur, vous êtes le plus vieux et vous devez être aussi le plus généreux. » Ce que M. de Cinq-Mars ayant confirmé : « Bien, Monsieur, repartit M. de Thou ; vous voulez m'ouvrir le chemin à la gloire ! — Ah ! dit M. de Cinq-Mars, je vous ai ouvert le précipice, mais précipitons-nous dans la mort, afin de surgir à la vie éternelle ! » Etant approché de l'échafaud et M. de Thou l'ayant aperçu, il étendit ses bras et frappa ses mains l'une contre l'autre, d'une action vive et d'un visage joyeux, et dit à M. de Cinq-Mars : « C'est d'ici que nous devons aller en paradis ; » et se tournant à son confesseur : « Mon père, est-il bien possible qu'une créature si chétive comme moi, doive aujourd'hui prendre possession d'une éternité bienheureuse ? » Le carrosse s'arrêta au pied de l'échafaud ; M. de Cinq-Mars dit adieu à M. de Thou d'une grande affection, disant qu'ils se reverraient bientôt dans l'autre monde, où ils seraient éternellement unis avec Dieu. Il descendit du carrosse et parut la tête levée, d'un visage gai ; un archer de prévôt s'étant présenté à lui pour prendre son manteau disant qu'il y avait droit, le confesseur l'en empêcha et demanda au sieur prévôt s'il leur appartenait ; lui ayant été répondu que non, le père dit à M. de Cinq-Mars qu'il disposât de son manteau comme il lui plairait : lors il le donna au jésuite qui accompagnait son confesseur, disant qu'il le donnait pour faire prier Dieu pour lui.

Ici, après les trois sons de trompette ordinaires, Palerne, greffier criminel de Lyon, à cheval près de l'échafaud, lut

leur arrêt, que ni l'un ni l'autre n'écouterent, pendant quoi on abattit le mantelet du carrosse qui regardait l'échafaud, afin d'en ôter la vue à M. de Thou, qui meura dans le carrosse avec son confesseur et son compagnon. M. de Cinq-Mars, ayant salué ceux qui étaient près de l'échafaud, se couvrit et monta gaiement à l'échelle; à second échelon, un archer s'avança à cheval et lui ôta derrière son chapeau; lui, s'arrêta tout court, et se tourna, dit : « Hé, laissez-moi mon chapeau. » Le prévôt se fit contre son archer qui remit le chapeau, puis il acheta de monter fort courageusement; il fit un tour sur l'échafaud, comme s'il eût fait une démarche de bonne grâce sur un théâtre; puis il s'arrêta et salua d'un visage riant, considéra toute cette grande assemblée, fit deux ou trois belles démarches. Son confesseur étant monté, il le salua, lui présenta la main; ils s'embrassèrent. Le confesseur l'exhorta d'une voix basse de produire quelques actes d'amour de Dieu, ce qu'il fit d'une grande ardeur, parlant bas, tenant son bras gauche sur l'épaule de son confesseur; il prit un crucifix, le bâisa avec ardeur aux pieds et le rendit; de-là, il se mit à genoux aux pieds de son confesseur qui lui donna la dernière absolution. Il se leva et s'alla mettre à genoux sur le bloc demanda : « Est-ce ici, mon père, où il me faudra mettre ? » Et comme il sut que c'était là, il essaya son col, l'apuyant sur le poteau; puis s'étant levé il demanda : « Il fallait ôter son pourpoint, et comme on lui eut dit oui, il se mit en devoir de se déshabiller, et dit : « Mon père, je vous prie, aidez-moi. » Lors le père et son compagnon l'aiderent; il s'approcha du poteau avec aigresse et tout de bout, essaya par deux fois si son

irait bien sur le poteau ; puis s'étant un peu éloigné, il prit le crucifix, le baissa aux pieds de nouveau, et étendant ses bras, il s'alla jeter à genoux sur le bloc, embrassa le poteau, mit son col dessus, leva les yeux au ciel et demanda au confesseur : « Mon père, serai-je bien ici ? » S'étant levé, l'exécuteur s'approcha avec des ciseaux que M. de Cinq-Mars lui ôta des mains, ne voulant pas qu'il le touchât ; il les présenta au père, disant : « Mon père, je vous prie, rendez-moi ce dernier service, coupez mes cheveux. »

Pendant ce temps, il regardait doucement ceux qui étaient proche de l'échafaud, et dit au père : « Coupez les moi bien près, je vous prie ; » puis élevant les yeux vers le ciel, il dit : « Ah mon Dieu, qu'est-ce de ce monde ! » Après qu'ils furent coupés, il porta les deux mains à sa tête pour accommoder ceux qui restaient. Le bourreau s'étant avancé presqu'à côté de lui, il lui fit signe de la main qu'il se retirât ; il fit de même deux ou trois fois, il prit encore le crucifix, le baissa, puis l'ayant rendu, il s'agenouilla derechef devant le poteau qu'il embrassa, et voyant en bas devant lui un homme qui était à M. le grand-maître, il le salua et lui dit : « Je vous prie d'assurer M. de La Meilleraye que je suis son très-humble serviteur ; » puis il s'arrêta un peu et continua : « Dites-lui que je lui demande de faire prier Dieu pour moi » ; puis lui-même ayant ouvert sa poitrine, joignit les mains sur le poteau et dit avec un grand sentiment ces paroles : « Mon Dieu, je vous consacre ma vie, et vous offre mon supplice en satisfaction de tous mes péchés ; si j'avais à vivre plus long-temps, je serais tout autre que j'ai été ; mais mon Dieu, puisqu'il vous plaît que je meure, je vous offre ma mort et mon sang, pour l'expiation de mes fautes.

et de tout mon cœur. » A ces mots on lui présenta le crucifix qu'il baisa; il demanda ses médailles, et dit trois fois: *O Jésus!* Après il les remit, et se tournant hardiment vers l'exécuteur qui était là debout, il dit: « Que fais-tu là? qu'attends-tu? » Son confesseur s'étant déjà retiré sur l'échelle, il le rappela disant: « Mon père, venez m'aider à prier Dieu. » Il se rapprocha et s'agenouilla près de lui, récita le *salve regina* d'une voix intelligible, pesant sur toutes les belles paroles et particulièrement sur ces mots, et *Iesum benedictum fractum ventris tui nobis post hoc exilium ostende*, et le reste. Il se baissait et levait les yeux au ciel avec une dévotion et une façon toute ravissante, après quoi son confesseur priant de sa part ceux qui étaient présens de dire pour lui un *Pater* et un *Ave Maria*, il lui dit ces belles paroles: *Maria mater gratiæ, mater misericordiæ, tu nos ab hoste protege, et hora mortis suscipe*, et ensuite: *In manus tuas, Domine*; pendant quoi l'exécuteur s'approcha. Enfin, ayant levé d'une grande résolution les yeux au ciel, il dit: « Allons, il faut mourir, mon père, ay pitié de moi! » Puis d'une constance incroyable, sans être bandé, posa son col sur le poteau qu'il embrassa fermement, ferma les yeux et la bouche, et attendit le coup que l'exécuteur lui vint donner assez lentement et pesamment. En le recevant, il poussa une voix forte comme *ha!* qui fut étouffée dans son sang; il leva les deux genoux de dessus le bloc comme pour se lever et retomba. Après quoi, l'exécuteur jeta la tête sur l'échafaud, que de-là bondit à terre, où l'on remarqua qu'elle palpa assez long-temps, les yeux ouverts. Son corps fut couvert d'un drap.

M. de Cinq-Mars étant mort, on leva la portière d'où M. de Thou sortit d'un visage riant, lequel ayant salué fort civilement ceux qui étaient là auprès, monta assez vite sur l'échafaud, tenant son manteau plié sur le bras, courut vers l'exécuteur qu'il embrassa, disant : « Ah! mon frère, mon cher ami, que je t'aime, puisque tu me dois aujourd'hui causer un bonheur éternel! tu me dois mettre en paradis! » Puis se tournant sur l'échafaud, il se découvrit, salua le monde, et jeta son chapeau derrière soi; de-là, se tournant vers son confesseur, dit d'une grande ardeur : « Mon père, *spectaculum facti sumus mundo et angelis et omnibus*; » et ensuite : « Montrrez-moi le chemin que je dois tenir pour aller au ciel. » Le père répondit par quelques paroles de dévotion qu'il écouta fort attentivement; puis ayant encore quelque chose à dire touchant sa conscience, il le déclara, en reçut l'absolution, s'inclinant jusqu'à terre; il ôta ensuite son pourpoint, se mit à genoux, et commença le psaume 113 qu'il récita par cœur ainsi que beaucoup d'autres, en les paraphrasant en français avec une ferveur indicible qui paraissait, sur son visage, mêlée d'une sainte joie; ensuite, il dit ces propres paroles : « Que ceux qui m'ont amené ici m'ont fait une grande joie! ah! qu'ils m'ont fait de bien, puisqu'ils m'ont tiré de ce monde pour me loger dans le ciel! » Ici, son confesseur lui dit qu'il fallait tout oublier et n'avoir aucun ressentiment contre eux. A ces paroles, il se tourna vers le père, et d'une vive action : « Quoi! mon père, dit-il, des ressentimens! Dieu m'est témoin que je les aime de tout mon cœur; il n'y a dans mon ame aucune aversion contre qui que ce soit au monde. » Etendant ses deux bras et

Thou a été embaumé et mis dans un cercueil de plomb pour être transporté dans sa sépulture. Quelque écrivain du temps fit ces vers ensuite de leur mort :

*Morte dispere causa
Fit reus ille tacens, fit reus ille loquens.
Morte pari moriere duo, sed perdidit unum,
Fractæ fidei socium perdidit arcta fides.*

PIÈCE C.

Bien qu'il n'y eût en effet aucun rapport d'intérêt entre les membres des deux Chambres d'Angleterre et magistrats des compagnies souveraines de France,
— Page 185 du premier volume.

Le principe des troubles était, dans les deux royaumes, la volonté de limiter l'autorité royale. Mais les excès de la révolution d'Angleterre inspirèrent en France un grand effroi, et contribuèrent à modérer le mouvement des peuples. Dans les délibérations du parlement de Paris nous entendrons rarement rappeler les événemens qui passaient alors à Londres. Parmi le grand nombre de pamphlets imprimés à Paris de 1648 à 1653, il se trouve cependant quelques-uns qui y font allusion. Ceux que nous donnons ici font bien connaître l'état de l'opinion en France sur ce sujet.

Dialogue, ou Entretien de deux cavaliers, l'un François, l'autre Anglois, touchant les affaires de France et d'Angleterre.

« *Le François.* Vous estes bien aise, messieurs les Ad-

zglois, de voir vostre guerre ciuileacheuée, lorsque la
nostre commence.

» *L'Anglois.* Nous sommes au contraire bien tristes de
l'estrange catastrophe qui est suruenuë depuis peu dans
nostre royaume. Et si la guerre ciuile, comme vous
dites, s'est allumée dans le vostre, nous ne sommes pas si
peu charitables d'en tirer nostre consolation.

» *Le François.* Quelle estrange catastrophe est arriuée
en vostre royaume qui vous rend si tristes?

» *L'Anglois.* Que pleust à Dieu que ceux qui ont voulu
mettre dans l'esprit de nostre Roy, qu'il se rendist ab-
solu comme celuy de France, fussent exterminez il y a
vingt ans, ou n'eussent iamais esté au monde.

» *Le François.* C'estoit un genereux dessein, et digne
du cœur dvn Roy de vouloir se rendre le maistre, et ne
dependre de personne.

» *L'Anglois.* Il est vray que les Roys ne reconnoissent
que Dieu seul au dessus d'eux : mais nous ne separons
pas d'avec Dieu la loy et le salut du peuple, que nous
mettons pardessus tout ; *salus populi*, disons nous, *su-
prema lex*.

» *Le François.* Je ne trouue rien à dire à cela : mais
pourtant i'ay tousiours creu, et suis encore dans la mesme
creance, que nos biens et nos vies sont au Roy.

» *L'Anglois.* Si cela estoit que vous eussiez receu vos
biens et vostre vie du Roy, ou qu'il en fust le possesseur
ou le maistre, et en peult disposer comme bon luy
semble, vostre guerre seroit très-injuste, et il n'y auroit
aucune difference entre vous autres et des esclaves, ou du
moins entre les François et les Turcs.

» *Le François.* Je ne scay point toutes les distinctions

de biens ou de chose, dont quelques-uns se servent disant que la propriété de nos biens et de nos vies appartient à la Couronne, et que la jurisdiction ou direction est à la Couronne. Tant y a que pour le service du Roy et le maintien de la Couronne, nous sommes toujours prêts de donner nos biens et nos vies quand il plaira à Sa Majesté nos commandes.

• *L'Anglois.* Pourquoi donc faites-vous la guerre? Il n'y a pas de mal à faire la guerre, ou se contentez nous d'une partie de vos biens.

• *Le François.* Nous avons pris les armes contre le tyran, contre un ministre étranger, lequel après s'est emparé de l'autorité royale, après avoir dissipé tous les biens du royaume, et enlevé depuis peu la personne chérie de notre Ruy, nous venons faire perir de mal la France.

• *L'Anglois.* Quel diable de ministre d'Estat! Il lisonne en l'Ecriture l'histoire de Joseph. Il fut ministre d'Estat en Egypte, c'étoit l'ange tutélaire de Pharaon, il gérandoit son royaume de la famine. Mais cettuy cy va faire périr la France ou par la guerre ou par la faim.

• *Le François.* Avez-vous lu dans l'Ecriture qu'Joseph enrichit ses neveux et nièces?

• *L'Anglois.* Non, mais seulement qu'il renvoya ses frères chargés de blé pour la proision de leurs maisons.

• *Le François.* Et moy je vous dis que le nostre Ruy fait venir du bout du monde pour les revestir des dépouilles, et engrasser du sang du peuple.

• *L'Anglois.* Certes, les ministres d'Estat ont bien fait du mal dans le monde, mais il n'est point de royaume qui en ait receu plus de dommage que celuy d'Angleterre.

» *Le François.* Il faudroit donc que celuy de France eust iamais esté mangé de cette vermine qui l'a rongé jusques aux os.

» *L'Anglois.* Vostre Estat subsiste, et le nostre est renversé. Vous auez un Roy, et nous n'en auons point.

» *Le François.* Quoy! vous n'auez point de Roy?

Quoy! auriez-vous esté si malheureux de plonger vos mains sacrileges dans le sang de vostre Prince?

» *L'Anglois.* Hélas! n'accusez pas tous les Anglois en general. Ce ne sont point de veritables Anglois, mais des monstres sortis de l'enfer, qui ont souillé nostre pays par cet infame parricide.

» *Le François.* C'est pourtant par arrest de vostre Parlement, qui est composé de tous les Estats du royaume, que ce bon Prince a esté condamné, et a perdu la vie.

» *L'Anglois.* C'ont esté plustost des rebelles et des perfides qui ont violé les loix de la nature et de l'Estat. Ce sont quelques meschans coquins, ramassez en vn corps d'armée, qui ont commis cet attentat, et ruiné de fond en comble le plus florissant royaume qui fust au monde.

» *Le François.* Voila qui est estrange, et qui ne s'est iamais veu, ny mesme ie croy leu dans les histoires, que des sujets ayent fait mourir leur Roy.

» *L'Anglois.* Non, horsmis dans la nostre. Car nous sommes si malheureux d'auoir fait mourir autresfois le plus victorieux de nos Roys.

» *Le François.* Quel?

» *L'Anglois.* Nostre vaillant Richard, qui s'estoit trouué en neuf batailles rangées, qu'il gagna toutes contre les François. Ce grand Prince, tout victorieux

qu'il estoit, receut vn plus cruel traictement de ses jets que les plus infames tyrans n'ont jamais receu de leurs ennemis.

» *Le François.* Comment?

» *L'Anglois.* Pour auoir voulu continuer, aprés la paix faite avec la France, de leuer les taxes qui leuoient pendant la guerre, et pour auoir fait trancher la teste à vn de ses sujets, le duc de Sommerset, qui auoit porté la parole au nom de toute l'Angleterre, qui se deportast d'exiger les taxes. Ces phrenetiques se siren de la personne sacrée de leur Roy, le traissen par les neiges, et apres le massacrerent malheureusement.

» *Le François.* Parbleu, ie ne voudrois point le Roy d'Angleterre à ce prix là.

» *L'Anglois.* Vous en auez aussi massacré ou assassinez quelques-vns des vostres, mesme des plus grands et plus cheris du peuple.

» *Le François.* Ce n'est pas de mesme. Vn traître auillac, sorty de l'enfer, a proditoirement frappé Henri-Grand; toute la France en a isté des larmes de ses. Ce monstre a esté deschiré en pieces, et, apres vn supplice cruel et infame, a perdu la vie par la main du bourreau. Mais vous, faisant mourir vos Roys, ne soustenez vostre procedure estre iuste, et ne faites aucune difference entre vn Roy que vous croyez vous avoir offensé et vn criminel.

» *L'Anglois.* Nos loix sont tres-rigoureuses, et peu estre trop. Mais quoy, quelque mauuaises qu'elles puissent estre, neantmoins elles valent mieux q'hservées q' les meilleures qui ne sont point gardées.

» *Le François.* Je n'entends rien à vostre politique,

• *L'Anglois.* Ny à moy non plus.

• *Le François.* Comment donc a-t-on fait mourir le
vostre ?

• *L'Anglois.* Par la plus grande injustice qui se soit
jamais faite dans le monde.

• *Le François.* Je voudrois qu'il me coustast quel-
que chose de bon, et que le peusse voir ou lire son
procès.

• *L'Anglois.* Vous n'y auriez autre satisfaction que d'y
reconnostre des faussetez et des calomnies.

• *Le François.* Mais de quoy l'a-t-on accusé ?

• *L'Anglois.* S'il n'eust pas esté si malheureux de
tomber entre les mains de ses ennemis, où d'estre liuré à
eux par ceux qui l'ont trahi, jamais on ne se fust avisé de
luy imposer des choses qui ne sont jamais tombées dans
sa pensée.

• *Le François.* Quelles sont, de gracie, ces choses ?

• *L'Anglois.* I'ay horreur de vous reciter ces calom-
nies, et il n'est pas qu'e vous n'en ayez ouï parler, car on
debita en vostre royaume ce qui s'est fait et passé dans
le nostre.

• *Le François.* I'ai ouï barbouiller quelque chose de
cela ; mais ie n'estimois pas que, quand mesme tout ce
que l'on disoit fust vray, ce que ie ne croy pas, cela fust
suffisant de faire la moindre peur à vn Roy.

• *L'Anglois.* Je suis tres-aise que vous ayez appris d'vne
autre bouche que de la mienne les crimes, ou plutost
les calomnies que nos ennemis ont inuentées contre le
meilleur et le plus parfait de tous les roys.

» *Le François.* On l'accusoit d'auoir fait empoisonné son pere, le roy Iacques.

» *L'Anglois.* Grand Dieu, quelle calomnie ! Vous souvenez-vous de leur preuve ou des tesmoins qui estoient alleguez.

» *Le François.* Non, il n'y auoit point autrement sinon que j'ouïs lire que le Roy n'auoit point voulu qu'on fist la recherche du duc et de la duchesse à Bouinkan, qui auoient mis vne emplastre sur la poitrine du Roy auant qu'il mourust, et que comme le Parlement voulut trauailler au procez, il fut congedié par le Roy.

» *L'Anglois.* Voyez par l'insuffisance des preuves l'enormité de la calomnie.

» *Le François.* I'estime la mesme chose des autres points de son accusation, à savoir du massacre des protestans fait en Irlande, de la prise de La Rochelle que le Roy auoit prise en sa protection, et de la guerre secrète en Escosse et en Angleterre, pour opprimer le peuple et exterminer le Parlement.

» *L'Anglois.* Faut-il que j'entende ces horribles blasphèmes, et que ie ne puisse venger mon Prince, mon Souuerain et mon cher Roy, par la vie de ceux qui les ont traitreusement vomis, et qui dans peu de iours seront contraints d'oster ces taches en declarant son innocence, s'ils n'attendent que les autres Roys de l'Europe les viennent lauer dedans leur sang !

» *Le François.* Tant y a que vous faites mourir tous ceux qui vous veulent faire la guerre, sans exception de personne. Que feriez-vous si vn estranger, ayant usurpé l'autorité royale et dissipé l'Estat, vous vouloit faire

perir par le glaive et par la faim ? le pense que vous luy feriez bonne chere, mais elle ne seroit guere longue. C'est grand dommage que ceux qui veulent destruire la France n'aillettent entreprendre sur l'Angleterre.

» *L'Anglois.* C'est grand dommage voirement, et ie voudrois, pour le mal ou plustost pour le bien que ie veux à la France, que le Mazarin et les Mazarinistes s'y allassent frotter. »

» *La Conference de deux milords, s'en retournant en Angleterre, contre les meschants ministres et favoris.*

« Il semble qu'un mescontentement general des peuples contre les ministres d'Estat, soit la maladie laquelle donne des accez dangereux aux plus robustes parties des Estats qu'on a creu estre les plus sains et les plus affermis. Qu'est-ce que nous ne voyons point en nos iours ?

» *Cordial.* La cause de cette intemperie generale vient des esprits peruers qui se sont emparez de la faueur des princes, du pouuoir desquels ils se seruent, aux despens de leur honneur, de leur autorité, et avec danger de la perte de leur ame.

» *Entier.* La plus part des favoris du temps traittent les princes en medecin d'Alexandre, qui luy presenta un breuuage empoisonné.

» *Cordial.* Que fussent-ils tellement en execration que tout le monde leur courust sus ! Leurs maximes de Sathan n'en donnent-ils pas de iustes pretextes ?

» *Entier.* Il ne faut point d'arrests pour exciter les vertueux, et les chers compatriotes au deuoir, estant question de desassieger les princes oppressez, et tellement

estouffez qu'ils ne s'eauroient crier à l'aide, et qui n'ont
sont si mal-heureux que ceux qui gouuernent leurs con-
ciences sont deuenus muets, endormis et auengles; il
ne leur disent pas que les cris du peuple sont montés
jusqu'au ciel, à cause des extortions, cruautez et tyra-
nies que les meschants ministres exercent sous leur au-
thorité.

» *Cordial.* Ce n'est pas merueille qu'il se trouve des confesseurs qui absouvent les princes; mais c'est chose estrange d'en trouver qui peuvent absoudre ces gens-là.

» *Entier.* On pend, on roue ceux qui volent quelques personnes particulières sur les grands chemins, et pour quoy ne deliureroit-on pas les princes des mains des fous qui les derobent aux peuples?

» *Cordial.* Campo Basso fit perir le grandduc de Bourgongne aux pieds de ceux qui lui firent dire quelques mords de ses cheuaux valoient plus que tout leur Estat.

» *Entier.* En effect, il ne se trouve plus de Ioseph d'Egypte, ni d'Artaxerxes en Perse.

» *Cordial.* Comment entendez-vous cela?

» *Entier.* Ioseph estoit comme un ange tutelair de Pharaon: toute l'Egypte fleurissoit devant son ministere. Il ne faisoit pas comme les fauoris de nostre siecle qui volent leurs princes et leurs Estats pour enrichir toute leur parenté. Et quant à Artaxerxes, il fit choi du plus sage, c'estoit celuy qui soustint que la verité est plus forte que le vin, que la femme et que le Roi; c'est celuy-là qu'il met à son costé, c'est celuy-là qu'il embrasse, et qu'il baise dès l'instant qu'il le supplie de faire rebastir Ierusalen, et les autels du Dieu vivant.

» *Cordial.* Ce ne sont pas des nepveux ny des nieces

~~que~~ des pontifes cherchent iusques dans les extremitez et dans la boue de Rome pour en faire des sangsties des peuples.

» *Entier.* Je plains la condition des princes qui sont ainsi en prise de meschants ministres, qui n'ont point le honte de les faire passer dans l'opinion des peuples pour creatures sans yeux pour venir, sans oreilles pour entendre, sans bouche pour prononcer des benedictions, sans mains pour donner, bref sans cœur et sans compassion, qui font croire au peuple que c'est d'eux et de leur avenir, de leur ministere, de leur industrie et de leur peine qu'ils reçoivent des graces et des bien-faits, qu'on ne tire rien des princes que par violence, et que ce qui vient d'eux est comme la petite estincelle qui à force de frapper la pierre à feu contre le fer sort de ce corps dur et inflexible. Ces forgeurs de mensonges soutiennent qu'il se faut servir d'eux comme de sarbatanes pour parler aux oreilles des princes, qu'ils font croire estre sourdes.

» Et d'ailleurs ils font croire aux princes qu'il faut qu'ils imitent Dieu, qui voulut bien descendre sur le Mont Sinaï, et s'y faire entendre dans les flammes, les tonnerres, le son des trompettes, et les tremblemens de terre; mais qu'il ne parloit qu'à Moyse, et faisoit mesme retirer le peuple de la montagne. Les princes, disent-ils, ne doivent maistriser les esprits et les cœurs de leurs sujets, que par la crainte et par la violence. Parce qu'autrement les princes tomberoient dans le mespris des peuples; que la clémence n'est que la plus faible face de la médaille d'un prince, et qu'il n'appartient qu'aux hommes de cœur bas à se faire obeir par amour et par

douceur. Maximes damnables , qui irritent tellement le peuples , qu'ils sont à la fin meus à faire comme baqueroute au respect et à l'obeissance.

» *Cordial.* C'est lors qu'il n'y a pas de si délabré qui ne iette des fenestres de Rome son pissat sur la test de Vitelle.

» *Entier.* Quel spectacle de voir ce corps nud d'un pereur poussé dans les boues , et precipité dans le Tybre. Je ne m'estendray pas sur les piteux aspects d'un Ptolomée en croix , Boleslas en cuisine , Baiazeth en cage. Richard en prison , vn Childeric tondu en moine ; car n'est pas besoin de chercher des exemples dans l'antiquité , pour iuger du mal-heur des princes assiégés meschants ministres. Considerons la condition de quelques-vns du temps. Vous , Monsieur , qui avez veu le monde , que n'y auez-vous pas obserué ?

» *Cordial.* I'ai trouué que les fauoris sont par-tout et sont les princes infortunez.

» *Entier.* Quelles tyrannies ne se sont pas exercées en Espagne , mesme durant le regne de Philippe second. qui , dit-on , prioit Dieu quatre heures chaque iour et fut enfin meu à faire empoisonner la reine sa femme , à signer la mort de son fils , à l'expulsion des Mores , et à faire mourir aux Pays-Bas (durant le generalat de son grand tyran le duc d'Albe) plus de quarante vingt mille personnes , tant par le glaive , la roue , les flammes , que par autres supplices inhumains.

» Le duc de Lerme (qui estoit le grand ministre d'Etat du Roy Philippe troisieme) auoit tellement abusé de sa faveur , qu'il lui osta la faculté de faire Justice et de graces ; il luy auoit osté la plume de la main , afin qu'

ne signast plus. Sa signature , *Io el Rey*, estoit gravée en vn cachet que ce duc de Lerme auoit en sa disposition , de sorte que de sa volonté et non de celle du Roy son maistre dependoit le bien ou le malheur dvn chacun.

» Comment est-ce que le comte duc d'Oliuarez a mené le Roy Philippe quatrième ? Ne luy a-t-il pas fait perdre l'amour, le respect et l'obeissance de ses peuples, des royaumes , des Estats et des provinées ? entre lesquelles nous voyons de celles qu'il a esté constraint de declarer libres , et de n'y pouuoir iamais rien pretendre. Et si entre les fautes de ces meschants ministres, il y en a qui font herisser les cheueux en teste de tout homme d'honneur, qui reuere la personne sacrée du prince , comme aussi les loix diuines et humaines ordonnient qu'il faut auoir des sentimens respectueux , d'amour et de tenuresse pour eux en quelque part du monde qu'ils soient, vne que ie vous noteray vous semblera sans doute fort estrange ; qu'vn secretaire du Roy Philippe quatrième le meut à signer les lettres qu'il auoit faict escrire à ses vice-roys , generaux d'armées et ministres publics , lors du congediemement dudit comte duc d'Oliuarez , il y avoit ces mots formels : *D'oresnauant ie veux agir moy-mesme, c'est pourquoi vous aurez à vous adresser à moy.*

» *Cordial.* Quelle audace et quelle iniure atroce , que de faire dire à un Roy qu'il veut faire la fonction de sa charge ?

» *Entier.* Comment est-ce que Marie de Medecis , la feuë reine mere , a esté traitée de ses fauoris , ie ne dis pas seulement du marquis d'Ancre , mais de ceux qui la pousserent hors de l'Estat , encore qu'elle savoit le proverbe italien , *que mal couue la poule hors de son nid ?*

Vn monstre Chanteloue qui n'auoit pour but que la destruction generale de la France , l'arrache des mains du marquis de la Vieutille , qui (comme le sieur de Landes Payen et autres bons patriotes) tie luy parle que de se tenir en estat de bonne mere , de faire par les Roys ses alliez pour elle , plustost que d'enuoyer le exerceites pour ruiner l'Estat.

» Cette grande et véritablement généreuse princes fut par ce Chanteloue reduite à un tel poinct, qu'elle sentit à la fin contrainte de se ietter entre les mains d'*Faberoni*, Italien faiseur d'horoscopes , qui la fit passer et repasser les mers , et chercher à viure du pain des estrangers , et à respirer en terre estrange en vne petit maison de loutage , où elle trouva sa mort. Les princes qui sont en terre des images viues de Dieu , et qui se pour faire iustice , comme ils ne se doivent point de partir de leur gloire , ny se depouiller de leur charge. ils doivent estre soigneux que leurs peuples sachent voyent et sentent que les bien-faits viennent d'extremes ; que c'est Dieu et non pas les ministres qui meut leurs cœurs ; que ces cœurs de chair qu'ils ont, que c'est Dieu qui les a façonnez comme il les a esleus , et qui de chercheurs d'ânesses et de pastetirs de brebis fait des Roys et des prophetes , et de celuy qui luy demande s'apience fait le plus sage Roy du monde.

» Que la iustice laquelle se fait dans leur Empire ne se fait par or , ny argent , ny par faiseur des favors ; que c'est eux qui la font faire et non pas leurs ministres ; qu'il n'y en a point qui leur puisse attacher des tayes sur les yeux , qui leur puisse boucher les oreilles , ny fermer la bouche ny les mains ; que leurs levres sont promptes

pour benir leurs subiects et leurs mains à se serrer au fer pour leur defense, et à s'ouurir pour leur donner.

• C'est alors que les pretendans à la faveur deviendront sages, qu'ils cesseront de tramer le pernicieux diuorce et la jalouzie abominable entre les princes et les subiects ; c'est alors que les fauoris n'auront plus de pouvoir à faire passer les gens de bien et les sauans pour meschants et ignorants dans l'esprit des princes ; c'est alors que les princes auront des barricades et des armes à l'espreeve, des places imprenables et des bastions inaccessibles, paree qu'ils seront composez des coeurs de bons et fidelles subiects.

• *Cordial.* Y eust-il iamais vn prince plus aimé durant son règne et plus pleuré après sa mort que le Roy Henry quatrième (dit le Grand) ? Auoit-il de plus beaux fleurons sur son diademe que la iustice et la clemence ? Y a-t-il eu une princesse plus aymée, plus reuerée, plus crainte et mieux obeye de ses peuples que la reine Elisabeth d'Angleterre ? .

• *Raisonnement sur les affaires presentes, et leur comparaison avec celles d'Angleterre.*

• Il y a trois choses à remarquer dans vne querelle, le sujet, la decision, et l'issuë. L'on peche dans le sujet, lorsqu'on se picque trop legerement, et qu'on prend les choses du biais qu'on ne deuroit pas. L'on peche dans la decision par trop de presomption de ses forces, ou par sa mauuaise conduite : et l'issuë donne souuent de cuisants repentirs faute de l'auoir bien preueuë. Voyons lequel des

aux partys perdra dans ces trois circonstances la
juste querelle qui s'allume au cœur de cette

• il ne semble que les premiers du party de Sainct
Germain se trompent dans le sujet de la querelle, a-
tant que leurs ministres les trompent, voulant faire
seur dans leur esprit, pour une querelle d'honneur
querelle d'amour, et leur propre conservation per-
te l'autorité royale, comme si l'indigne trahison
tamees, et la liberté d'escrocher le peuple estoient
joyaux de la couronne, et que l'auguste blancheté
les envoient dans la plus noire pratique et le plus
bragardage qui se conçoit jamais. Messieurs de l'As-
semblé se pourroient bien aussi tromper dans le sujet
querelle, croyant qu'on en veut à leurs libertes et lib-
ertes. la où on n'en veut qu'à la bourse des pa-
français.

• Dans la decision de la querelle, le party de Sainct
Germain se pourroit bien encore tromper, par une
presumpcion de forces et de courage, parce que la
du party du Parlement estant générale, et que le
estant allumé au gros de l'arbre, il gagnera facile
les branches, qui sont d'autant plus combustibles
qu'elles ne sont couvertes que de feuilles, ie veux dire
paupières, que la crainte de se ruiner, ne les empêche
pas d'en venir aux extrémités. Ce qui se peut facile-
ment par la decision des affaires d'Angleterre, où le
n'a pas laissé de tomber, quoy qu'il eust de très-gr
avantages, que le party de Sainct Germain n'a pas

• La premiere chose que le roy d'Angleterre fit à
l'ouverture du Parlement, fust d'oster tous les imp-
ceux de Sainct Germain ne s'opiniastrent que pou

monter le nombre. Le roy d'Angleterre consentit à la mort du milord Strafford son premier ministre; ceux de Saint Germain ne veulent pas seulement consentir à la mort du cardinal Mazarin, tout chargé qu'il est de nos poüilles, et aussi criminel que le milord Strafford soit innocent. Ce prince auoit tout le clergé de l'eglise Anglicane de son party; ceux-cy ont si fort scandalisé l'eglise par leur sacrilege en l'enleuement de la personne de la reyne du Roy, et par leurs autres impietez, qu'ils obligent mesme les prelats à prendre les armes contre eux. Ce prince auoit le party catholique de son costé; ceux-cy ont pas seulement les religionnaires de France, tant leur rannie a esté generale. Toute la noblesse angloise s'est amolée pour son Roy, toute la noblesse françoise veut amoler vn veau d'or à la iustice des loix, et au ressessment des iniures qu'elle a reçeuës. Et pour tout dire, la cause du roy d'Angleterre estoit juste, et celle de Saint Germain est la plus iniuste qui fut jamais. Mais ce qu'il y a de plus conforme entre ces deux partis, est que le roy d'Angleterre a esté trahy par ses plus proches confidents, et que la reyne et les princes de Saint Germain sont trahis par le plus grand ennemy de l'Estat, en qui toutes-fois ils ont le plus de confiance.

Le roy d'Angleterre n'auroit pas pery avec tous ces aduantages, si le peuple de Londres n'eust secouru le Parlement dvn zele et dvn courage extraordinaire, et que ie n'apperçois point dans nos Parisiens, quoys qu'ils en ayent beaucoup plus de sujet et de besoin. L'on n'a pas si-tost persuadé à ce peuple, que l'on veut introduire la mode de France, pour vser de leurs termes, c'est à dire donner à des ministres insolens le pouuoir de tout

faire et de tout rauir, que voila toute la ville de Londres non pas dans les plaintes, mais dans les menaces; n'est pas le desespoir, où la misere porte les hommes qui les pousse dans cette extremité, puisque ce peuple joüissoit d'vne abondance et d'vne liberté parfaite: la seule crainte du mal et l'exemple de la France, dont il entendent les gemissemens, plus aigus que ceux de la mort qui les separe de nous, les porte à cette violente prævention. N'est-ce pas que la longueur de nos maux nous y endurcis, et qu'il nous est arriué comme à ces vieilliers, qu'on ne sçauoit faire sortir des galeres, à cause de l'habitude qu'ils y ont prise. Vne tyrannie de quarante ans ne nous anime pas, et la seule image de nos maux fait horreur au peuple de Londres. Le Parlement armé il emprisonne, il coupe des testes, et pour combler le malheur du party royaliste, les mauuaise confidents du Roy le font sortir de Londres, afin de rompre la chaîne qui l'vnissoit à son peuple, pour renuerset tout l'ordre et la felicité de l'Estat. Les bourgeois de leur cesté assistent le Parlement de tout leur pouuoir, ils gardent Westminster, qui est comme nostre palais, et les adorateurs de la ville, où les femmes mesme traauailient quelque legeres fortifications. Leur zèle ne tient pas seulement au fond du cœur, mais il va penetrer jusque au fond des bourses: on ne taxe personne, il suffit qu'il y ait vne place publique où chacun perte son argent et sa vaisselle, où les femmes les plus riches portent leurs joyaux, et les mediocres leurs demiceints et leurs aiguilles de testes; c'est vne chose que ceux qui ont la moindre habitude avec les Anglois peuuent sçauoir. Il est bien vray qu'on tenoit compte de tout ce qu'on receuoit, et

qu'on enregistroit le nom des personnes , avec promesse du Parlement et de tous les corps de l'Estat , de restituer le tout apres les guerres. Les plus aisez achoptoient les reuenus des euesques , qui n'estoient pas encore en la possession du Parlement , et les terres du royaume d'Irlande , quand il seroit reduit sous leur obeissance.

» Ce zele ne se limite pas à l'enceinte de leurs murailles , ils leuent une puissante armée d'habitans de Londres pour aller au deuant de leurs ennemis , et presentent bataille à l'armée royale presque toute composée de noblesse. Ils combattent courageusement , et la seule caualerie prend la fuite plustost par la timidité de leurs cheuaux , que de leurs hommes. Cependant l'infanterie soustient iusques à la nuict sans que la victoire se declare , ny pour vn party ny pour l'autre. Leur ardeur ne s'est point ralentie l'espace de sept à huict ans , ils ont tousiours contribué gayement aux frais de la guerre ; et lorsqu'il a fallu marcher en campagne , ils s'y sont portez comme les soldats les plus aguerris , tesmoin le siege de Glocester , où se fit l'vn des plus belles actions qui ait signalé les troubles d'Angleterre. Le Roy ayant defait toutes les troupes du Parlement , assiege la ville de Glocester à cinquante lieuēs de Londres ou enuiron ; le Parlement n'ayant pas les moyens ny le temps de leuer vne armée , propose aux bourgeois de se mettre en campagne , ils y consentent gayement , et sans s'arrester aux larmes de leurs femmes et de leurs enfans , marchent vers Glocester , où ils ne sont pas encore arriuez , que le Roy leur vient au deuant pour les combattre ; ils se retirent , le Roy les poursuit , ils marchent de nuict et le iour campent en des lieux aduanageux ; enfin le Roy les attaque , il y perd beaucoup de

monde sans les pouuoir forcer , et la ville de Glocestre cependant est rauitaillée , et le Roy constraint de prendre d'autres brisées.

• Ce zèle du bourgeois de Londres , et la bonne discipline que le Parlement a fait exercer dans ses armées, a payant bien les soldats , et empeschant toute sorte de violence , a fait enfin triompher ce foible party , dont la cause estoit iniuste et le but tyrannique , puis qu'ils ont renuersé la religion de l'Estat , persecuté cruellement les catholiques , et changé la monarchie en vn gouvernement monstrueux : aussi n'ont-ils pas joüy du fruict de leur victoire , et Dieu a permis que leurs propres troupes rengeassent le Roy et le public.

• Outre cette cause surnaturelle , il y en a vne autre mauuaise conduite , qui a beaucoup contribué au malheur des parlementaires de Londres : qui est qu'ils ont payé d'ingratitude leurs generaux d'armée , comme le milord d'Essex qui auoit rompu la glace , et plusieurs autres , et qu'ils ont refusé toute sorte d'vnion avec la noblesse qui estoit attachée de sang ou d'interest à la personne du Roy . Par là ils n'ont pas seulement augmenté le nombre de leurs ennemis , mais encore ont rompu ce lien qui les attachant à leur prince , empeschoit cette dissolution de parties , qui forment le corps et la tranquillité de l'Estat : car la veritable noblesse , qui ne peut souffrir l'insolence des favoris , ny la tyrannie des mauuais ministres ne souffre pas aussi le mespris et l'aneantissement des monarques , ausquels ils ont vne pareille dependance que les rayons au soleil. Il y a vne telle distance entre le peuple et le souverain , qu'ils ne peuvent s'entendre. Et la timidité de lvn et la grandeur de l'autre empeschen-

souuent des accommodemens, qui seroient faciles, s'il y auoit des arbitres, qui eussent quelque attachement aux deux partis; cela manquant au peuple de Londres, il s'est porté à des extremitez, iusques à destruire vne ancienne monarchie, et condamner son prince à vne éternelle prison. Fairfax leur general detestant d'abord, ou du moins feignant de detester cette iniustice, secoûe l'obéissance du Parlement, se saisit de la personne du Roy, emprisonne deux cents testes du Parlement, et donne la loy à toute l'Angleterre; mais il n'est pas si-tost en cet estat victorieux, qu'il est contraint de suiure les maximes du Parlement qui est tombé par les mesmes raisons que ie viens de deduire.

Ores la vraye noblesse n'estant pas capable de ces violences et de ces infidelitez, nous ne deuons pas craindre vn semblable succez de nostre querelle, puis que nous auons de nostre party des princes du sang royal, et des seigneurs qui ont de si grands attachemens auprès du Roy, et tant de iustice et de zele pour le bien des peuples, qu'il est impossible que le malheur des Anglois tombe sur la France. Outre que le Parlement de Paris, bien loin d'opprimer les peuples et leurs libertez, qu'il n'est armé que pour la deffendre; et enfin bien loin d'en vouloir à la personne royale, que son plus grand plaisir est de le voir obsédé de ses ennemis; et enfin bien loin de forcer les consciences et d'attaquer la religion, qu'il a desia obligé le clergé à se declarer et à leuer les armes pour sa defense. Je ne parle point des religionnaires, qu'on ne constraint pas comme on faisoit les catholiques en Angleterre, et au contraire, qu'on tasche de deliurer comme le reste des François, de la tyrannie d'un

Espagnol, qui estoit capable d'introduire l'inquisition que sa nation a inuentée pour la gesne des consciences

• L'issuē du combat ne peut estre aduantageuse au
princes de Saint Germain, puisque la victoire mes-
ne sçauroit accroistre leur condition, ny leur fortune
bien au contraire, leur liurant les villes dont ils se
desia les maistres, elle leur peut rauir les cœurs, que
force ne sçauroit conquerir. Ils deuroient donc se conser-
ver ce respect et cet amour des sujets, par lesquels
regnent plus absolument que par la force des armes
et destourner ce premier choc qui leur couste plus que
perte d'une importante bataille; car les armes entre lesquelles
et le souverain ressemblent à la pudeur des filles, qui
rendent facilement dissolués, lorsqu'elles ont une
prostitué leur honneur; et le pis est, que la difficulté
se fier les vns aux autres, porte souuent les affaires
extremitez deplorables. Que les princes de Saint Ger-
main ne poussent pas donc, dans la nécessité de se defendre
peuple si obeissant à ses Roys, et si affectionné à la
sang, vn peuple qui ne s'est pas plaint d'une oppres-
sion de trente ans, parce que son Roy estoit en auge d'autoriser ses ministres, qui l'empeschoient d'ouïr les gé-
sements de ses sujets. Que monseigneur le Prince
trempe pas sa main dans le sang françois, qui lui a
à gagner de si signalées victoires; qu'il ne ternisse pas
par une fausse valeur, la plus heroïque qui fut jamais
qu'il tourne plustost les traits de sa fureur contre le
ennemis de l'Estat, qui commencent desia à se rire
à profiter de nos diuisions; et enfin après avoir donné une
santé si parfaite aux parties exterieures de l'Estat, qui
ait vn peu soin des parties nobles, et particulierement de

œur, cette incomparable ville de Paris, le nerf de la
guerre, la gloire de la France, et le plus beau joyau de
la couronne de nos Roys. »

Pièce D.

.... *Vingt-sept articles furent arrêtés. — Page 187 du*
premier volume.

Délibérations arrestées en l'assemblée des Cours souveraines, tenues et commencées en la Chambre Saint-Louys, le 30 Juin 1648. — Première séance.

ARTICLE PREMIER.

Les intendans de Justice, et toutes autres commissions extraordinaires non vérifiées ès Cours souveraines, seront reuoquées dès à présent.

ARTICLE SECOND.

Les traittez des tailles, taillon, subsistance, et toutes autres leuées, seront dès à présent reuoqués, et lesdites tailles assises et imposées en la forme ancienne et comme auparauant : lesdits traittez à la diminution du quart au profit du peuple, attendu que ladite diminution du quart est beaucoup moindre, que ce qu'en profitent les traittans, avec remise de tout ce qui reste deub, iusques et compris l'année 1646. Pour raison de quoy tous prisonniers détenus ès prisons seront eslargis.

Ce faisant, les deniers portez en la manière accoutumée ès receptes particulières, et d'icelles ès receptes gé-

nérales, et de là à l'Espagne, les charges ordinaires préalablement payées et acquittées ; et seront employées l'entretenement des Maisons Royales et affaires de guerre, sans pouvoir estre diuertis pour quelque prétexte que ce soit, nonobstant toutes assignations, traittez, prests et autres empeschemens quelconques, à peine de répétition contre les ordonnateurs et parties prestes, leurs veufues héritiers et biens tenans ; défenses à traitans desdits deniers, de faire aucunes contraintes pour l'exécution de leurs traittez, tant pour les années précédentes 1646, que suivantes, lesquels traittez cependant toutes les assignations données sur lesdits deniers demeureront nulles.

Deuxiesme seance tenuë en la Chambre Saint-Louis le mercredy, premier jour de Juillet 1648.

ARTICLE TROISIÈME.

Ne seront faites aucunes impositions et taxes, qu'en vertu d'Edicts et Déclarations, bien et duëment vérifiées dans les Cours souveraines, ausquelles la connaissance en appertient avec liberté de suffrages ; et que l'exécution desdits Edicts et Déclarations sera réservée auxdites Cours sans qu'aucun des particuliers Habitans des Villes et Communautes puisse estre contraint solidiairement par le payement des taxes et droicts impostez sur lesdites Villes et Communautes.

Deffenses à toutes personnes de faire et continuer aucunes leuées de deniers et impositions de taxes, qu'en vertu d'Edicts et Déclarations vérifiées esdites Cours, peine de la vie.

ARTICLE QUATRIESME.

Ne sera fait aucun retranchement des gages, rentes, reueenus des Domaines, Greffes, ny autres droicts aliénez et attribuez par Edicts ny aucunes héréditez et suruiances réuoquées, qu'en vertu d'Edicts et Déclarations bien et deuëment vérifiées par lesdites Cours avec liberté de suffrage.

ARTICLE CINQUIESME.

Qu'aucun rachapt de rente sur le Roy, remboursement de finances d'offices et droicts, ne sera fait qu'après la paix publiée; et que toutes rentes constituées par le Préuost des Marchands et Escheuins de cette Ville de Paris sans Edicts vérifiez, seront déclarées nulles: deffenses ausdits Préuost des Marchands et Escheuins, d'en ordonner le payement, et aux Receueurs et Payeurs desdites rentes de les payer, à peine de radiation en leurs propres et priuez noms, saufleurs recours contre les parties prenantes.

Et d'autant que cy-deuant plusieurs remboursemens ont esté faits au préjudice des finances du Roy, destinées pour l'entretenement des armées, ce qui a donné lieu à plusieurs prests et aduances qui ont consommé les finances du Roy iusques en l'année mil six cens cinquante et vn, que tous ceux de quelque qualité et condition qu'ils soient qui ont esté propriétaires desdites rentes, droicts et offices nouveaux, et ausquels lesdites rentes, droicts et offices, ont esté racheptez et remboursez par le Roy, depuis le commencement de la guerre, montant à plus de trente millions, seront contraints de remettre aux coffres du

Roy les deniers par eux receus pour lesdits rachapts remboursement, desquels leur sera passé par lesdits Preuost des Marchands et Escheuins de cette Ville de Paris, nouveaux contracts de constitutions de rente, raison du denier quatorze sur le mesme fonds qu'estait assignées lesdites rentes, offices et droicts, pour estre deniers, prouenans desdites restitutions employez a frais de la guerre : et d'autant que par mauuaise foy aucun se sont fait rembourser au denier dix-huict au lieu du denier quatorze, qui estoit leur première finance, seront tenus à la restitution du quadruple de ce qu'ils auront receu, et aux interets du simple, suivant les ordonnances.

ARTICLE SIXIÈME.

Qu'aucun des sujets du Roy, de quelque qualité et condition qu'il soit, ne pourra estre détenu prisonné passé ving-quatre heures, sans estre interrogé, suivant les ordonnances, et rendu à son Juge naturel, à peine d'en respondre, par les Geolliers, Capitaines, et tous autres qui les détiendront en leurs propres et propres noms ; et que ceux qui sont de présent détenus sans formelle figure de procez, seront mis en liberté, et remis à l'exercice de leurs charges, et possession de leurs biens et qu'aucun Officier ne pourra estre troublé en la fonction et exercice de sa charge par lettres de cachet, portant deffenses d'entrer en leurs compagnies, relégation en leurs maisons ou ès villes et chasteaux du Royaume, Arrest et détention de leurs personnes, ou autrement, mais seulement en informant contre les Officiers, et faisant leurs procez suivant les Ordonnances.

*Troisiesme seance tenuë en la Chambre Sainct-Louys
le ieudy deuixiesme Iuillet.*

ARTICLE SEPTIESME.

Qu'il sera establi vne Chambre de Justice, composée
des Officiers des quatre Cours souueraines par icelles
nommez pour connoistre et iuger des abus et maluera-
tions commis en l'administration et maniement des Fi-
nances du Roy, et exaction des deniers sur les suiets du
Roy, mesme des prests vsuraires et simulez, sans que
ladite Chambre puisse estre révoquée par aucune com-
position, ny que don puisse estre fait des confiscations
et condamnations qui seront ordonnées en icelle; et les
deniers en provenans portez à l'Espargne, pour estre
employez sans aucun diuertissement aux affaires du Roy.

*Quatriesme seance tenuë en la Chambre Sainct-Louys
le vendredy troisiesme Iuillet.*

ARTICLE HUICTIESME.

Seront tous adjudicataires, Fermiers de Gabelle, Aydes
des cinq grosses Fermes, et de toutes autres Fermes du Roy,
sans exception, contraints de porter à l'Espargne toutes
charges préalablement payées et acquittées, les deniers
du prix de leurs Fermes du quartier d'Auril dernier mil
six cens quarante-huit et de ceux qui escherront ci-après,
suiuant leurs baux; comme aussi seront tous traitz,
prests et aduances faits par les thresoriers de l'Espargne,
parties casuelles, ordinaire et extraordinaire de la guerre,

sur les gages, et droicts retranchez à tous les officiers finances, et sur les rentes de quelque nature et condic qu'elles soient; mesme sur les ventes des bois, tant ordinaires qu'extraordinaires, declarez nuls quant à preuves nonobstant toutes prétendues aduances, prests et empruntes, sur iceux, sans qu'aucune quittance, manuscrits, prescriptions, ou recepissez de l'Espagne cy-dit, expédiez sur les deniers dudit quartier d'Auril, et suiuant, puissent valider en quelque sorte et maniere que cesdains dès à présent sont declarez nuls, et de nul effet, sauf leur estre pourueu pour leur remboursement et des rests legitimes, en temps et lieu, et connoissance de cez

ARTICLE NEUVIESME.

Attendant que par le restablissement de la paix générale les affaires du Roy puissent permettre que les rentes soient bien payées des quatre quartiers de l'année suivant leurs constitutions, qu'il sera laissé fonds chacun an, dans les Estats, de deux quartiers et demy pour les rentes sur le Sel, Aydes, huictiesme et vingtiesme de Paris Clergé; de deux quartiers, sur les huict millions destalles, recepées générales et prouinciales et petites tailles, rente des Aydes, Gabelle de Lyonnais, et cinq grosses Fermes dont le payement sera fait par préférence à toutes charges, mesme à la partie de l'Espagne. Et pour remédier aux abus que commettent ordinairement les payeurs de dites rentes, au grand préjudice des particuliers rentiers que doresnauant les deniers destinez pour le payement desdites rentes, seront par chacune semaine des bureaux des fermiers et comptables sur lesquels elles ont été signées, portés par les receveurs et payeurs desdites

entes, en présence dvn notable bourgeois qui sera com-
mis pour veiller au recourement et payement desdites
entes, suivant la nature d'icelles, par deux conseillers
des quatre compagnies souueraines de cette ville de Paris,
avec le preuost des Marchands et Escheuins en l'Hôtel
de ladite Ville, et mis dans les coffres d'icelle, avec les
bordereaux des espèces paraphez des Commis des Fermes
et receptes; lesquels coffres fermeront à deux clefs, dont
l'vn sera gardée par le receveur, et l'autre par le notable
bourgeois nommé, pour estre lesdits deniers distribuez
à chacun iour du bureau par lesdits receveurs et payeurs
en présence de leurs controlleurs, d'un des Escheuins,
et dudit notable bourgeois aux particuliers rentiers, aux
mesmes espèces qu'ils auront esté receus; et assistera ledit
notable bourgeois lorsque lesdits payeurs feront leurs
feuilles, pour empescher que lesdits payeurs ne mettent
sur la feuille du quartier courant les vieux arrerages des
quartiers passez, et prendront vn iour extraordinaire
pour payer lesdits vieux arrerages des quartiers passez,
sans que lesdits receveurs et payeurs desdites rentes, et
controlleurs puissent receuoir leurs gages et droicts, sinon
par concurrence et proportion, pour autant de temps
que les rentiers et non plus: et compteront lesdits re-
ceveurs et payeurs par chaque année suivant le fonds
qui sera laissé comme est cy-deuant dit par l'Estat du
Roy et d'icelle année conformément à l'arrest de la
Chambre des Comptes du premier aoust mil six cens
quarante-six, et submission desdits receveurs portée par
leur Requête présentée à ladite Chambre le dix-huic-
tiesme septembre mil six cens quarante-sept, nonobstant
la Déclaration du Roy du vingt-vniesme Feurier mil six

cens quarante-huit qui sera reuoquée; et pour la notable bourgeois estre changé tous les trois mois par Commissaires députez desdites quatre Cours souveraines lesquelles s'assembleront pour cet effect aux premiers de chacun quartier en la salle Sainct-Louys, pour travailler et faire que lesdites rentes soient entièrement payées ausdits rentiers, et seront tous dons des debets quittances, déclarez nuls, et toutes commissions pour expédiées, mesme celle de Besson reuoquées, pour deniers prouenans desdits debets estre portez esdits fres de ladite ville, et distribuez aux rentiers selon q sera ordonné par lesdits commissaires.

*Cinquiesme seance du samedy quatriesme Juillet l'an
la salle Sainct-Louys.*

ARTICLE DIXIESME.

Que toutes les commissions extraordinaires demront reuoquées, toutes les ordonnances ou juge rendus par les intendans de Iustice cassez et annuliez Deffenses aux sujets du Roy de les connoistre pour i ny se pouruoir deuant eux, à peine de dix mille l d'amende; qu'à la diligence du Procureur-Général du Roy, il sera informé des distractions et diuertissements de deniers de Sa Majesté par des Conseillers de la Cour qui à cet effect se transporteront dans les prouvinces, nitoires publiez dans toutes les parroisses; que l'ordre sera leu dans toutes les mareschaussées ou sénéchaussées et que tous les Thrésoriers de France et Esleus feront charges.

ARTICLE VNZIESME.

sera l'édit du mois de septembre 1645, concernant l'abandonnement du domaine, reuoqué, et main-leuée de toutes saisies faites en conséquence, avec defenses de faire aucunes poursuites pour raison d'icelles.

Attendu la notoriété du refus des enchères, et que l'on a obligé les adjudicataires à faire des avances immenses pour destourner les enchérisseurs, sera de nouveau procédé à la publication desdites Fermes du Roy, à la manière accoustumée, au plus offrant et dernier enchérisseur.

Et pour faire connoistre que si les finances avoient été administrées, avec ordre, sans diuertissement, le euenu du Roy seroit suffisant pour supporter toutes les despenses ordinaires de l'Estat et de la guerre; il se voit par le compte de l'Espargne de l'année 1643, que la recepte monte à six vingt quatre millions deux cens soixante-seize mil huit cens sept liures, quoy que les impositions pour la Taille, Subsistance et Espargne, ne montent qu'à cinquante huict millions trois cens mil vnze liures, les Fermes dix-huict millions de liures, l'ordinaire des parties casuelles, vente des bois, dons gratuits des pays d'Estats, trois millions sept cens mil liures, reuenant ledites trois sommes à quatre vingt six millions. Si bien que ledits quarante quatre millions soixante dix mil sept cens liures restans, ont esté payez par anticipation, pour avoir esté auparauant employez au rachapt des rentes, remboursement de nouveaux officiers, cy-devant faits; sur laquelle somme de quatre vingt millions, ne se trouue en despenses effectuées, sans y comprendre les remises faites à l'Espargne, montant à vnze

millions six cens quarante-sept mil huit cens soixante-douze liures : et pour la somme de soixante quatre millions, cinq mil quarante liures ; et y adioustant ce millions dix-neuf mil cent quarante liures, ainsi restent de bon desdits quatre vingt millions, centre quatre huit cens cinquante-neuf liures remis à l'Espagne qui fait voir que lesdites aduances ne sont nécessaire et que c'est mauuaise ménage de faire des remises, et par de grands intérêts, puis que mesme partie de ladite récepte a esté portée ès-mains des anciens Thrésoriers l'Espagne : et ce qui a donné lieu à cette grande récepte est la remise faite du quart de ladite récepte de quinze pour cent, que l'on fait monter suivant les certificat des comptans employez ausdits comptes quarante millions deux cens soixante-vnze mil cent vingt-trois liures neuf sols, quoy que toute la récepte dudit compte la remise du quart et de quinze par cent de toute autre part à quoy ont monté les promesses qui ont esté faites à prests, ne reuient qu'à quarante-huit millions vingt-cinq mil cinq cens soixante et quatorze liures ; partant on peut dire qu'il a esté diuerty cinq millions quatre cens quarante cinq mil cinq cens cinquante mil liures douze sols six deniers sur toutes les sommes dont est fait récepte, lesquelles n'a esté fait prest ny remise qui y soient comprises.

ARTICLE DOUZIESME.

Qu'attendu la notoriété du refus des enchères sur Fermes du Roy , il sera de nouveau procédé à la publication desdites Fermes en la manière accoustumée suivant les Ordonnances.

ARTICLE TREIZIESME.

Les Arrests du Conseil concernant le thoisé des mains, seront reuoquez, et en conséquence main leuée de toutes les saisies faites, avec defenses de faire aucunes poursuites pour raison d'icelles.

ixiesme seance tenuē en la salle Saint-Louys, le lundy sixiesme Juillet.

ARTICLE QUATORZIESME.

Le Roy sera supplié de faire fonds pour le payement de l'Infanterie de huict monstres, les Gens-d'Armes et Caualiers de dix, et faire payer les soldats par prest de dix iours en dix iours, avec leur pain de munition ; et lorsqu'ils marcheront faire fournir les Estapes : avec defenses sur peine de la vie de quitter leur route, et seront conduits par les Officiers ordinaires ; et demeureront les chefs et officiers responsables des désordres : et en cas de plainte, les Iuges des Préuosts des Mareschaux en connoistront suiant les Ordonnances.

ARTICLE QUINZIESME.

Seront les officiers des Bureaux des Finances, secrétaires du Roy, présidiaux, commissaires et controlleurs des guerres, thrésoriers et payeurs de la gendarmerie, thrésoriers prouinciaux, officiers des mareschaussées, bailliages, preuostez, eaux et forests, traictes foraines, traictes d'Anjou, elections, greniers à sel, et autres officiers tant de iudicature que de finance, restablis en la

fonction et exercice de leurs charges et en la iouysse de leurs gages et droicts, nonobstant tous traitez, prest aduances et assignations faites sur iceux, lesquels demureront nuls dès à présent.

ARTICLE SEIZIESME.

Que toutes créations d'Officiers, augmentation de taxes et droicts qui se leuent sur tous les sceaux des Grandes et petites Chancelleries, que pour le controolle général de toutes les expéditions de Finance et Garde-Rôle qui ne seront vérifiez à Cours souueraines, seront dès présent reuocquez ; et defenses aux grands Audiencie Controolleurs et tous autres Officiers du Sceau et la Commis, d'en faire aucune leueée à peine de concusse et d'en répondre en leurs propres et priués noms, et des Arrests et Commissions donnez par les Collecteurs Communautez pour le fait des Tailles, ne sera pas qu'un sceau.

Septiesme seance tenuë en la salle Sainct-Louys, le mardi septiesme Juillet, 1648.

ARTICLE DIX-SEPTIESME.

Seront les articles 91, 92, 97, 98 et 99, de l'Ordinance de Blois exécutez ; ce faisant, toutes affaires gisent en matière contentieuse seront renuoyées au lement et autres Cours souueraines, ausquelles la connoissance en appartient par les Ordonnances, sans par Commissions particulières elles leur puissent estées ; toutes Commissions contraires et extraordina-

lesme euocations générales et particulières, accordées
aux Fermiers ou Traictans par leurs baux ou contracts,
s'ès à présent reuoquées, et les procez pendans ès Conseils
du Roy, de la connoissance desdites Cours, dès à pré-
sent renouoyez en icelles : deffenses aux Parties de se
touruoir au Conseil pour raison de ce, à peine de nul-
ité, et demeureront les Parties y assignées deschargées
des assignations qui leur seront données; et que les Ar-
rests qui seront donnés ès dites Cours, ne pourront estre
assez, reuoquez ny sursis, sinon par les voies de droit
permises par les Ordonnances : et les Maistres des Re-
ques ne pourront iuger en dernier ressort, quelque
attribution qui leur en puisse estre faite par Lettres,
Arrests ou autrement : et où les Parties voudroient faire
plainte des Lettres d'Estat, comme subreptices, la con-
noissance en appartiendra aux iuges, pardeuant lesquels
les procez seront pendans.

*Huictiesme seance tenuē en la salle Saint-Louys, le
mercerdy huictiesme Juillet, 1648.*

ARTICLE DIX-HUICTIESME.

Que le sur-Intendant général des Postes et Relais de France, Messagers, ou Maistres des Postes et Coches, apporteront au Greffe de la Cour, les réglemens concernant les ports de lettres et pacquets; et cependant deffenses aux Fermiers, Commis et distributeurs, de rayer, ny augmenter la taxe desdits ports, à peine de six mil liures d'amende, et de punition corporelle; et en cas de contrauention, permis d'en informer: et que les Messageries non supprimées par l'Edict de 1610 demeureront

en leur ancienne liberté, sans qu'ils puissent rebasser leurs taxes.

ARTICLE DIX-NEUFVIÈME.

Qu'il ne pourra à l'aduenir estre fait aucune créece d'Office, tant de judicature que de finance, que les Edictz vérifiez ès Cours souueraines, avec la liberté tière des suffrages, pour quelque cause, occasion, et ce quelque prétexte que ce soit, et que l'establissemēt cien desdites Compagnies souueraines ne pourra estre changé ny altéré, soit par augmentation d'Officier des Chambres, establissemēt de semestre, ou par le membrement du ressort desdites Compagnies, pour créer et establir de nouvelles.

Que le mesme ordre sera gardé pour les thrésorierie France, Présidiaux, et autres iuges subalternes; deses à toutes personnes de faire et aduancer telles propositions pernicieuses tendantes à la ruine desdites Compagnies, à l'anéantissement de la Justice et subuersion du Royaume, à peine d'estre punis exemplairement, comme perturbateurs du repos public.

Sera la Reyne suppliée de reuocquer le Parlement d'Aix, la Cour des Aydes de Xainctes, et l'Edict portant création de douze offices de Maistres des Requesites.

ARTICLE VINGTIESME.

Afin que la justice soit administrée avec l'honneur et l'intégrité requise, qu'à l'aduenir il ne pourra plus estre receu dans les Cours souueraines aucunz traictans, partisans, cautions, associez, et interressez avec eux, ni

Leurs enfans et gendres; et que ceux qui sont à présent receus en aucunes desdites Compagnies, ne pourront estre admis en d'autres, quelques dispenses qui pourroient estre par eux obtenuës.

Neufvième seance du ieu dy neufvième Juillet.

ARTICLE VINGT-VNIESME.

Les officiers des quatre Cours souueraines, payeurs des corps et amendes d'icelles, seront payez par chacun un des gages à eux attribuez, et augmentation d'iceux, sans aucun retardement; et que d'oresnauant le fonds q'en sera plus employé dans les Estats du Roy, ains receu dans les greniers qui leur ont esté ou seront assignez des mains du peuple par les commis qui seront proposez à chaqué ouverture des greniers, suivant les Edicts et déclarations des années 1594, 97, 99 et 1638.

ARTICLE VINGT-DEUXIESME.

Afin que Sa Majesté et les créanciers des Fermiers, Traictans et Partisans, leurs cautions, associez et intéressez, ne puissent estre frustrez de leur deub, comme il est souuent aduenu, tous les biens de quelque nature que ce soit, donnez à leurs enfans en faueur du mariage, ou autrement, mesme les offices qui se trouueront leur appartenir, mis sous noms empruntez et donnez à leurs enfans, depuis qu'ils sont entrez dans les traictez, fermes et partis de sadite Majesté, et à leurs créanciers, et toutes séparations de biens entr'eux et leurs femmes depuis ledit temps, demeureront nuls; et que les acquisitions

qui seront faites par eux soubs le nom de leurs ic-
mes, demeureront affectées à sadite Majesté et à leurs
créanciers, dérogeant à cet effect à toutes coutumes
contraires.

*Neufviesme seance tenuē en la salle Sanct-Louys le
neufviesme Iuillet.*

ARTICLE VINGT-TROISIÈME.

Encore que le domaine de la couronne ne puisse être
aliéné que pour l'appanage des enfans de France, pour
dot et douaire des Reynes, et pour les vrgentes affaires
de la guerre, néantmoins par vn abus insupportable,
a depuis quelques années employé toutes sorts de
moyens pour en oster au Roy la possession à perpétuité
soit par des eschanges abusifs et frauduleux, par de
nouvelles de certaines terres et seigneuries, et par de
excessifs; soit par augmentation des anciennes finans
aux Domaines desia engagez, sous prétexte des enches
doublement et tiercement: ce qui est arriué à tel extent
que la recepte faite dans les comptes depuis l'année 1640
pour vente et reuente des Domaines en fonds de ter-
monte à plus de quinze millions de liures, dont il
peut vérifier que la sixiesme partie n'est point entrée
tuellement aux coffres du Roy, le surplus ayant été pa-
en mauaises et fausses debtes et arrérages de pension
en dons, gratifications et récompenses; et autres che-
feintes et supposées contre les ordonnances: et d'autre
que la preuve de cet abus ne peut estre tirée que du me-
des comptans, la Reyne est très-humblement suppli

de les faire représenter par devant tels conseillers qu'il pluy plaira choisir, et ladite vérification ordonnée; ou que les engagistes payeront en deniers comptans à l'Espargne lesdites sommes qui s'y trouueront employées sous leur nom, ou pour eux; et que pour la fraude commise lesdits Domaines seront réunis à la Couronne; ce qui sera pareillement exécuté pour les Domaines vendus sans Edicts vérifiez, et pour les bois esquels le Roy auroit droict de tiers, d'auger, greyrie, parage ou autre part et portion.

ARTICLE VINGT-QUATRIESME.

Pour restablir et faciliter la liberté du commerce, tous fions et concessions accordées à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'ils soient à tître onéreux ou autrement, pour acherter et vendre seuls à l'exclusion des sujets du Roy, quelque sorte de marchandise que ce suisse estre, seront dès à présent déclarez nuls et reouuez; de ffenses à toutes personnes qui voudront s'opposer à cet article de troubler ceux qui voudront s'entretenir au commerce desdites marchandises.

ARTICLE VINGT-CINQUIESME.

D'autant que les Draperies de laine et de soye de toutes sortes de fabriques ne se façonnent plus en ce royaume comme elles souloient, à cause de celles que les marchands Hollandois et Anglois y apportent, ce qui réduit en nombre infin de petit peuple qui estoit employé à la manufature desdites draperies à mendicité, et les oblige à transporter leurs domiciles en païs estrangers, outre

le transport de sommes immenses ; Sa Majesté sera humblement suppliée d'ordonner que défenses soient faites à tous négotians, d'apporter, ou faire apporter ce royaume lesdites draperies de laine et de soye manufaturées esdits païs d'Angleterre et de Hollande, à peine de confiscation et d'amende arbitraire. Comme aussi défenses seront faites à tous négotians d'apporter en France des passemens de Flandre et points d'Espagne, de Genes, Rome et Venise, et à tous les sujets du Roy d'achepter, et d'en porter, à peine pareillement de confiscation, et de quinze cens liures d'amende contre les treuenans.

ARTICLE VINGT-SIXIESME.

Pour remédier aux abus qui se commettent à la vente et distribution des denrées qui se débilent sur l'eau, sur les estappes de la ville de Paris, mesme règle de nouveaux droicts qui se leuent sur lesdites denrées et sur chandises, les vns par Edicts non vérifiez où il appartient, les autres sans Edicts : il se tiendra trois ou quatuors après chacune promotion d'un Preuost des Marchands, une assemblée de police générale en la Chambre Saint-Louys, en laquelle assisteront les officiers des Consouueraines, les Preuost des Marchands et Eschevins, le lieutenant civil, et aucuns des principaux Bourgeois, Marchands de la ville, pour connoistre les abus et régler le prix desdites denrées.

ARTICLE VINGT-SEPTIESME.

Seront les Officiers créez, et taxes faites, sur les maisons pour le netoyement de la ville de Paris, supprimé

et revoquez, et le netoyement de ladite ville tenu entre les mains des Bourgeois, et pour cet effect l'ancien droit restable, deffenses de les diuertir à l'aduenir; et à cet effect pour le département des quartiers, assemblée de ville sera faite.

La déclaration royale rendue le 24 octobre 1648 étant identiquement conforme aux articles ci-dessus, nous avons cru inutile de l'insérer ici.

PIÈCE E.

.... *Les charges de conseillers au Parlement se vendirent au prix excessif de 400,000 livres, monnaie actuelle.* — Page 194 du premier volume.

AYANT rencontré plusieurs personnes instruites disposées à contester notre assertion sur le prix des charges, nous croyons utile de l'appuyer de quelques citations, en rappelant enoore à nos lecteurs que le marc d'argent étant alors à 26 livres, toutes les sommes indiquées ci-après doivent être doublées pour correspondre à la valeur actuelle de la monnaie.

« Les charges de maîtres des requêtes sont ici tellement renchéries, qu'avant-hier, il y en eut un qui en offrit cent douze mille écus. (*Lettres de Guy-Patin, 1657.*)

- On offre à la veuve de M. Desfontaines, secrétaire du conseil des finances, douze cent mille livres pour la charge de son mari. (*Idem, 1658.*)
- Hier, une charge de maître des requêtes s'est vendue trois cent cinquante mille livres. (*Idem, 1660.*)

- M. Du Tronchet, conseiller de la grand'Chambre,
- a vendu sa charge soixante et douze mille cinq cent
- écus au fils de M. de Pont-Chartrain, président des
- comptes. (*Idem*, 1660.)
- Hier fut vendue une charge de conseiller de la Cor-
- soixante et quatorze mille écus. (*Idem*, 1660.)
- La charge de maître des comptes est à quatre-vingt-
- dix mille écus. (*Idem*, 1660.) »

Nous pourrions multiplier les citations.

PIÈCE F.

La garde bourgeoise de Paris. — Page 296 du premier volume.

M. Tastu, un des éditeurs de cet ouvrage, est propriétaire d'un manuscrit dans lequel nous avons trouvé des détails fort curieux sur la garde bourgeoise de Paris. L'origine du manuscrit ne laisse aucun doute sur l'exactitude et l'authenticité des détails qui en sont extraits, ajoute à leur intérêt. M. de Lamoignon, premier président du parlement de Paris après la mort de Mathieu Molé, était, pendant les troubles de la Fronde, maître des requêtes, et colonel du quartier Saint-Denis. En cette dernière qualité, il recevait chaque jour plusieurs ordres, autographes ou légalisés, soit du prévôt des marchands, soit du gouverneur de Paris. Ces divers ordres, soigneusement classés et annotés de la propre main du président de Lamoignon, forment un volume in-8°, et ce recueil fournit des documens que nous n'avons point rencontrés ailleurs sur la formation, l'ordre du ser-

vice de la garde bourgeoise, et sur ses rapports avec les autorités civiles et militaires de la capitale.

COMPOSITION DE LA GARDE BOURGEOISE.

Liste de messieurs les Colonels de Paris, suivant l'ordre de leur réception.

	Comp.
M. Vauroüi, conseiller de la Cour, reçu colonel du 9 mars 1624.	9
M. de Serre, sieur de Chastignonville, maître des requêtes, reçu colonel du 3 août 1635, au lieu de M. de Serre Saint-Julien, son père.	9
M. de Guenégaud, secrétaire d'État, reçu colonel du 8 octobre 1636, au lieu de M. le président de Chévry ; depuis il a donné la charge à M. de Guenégaud son frère, président aux enquêtes.	7
M. Miron, maître des comptes, reçu colonel du 11 septembre 1641, au lieu de M. le président Miron, son père.	4
M. Boucher, reçu le... février 1649, au lieu de M. Barthélémy de Senlis, maître des comptes, reçu colonel du 11 février 1642, au lieu de M. Pivrot.	7
M. de Lamoignon, maître des requêtes, reçu colonel du 23 juin 1644, au lieu de M. le président de Nesmond.	9
M. d'Estampes de Valançay, conseiller d'État, reçu colonel du 15 janvier 1648, au lieu de M. le président Barentin.	6
M. Scarron de Vasvres, reçu colonel du 15 janvier 1648, au lieu de M. Scarron de Mandime.	6

M. Tubeuf, conseiller de la Cour, reçu colonel du 15 janvier 1648, au lieu de M. de La Cour.

M. Favier, conseiller d'Etat, reçu colonel du 28 août 1648, au lieu de M. le président de Novion.

M. de Bragelone, président aux enquêtes, reçu en place de M. de Guay Bagnaux, maître des requêtes, reçu colonel du 8 janvier 1649.

M., maître des requêtes, reçu colonel du 9 janvier 1649, au lieu de M. de Montauron.

M. Mesnardreau, sieur de Champré, conseiller de la Cour, reçu colonel du 10 janvier 1649, au lieu de M. de Bullion.

M. Martineau, conseiller de la Cour, reçu colonel du 10 janvier 1649, au lieu de M. le président Tubeuf. M. Tubeuf, président en la Chambre des comptes, a repris sa place depuis le siège de Paris.

M. Molé de Champlastreux, conseiller d'Etat, reçu colonel du janvier 1649, au lieu de M. De Roches.

M. de Longueil de Maisons, conseiller de la Cour, reçu colonel du 15 janvier 1649, au lieu de M. le président de Maisons, son père.

Nombre des compagnies.

Ordre de service.

De par MM. les prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris, et M. de Lamoignon, colonel :

Il est enjoint à tous officiers et bourgeois n'ayant point d'excuse legitimate reçue et agréée par mondit sieur le colonel et par leur capitaine, dans chaque compagnie,

de se trouver sous le drapeau les jours que l'on doit monter la garde , à six heures précises du soir , et pour les assemblées extraordinaires , aussitôt qu'ils entendront battre la caisse , à peine d'amende arbitraire.

Ceux qui , pour raison particulière , seront dispensés par le commandant de servir en personne , seront tenus de mettre en leur place des personnes capables de porter les armes , agréées par le commandant , desquelles ils répondront en leurs propres et privés noms , et seront obligés de les armer de mousquets , ainsi qu'il leur sera ordonné par les officiers.

Chaque soldat tiendra ses armes nettes et en bon estat , et le mousquetaire ne viendra jamais au drapeau qu'avec six charges de poudre au moins , autant de balles de calibre , et une brasse de mesche , et ne mettra point de plomb dans son mousquet sans commandement.

Dans les marches , chacun gardera son rang , suivra sa file , observera ses distances , et ne s'amusera point à tirer non plus qu'aux environs des corps-de-garde , ny pendant les marches.

Deffenses à tous soldats d'enlever aucunes armes des corps-de-garde , ny de prendre celles d'autrui pour les siennes , d'y jurer , quereller , faire bruict ny desordre , ou autre action indécente ; de l'abandonner , ny d'en sortir sans congé de l'officier qui y commande , pour quelque cause et occasion que ce soit , et , en cas de congé , de s'y rendre et revenir precisement à l'heure qui leur sera ordonnée , le tout à peine de l'amende ; et pour éviter tous abus , l'appel se fera en la manière accoutumée , ou au moins deux fois de jour et une fois de nuit , et plus souvent si le commandant le juge à propos.

Les sergents et caporaux auront grand soing de poser et relever les sentinelles d'heure en heure, visiter les armes avant que de les mettre en faction, et leur faire ôter les balles de leurs mousquets lorsqu'ils les relèveront, avec défenses sur peine de la vie ausdites sentinelles de rien arrêter que ce qui leur sera commandé les posant, ny de tirer si elles ne sont forcées avec grande violence, et qu'elles ne puissent se défendre autrement.

Ceux qui ne se trouveront au corps-de-garde lorsqu'leur compagnie sera relevée, seront punis par confiscation de leurs armes et amendes arbitraires.

Tout ce que dessus sera exécuté ponctuellement : peine d'amende arbitraire, confiscation d'armes, mesme de punition corporelle à l'encontre des contrevenants : le cas y eschet, ainsi que le capitaine ou commandeur le jugera à propos.

S'il arrive quelque délit ou cas considérable, tels dans les corps-de-garde qu'ès environs, marches et quartiers desdites compagnies, les délinquants seront arrêtés, desarmés, et mis prisonniers pour estre militairement jugez en la manière accoustumée.

Et à l'égard des désordres qui arrivent par la désobéissance d'aucuns soldats et insolence de quelques vagabonds et gens de néant qui taschent à faire rumeur et empêcher que l'ordre ne soit exactement observé dans les gardes ou ailleurs, les officiers feront faire main basse sur eux, conformément aux ordonnances du Roy et de ladite ville.

Et pour le surplus les ordonnances anciennes sur le fait de la milice seront observées sous les peines portées par icelles.

Ordonnance de MM. les Prevost des marchands et Eschevins de la ville de Paris, portant reglement general pour la garde ordinaire des portes de ladite ville de Paris, du deuxième mars 1651.

De par les Prevost des marchands et Eschevins de la ville de Paris ;

Sur la plainte faite en l'assemblée de ville, par les colonels et officiers des compagnies, de la difficulté qu'ils ont à faire observer les mandements qui leur sont envoyez pour la garde de ladite ville, la pluspart des citoyens refusant de rendre le service qu'ils doivent ; les uns alléguant pour excuse la considération de leurs personnes, charges et employs ; les autres, les exemptions, immunités et priviléges de toutes gardes, guets et sentinelles, et autres subjections populaires et publiques, qu'ils disent avoir acquis avec leurs offices, y en ayant mesme qui pretendent que leur exercice attaché au public les doit exempter ; plusieurs bourgeois prenant aussi prétexte sur leur aage, et les services rendus en diverses occasions, ne considerant pas que toutes ces raisons doivent cesser quand il s'agit de la conservation générale à laquelle les grands et les petits doivent veiller à proportion de l'interest qu'ils y peuvent avoir, autrement les foibles et les pauvres qui sont sans credit, porteroient tout le faix et la charge de ladite garde, encore que plus justement que les autres ils en deussent estre exempts : et enfin que les ordres publicqs demeureroient sans exécution : à quoy estant très nécessaire de pourvoir : où sur ce le procureur du Roy et de la ville : Nous ORDON-

d'excuse légitime faite aux chefs des compa
à leur esgard, à peine d'amende , qui ser
chefs arbitrée et executée; deffenses d'ab
corps-de-garde sans congé, ny d'y comme
insolences ny violences , à peine de punition
Et sera la presente ordonnance pour cette
tirer à consequence , executée , publiée et a
qu'aucun n'en ignore. FAICT au bureau du
deuxiesme jour de mars mil six cens cinqua

Signé Lem

De par MM. les généraux de l'armée du
Parlement :

Colonels , capitaines , lieutenants , enseign
soldats et gardes des portes de la ville de Par
ny souffrez sortir de nuit et de jour, sans pa
table de Messieurs du Parlement, aucune
portant munitions de guerre, ou voiturant
chevaux ou barrois; et pour éviter telles sui
visitez et serez fouiller les passants.

Sur cette pièce imprimée se trouve la note suivante, t'écriture de M. de Lamoignon :

« Nous nous plaignîmes de cette ordonnance parce qu'elle fut échée aux portes sans nous estre annoncée, et de plus que nous devions recevoir cet ordre dans la forme ordinaire, par M. les gens de l'Hôtel-de-Ville, et non directement des géaux qui aussi la désavouèrent. »

Jurisdiction de la Ville sur la garde bourgeoise.

« par le Prevost des marchands et Eschevins de la de Paris ;

« Monsieur de Lamoignon, colonel, nous vous prions de trouver aujourd'huy, trois heures précises de ; en l'Hostel de cette ville, pour adviser à main- la Ville dans la jurisdiction criminelle qu'elle a tous- tue sur les délit qui se sont commis aux portes de lors de la garde d'icelles, vous priant n'y vouloir

au bureau de la Ville, le 13^e jour de mars 1651.

LEMAIRE.

La pièce écrite est plus bas, de la main de M. de Lamoignon, la note suivante :

« Pour juger un laquais qui avoit tué un bourgeois qui avoit faction à la porte de Nesle. Ce laquais, et son maistre, et autres laquais à luy appartenants, furent aussitost amenus à l'Hôtel-de-Ville par une partie de la compagnie qui estoit devant la porte. Le maistre, jugé innocent, fut incontinent élargi ; et l'autre assemblée pour savoir de quelle sorte on jugeroit le laquais. Il y fust arresté qu'attendu que ce n'estoit pas un

» fait de soldat à soldat, mais d'un particulier accusé d'avoir le
 » un soldat soubs les armes, qu'on ne jugeroit pas souven-
 » ment, mais seulement sauf l'appel au Parlement. Il n'y a
 » que le bureau de la Ville, les conseillers et les colonels en est
 » assemblée. Le lieutenant criminel prit cognissance de ce fa-
 » ct, prétendant que la Ville n'avoit point de jurisdiction con-
 » tue, fait deffense de passer outre, et fait porter son procès
 » du Roy appellant comme de juge incompétent. »

De par le Prevost des marchands et Messieurs de la
 ville de Paris ;

M. de Lamoignon, colonel, plaise vous trouver s
 personne, demain, huit heures du matin, à l'Hostel de
 cette ville, et n'envoyer qui que ce soit en votre lieu pour
 procéder au jugement de quelques prisonniers amer-
 par ceux qui font la garde aux portes, dont les procès
 sont instruits. Vous priant n'y vouloir faillir.

Faict au bureau de la Ville, ce 18 juin 1652.

LEMAIRE.

A cette pièce écrite est plus bas, de la main de M.
 Lamoignon, la note suivante :

« C'étoit pour juger un prisonnier qui, étant en sentinelle à la
 » porte Saint-Antoine, du côté de la ville, et voyant un des ser-
 » dats bourgeois qui sortoit de la garde avec congé, à ce qu'il di-
 » soit, du capitaine, il le voulut faire demeurer. Le soldat, co-
 » noissant la sentinelle, ne s'arrêta pas, et l'appelant par son nom
 » il lui dict en riant : *'Vous ne me voudriez pas tuer.* La sentinel
 » se recula trois pas, appelant le caporal, et, avant qu'il fust venu
 » tira et tua ce soldat. On délibéra premièrement si on le juger-
 » à l'Hôtel-de-Ville, parce que la ville n'avoit point de jurisdi-
 » tion ordinaire pour les crimes, qu'en France on ne pouvoit a-

» aucune jurisdiction sans la concession du Roy. On alléguâ ce
 » qui s'estoit passé six mois ou un an auparavant sur le sujet d'un
 » laquais qui estoit accusé d'avoir tué une sentinelle (je ne me trou-
 » vois pas au jugement de ce laquais). La ville en estoit saisie ; le
 » Châtelet en voulut prendre cognoissance. Pour cet effet, il y
 » eust grande assemblée à la ville pour maintenir ou plusost esta-
 » blir ceste jurisdiction militaire, dans laquelle on resolut de se
 » pourvoir vers le Roy pour obtenir des lettres ou attributives,
 » ou confirmatives de ceste jurisdiction. M. de Chasteauneuf, qui
 » estoit lors garde-des-sceaux, avoit fait esperer à la Ville de luy
 » donner ceste declaration ; mais cela fut changé par son chan-
 » gement. Cependant on procéda à ce jugement, sauf l'appel au
 » Parlement. Le lieutenant criminel en porta sa plainte au Parle-
 » ment. Le prevost des marchands, assisté de nombre de colonels,
 » desquels j'estoïs, parla pour la deffense de ceste jurisdiction.
 » Le Parlement ne résolut rien ; mais les sentiments paroisoient
 » estre à ne point reconnoistre cette jurisdiction. On jugea l'ac-
 » cusé qui fust condamné à la question. Il en appela, et, depuis,
 » ayant été conduict à la Conciergerie, il se sauva avec plusieurs
 » aultres prisonniers. Cet exemple fut allegué au second jugement ;
 » mais il fut dict que l'action estoit encore plus de la cognois-
 » sance de la ville, parce qu'elle s'estoit passée de soldat à soldat
 » estant de garde, et qu'ainsy il falloit la juger par jugement mili-
 » taire et souverain ; et mesme que nous estions en quelque façon
 » d'autant plus obligés à maintenir nostre jurisdiction souveraine
 » que le Parlement estoit en disposition de ne pas reconnoistre
 » seulement la subalterne. Ainsi on jugea ce prisonnier qui fut
 » condamné à estre blasmé à genoux et en quarante livres parisis
 » d'interest civil envers la veufve et les enfants, et vingt-quatre
 » livres pour faire prier Dieu pour l'ame du défunt. Quelques-
 » uns estoient d'advis de l'absoudre, disant qu'il avoit faict son
 » devoir de tuer un homme qui n'avoit pas voulu s'arrester. Mais
 » au contraire on jugea ; et M. le marechal de L'Hospital, gouver-
 » neur de la ville, entre les aultres, qu'une sentinelle n'avoit point
 » de droit de tuer celui qui ne se vouloit point arrester, si ce n'est
 » qu'elle en eust reçu expressement l'ordre, ou qu'il y eust neces-

» sité de ce faire, comme les sentinelles qu'on met aux poudres.
 » ou bien dans un poste avancé et dangereux. Mais dans ceste es-
 » pèce-ey, qu'il auroit deub repousser ce soldat sortant du com-
 » de-garde avec son mousquet, appeler l'autre sentinelle pa-
 » s'en saisir, etc. »

Nous ajouterons encore ici quelques ordres du jour annotés par M. de Lamoignon et qui se rapportent au circonstances les plus notables du siège de Paris, en 1643.

De par les Prevost des marchands et Eschevins de la ville de Paris :

M. de Lamoignon, colonel, nous vous prions de mes au plus viste que faire se pourra toutes les compagnie de vostre colonelle à la place Royale, pour y recevoir les ordres qui leur seront donnez, vous priant n'y vouloir faillir. Faict au bureau de la ville ce huictiesme fevrier 1649.

LEMAIRE.

A cette pièce écrite est plus bas, de la main de M. de Lamoignon, la note suivante :

« Nous y fusmes trop tard, car avant que toutes les colonnes fussent assemblées à la place Royale et ès environs, Charente estoit pris. On delibéra au conseil de guerre si on hasarderoit le combat contre M. le Prince, qui s'estoit mis en bataille avec son armée ; mais il fut conclu que non. Ça esté la plus grande assemblée qu'il y aist eu des troupes bourgeois, qu'ne pouvoient pas faire neantmoins plus de 20,000 hommes. Oulltre les troupes qu'on avoit levées, qui devoient lors, si ce n'eust point esté trompé, faire 12,000 hommes de pied et à 5000 chevaux ; mais elles ne montoient pas à la moitié

» Presque tous les colonels et autres officiers y estoient en per-
» sonne. »

» De par les Prevost des marchands et Eschevins de la
ville de Paris :

M. de Lamoignon, colonel, nous vous prions de faire
presentement prendre les armes à vos compagnies co-
lonnelles pour les faire marcher au Palais pour en garder
les advenues autant de temps que la Cour demeurera
assemblée, pour empescher la confusion du peuple, vous
priant n'y vouloir faillir. Faict au bureau de la ville,
le vingt-quatriesme mars 1649.

LEMAIRE.

» A cette pièce écrite est plus bas, de la main de M. de
Lamoignon, la note qui suit :

» Ceste journée, à mon sens, a esté la plus perilleuse de tout
» le siège, parce que les généraux, qui n'estoient pas encore sa-
» tisfaicts dans leurs interests, firent tout leur possible pour ex-
» eiter le peuple à quelque rumeur, ce qui leur estoit d'autant
» plus aisé, que les articles de la paix signés à Ruel estoient extré-
» mement rudes et difficiles à digerer à tous ceux qui les voyoient.
» Aussy il y eust grand bruist au Palais, force crieries contre ceux
» que nous menions pour le garder, lesquels mesme estoient assez
» disposés à faire eux-mesmes du bruict si nous ne les eussions re-
» tenus avec grande peine. J'y avois mené plusieurs compagnies,
» et gardois une des portes de la grande salle. Enfin, Dieu con-
» duisit le tout pour le mieux, toutes ces difficultés ayant obligé
» Messieurs du Parlement de renvoyer Messieurs les députés une
» seconde fois, pour avoir des conditions plus douilces et plus rece-
» vables, et traiter aussy des interests de Messieurs les généraux;
» ce qui apaisa le peuple, qui estoit plus eschauffé ce jour-là
» qu'il n'avoit été pendant tout le siège, et adoucist aussy les

» généraux. La veille, M. le premier president avoit voulu faire
 » la relation au Parlement, mais on n'avoit pas seulement vu
 » luy laisser ouvrir la bouche dans le Parlement, et la grande
 » salle et le Palais, qui n'estoient gardés ceste journée là, restant
 » tout pleins de monde qui crooit contre luy, et qui vouloit, disoit
 » il, deschirer les articles de la Conference, et faire bruler
 » la main du bourreau la signature que Mazarin y avoit mise. On
 » eust très-grande peine à les adoucir pour faire sortir M. le pre-
 » sident dans la manière accoutumée, ce qu'il fict non sans grande
 » peril. »

De par les Prevost des marchands et Eschevins de la
 ville de Paris :

M. de Lamoignon, colonel, nous vous prions de faire
 conduire au Palais demain, dès les trois heures du matin
 les deux compagnies de votre colonelle que nous avons
 mandé pour s'y rendre à six heures, et de faire tenir
 les aultres soubs les armes, de faire faire des corps de
 garde par les rues astin d'empescher que le peuple ne se
 attroupe et qu'il ne s'y fasse aucun desordre, vous prions
 n'y vouloir faillir. Faict au bureau de la ville, le dixiesme mars 1649.

LE MAIRE.

A cette pièce écrite est plus bas, de la main de M. de Lamoignon, la note qui suit :

« Ce mandement nous fust envoyé sur les neuf heures du matin,
 » sur le bruit qui s'estoit fait, une heure ou deux auparavant,
 » la Greve, et même dans l'Hostel-de-Ville, où plusieurs per-
 » sonnes attroupées croioient hautement qu'ils s'empareroient du
 » Palais dès la nuict, pour empescher la deliberation du lendemain
 » sur la déclaration de la paix envoyée par le Roy; mesme
 » ils menaçoient le Parlement des dernières violences, disoit

» qu'il estoit composé de traistres, qu'il les falloit esgorger, principalement le premier president et le president de Mesmes.
» Neantmoins, les compagnies des bourgeois ne s'y rendirent le lendemain que sur les six heures et n'y trouverent personne.
» Ces gens là qui faisoient tant de bruict estoient animés par les ducs de Bouillon et de Beaufort, qui se plaignoient hautement des conditions du traité. Les aultres se tenoient des-lors satisfaits de ce qu'on leur accordoit. Et M. d'Elbeuf fut ce soir là trouver M. le premier president, pour luy declarer qu'il ne de-siroit que la paix et l'exécution de la declaration du Roy, sur laquelle on devoit delibérer. Le Palais fut gardé le lendemain par dix ou douze compagnies des bourgeois. J'y estois avec des escouades choisies de toutes les compagnies de ma colonelle, ainsi que j'avois faict le jour precedent, m'estant mieux trouvé d'en user de la sorte que de mener des compagnies entieres, ce que neantmoins je pratiquai tout seul. Je gardois l'escalier de la main droite qui va aux requestes de l'Hostel. La porte du grand estoit fermée et la grande salle jusques au parquet des huissiers, et j'avois aussy deux escouades dehors la cour, au devant de la grande porte. Ceste garde se passa sans aucun de-sordre, quoiqu'il y eust beaucoup de monde attroupé aux environs du Palais qui venoient à nos gens avec des voix seditionneuses; mesme il y eut quelques placards jetés parmi la foule. Le duc de Beaufort, en entrant, passa à pied tout le long de la cour, avec un visage qui paroisoit mecontent, et sembloit sonder quels estoient les esprits de ceux qui estoient soubs les armes. Plusieurs s'escrierent, le voyant passer : *Monseigneur, point de Mazarin !* Quand il sortit du Palais, estant descendu des degrés, il fust environné de quantité des mesmes personnes qui gardoient la cour, et qui quitterent leurs postes pour environner son carrosse, pour savoir s'il estoit satisfait de ce qui s'estoit passé. Le mesme cri fust encore repeté : *Point de Mazarin !* avec des offres de service et des voix confuses. Il s'arresta assez long-temps à leur parler, et leur tesmoigna qu'il n'estoit pas satisfait et qu'il craignoit que la paix ne fust pas sûre, ce qui excita un peu d'emotion dans les esprits, qui fust neantmoins

» bientost apaisée par la personne de leurs chefs, et le plus
 » grand nombre des autres qui ne disoient mot. Messieurs les
 » presidents sortirent tous ensemble par la sortie ordinaire, et
 » lerent tous chez M. le premier president. Tous ceux qui
 » doient la grande salle et les galeries leur donnerent des
 » plaudissemens et tesmoignerent de la joie de la conclusion de
 » paix. »

A Monsieur de Lamoignon, colonel.

Monsieur,

MM. les Prevost des marchands et Eschevins de la
 ville de Paris vous baissent très humblement les mains
 et vous prient de leur faire l'honneur de venir dimanche
 jeudy prochain en l'hostel de ladite ville. Faict ce mardi
 treiziesme avril 1649.

DORIVAL, secrétaire.

A cette lettre autographe est plus bas, de la main de
 M. de Lamoignon, cette note :

« C'estoit pour nous remercier de toutes les fatigues de la
 » guerre, qui n'avoient pas été médiocres. »

PIÈCE G.

La paix fut conclue à Rueil, à des conditions inespérées pour la Reine, etc. — Page 334 du premier volume.

Articles conclus et arrestez pour la Paix.

« 1. LE traité de l'accommodelement signé, tous les
 actes d'hostilité cesseront, et tous les passages, tant par

• eau que par terre , seront libres , et le commerce restably.

• 2. Le Parlement se rendra suivant l'ordre qui luy sera donné par Sa Maiesté à Saint Germain en Laye , où sera tenu vn lict de iustice par Sa Maiesté , auquel la déclaracion contenant les articles accordez , sera publiée seulement , après quoy le Parlement retournera à Paris faire ses fonctions ordinaires.

• 3. Ne sera point fait assemblée des Chambres pendant l'année mil six cens quarante-neuf , pour quelque cause ; pretexte et occasion que ce soit , si ce n'est pour la reception d'officiers , et pour les mercurialles ; et ausdites assemblées ne sera traité que de la reception desdits officiers et mercurialles.

• 4. Dans le narré de la declaration qui sera publiée , il sera enoncé que la volonté de Sa Maiesté est que les declaractions des mois de may , iuillet et octobre +648 , verifiées au Parlement , soient exécutées , fors en ce qui concerne le prest , comme il sera expliqué cy-apres.

• 5. Que tous les arrests qui ont esté rendus par ladite Cour de parlement de Paris , depuis le 6 ianvier dernier iusques à présent , demeureront nuls et comme non aduenus , excepté ceux qui ont esté rendus , tant avec le procureur general , qu'entre des particuliers presens , tant en matière ciuile que criminelle , par decret et receptions.

• 6. Les lettres de cachet de Sa Maiesté qui ont esté expediées sur les mouuemens derniers arriuez en la ville de Paris , comme aussi les declaractions qui ont esté publiées en son conseil , arrests dudit conseil sur le mesme sujet , depuis le sixiesme ianvier dernier , demeureront nuls et comme non aduenus.

• 7. Que les gens de guerre qui ont esté leuez , tant en

la ville de Paris qu'au dehors, en vertu des pouvoirs
donnez, tant par le Parlement que par la ville de Paris.
seront licentiez apres l'accordement fait et signé
lors Sa Majesté fera retirer ses troupes des environs
de ladite ville, et les envoiera aux lieux de la garnison qu'elles
leur ordonnera, ainsi qu'il a été pratiqué les années
precedentes.

» 8. Les habitans de la ville poseront les armes apres
l'accordement fait et signé, sans qu'ils les puissent
reprendre que par l'ordre et commandement exprès de la
Majesté.

» 9. Que le député de l'archiduc Leopold qui est à
Paris sera renvoyé sans response le plus tost qu'il se pourra
apres la signature du present traité.

» 10. Que tous les papiers et meubles qui ont été
leuez, appartenans à des particuliers qui sont en nature
leur seront rendus.

» 11. Que la Bastille, ensemble l'Arsenal, avec tous
les canons, boulets, grenades, poudres et autres munitions
de guerre, seront remises entre les mains de la
Majesté apres l'accordement fait.

» 12. Que le Roy pourra emprunter les deniers que
Sa Majesté jugera nécessaires pour les despenses de l'Etat,
en payant l'interest au denier douze, durant la pre-
sente année et la suiuante seulement.

» 13. Que monsieur le prince de Conty, et autres
princes, ducs, pairs, et officiers de la couronne, seigneurs,
gentils-hommes, villes, communautés, et toutes autres
personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient
qui auront pris les armes durant les mouuemens arrivés
en ladite ville de Paris, depuis le sixiesme ianvier dernier

usques à present, seront conseruez en leurs biens, droits, offices, benefices, dignitez, honneurs, priuileges, prerogatiues, charges et gouuernementz, et en tel et semblable estat qu'ils estoient auant ladite prise des armes, sans qu'ils en puissent estre recherchez ny inquietez pour quelque cause et occasion que ce soit, en declarant par les dessusdits nommez : sçauoir par monsieur le duc de Longueuille dans dix iours, et par les autres dans quatre iours, à compter de celuy que les passages tant pour les viures que pour les commerces seront ouuerts ; qu'ils veulent bien estre compris au present traité ; et à faute par eux de faire ladite declaration dans ledit temps, et i celuy passé, le corps de la ville de Paris, ny aucuns habitans de quelque qualité et condition qu'ils soient, ne prendront aucune part à leurs interests, et ne les ayderont ny assisteront en chose quelconque, sous quelque pretexe que ce soit.

» 14. Le Roy desirant tesmoigner son affection aux habitans de sa bonne ville de Paris, a resolu d'y retourner faire son seiour au plustost que les affaires d'Estat luy pourront permettre.

» 15. Sera accordé descharge generale pour deniers pris, enleuez ou reçus, tant publics que particuliers, meubles vendus tant à Paris qu'ailleurs, comme aussi pour la commission donnée pour la leueée des gens de guerre, mesme pour enleuemens d'armes, poudres et autres munitions de guerre et de bouche enleuez, tant à l'arsenal de Paris qu'autres lieux.

» 16. Les eslections de Xainctes, Cognac et Sainct Iean d'Angely distraites de la Cour des aydes, et attribuées à la Cour des aydes de Guyenne, seront reünies à ladite

Cour des aydes de Paris, comme elles estoient auparavant l'edict de....

• 17. Au cas que le parlement de Roüen accepte présent traité dans dix iours, à compter de la signature d'iceluy, Sa Maiesté pouruoira à la suppression du nouveau semestre ou réunion de tous les officiers dudit dernier semestre, ou de partie d'iceux au corps dudit parlement.

• 18. Le traité avec le parlement de Prouence sera exécuté selon sa forme et teneur, et lettres de Sa Majesté expédiées pour la reuocation et suppression du semestre du parlement d'Aix et chambre des requestes, suivant les articles accordez entre les députez de Sa Majesté, ceux du Parlement et pays de Prouence, du 21 fevrier dernier, dont copie a été donnée aux députez du parlement de Paris.

• 19. Quant à la descharge des tailles proposée par l'eslection de Paris, le Roy se fera informer de l'endroit auquel se trouuera ladite eslection, lorsque ses troupes en seront retirées, et pouruoira au soulagement des contribuables de ladite eslection, comme Sa Majesté jugera nécessaire.

• 20. Lorsque Sa Majesté enuoyera des députez pour traiter de la paix avec l'Espagne, elle choisira volontier quelqu'un des officiers du parlement de Paris pour assister à ce traité, avec le même pouvoir qui sera ordonné aux autres.

• 21. Au moyen du présent traité, tous les prisonniers qui ont été faits de part et d'autre, seront mis en liberté du iour de la signature d'iceluy. Fait et arrêté le 11 mars 1649.

Après la lecture de ces articles, messieurs le premier president, et le president de Mesmes ayant dit que monsieur le duc d'Orléans prioit que tous les deputez signassent, et mesme monsieur le Cardinal, la compagnie auroit dit, que ledit sieur Cardinal ne pouuoit pas signer ayant esté condamné, quoy qu'il fust representé que par ces articles toutes choses estoient remises en pareil estat qu'elles estoient auparauant le septiesme ianvier, mais que monsieur le duc d'Orléans en prioit la compagnie, fin de faire voir vne reconciliation parfaite de part et l'autre, ou si la compagnie ne le vouloit il proposoit de signer les articles tout seul, ce qui alloit contre l'honneur deu au Roy qui auoit nommé les deputez, et blesseroit le respect que l'on doit à monsieur le Prince s'il ne signoit pas la paix qu'il auoit negotiée. En ayant passé au plus de voix, il auroit esté arresté que l'on deffereroit à la priere de monsieur le duc d'Orléans, et aussi-tost ils alerent tous en la chambre de mondit sieur le duc d'Orléans, et les articles cy-dessus furent signez de monsieur le duc d'Orléans et de tous les deputez du Roy, et après de monsieur le premier president, et des aultres compagnies en cet ordre.

Ainsi signé.

GASTON.

LOUVYS DE BOURBON.

Cardinal Mazarin.

Seguyer.

Messieurs du Parlement.

La Meilleraye.

Molé.

De Mesmes.

H. de Mesmes.

De Lomenye.

De la Riuiere.	Le Coigneux.
Le Tellier.	De Nesmond.
	Brissonnet.
<i>Messieurs de la Chambre des comptes.</i>	<i>Violle president.</i>
A. Nicolai.	Menardeau.
De Paris.	Le Febvre.
L'Escuyer.	Bitault.
	De Longueil.
	De la Nauue.
	Le Coq-Corbeuille.
	Palluau.

*Messieurs de la Cour des
aydes.*

Amellot, president.
De Bragelone.
Quatr'hommes.

Messieurs de la Ville.

Fournier.
Heriot.
Barthelemy.

» A mesure que chacun de Messieurs signoit, monsieur le Cardinal de l'autre costé de la table luy faisoit la reverence.

» Les articles signez, monsieur le duc d'Orléans dit, que puis qu'il auoit pleu à Dieu de donner la paix à la France, il prioit Messieurs du Parlement de croire que monsieur le cardinal Mazarin n'auoit iamais eu pensée de leur faire aucun deplaisir ; et monsieur le Cardinal prenant la pa-

le auroit dit qu'il a tousiours estimé et honoré le Parlement, et tousiours eu deassein de le servir, tant en general qu'en particulier, et qu'il le feroit paroistre à aduenir.

Après cela, messieurs les deputez du Roy et des compagnies se saluerent tous, et s'arresterent reciproquement, esmoignant tous grande satisfaction de l'accommode-ment, et se separerent sur les neuf heures du soir. (Journal du parlement de Paris pour les années 1648 et 1649.)

Pièce H.

Le premier président donna lecture au Parlement de la déclaration du Roi, qui contenait les conditions de la paix. — Page 361 du premier volume.

De par le Roi.

• Nos amez et feaux, bien que par les articles arrestez à Ruel l'vnziesme de ce mois de nostre part avec vos deputez, il eust esté pourueu à tout ce qui concerne nos officiers et sujets interessez aux presens mouuemens, et mesme à ce qui touche les princes, ducs, pairs, officiers de la couronne, seigneurs et gentils-hommes qui ont pris les armes à l'occasion desdits mouuemens : neantmoins sur ce que vous auez desiré en acceptant par vous lesdits articles, qu'il nous fust fait des remontrances pour obtenir de nous quelques modifications et temperaments sur aucun points dudit traité de Ruel, et que ce qui est des interest desdits princes, seigneurs et gentils-hommes fust plus particulierement expliqué, nous auons bien volon-

tiers entendu ce qui nous a esté representé sur ce sujet par les deputez de vostre compagnie : et apres avoir pleinement et entierement executé ce qui a esté promis en nostre ville de Paris et en tout ce qui a despenu de nous, nous auons bien volontiers accordé ce qui regardoit vostre compagnie ; et quant ausdits princes et à tous ceux qui pris les armes avec eux , nous leur auons aussi tres volontiers accordé tout ce qui s'est pû sans prejudicier nôlement à nostre estat , n'ayant point de plus grande que de faire promptement cesser les maux que nos peuples ont commencé de souffrir par le present trouble , et voire tous nos sujets joüir d'une entiere tranquillité par l'establissement de la paix avec la couronne d'Espagne qui est presentement seule en guerre contre nous. Et pour y parvenir n'y ayant point d'office ny d'instance comparables que nous ne fassions , et que nous ne soyons resolus de continuer jusques à ce qu'il ait plu à Dieu nous donner vne heureuse conclusion. Et ayant fait expédier nos lettres de declaration de ce jourd'huy contenant choses que nous auons accordées , nous auons bien voulu par l'aduis de la Reyne regente nostre tres-honorée Dame et Mere , les accompagner de celle-cy , par laquelle nous vous mandons et ordonnons de proceder à l'enregistrement pur et simple de nostredite declaration , et de l'observer et faire observer selon sa forme et teneur en tout ce qui dépend de vous : et d'autant que nous n'auons pas jusques à present de certitude des sentimens desdits princes et de ceux qui sont interessez avec eux sur l'acceptation du traité , nous voulons bien vous dire et vous assurer qu'il core qu'ils feissent refus ou difficulté de l'accepter (ce q

•ous ne voulons pas croire), neantmoins nous le ferons
soinement et entierement executer à l'egard de vostre
compagnie et de nostre bonne ville de Paris et de tous nos
autres sujets, et que nous n'entendons tenir nos troupes
par deçà que jusques à ce que celles des princes soient
centiées, en sorte qu'ils ne puissent rien entreprendre
contre nostre service; vous exhortant de contribuer ce
qui sera en vostre pouuoir pour le repos public , avec as-
surance que comme vous ne scauriez rien faire de plus
utile à tout le royaume et à nostredite ville de Paris , aussi
que pouuez-vous nous rendre de seruice plus agréable. N'y
ites donc faute , car tel est nostre plaisir. Donné à Saint
germain en Laye le 30 iour de mars 1649, signé Louis.
Et plus bas de Guenegaud , et au dos est escrit : A nos
mez et feaux les gens tenans nostre cour de parlement de
Paris.

• Ladite lettre ouverte et leue , ensemble ladite decla-
ration , la matiere mise en deliberation , a esté donné l'ar-
est qui ensuit :

• Ce jour la Cour, toutes les Chambres assemblées apres
avoir veu les lettres patentes en forme de declaration
louées à Saint Germain en Laye au mois de mars der-
nier , signées Louis. Et par le Roy, la Reyne regente sa
nere presente , de Guenegaud. Et scellées en lacs de soye
du grand seau de cire verte , expediées sur les mouvements
presens , et pour les faire cesser, ainsi que le portent plus
au long lesdites lettres adressantes à la Cour , et les con-
clusions du procureur general , a ordonné et ordonne
que ladite declaration sera registrée au greffe d'icelle .
pour estre executée selon sa forme et teneur. et copies
d'icelle enuoyées en tous les bailliages et seneschal-
leries

de ce ressort pour y estre leües , publiées, remp
executées à la diligence des substituts dudit p
general , qui seront tenus de certifier la Cour au
au mois , et suivant l'arrêté de ce jour.

Et arresté qu'il sera rendu grace à Dieu, et la
Reyne regente remerciez de ce qu'il leur a plu
la paix à leur peuple. Qu'à cette fin seront de
presidens et des conseillers de ladite Cour pour
remerciement , et supplier ledit seigneur Roy et
dame Reyne d'honorer la ville de Paris de leur
et d'y retourner : comme aussi feront instance
interests particuliers de tous les généraux. Et outre
qu'il sera donné ordre au licenciemement des troupes
en Parlement le iour susdit.

*Declaration du Roy pour faire cesser les mouuementz
restablir le repos et la tranquillité en son royaume
rifiée en Parlement le 1^{er} avril 1649.*

« Louis par la grace de Dieu Roy de France et de
uarre , à tous presens et à venir , salut. L'experience
assez connoistre que la France est inuincible et redou
à ses ennemis , lorsqu'elle est parfaitement vnie en
ses parties. Et nous pouuons dire avec verité , que
harmonie si accomplie , a esté la vraye cause de la grande
ou tant de conquestes et victoires sur l'Empire et l'
pagne l'ont portée. Ce qui nous oblige de veiller soigne
sement à preuenir toutes les occasions qui pourroient
terer cette parfaite vniion , si necessaire pour maintenir
les aduentages que nous auons eus sur nos ennemis , qui
sont en si grand nombre , que l'on peut compter les anné

re regne par les signalées victoires que nous auons tées sur eux. Ainsi preuoyant que la diuision qui iencé à paroistre depuis peu pourroit prendre des et causer vne guerre ciuile qui nous osteroit le d'opposer puissamment nos armes aux entreprises ennemis, afin de les obligier à consentir à la paix, la recompense la plus precieuse, et comme la couue nous nous sommes proposée de tous nos trauaux. e paix nous desirons avec tant d'affection, que paruenir nous n'auons rien obmis qui ait pu con- nostre dignité ; faisant mesme incessamment les Espagnols de nommer vn lieu sur nostre fron- deçà, pour y enuoyer des deputez des deux cou- avec plein pouuoir pour en traiter; et ayant dès nt resolu de nommer entre ceux qui y seront en- e nostre part, lvn de nos officiers de nostre cour- ment de Paris. Pour obtenir vn bien si necessaire tat, nous auons jugé quil estoit à propos d'em- ous les remedes que la prudence et la bonté d'un eeuvent apporter pour arrester le cours du mal ; et pour que nos officiers et subjets puis- ns une profonde et heureuse tranquillité, joûir ces que nous leur auons si liberalement departies tre declaration du mois d'octobre dernier, que ulons et entendons ensemble les declarations des may et iuillet dernier, verifiées audit Parlement, ecutées selon leur forme et teneur, sinon en ce uroit esté derogé par celle dudit mois d'octobre, i regarde les emprunts que nous pourrons estre de faire dans les necessitez presentes de nostre Es- si qu'il sera dit cy-dessous.

A ces causes , apres que nostre cour de Parlement de habitans de nostre bonne ville de Paris nous ont rendus les soumissions et obeissances que nous pouvions devoir d'eux , avec les assurances de leur fidelité à nostre seruice , de l'aduis de la Reyne regente nostre tres-honne Dame et Mere , de nostre tres-cher et tres-amé oncle duc d'Orléans , de nostre tres-cher et tres-amé cousin le prince de Condé , et de nostre certaine science , plus puissance et authorité royale ; nous auons dit et declardissons et declarons par ces presentes signées de nos main , voulons et nous plaist , que tous les arrests qui ont esté donnez , ordonnances , commissions decernées tant par nostredite cour de Parlement , preuost des marchans et escheuins de nostre bonne ville de Paris , qu'autres plus neralement quelconques ; ensemble tous actes , traitez , mesme les lettres , escrits faits et expediez au sujet du presens mouuemens depuis le 6 ianvier dernier , jusqu'au jour de la presente declaration ; demeurent nuls comme non aduenus , sans que personne en puisse estre ny-après recherché ny inquieté , ny aussi que l'on ne puisse ayder contre qui que ce soit , ny preualoir au prejudeice de nostre seruice et du repos de l'Estat . Demeureront neantmoins en leur entier les arrests qui ont esté rendus tant en matière ciuile que criminelle , entre les particuliers presens ou avec nostre procureur general pour affaires particulières , mesme les adjudications par decret et receptions d'officiers , comme aussi ceux concernant nos officiers de ladite Cour de la creation de l'an 1635 .

» II. Demeureront aussi nuls et comme non aduenus tous les arrests donnez en nostre conseil , et les decl-

curations publiées en iceluy, et les lettres de cachet expédiées sur le sujet des presens mouuemens depuis le 6 janvier dernier, jusques au jour de la presente declaration :
- et en consequence ordonnons que la memoire soit esteinte : et assoupie de toutes les vnions, ligues et associations faites, et de tout ce qui pourroit auoir esté fait, geré et négocié pour raison de ce, tant dedans que dehors nostre royaume, à l'occasion des presens mouuemens ; soit que ceux qui ont suiy le party de ladite vnion, ayent eu communication avec les estrangers, qu'ils leur ayent donné conseil et facilité d'entrer en nostre Estat, qu'ils ayent joint leurs armes ou pris commandement parmy eux, et enjoint à nos villes, bourgs et villages de leur ouvrir les portes, les recevoir et leur donner des viures, et généralement toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles puissent estre, qui ont eu connoissance ou participation de telles et semblables négociations ; soit que lesdites actions ayent esté faites par les ordres de nostre tres-cher et tres-amé cousin le prince de Conty, ou par autres princes, ducs, pairs, officiers de nostre couronne, prelats, seigneurs, gentils-hommes, officiers, villes et communautez, sans que nostredit cousin le prince de Conty, ni les autres princes, ducs, pairs, officiers de nostre couronne, prelats, seigneurs et gentils-hommes, villes et communautez, ny mesme ceux qui pourroient auoir esté employez ausdites négociations, de quelque qualité et condition qu'ils puissent estre ; soient ores ny à l'aduenir recherchez ny inquietez pour raison de ce qui aura esté par eux fait dans lesdites négociations, et pour les choses commises dans les armées et ailleurs en toutes les actions de la presente guerre, ny pour les leuées de troupes,

prises de deniers publics et particuliers, enlèvement, vente de meubles et vaisselle d'argent, canons, armes, munitions de guerre et de bouche, fors ce qui se trouve en nature non encore vendu; assemblées dans les villes à la campagne, prises et ports d'armes, arrests et empêchemens de personnes, occupations de villes, châteaux, passages et autres lieux forts, soit par ordre ou autrement; et ce iusqu'au iour de la publication de la présente declaration en nostre cour de parlement de Paris, pour ceux qui sont en nostredite ville et aux environs; et pour les autres, trois iours apres la publication des présentes faite aux bailliages et seneschauissés, de le ressort desquelles ils seront demeurans. Voulons et ordonnons que nostredit cousin le prince de Conty, princes, ducs, pairs et officiers de nostre couronne, prelats, seigneurs, gentils-hommes, officiers, et généralement tous autres de quelque qualité et condition qu'ils soient sans aucun excepter ny reseruer, qui se trouueront en cey ou contribué en quelque sorte que ce soit aux ditz cy-dessus spécifiées; soient restablis dans tous leurs biens, honneurs, dignitez, preeminences, prerogatiues, châtelains, gouvernemens, offices et benefices, au mesme estat où se trouuoient au sixième de ianvier dernier; mesme les sieurs marquis de Noirmoustier, comte de Fiesque, de Laigue, Saint Ibar, la Sauuetat et la Boulaye. Comme aussi que tous ceux qui ont pris les armes à l'occasion du presens mouuemens, seront payez de toutes les sommes qui leur seront legitimement par nous deües, à la date que nostredit cousin le prince de Conty, autres princes, ducs, pairs, officiers de nostre couronne, prelats, seigneurs, gentils-hommes, officiers, villes et communautés,

et tous autres qui se trouueront auoir agy et contribué aux choses cy-dessus, en quelque façon que ce soit; posseront les armes, et se departiront de toutes ligues, associations, traitez faits pour raison des presens mouuemens, tant dedans que dehors nostre royaume.

III. Les gens de guerre qui ont esté leuez sous les ordres de nostredit cousin le prince de Conty, ou en vertu d'autres commissions, seront licentiez incontinent apres la publication de la presente declaration, à l'exception toutesfois de ceux que nous voudrons retenir sur pied, aux chefs desquels nous ferons donner nos commissions.

IV. Tous les prisonniers tant de guerre qu'autres, nommement le sieur Mangot conseiller en nos conseils, et maistre des requestes ordinaire de nostre hostel, les sieurs de Tracy et Brequigny, et generalement tous ceux qui ont esté arrestez et emprisonnez depuis le 6 ianvier dernier à l'occasion des presens mouuemens, en quelque prison que ce puisse estre, seront mis en liberté au jour de la publication de la presente declaration.

V. Et d'autant que les premiers deniers de nos tailles et fermes ne se reçoient qu'apres quatre ou cinq mois de chaque année commencée, et que la nécessité pressante de nos affaires nous force à rechercher un secours de deniers plus present, nous ordonnons que pendant les années 1649 et 1650 seulement, il pourra estre fait emprunt de douze millions de liures par chacune desdites années, si l'estat de nos finances le desire. Lesquels emprunts seront volontaires sans qu'aucun de nos sujets puisse estre contraint à le faire, et sans que les deniers qui en prouiendront puissent estre employez au rembour-

caution, de tourner en nostre espargne les so
termes dont l'on conuiendra ; et sera payé pou
prunt, l'interest à raison du denier douze, duq
que de besoin sera fait par nous don à ceux qui
les sommes principales : sans que pour les emp
le remboursement sera assigné sur les receptes
l'on puisse mettre les tailles en party, ny en
le recourement par autres que par nos offic
naires.

» VI. Nous ordonnons que les elections d
Cognac et Saint Iean d'Angely, distraites de
des aydes de Paris, et attribuées à nostre cou
de Guyenne, seront reünies à celle de Paris et
estoiuent auparauant l'Edit du mois de....

» VII. Considerant les foules et charges que
de l'election de Paris ont souffertes par le loge
sejour des troupes qui y sont, nous pouruoiro
lagement des contribuables aux tailles de ladit
selon l'estat auquel elle se trouuera apres q
troupes en seront retirées, et ce sur les inform
nous en ferons faire pour cette fin, sans rejette

teneur, aux conditions du traité fait avec ladite cour de Parlement.

IX. Et ayant égard aux remonstrances qui nous ont esté faites par nostre cour de parlement de Rouen, sur le sujet de la suppression du semestre estably en icelle, nous auons par cesdites presentes esteint et supprimé, esteignons et supprimons ledit semestre estably par nos lettres en forme de declaration du mois de..... et en consequence tous les offices de conseillers et présidens creez par lesdites declarations, sans qu'ores, ny à l'aduenir, pour quelque cause et occasion que ce puisse estre, ledit semestre, ensemble lesdits offices puissent estre restablis, à la reserue neantmoins d vn office de president, et de treize offices de conseillers en nostredite cour, et deux offices aux requestes du palais d'icelle, que nous voulons estre conseruez pour estre reünis et incorporez au corps de nostredite cour de Parlement, et estre exercez par ceux qui nous seront nommez et choisis par nostredite cour, et aux mesmes honneurs, dignitez, preeminences, droits, priuileges et prerogatives que les autres officiers, et aux gages attribuez par leur edit de creation. Et sera tenué nostredite cour de parlement de Rouen, de faire le choix de ceux qu'elle jugera à propos de demeurer en la fonction desdites charges, et nous les nommer dans vn mois pour toutes prefixions et delais du iour de la publication des presentes en nosdites cours de parlement de Paris et Rouen : autrement et à faute de ce faire dans ledit temps, et iceluy passé, pourront selon l'ordre de leurs receptions, les officiers pourueus desdites charges de presidens et conseillers de la premiere creation, demeurer jusques audit nombre dans la fonction d'icelle, à la charge

que ceux qui seront ainsi nommez par nostredite cour, qui auront été choisis par nous, faute de faire par telle ladite nomination, payeront en nostre Espargne; seauoir le president, soixante et dix mil liures; les treize conseillers laics, trente mil liures chacun; et les deux conseillers au requestes, vingt mil liures aussi chacun, pour estre ledit deniers ballez et payez aux anciens officiers qui demeureront supprimez. Et pour le surplus des sommes qui conuiendra pour pouruoir au remboursement des offices qui demeureront supprimez, il y sera par nous pour au plustost, sans que nostredite cour de parlement de Rouen en puisse estre chargee, ny ceux qui ont vendu lesdites charges et offices, recherchez ny inquietez pour quelque cause et occasion que ce soit. Voulons et entendons que les officiers qui seront ainsi supprimez, joüissent des priuileges, preeminences et prerogatiues, que le temps qu'ils ont exercé lesdites charges leur peut avoir acquis, et qu'en consequence ils puissent entrer en tous autres charges sans qu'ils soient obligez de subir noud examen; iouiront aussi jusques à leur actuel remboursement, sur leurs simples quittances, des gages attribus ausdits offices, dont sera fait fonds dans nos estats.

• Si donnons en mandement à nos amez et feaux conseillers les gens tenans nosdites cours de parlement de Paris et de Rouen, que nostre presente declaration ayent à faire lire, publier et enregister, et le contenuant icelle garder et obseruer ehacun endroit soy, selon sa forme et teneur. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Saint Germain en Laye au mois de mars l'an de grace 1649, et

Le nostre regne le 6. Signé Louis. Et plus bas, par le
Roy, la Reyne regente sa mere presente, de Guenegaud.
Et scellé sur lacs de soye du grand sceau de cire verte.

• Registrée, oüy et ce requerant le procureur general
du Roy, pour estre executée selon sa forme et teneur, et
copies d'icelle enuoyées en tous les bailliages et seneschau-
ssées de ce ressort, pour y estre lue, publiée, re-
gistrée et executée à la diligence des substituts dudit pro-
cureur general, qui seront tenus certifier la cour auoir ce-
fait au mois, et suivant l'arrêté de ce jour. A Paris, en
Parlement, le 1^{er} iour d'avril 1649. Signé du Tillet. »

PIÈCE I.

Des amis infidèles cherchaient à ébranler son crédit
sur l'esprit de la Reine. — Page 57 du troisième volume.

Lettre de M. le cardinal Mazarin, à M. de Brienne.

La Reine a crû, à ce que j'apprens, que vous m'aviez
simplement envoyé une lettre du Roy, conformément à
ce que l'on a accoutumé de faire à tous les cardinaux
nationaux, lorsqu'on reçoit nouvelles de Rome que le
Pape soit en danger. Mais pour moi j'étois privilégié,
puisque outre la première du Roy et le duplicata, j'en
ai reçu une autre, et trois de vos dépêches, le tout conçû
en termes si pressans pour me faire prendre, sans aucun
délai, la route de Rome, que j'avoué d'en avoir été sur-
pris au point que je devois, ne pouvant m'imaginer en

quoi j'avois manqué à *leurs majestez*, pour me présenter faire un voyage avec tant d'ignominie, tant de risque et sans aucun moyen de subsister. De croire qu'avec une lettre de recommandation pour *le Pape*, on satisfaisoit tout, comme si à Rome on étoit si peu connoissant des choses, qu'on ne scût pas inférer quelle sorte de protection je pourrois avoir en ce lieu-là, puisque j'étois déjà donné à la persécution de mes ennemis en France, et que *le Roi* est maître. Avec tout cela si j'eusse eu l'homme de recevoir un petit mot de *la Reine*, qui m'eût fait connaître que l'intention du *Roi* et la sienne étoient que je m'y en allasse, ainsi qu'elle a eu la bonte de me le faire savoir lorsqu'elle a voulu que je sortisse du royaume et que je m'éloignasse jusques au Rhin, je vous assurerais qu'après avoir mis mes nièces dans un monastère, et licencié ma famille, je m'y en serois allé avec deux lettres pour confirmer en toutes rencontres à *leurs majestez* que mon obéissance est aveugle, et ma fidélité à toute épreuve. En effet, je suis prêt à faire sans aucune réplique ce que *la Reine* m'ordonnera là-dessus, quoiqu'il ne puisse recevoir une plus grande mortification que de faire ce voyage dans l'état où je suis, qui d'ailleurs ne peut qu'être préjudiciable à la dignité du *Roi*. Sur ce que madame d'Aiguillon m'a fait dire par *Rouzereau*, je l'ai proposé moi-même, demandant les conditions que vous scâvez, et toute la négociation a abouti à des ordres que m'y en aller, sans parler d'autre chose. Ce qui est de malheur en cette affaire, c'est qu'on eut l'adresse de faire passer auprès de *la Reine* pour une grâce que l'on me faisoit, afin que je ressentisse encore quelque effet de la réjouissance publique pour la majorité du *Roi*. Tou

cela m'a accablé de déplaisir, voyant à quel point mes amis se prévalloient de ma disgrâce , et avec quel bonheur ils employoient leur adresse pour me faire recevoir des traitemens si rudes, dans un tems où je pourrois avec justice esperer qu'on donneroit quelque soulagement aux persecutions que j'ai souffertes huit mois durant, avec tant de violence , et avec un si notable préjudice de l'autorité royale.

Mais tout cela n'est pas comparable à l'excez de douleur dans lequel je suis , après avoir vû dans toutes les lettres de quantité de mes amis qui sont à Paris, et dehors, le plaisir dans lequel on y est , du contenu en la déclaration du *Roi*, qui avoit été enregistrée au Parlement, et que l'on croitoit par la ville. Tous , sans avoir concerté ensemble , tombans d'accord que , depuis la monarchie , on n'avoit jamais rien fait de si sanglant contre qui que ce soit , quelque crime qu'il eût pu commettre. Personne ne me l'a osé envoyer , et je vous puis jurer de ne l'avoir pas vûé. Mais c'est assez de sçavoir que le *Roi* a déclaré que j'ai empêché la paix , et fait faire toutes les pirateries sur les alliés de la France , pour être persuadé que mon maître veut que je sois reconnu pour l'homme le plus infame et le plus scelerat qui ait jamais été , et pour le fleau de la chrétienté , et l'on m'envoie après cela au lieu de ma naissance , pour faire parade à mes parens et amis des beaux titres que j'ai emportez , et pour une récompense de vingt et trois ans de services aussi fidèles et aussi utiles , qui jamais ayent été rendus par quelque ministre aussi zélé et desinteressé que ce puisse être.

Tous mes ennemis ont travaillé six mois durant, avec l'application que chacun sçait , envoyant des commis-

saires par-tout , s'appliquant à toutes les recherches imaginables ; faisant aucun d'eux exciter de faux témoins pour voir si l'on me pourroit noircir de quelques crimes, lesquels justifians dans l'esprit des peuples l'oppression qu'on me faisoit, établissent de plus en plus leur haine contre moi ; sans que tout cela ait rien produit que des effets très-avantageux pour les détromper et faire connoître mon innocence et l'injustice avec laquelle elle fut attaquée. Dans ce tems-là mesdits ennemis, desespérés de pouvoir rien faire d'ailleurs , ont trouvé le moyen auprès de *leurs majestez* sans être entendu , de me faire déclarer en la forme la plus éclatante et authentique dont on puisse nommer un voleur , et de m'attribuer le seul empêchement de la paix.

» Après cela , il me semble qu'on devroit plutôt conseiller de me cacher , sans me montrer plus à personne , et m'ensevelir pour jamais , que non pas d'aller à Rome ; puisque je ne dois pas seulement apprehender le peuples de France , mais tous ceux qui souffrent des mauvaises loix pour la continuation de la guerre , et qui doivent avec raison jeter des pierres à celui qui en est déclaré la cause.

» Je scéai bien que *leurs majestez* ne peuvent pas avoir eu connoissance en détail de ce qui étoit contenu en la déclaration du *Roi* , car elles sont trop équitables pour croire , par quelque raison que ce puisse étre , qu'elles eussent voulu consentir à me déclarer le plus méchant et abominable de tous les hommes , et un traître. Mais c'est un grand malheur pour le service du *Roi* , qui ne se trouve aucun qui ait fait connoître de quel avantage étoit aux ennemis de la France , que toute l'Europe par la déclaration de *sa majesté* , fût persuadée que so-

principal ministre avoit empêché la paix. Les Espagnols ne pourroient obtenir rien de si avantageux que de pouvoir rejeter sur la France la haine de la chrétienté pour les maux que la guerre lui fait souffrir, et *les alliez de la France* auroient droit par la déclaration du *Roi* de demander avec justice le dédommagement des déprédatiōns qu'on a faites, qui vont à des millions, ou, en cas de refus, de faire une querelle bien fondée, puisqu'enfin il est certain que *le Roi et l'Estat* sont responsables de la conduite de ceux qui ont la direction des affaires.

» Je sçais aussi que ma considération n'étoit pas assez forte pour obliger de parler en ma faveur : mais à la vérité l'interêt du *Roi*, de *l'Estat* et de *la Reine* même, étoit engagé par tant d'autres raisons, outre les dessusdites qui sont très-pressantes, qu'il faut avouer que ç'a été un étrange malheur, qu'il ne se soit rencontré personne qui leur en ait dit un seul mot, et le mien est dans un souverain degré, puisque, outre ce que je souffre dans mon particulier, la passion que j'ai pour *leurs majestez* et *l'Estat*, qui ne peut jamais finir, me fait aussi ressentir dans le fond de l'ame le contrecoup qu'elles en reçoivent.

» Vous voyez qu'après les crimes desquels on a obligé *le Roi* de me déclarer coupable, je ne suis plus en état d'avoir participation d'aucune affaire. C'est pourquoi vous ne devez pas prendre la peine de m'en communiquer; et si mes ennemis n'ont pas le contentement de me voir aller à Rome, ils auront celui de me voir cacher, sans me mêler de quoi que ce soit, jusqu'au temps qu'il plaise au *Roi* de me faire justice ; le suppliant très-humblement de trouver bon que je me mette prison-

nier en tel lieu qu'il ordonnera, même dans une de places de *Monsieur d'Orléans*, afin que, si j'ai failli, je reçoive une punition exemplaire. Et pour ôter les difficultés qui s'y pourroient rencontrer, à cause de la dignité de laquelle je suis revêtu, je recevrai à singulière grâce qu'il me soit permis d'en envoyer la démission, et aussi-bien, elle ne peut plus être en ma personne en aucune façon utile à *Sa Majesté*. Je vous serai fort obligé si vous vous employez en sorte que cette grâce me soit accordée, que j'estimerai au dernier point, puisqu'il peut contribuer à la réputation de mon honneur; et vous prie d'excuser encore pour cette seule fois ma imprudence. »

Autre Lettre écrite à M. de Brienne, par le cardinal Mazarin.

» Monsieur,

» Tant que le malheur ne s'est attaqué qu'à ma fortune, et que j'ai crû n'avoir rien à apprehender que la perte de ma charge, j'ai souffert ma disgrâce sans murmure, et me suis résolu sans peine à attendre qu'une fortune plus favorable me donnât lieu d'espérer plus d'avantage. Mais maintenant que j'apprends qu'on en veut à mon innocence, et qu'on essaie à ruiner dans l'esprit de la Reine le peu de bonne opinion que j'avois souhaité de m'y acquérir, j'avoué que je n'ai pas assez de constance pour endurer un si rude choc sans me plaindre. Vous me connaissez assez, Monsieur, pour savoir que l'intérêt ne m'a jamais fait agir, je n'ai cherché dans mes actions que de

l'honneur, et en ai mis le plus haut point à pouvoir être estimé de la seule personne à qui je dediois tous mes services. Jugez par là combien je dois être sensible à l'injure qu'on me fait de me vouloir noircir auprès d'elle , et trouvez bon , s'il vous plaît , que je vous supplie très- humblement de dire à *Sa Majesté* qu'en toute autre occasion je recevrai ses graces avec le respect à quoi je suis obligé, mais qu'en celle-ci je ne lui demande que justice ; si je suis coupable contre elle ou en choses d'importance , en bagatelles, je suis le plus criminel homme du royaume , et je desire avec passion que le Parlement examine mes fautes et les punisse ; je suis prêt pour ce sujet d'entrer dans la Conciergerie toutes les fois qu'il plaîra de me faire faire mon procès ; je me sens innocent que je n'en puis redouter l'issuë ; et même dans le desespoir où je suis presentement, quand la fin m'en pourroit être funeste , je pense que je ne l'apprehenderois pas, ne jugeant plus avoir rien à perdre au monde , puisque *la Reine* a perdu la creance qu'elle a eu autrefois de ma fidelité. J'attens de l'honneur de votre amitié que vous me ferez la grace de lui témoigner mes tristes sentimens , c'est le plus sensible et le meilleur office que puisse esperer de vous ,

• Monsieur,

• Votre, etc. *

PIÈCE X.

*La présente section de *Le Tour d'Anvergne*,
en exemple, n'a été éditée qu'après la mort de la reine
et il a été sacrifié son caractère indépendance — Peut-être
dans le troisième volume.*

Nous nous cherchons avec beaucoup de soin à faire comprendre quelles étaient les causes privées et publiques politiques des grands seigneurs en France avant la révolution causée par Louis XIV. C'est si important pour l'intelligence de notre histoire que nous donnerons encore ici quelques détails; sans oublier d'observer à nos lecteurs qu'avant le mariage du comte de Turenne avec l'héritière de Sedan, la mère de La Tour d'Anvergne, bien que riche et illustre, n'avait rien qui la distinguait des autres grandes maisons de la cour royale. Ce que nous remarquerons de sa partie doit donc être supposé à peu près de toutes les autres.

« François de La Tour, vicomte de Turenne, ayant suivi le Roi François I^{er} en Bretagne, en 1532, il mourut en ce pays des fièvres continues qui furent attribuées principalement aux jeunes gens, le vicomte de Turenne fut du nombre des malheureux. Il mourut à Villoches, douzième jour du mois de juillet, ayant fait seulement trois jours auparavant. Nous avons deux relais très-exactes, faites en ce temps-là, de ce qui se passa à ses honneurs funèbres, dans lesquelles il est dit qu'il avait ordonné par sa dernière volonté son corps être enterré en la ville de Brive, au couvent de l'ordre

de S
serv
beau
tin
d'u
ero i
un g
bla
escu
peri
ron-
la te
les
fire
eure
cinc
bon
ren
lesq
Et
soi
Gi
Fa
ha
de
et
v

Saint-François. Après quoi il y est marqué que ses viteurs le firent très bien embaumer et mettre dans un coffre couvert de velours noir, et une croix de satin blanc de tous costez, et le mirent sur les brancards une litiere noire, et le couvrirent d'un drap noir à une croix de fustaine blanche traînant à terre, et par dessus un grand drap de velours noir à tout une croix de satin blanc traînant jusques à terre, fort ample, avec quatre cuasons aux armes dudit feu seigneur. Les mulets qui le portoient estoient houssez de drap noir jusques aux patyns, et une croix de fustaine blanche et un chaperon à teste, en sorte qu'on ne voyoit rien desdits mulets que les yeux et les pieds. Et avant partir de Villocher, ils ent chanter tous les prestres qu'ils purent trouver; et rent six cordeliers qui garderent le corps audit lieu, sq ou six jours, priant Dieu, et faisoient l'office divin notablement. Et au partir de là le portèrent au couvent de Saint-François, où il demeura dix jours, pendant iquels on disoit tous les jours grands messes et vigiles. à tous les gentilshommes dudit vicomte, parmy lesquels nt nommez M. de la Borde, M. le Maistre, le baron de imel, M. de Martigny, M. de Miramont, Mathieu de age, seigneur de Marion, et tous les serviteurs, furent là habillez de deuil, lesquels étoient en grand nombre, tant à gentilshommes qu'autres, et apres partirent de là accompagné des cordeliers, et s'en vinrent jusques à la ville d'Userche en Limousin, où le corps reposa pendant quinze jours. Le vingtiesme jour de juillet, messire rançois d'Escars, seigneur de la Vauguyon, l'un des executeurs de son testament et tuteur de ses enfans, vint Pompadour, et envoya querir Messire Rigaud de la

Tour, abbé d'Userche, frere du defunct ; M. de Bar, seigneur du Cluzeau et de la Bertrandie, ensemble Messieurs de Pompadour et d'Escar, pour adviser au sujet de l'enterrement et honneurs funebres dudit feu seigneur. Lequel de Bar leur monstra ce qui avoit esté fait à l'enterrement de feu son père. Ce qui ayant été approuvé par ces Messieurs, ils en envoyèrent un double à M. le d'Albanie et à messire Antoine de La Rochefoucault, seigneur de Barbesieux, tuteurs d'honneur des enfans du vicomte, avec les cardinaux de Tournon et de Grammont, et encore à Madame Antoinette de Polignac, dame douairiere de Montgascon, aussi tutrice de ses fans. Ce project ayant été trouvé bon par ces Messieurs et par ladite dame, ils despescherent ledit de Bar à Bar pour faire accoustrer l'église des cordeliers et faire faire les provisions nécessaires pour l'enterrement et honneur funebres. Ils escrivirent à Messieurs les evesques de Cahors, de Tulle, de Perigueux, de Sarlat et de Bazas pour les inviter de se trouver à cet enterrement. Ils y inviterent pareillement les abbez de Souillac, Figeac, S. Martial, la Valete, Granmont, Marsillac, Terrasson, Beaulieu, la Couronne et Chastres, et les doyens du chapitre de Saint-Germain de Maseré. Ils y firent aussi appeler M. de Murat, M. de Limeüil, M. de Pompadour, M. d'Autefort, M. de Pons, M. de Mirambel, M. de Ribeyrac, M. de Guistinieres, M. de Curton, M. de Montal, M. de Biron, M. le grand-escuyer de France, M. de Gimel, M. d'Escar, M. de Saint-Bonnet, M. de Sainte-Aulaire, Messieurs de Lafieulx, de Granat, Montmurat et Aubeterre, et tous les gentils-hommes à coutumez à estre appelez aux Estats de la vicomté de

Turenne, ensemble tous les consuls et syndics des villes
et châtelainies de la vicomté.

¶ Ledit sieur de Bar fit tenir les lettres par-tout par
cinq serviteurs habillez de deuil.
¶ Le quatriesme jour d'aoüst, Jean de la Borde, escuyer
du vicome, et Alexandre de Calmon, seigneur de Bruols,
son maistre d'hostel, arriverent à Brive, avec la plus
grande partie de ses serviteurs, et firent entourer l'église
des cordeliers d'une ceinture de noir dehors et dedans
aux armes du defunct, l'ordre du Roy à l'entour. On fit
tendre le grand autel haut et bas de velours noir, avec
une croix de satin blanc à chasque piece aux armes dudit
seigneur, en broderie, et à l'entour dudit autel des rideaux
de tafetas noir, et les piliers furent tous couverts
de drap noir. Auprez de l'autel, du costé de l'Evangile,
il y avoit un petit oratoire tapissé de noir de tous costez,
où estoient ceux qui portoient le grand deuil, et le devant
de tafetas noir. Tout le cœur estoit garni et tapissé
de drap noir jusques au premier degré. Tout à l'entour
de l'église, il y avoit des listeaux avec des chandeliers
noirs, avec un cierge allumé à chascun; et au dessous du
dit bois, tant que duroit le chœur et le bout de l'église,
une ceinture de velours noir aux armes du defunct, et dans
toute la nef de l'église une ceinture de satin noir semée
d'armoiries; et tout le bas du chœur et la chaire du predi-
cateur tout couvert de drap noir. Il y avoit au milieu du
chœur une chapelle ardente fort haute et double clocher
au milieu, une grande croix au dessus, où il y avoit cinq
croix, et en chasque quarré autant, toute couverte de
cierges, et tout le tour de ladite chapelle garni de ve-
lours noir.

• Les seigneurs de la Borde et de Bruols, accompagné de tous les serviteurs, partirent de Brive le dixtiesme jour d'aoüst, pour se rendre à Userche, où furent faire un service solemnel ; et s'y trouva le seigneur de Pompadour, qui y fit faire un pareil service.

• Le lendemain, ils enleverent le corps, et partirent d'Userche. Ils furent accompagné bien loin par l'abbé et le chapitre d'Userche et par les syndics de ladite ville, avec certain nombre de torches aux armes dudit abbé du chapitre, et de la ville, jusques au prioré de la Sauliere esloigné d'environ une lieue de la ville.

• Le vingtiesme, tous les serviteurs, ensemble plusieurs gentilshommes en grand nombre, allèrent au prioré de la Sauliere, où ils firent celebrier une grande messe par les cordeliers qui gardoient le corps. Et après la messe dite, ils prirent le corps et le monterent comme ey-dessus pour le transporter à Brive. Il y avoit devant du corps cinquante pauvres habillez de deuil, et chacun une torche à la main, aux armes du defunt, et marchoient devant ses serviteurs. Apres marchoit le seigneur de la Bertrandie, portant les esperons dorez, monté sur un grand cheval houssé de drap noir jusques aux pattons des pieds, avec une croix de fustaine blanche et chaperon sur le reste dudit cheval, en sorte qu'on ne voyoit que les yeux. Apres marchoit le fils du seigneur de Miramont, portant les gantelets, monté sur un autre grand cheval, accoustré de mesme. Apres marchoit le jeune Cornil de Quercy, portant le panon, monté sur un grand cheval houssé de mesme. Apres marchoit le seigneur de la Treyne, portant le heaulme, monté sur un autre grand cheval accoustré de mesme. Apres marchoit le seigneur de la Borde, portant le heaume, monté sur un autre grand cheval accoustré de mesme. Apres marchoit le seigneur de la Bruols, portant le heaume, monté sur un autre grand cheval accoustré de mesme. Apres marchoit le seigneur de Pompadour, portant le heaume, monté sur un autre grand cheval accoustré de mesme.

seigneur de Ligonne , portant le guidon. Apres marchoit le seigneur de la Borde , portant l'enseigne des cent gentilshommes de la maison du Roy , dont le defunct estoit capitaine. Apres marchoit le seigneur de Rosiers , qui portoit l'espée. Apres marchoit l'officier d'armes , portant l'escu dudit seigneur , sa cotte d'armes vestue. Apres marchoit le corps et l'ordre du Roy , sur un carreau de veau noir sur le corps. Il y avoit sur chasque mulet de la litiere un page habillé de deuil , c'est assavoir le baron de Durfort et le petit-fils de la Bertrandie , une gaule noire à la main , couchée sur le bras gauche , le chaperon en a teste renversé , et autour quatre lasquays habillez de neesme. Ils marcherent en cet ordre jusques à Brive , où ils furent rencontrez par les syndics de Turenne , avec vingt quatre pauvres habillez de deuil , ayant chacun une torche à la main , aux armes de Turenne. Et quand ils furent au bout du pont , ils mirent le corps du defunct à terre. Et là se trouverent les seigneurs du grand deuil , c'est-à-dire M. de Pompadour , mené par M. l'evesque de Tulle ; M. de Ribeyrac , mené par M. l'evesque de Sarlat ; M. de Mirambeau , mené par M. l'abbé de Saint-Chamans , accompagnez de tous les parens et autres gentilshommes. Pareillement se trouva au bout du pont M. l'evesque de Perigueux , accompagné des abbez , qui estoient tous habillez en pontifical , avec les eglises de Brive , marchant en procession , ensemble tous les consuls et syndics de la vicomté , chacun en son rang. Le corps fut mis sur deux traîneaux noirs. L'edit evesque luy donna de l'eau benite , et fit les prieres accoustumées. Apres marcherent les torches des convoquez. Et apres celles des villes de Martel et de Beaulieu , celles de Mar-

tel à main droite et celles de Beaulieu à main gauche et les torches de la ville de Brive. Puis vinrent les cordeliers, les jacobins, et les prestres et chanoines de la grande eglise, chascun en l'ordre accoustumé, et aps le pontifical. Après quoy suivroient les consuls de Martel et de Beaulieu, ceux de Martel à main droite et de Beaulieu à main gauche, et les consuls de Brive en robes rouges. Apres marchoient les serviteurs habillez de deuil, en grand nombre, le chaperon en teste. Et aps les mulets de la litiere marchoient les deux pages sus nommez, chaperon renversé, une gaule noire en la main, couchée sur le bras gauche; quatre lasquay tour, de mesme parure. Suivoient les treize pauvres Montfort, habillez de deuil, portant torches aux armes du defunct. Et puis les vingt-quatre pauvres des suys de Turenne, habillez de deuil, portant torches; les quante pauvres, habillez de deuil, chacun une torche la main, aux armes du defunct. Apres marchoit le seigneur de la Bertrandie, portant les esperons dorez garnis de velours; le seigneur de Miramont, avec les gantelets; le seigneur de la Treyne, portant l'heaulme; le jeune Comte de Quercy, portant le panon; le seigneur de Lignac, portant le guidon; le seigneur de Bar, portant l'enseigne; le seigneur de la Borde, avec l'enseigne des gentilshommes de la maison du Roy, et le seigneur de Rosiers, portant l'espée, tous montez sur de grands chevaux houssez comme dessus, chacun desdits gentilshommes ayant le chaperon en la teste. Apres venoit le officier d'armes à cheval, ayant la cotte d'armes vestue, le chaperon sur l'espaulle, portant l'escu. Apres marchoit le baron de Gimel, aussi habillé de deuil, le chaperon

testes, portant l'ordre du Roy sur un carreau de velours noir. Apres marchoit le corps, porté par huit gentilshommes confreres de la confrerie Notre Dame de Brive, revestus de surpelis. Et porterent les quatre coings du drap, sçavoir : les premiers Messieurs de Chaumont et de Montal, et les derniers Messieurs d'Autefort et de Gimel. Apres marchoit le grand deuil en l'ordre que dessus, et apres les parens et les serviteurs des gentilshommes convoquez, et tous les grands apparents du pays, qui y étoient appelez pour l'honneur des funerailles. Apres que tout le monde fut assemblé, M. le vicomte de Turenne, fils du defunct, vint à Brive avec six cens chevaux, et toute la ville le vint visiter en sa chambre aux Cordeliers, d'où il sortit avec toute la compagnie, pour aller en la grande eglise de Saint-Martin, où fut mis le corps du defunct, auprès du grand autel, avec quatre grands cierges à l'entour et deux sur le grand autel, qui bruslerent toute la nuit. On y chanta les vigiles des morts fort solemnellement. Apres qu'elles eurent esté dites, les evesques, abbés, seigneurs, gentilshommes, consuls, syndics, s'en allerent souper ensemble au refectoire des Cordeliers, où ils furent merveilleusement bien servis. Et le souper fait, et graces dites par un cordelier, docteur grandement sçavant, chacun se retira en son logis. Et sonnerent toutes les cloches de ladite ville, toujours dez que le corps fut arrivé jusques à ce qu'il fut mis en terre. Et fut ordonné par Messieurs de la Vauguyon et de Pompadour, qui estoient executeurs testamentaires du defunct, que le seigneur de Bruols, maistre d'hostel, serviroit la table des evesques et prelats; le seigneur de la Borde, escuyer dudit sei-

gneur, serviroit le deuil ; le seigneur de Ligonne, le table des gentilshommes, et les seigneurs de Flourens de Taillefer, les tables des communautez.

• Le lundi xxvi dudit mois d'aoüst, la messe de Nôtre Dame fut célébrée dans ladite église Saint-Martin, par l'abbé de Châtres, officiée par de bons chantres, celle du Saint-Esprit par l'évesque de Sarlat. Après que le corps du defunet fut porté par les confrères dessus en l'ordre marqué cy dessus, fors que les gentilshommes marchoient à pied avec leurs robes longues. Et quand furent prez du couvent des Cordeliers, ils furent reçus par l'évesque de Périgueux, accompagné de plusieurs abbés habillez en pontifical et en procession, qui recevoient le corps en disant les oraisons accoustumées, et mirent dans l'église sous une chapelle ardente bien garnie de cierges allumez ; et à l'entour de ladite chapelle une ceinture de velours noir semée d'escussons aux armes du defunct. Ceux du grand deuil furent mis à l'oratoire du costé de l'Évangile. Les évesques et prêts fors les assistans en la messe, furent assis au bas du chœur du costé de l'Epistre. Et de l'autre costé les parens et gentilshommes, les consuls du costé des preslats, les gentilshommes qui portoient les enseignes et autres de deuil au bas banc, et le heraud d'armes sur un escabeau couvert de drap noir aupres du corps.

• L'évesque de Périgueux dit la messe de Requiem fort solemnellement. Et le seigneur de la Bertrandie et le seigneur de Susrocque, les chaperons et la teste, deux pages devant eux, tenant chacun une torche à la main, chaperon en teste, portant chacun un bassin d'argent en la main, plein d'or ou de monnoye, qu'ils porterent

— ceux du grand deuil pour aller à l'offrande , et aprez — un heraud d'armes , aux gentilshommes et serviteurs — habillez de deuil. Ceux du grand deuil allerent à l'offrande — amenez comme dessus. Apres y alla le heraud d'armes , — qui offrit l'escu qu'il portoit renversé. Et là se trouva le — seigneur de Gimel, qui le prit et le redressa , et crio — vive Turenne , et le mit sur l'autel. Apres y alla le baron — de Gimel , qui portoit l'ordre. Et apres tous les autres — chascun en son ordre. Et apres l'offrande faite , un reli- — gieux dudit couvent fit l'oraison funebre , qui fut ap- — prouvée de toute l'assemblée. La messe ayant estéache- — vée , on mit le corps en terre. Ensuite la compagnie — alla diner au refectoire des Peres , qui estoit bien tapissé , — avec un grand ciel noir sur la table des prelats. Ceux — qui portoient le grand deuil estoient dans une chambre — bien tapissée de noir.

— Il se trouva à cet enterrement environ dix neuf cens — prestres qu'on avoit fait venir de toutes parts , lesquels — furent recompensez comme ils le meritoient. Il y eut — aussi quatre mille neuf cens soixante-six pauvres , aus- — quels on fit l'aumosne. Apres quoy le Pere qui avoit fait — l'oraison funebre alla dire graces , et messieurs du grand — deuil vinrent remercier la compagnie de l'honneur qu'ils — avoient faite à la maison du trespassé. Et apres tout le — monde se retira. On prit en suite soin de payer exacte- — ment toute la despense qui avoit esté faite pour cette af- — faire , et on fit crier à son de trompe par toute la ville — de Brive que tous ceux qui auroient fourni quelque — chose vinssent se faire payer jusques à une maille . »

(*Histoire de la Maison d'Auvergne*, par M. Baluze.)

Le pere de l'eccluse de la ~~Yonne~~ est mort
importun, son testament laisse faire que
gauge fort eustres des biens de ~~la~~ ~~Yonne~~.

Testament d'Alphonse de la ~~Yonne~~

• Au nom de la misericorde de Dieu, au
du saint esprit. Amen. Je desirerai que
venir que l'an de l'incarnation de notre Seigneur
et le xxi^e jour de mai de mache prochainement
titulé bailli et puissant seigneur mesme
Tour chevalier vicomte de Tonnerre, bailli de la
seigneur des terres, chateaux, et chateaulements
et de Montvalent, entant en tout sens et maniere
et ordonne mon dernier testament en la forme
que sensuit. Et premiersment a faire faire en mon
ter le signe de la crois en disant, *Je nomme mon
fili, et spiritus sancti. Amen.* Item a veul et
ludit enigme testateur que quand le plaisir de Dieu
de faire son commandement de lui, venit a lui
apres son deces son corps estre enseveli et enterré
Cordeille de Bois et tombes de feu maniere
dans le pere et mere. Item veult et ordonne en
tirer me melle et reverend Pere Gilles de la Yonne
tenuant le saint siege apostolique de Rome au
moyen et legitime fait homme d'Eglise servant l'ies
que son berger universel et dessouls nomme soit en
me bailler et tenir tout ce que besoing luy sera et
mon seconer pour estre homme d'Eglise. Et outre
av testateur par droit d'institution donne et legue au
melle Gilles sondit fils la somme de mille escus sol.

ne veult ledit seigneur testateur que sondit fils puisse autre chose demander en ses biens. Item donne et legue ledit testateur par droit d'institution à noble dame Maruerite de la Tour sa fille naturelle et legitime femme à noble et puissant seigneur Pierre de Clermont seigneur ledit Clermont, oultre le douaire par ledit seigneur testateur à sadite fille donné et constitué, la somme de trois cens livres. Item donne et legue ledit testateur à noble Rigal de Turenne escuyer son fils naturel bastard la somme de cinq cens livres une fois payées par son heritier. Item donne et legue ledit testateur à noble Pierre de Turenne son fils naturel bastard la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item plus donne et legue ledit testateur à noble Jehan de Turenne son fils naturel bastard la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item plus donne et legue ledit testateur à noble Bertrand de Turenne son fils naturel bastard la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item donne et legue ledit testateur à noble Jehan de Turenne escuyer son fils naturel bastard la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item donne et legue ledit testateur à noble François de Turenne son fils naturel bastard la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item plus donne et legue ledit testateur à noble Pierre de Turenne son fils naturel bastard la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item donne et legue ledit testateur à noble Agnet de Turenne son fils naturel bastard la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item donne et legue ledit testateur à noble Gabriele de Turenne sa fille

naturelle bastarde pour soy marier la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item plus donne et legue iceluy testateur à noble Jacquette de Turenne sa fille naturelle bastarde pour son douaire la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item donne et legue ledit testateur à noble Antoinette de Turenne sa fille naturelle bastarde pour soy marier la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item plus donne et legue ledit testateur à noble Anne de Turenne sa fille naturelle bastarde la somme de deux cens livres pour soy marier une fois payées par sondit heritier. Item donne et legue iceluy testateur à noble autre Antoinette de Turenne sa fille naturelle bastarde pour soy marier la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item veult et ordonne ledit seigneur testateur que si la Gaillarde de Lochas sa chameriere estoit enceinte de postume, qu'en iceluy cas ledit seigneur testateur donne et legue audit postume et postume la somme de deux cens livres une fois payées par sondit heritier. Item veult et ordonne ledit seigneur testateur que les chamerieres que a mariées, si le douair par ledit seigneur ausdictes chamerieres donné ne leur estoit poyé, veult et ordonne ledit seigneur testateur que ce que restera dudit douaire leur soit payé par sondit heritier. Et en tous et chascuns autres ses biens meubles et immeubles presens et avenir a faict, institué, ordonné et nommé de sa propre bouche iceluy testateur son bien aimé fils naturel et legitime messire Franço de la Tour chevalier. Item a faict et ordonné iceluy testateur ses executeurs testamentaires, à savoir : rend pere en Dieu monseigneur Gilles de la Tour pro

- *Le notaire et abbé de Vigéois, et noble et puissant seigneur monseigneur Raimond dit Antoine de la Tour seigneur de Murat, Saint Supery, et Chavanon, ses frères.* »

Le duc de Bouillon, en consentant à s'accommoder avec le cardinal Mazarin, renonçait à l'indépendance que ses pères et lui-même avaient conservée jusqu'alors. Il espérait, en compensation, partager avec le premier ministre l'exercice de la puissance absolue que les monarques allaient conquérir; mais la mort suivit de près son accommodement avec la cour. Il avait stipulé, avec grand soin, que ses descendants conserveraient le titre d'*altesse* et les autres distinctions accordées aux maisons souveraines. Ces distinctions, importantes quand elles étaient le signe d'une force réelle, devenaient puériles sous un monarque absolu. Mais la noblesse n'ayant plus à débattre que des intérêts d'étiquette et de vanité, s'en laissa fort préoccuper, et jusqu'à la révolution française, les prétentions des maisons de Rohan, de La Tremoille et de Bouillon ont souvent troublé la cour. Nous donnons ici trois lettres inédites qui prouvent l'extrême importance qu'on attachait à ces souvenirs d'une puissance déchue.

De madame la comtesse de Maure à madame la duchesse de Longueville.

De Bourbon, le ... septembre 1655.

• Dans la créance que j'ay qu'on s'ennuye quelquefois à Trie aussi bien qu'on fait à cette heure à Bourbon, il m'a semblé, Madame, que ce qui nous y avoit diverties

vous pourroit divertir aussi, et qu'à Paris mesme,
que j'ay à vous dire d'un voyage que madame de Saint-
Géran a fait icy, ne seroit pas à rejeter. Vous s-
souviendrés peut-être bien, Madame, qu'elle et nous
sommes parentes et bonnes amies. Cela fit qu'aussitôt
je sus qu'elle étoit arrivée, je la voulus avertir qu'il
avoit icy vn fort dangereux endroit où il falloit faire
se garder d'aller sans reconnoître. Je lui mandai de
qu'elle n'allât en aucun lieu que je n'eusse parlé à de
et que j'allois la trouver. Elle répondit qu'elle me re-
roit à l'heure mesme, et aussitôt je la vis entrer, discrètement.
Je me doute bien de ce que vous me voulés, mais com-
ment feray-je ? Il faut bien que je les voye, puisque
suis icy. Je lui dis que si elle avoit envie d'être traitée
comme une soubrette, elle n'avoit qu'à se dépêcher
mais que si elle vouloit l'être selon sa condition, il fallait
faire préparer les voies, et que pourvû qu'elle pût sans
qu'on trouveroit *les Altesses* sur le lit, ce seroit assez
parce qu'elle n'auroit qu'à s'asseoir dessus pour éviter le
petit siège. Il fut donc question de trouver un négociateur.
Vous savés, Madame, que cela n'étoit pas ais-
et sans le P. Gardien, qui voulut bien l'être et qui avoit
fait grande connoissance avec *ces Altesses*, nous n'e-
sions scu à quel saint nous vouer. Il jugea que d'abord
il ne falloit point faire de semblant d'avoir vu madame
de Saint-Géran, et qu'il devoit seulement dire que l'intérêt
qu'il prenoit à cette maison-là lui avoit fait croire
qu'avant que cette dame les vit, il devoit s'éclaircir d'un
bruit qui courroit de ce qu'elles avoient fait à madame
de L'Hospital et à madame de Charlus, et que même
elles s'en étoient vantées. Il s'adressa à mademoiselle

¶ Bouillon (madame de Turenne étant au bain). Mademoiselle de Bouillon, rouge comme vous savés qu'elle devoient en ces occasions-là, lui dit qu'il étoit vrai qu'elles devoient fait; que cela étoit de leur droit; mais qu'elle n'en avoit point parlé. V. A. saura qu'elles l'ont dit à madame de Mézières de la même façon qu'à elle, et c'est par là qu'il a été sçu; car pour moi, Madame, je crois que vous jugés bien que je ne vous aurois citée que bien à propos. Mademoiselle de Bouillon demanda ensuite au Père gardien s'il avoit vu madame de Saint-Géran? Le Père, ne voulant point mentir, avoua la dette. Alors, devenant toute en feu, elle lui dit qu'il n'en falloit pas davantage, mais que cela ne venoit pas de madame de Saint-Géran; qu'elle les avoit vues toute sa vie, et qu'elle n'avoit jamais songé à cela; que mesme son mari n'avoit reconnu par écrit leur principauté; et qu'aussi d'aller au contraire c'étoit leur refuser ce que la naissance leur avoit donné; que ce que le Roi avoit fait pour eux, n'avoit été que les reconnoître. Et de suite elle conta mot pour mot tout ce que vous savés sans doute, Madame, qu'elles disent de la façon dont le Pape et le roi d'Espagne ont traité feu M. de Bouillon; n'oubliant pas que le Pape lui donnoit de l'Altesse lorsqu'il ne donnoit que de l'Excellence à M. de Guise; que pour le roi de France chacun savoit que dans le traité que feu M. de Bouillon avoit fait pour Sedan, le Roi a juré foy de roi, et M. de Bouillon foy de prince, et pour conclusion qu'il ne croyoit pas que madame de Saint-Géran, qui étoit leur parente et de leurs meilleures amies, voulût être venue pour leur faire un affront, en ne les voyant pas sur un tel sujet. Le Père luy dit que

cela étoit aisè à accommoder , que madame sa belle-sœur étoit au bain . et que pour elle , comme elle étoit sur son lit , elle n'avoit qu'à s'y tenir et à faire messe dans sa rueille une chaise . Ce fut là que S. A. fut arrêtée . Elle n'osoit refuser de demeurer dans son lit , de peur que la dame ne s'en retournat sans les voir ; de s'y arrêter aussi , jugés s'il y avoit moyen de proférer une parole ; car comme vous savés , Madame , on ne prouve point cela des princesses de Savoie et de Lorraine : il prit enfin l'expédition de ne répondre que sur les deux disant qu'elle n'avoit que deux chaises qui étoient mises sur le charriot pour partir , qu'il voyoit bien qu'il n'en avoit point dans la chambre , et avec mille protestations qu'elle voudroit rendre à madame de Saint-Genis tout l'honneur qu'il lui étoit possible , mais que Dieu lui avoit fait la grâce d'être née princesse . Elle arrêta par où elle avoit commencé , disant que cela ne venoit pas de madame de Saint-Géran . Vous jugés bien , Madame , que si cette comtesse avoit été de l'humeur de quelqu'autre , l'affaire eût pu en demeurer là . Mais comme elle est bien meilleure , et qu'elle a des exemples domestiques que véritablement l'autre n'a pas , elle fut obligée d'aller , disant qu'assurément la demoiselle seroit sur le lit ; de sorte qu'il se fallut contenter de lui faire promettre qu'elle ne s'asséroit point sur le lit , et qu'en ce cas-là elle se mettroit auprès d'elle . En effet elle l'y trouva ; mais le cœur lui faillit au besoin ; elle se sentit obligée de ce qu'elle lui offrit de s'y mettre , qu'elle se mit sur le petit siége . Madame de Villars qu'il avoit fait de bonnes leçons , aussi bien que nous , pensa tomber de son haut , et lui fit de telles min-

qu'elle fut contrainte de changer de place assés promptement et de se mettre sur le lit, disant qu'elle sentoit un grand vent. Mais ce fut assés pour mettre la princesse en bonne humeur, que la dame se fût mise d'abord à son devoir; elle crut sans doute qu'elle n'avoit fait le reste que pour avoir paix à ceux qu'elle jugeoit bien qui lui avoient donné de si mauvais conseils, et lui parlant comme à une véritable amie de la maison, elle l'entre-tint de la douleur qu'elle avoit que trois de ses sœurs se fussent mésalliées, n'ayant épousé que des gentilshommes; que sans cela elle seroit morte contente, le Roi lui ayant fait la justice qu'il leur avoit faite. V. A. n'aurat-elle point de regret que ce discours-là ne soit point adressé à quelqu'un qui eût moins de douceur que n'en a cette comtesse? Pour moi, je ne m'en saurois consoler. Mais ce n'est pas encore la fin de mon histoire. L'autre Altesse, qui vouloit voir cette dame, et que ce ne fût point dans sa chambre, vint dans celle de sa belle-sœur, et s'étant mise d'abord de l'autre côté du lit, cette pauvre comtesse ne se put encore tenir de lui donner sa place. Elle dit que ce fut à cause d'un grand vent qui, véritablement, n'auroit pas été fort bon au sortir du bain, et qu'elle le lui dit pour lui faire voir que ce n'étoit que pour cela. Mais madame de Villars, ni moi, ni mademoiselle de Vandy non plus n'avons point pris cette excuse de payement, et il ne nous arrivera plus de vouloir faire battre quelqu'un qui n'en ait point d'envie. Mais enfin l'altesse de Madame n'étant pas moins satisfaite que l'altesse de Mademoiselle, elle fut aussi fort humaine, et conduisit la dame le plus loin qu'il se pouvoit, de sorte que si je n'ay tout-à-fait réussi en mon

dessein, j'ay du moins fait recevoir ma cousine d'
autre façon qu'elle ne l'auroit été si je ne m'en é-
mêlée, et j'ay un peu vengé le mépris qu'elles font
nous autres pauvres noblesses, ayant empêché la go-
vernante de la province de servir tout-à-fait à la
triomphe. Vous ne doutés pas aussi, Madame, qu'i
ne me soit donné le dernier coup de pinceau, et qu'elles
ne soient bien persuadées que c'est moi qui leur
envoyé le capucin. Mais quoi qu'il m'en puisse arriver,
je ne saurois avoir de regret; car, outre que j'ay fait
que j'ay dû, on s'ennuyoit tellement ici, que l'on a été
trop heureux d'avoir cela à faire. Je vois bien que lors
qu'on est près de l'ennemy, qu'on est oisif, et qu'on
n'est pas poltron, on fait aysément des entreprises si
hardies. Après tout, Madame, nous avons eu une de-
victoire, et si nous avions eu de meilleures troupes, je
gés ce que nous aurions fait. Nous apprenons même que
de leur côté celui qui commandoit est assés blessé. To-
ut de bon, ce n'est pas raillerie, je crois que mademoiselle
Bouillon en'est malade; car après avoir paru furieusement
émue avec le capucin, elle se trouva mal dès le lendemain
et le jour d'après, qui fut hier, elle eut un grand accès de
fièvre. Elle n'a pas laissé de partir aujourd'hui. Madame de L'Hospital est partie aussi il y a trois jours. On ne
trouve pas ici que sa libéralité soit égale à sa fortune. Les uns disent qu'elle n'a donné que sept pistoles aux
comédiens; les autres rien du tout. Mais en vérité sept
pistoles peuvent être appellées rien, après les avoir tant
fait jouer, elle s'est contentée de prendre un grand soin
de la quête que l'on a faite pour eux, qui n'a pas été
fort bonne. Voilà, Madame, les nouvelles de Bourbon.

t que mademoiselle de Vandy n'a point pris congé des altesses, encore qu'elles l'eussent envoyé visiter; elle n'a pas été friande d'une seconde réception pareille à la première. Madame de L'Hospital ne s'est point assise quand elle est allée leur dire adieu. Je crois que c'est qu'elle aura enfin compris qu'elles s'étoient mises au-dessus d'elle. Elle ne l'a pourtant jamais voulu avouer. Et à propos de madame de L'Hospital, il faut bien dire un petit mot de M. de Levy. Madame de Villars lui parla si bien sur ce qui s'est passé ici, qu'encore que je sois fort persuadée que vous ne doutés point du zèle qu'elle a pour votre service, je ne saurois m'empêcher de vous rendre ce témoignage, et pour moi, Madame, cela me tient toujours tellement au cœur, que bien que vous ayés pardonné, je ne me sauray résoudre à aller à Poligny, quoique le mari m'en ait autant pressée que à femme; mais quand je vous pourrai mettre quelque chose en compte, ce ne seroit pas cela; car jugés quel personnage je pourrois faire parmi tout ce que l'on rouve là? Et puis, Madame, l'impatience d'être à Tries ne permettroit pas mesme de s'arrêter pour des choses disgréables. M. le comte de Maure n'en a pas moins que nous, étant toujours autant votre très-humble et très-obéissant serviteur, que je suis votre très-humble et très-obéissante, et très-passionnée servante.»

De madame la comtesse de Maure à madame la marquise de Montansier.

De Bourbon, le 9 juin 1710

« Encore, ma chère sœur, que l'on ne trouve guère temps à Bourbon pour écrire, il faut bien vous faire part de ce qui m'est arrivé, avec les dames de Bouillon et tout, puisque vous y êtes mêlée. Il a fallu pour mes péchés qu'elles vinsent ici, car ailleurs je m'étois la sauvee de leur principauté. Elles m'envoyèrent visiter dès le lendemain que je fus arrivée, disant qu'elles me viendroient voir, de sorte qu'il fut doublement question de savoir si l'on pourroit trouver quelque sureté de celle. Madame de Longueville me voyant en peine à trouver quelqu'un qui fût propre à cela, elle trouva qu'il n'y avoit qu'elle, et nonobstant ce qui la pouvoit empêcher de se charger d'une si redoutable entreprise, elle le voulut bien. Elle fit donc sa harangue avec toutes les assaisonnemens qu'il lui fut possible, et ce fut mademoiselle de Bouillon. La réponse fut qu'elles étoient en possession de traiter comme fesoient les princesses et qu'en un mot elles ne le pardonneroient à personne: qu'elles s'étonnoient que je songeasse à cela, parce que les maréchaux de France mesme s'y étoient accommodés. elle nomma madame de Guébriant. Madame de Longueville lui fit entendre que pour moi je ne m'y accommoderois pas, encore que je lui eusse témoigné d'être tout-à-fait de leurs amis. Le lendemain madame de L'Hospital et madame de Charlus qui ne les avoient point encor

mes chés elle, y allèrent, et, sans autre cérémonie, madame de Turenne se mit au-dessus de madame de l'Hospital ; toute la grâce qu'elle lui fit fut de lui donner une mesme chaise qu'à elle, étant donc toutes deux dans les chaises à bras ; on donna un petit siége à madame de la Charlus. Je ne doute pas qu'elle ne vous fasse grande joie de l'avoir pris, et j'en suis assés fâchée, car elle est une bonne amie ; mais enfin elle le fit. Mademoiselle de Bouillon étoit sur le lit, elle ne manqua pas de venir tout courant conter cette prouesse-là à madame de Longueville, et de se vouloir servir d'un tel exemple pour me persuader, et madame de Longueville disant que cela ne me feroit chose du monde, elle dit, plus rouge que feu : « Avant que nous eussions ce que nous avons à cette heure, nous n'en avons jamais jamais usé d'autre sorte avec madame de Montansier sans qu'elle s'en soit formalisée, » et elle dit aussi entre ses dents madame la marquise de Sablé ; mais pour vous ce fut tout franc. Je dis à madame de Longueville que je ne le croyois non plus de vous que de madame la marquise de Sablé, de laquelle j'étois très-assurée que, pour le siége pliant, cela seroit du dernier ridicule à mademoiselle de Bouillon de le vouloir faire croire, que je ne pensois pas aussi qu'elle y songeât, mais que je ne le croyois non plus des places, encore que ce seroit une chose plus supportable. Madame de Longueville eut aussi son fait après que nous eûmes eu le nôtre. Mademoiselle de Bouillon lui fit entendre qu'elles prétendoient qu'elle les traiteroit comme elle traitoit ceux de Savoye et de Lorraine, et en un mot qu'elle donneroit la droite à elle et à ses nièces. J'entrois chés madame de Longueville comme elles ne fesoient

que de la quitter, et si ce fut bien à propos pour elle à cause de la hâte que l'on a de conter de telles choses ; ce ne fut pas si à propos pour moi ni pour nos princesses ; car je les trouvai dans l'antichambre cause avec mademoiselle de Ponts, et vous jugerés bien que de part et d'autre l'on n'avoit pas trop d'envie de les rencontrer. Je fis pourtant le mieux que je pus, pris de leur santé, du bon visage de madame de Turenne, je trouvai en effet toute embellie, et mademoiselle de Ponts dit après à madame de Longueville qu'elles paraissaient plus embarrassées que moi ; madame de Turenne fut toujours fort froide, mais mademoiselle de Bouillier remit un peu et demanda de vos nouvelles. Madame de Turenne entra dans le discours, mais très-peu, et sans se lasser, non plus à la fin qu'au commencement, on se sépara. Mais revenant à madame de L'Hospital, vous saurez qu'à l'heure qu'il est, elle ne sait point que madame de Turenne se soit mise au-dessus d'elle. Jugés le beau triomphe d'avoir emporté cela sur une personne qui ne s'est point apperçue. C'est un conte que je garde pour la première conversation, mais quoique je n'aye voulu révolter personne, et que je n'aye prétendu, sans être point faire de bassesse, je ne doute point que je ne sois brouillée avec toute la maison pour le reste de ma vie, et après tout, sans moi, leur principauté eût été du moins établie à Bourbon, car pour madame de Saint-Simon, que vous savés qui y est peu soumise, comme elles ne se voyent point ailleurs, cela n'eût guère paru. Je voudrois bien pourtant ne m'être point trouvée sur leur chemin, quoique je sois naturellement révoltée contre ces sortes d'entreprises-là, et je ne me suis jamais

étonnée que dans les républiques on se soit exposé à tant de périls pour empêcher qu'un citoyen ne se rendît maître des autres. Il faut avouer que pour le siège pliant, cela va jusqu'à l'audace. Madame de Longueville qui les peut connoître comme vous savés, n'a pas laissé d'en être surprise, et en effet y a-t-il rien de tel que de vouloir qu'on soit devant elles comme devant les princesses du sang ? Mademoiselle de Duras mesme est une espèce de princesse ; elle ne conduit personne, et se tient si près de ses tantes, qu'on n'y mettroit pas une feuille de papier. Au reste, on me l'avoit bien dit, *l'écolier le maître a passé* : madame de Turenne est pire à cette heure que mademoiselle de Bouillon. Je vous ai dit comme c'étoit elle qui avoit été la plus froide lorsque je les rencontray, elle fit la même chose chés elle à mademoiselle de Vandy, qui crut qu'elle les devoit aller voir, parce qu'elle les connoît de son chef. Ce fut une gravité de reyne dans une chaise à bras, le coude appuyé sur une table, un valet de chambre n'apportant des sièges que fort loin de son Altesse. Mais comme la demoiselle à qui elle avoit affaire n'étoit pas fort disposée au respect, cela fit un effet tout contraire à celui que l'on se proposoit. Elle se souvint qu'elle n'avoit vu madame de Longueville que sur un petit siège, et elle dit que si j'eusse été là, elle eût été en danger d'éclater de rire ; surtout lorsqu'elle vit entrer mademoiselle de Bouillon, tenant par la main une dame d'Auvergne, que personne n'a su déchiffrer icy et qui est plaisamment faite. Mademoiselle de Bouillon disant : « C'est madame la comtesse une telle » duton dont elle auroit dit : C'est madame la comtesse de Flex ; et cette

comtesse de se jeter quasy par terre pour prendre la robe de madame de Turenne, laquelle recevoit cela, mais pas comme auroit pu faire madame de Longueville, mais comme feu madame la princesse, quand elle étoit sur ses grands chevaux. Cette comtesse, au reste, n'ouvrant quasy la bouche que pour dire vos altesses, au quelles on voyoit venir alors une grande sérénité sur le visage, que madame de Vandy leur avoit trouvée, troublé, principalement quand elle avoit nommé son nom, bien que ce n'eût été que pour dire que j'avois trouvé madame de Turenne embellie. Enfin elle dit de tout ce qu'elle a vu de sa vie, rien ne lui a jamais semblé si plaisant; qu'il falloit que mademoiselle de Rambouillet vit cela comme elle, et que jamais il n'eût telle comtesse, si ce n'est la comtesse Jufaldy, quand elle vint saluer Dom Quixote. Je voulois qu'elle vous dise la relation de cette aventure-là à l'heure même; mais c'est une paresseuse qui me laisse toujours tout à faire, quoiqu'elle s'en acquitteroit bien mieux que moi. Elle dit, pour ses raisons, que la prose n'est pas digne de cela, et qu'il faudroit savoir faire des vers, mais pour moi j'ay voulu que vous le scussions, en quelque langage que ce fut. Ce n'est pas encore tout, il a fallu que les hommes aient tâché aussi de la principauté; leur pouvant pas faire toutes les mêmes choses qu'elles sur les sièges, on s'est tué de leur parler des scélérats de pied de M. mon frère; enfin l'on n'auroit jamais fait, et elle a dit quelque chose à madame de Longueville sur la souveraineté de Sedan, qui passe à mon gré tout ce qui a jamais été dit. Pour ce qui est de moi, c'étoit mon étoile présente que d'avoir des démêlés avec

es sortes de princesses ; car au même temps que madame Longueville faisoit celui-cy pour moi avec mademoiselle de Bouillon, madame la marquise de Sablé faisoit peut-être un éclaircissement à madame de Guémené pour quelque chose de pareil qui m'amena chez elle la veille que je partis. Mesdemoiselles de Haucourt vous pourront lire ce que c'est, car je le leur ai mandé. Vous pourrez aussi, s'il vous plaît, leur faire part de cette lettre, et à ce parpaillot de M. Conrard, pour lui faire voir ce que c'est que leurs devoirs ; M. Chapelain aussi peut bien être de la confidence ; mais quant à madame votre mère et mademoiselle votre sœur, c'est pour elles aussi bien que pour vous que cette relation est faite. Il faut bien aussi que M. votre mari sache ce qu'elle contient, mais je n'ose désirer qu'il voye de mes lettres. Hors cela, ma chère, je vous supplie que personne n'entende parler de cecy ; car pour madame la marquise de Sablé, elle est toujours exceptée, et ce sera elle qui vous renvoyra ma lettre. Il y a bien eu ici une plus grande affaire que celle des rangs. Je ne doute pas que vous n'en ayés ouï parler, et je n'ai pas le courage aussi de vous rien dire à cause de mes amis qui y sont si intéressés. Plût à Dieu que cela pût être aussi bien oublié qu'il a été réparé, c'est-à-dire autant qu'il peut l'être ! Madame de Longueville a témoigné en cela une bonté extraordinaire. Je l'ai trouvée, non-seulement comme on nous l'avoit dit, mais détachée du monde plus que je ne l'avois cru ; elle m'a demandé de vos nouvelles fort amiablement, vous plaignant fort de l'accident qui vous est arrivé. Elle est à Moulins il y a trois jours. Vous verrés bientôt madame de Saint-Simon, et pour moi je n'es-

père de vous revoir qu'au commencement du moins vient. Je souhaite de tout mon cœur de vous retrouver en parfaite santé, et que vous me ferez toujours la grâce de me croire parfaitement à vous. »

Mademoiselle de Scudéry à madame la comtesse Maure, en lui renvoyant la copie de sa lettre à madame de Longueville sur ce qui arriva à Bouillon, madame la comtesse de Saint-Géran chez madame Turenne et mademoiselle de Bouillon.

Du... octobre 1655.

« Foi de demoiselle, votre lettre est une des plus agréables lettres du monde. Mais, Madame, n'admirerai-je point qu'à l'exemple de M. de Bouillon qui disoit: je de prince, je n'ay pu m'empêcher de jurer pour me donner un titre de noblesse, comme il le faisoit pour s'en donner un de principauté? Je sens même que j'ai quelque envie de dire que mon serment est peut-être mieux fondé que le sien. Mais quoi qu'il en soit, l'histoire de votre lettre est une plaisante histoire, et la manière dont vous l'avés écrite est si ingénieuse et fait si bien voir tous les personnages de cette aventure, que je verrois un tableau du monde de votre main, verrois une chose merveilleuse. Au reste, Madame, ceux qui s'imaginent qu'il faut du marbre et du jaspe pour faire un très-beau palais, n'y entendent rien. Du moins êtes-vous bien plus adroite qu'eux, puisqu'avec un enchainement de toutes les folies que la vanité peut faire dire et penser vous faites une des plus belles lettres que je vis jamais.

« Sincèrement, Madame, je crois la chose comme je la dis, et la flatterie n'y ajoute rien. Je vous en dirois davantage; mais j'ai l'imagination si remplie de cette princesse qui se baigne, de celle qui se couche, de cette dame qui s'assied et se relève, et de ce capucin qui se fourre là comme diable à miracle, que je ne puis même penser sérieusement à ce que je vous écris. Il paroît bien, Madame, que cela est ainsi, car je vous écris les plus terribles mots du monde; et quand j'aurois été à la cour de la reine de Suède, je ne dirois guère pis; mais pour finir plus sagement, je vous en demande pardon, et je vous proteste avec vérité que je suis absolument à vous. »

PIÈCE L.

... *Des libelles incendiaires les appelaient au meurtre et au pillage.* — Page 146 du troisième volume.

Nous donnons ici un de ces libelles qui fut composé, ainsi qu'un grand nombre d'autres, par un certain Du Bosq Montandré, écrivain aux gages du prince de Condé. On trouve la note suivante dans *la Bibliothèque historique du père Le Long* :

« Montandré se déchaîna d'abord, dans ses libelles, contre M. le Prince, qui, pour l'en punir, lui fit écharper le visage. Cet emporté, pour se venger de cet affront, dit publiquement que le Prince ne périrait que de sa main; que ni les roues ni les gibets ne pouvaient l'empêcher de le poignarder. La déclaration de ce forcené viut jusqu'aux oreilles de M. le Prince,

» qui jugea à propos de se le concilier. Il n'y
 » beaucoup de peine à le gagner, car il avait l'ap-
 » nale. Depuis ce temps-là Montandré se porta au-
 » tant de passion pour les intérêts du prince de Con-
 » qu'il en avait fait paraître contre lui jusqu'alors. L.
 » déclara toujours pour son parti contre le cardinal
 » Mazarin, souvent contre le cardinal de Retz, et
 » quefois contre le Parlement. Aussi quitta-t-il la France
 » en 1652 lorsque le Prince en sortit; il n'y revint
 » qu'avec lui, lorsque la paix fut faite avec les Espa-
 » gnols. Il est mort pauvre, âgé de plus de quatre-vingt
 » ans. Il fut obligé, sur la fin de sa vie, pour subsister
 » de faire des sermons. »

Le Point de l'Ovale.

• Faisant voir que, pour remédier promptement au malades de l'État pendant qu'elles ont encore quelques ressource,

» I. Il faut renforcer un parti pour le faire triompher de haute lutte, parce que l'égalité feroit tirer la guerre en des longueurs insupportables;

» II. Il faut renforcer le parti le plus juste, ou le seul juste;

» III. Le parti le plus juste, ou le seul juste, est celui qui appuie et qui est appuyé des lois.

» IV. Après avoir reconnu le parti le plus juste, faut le renforcer par un soulèvement et par une émeute générale dans Paris.

» V. Ce soulèvement et cette émeute générale se appuyés sur les déclarations royales et sur les arrêts

arlemens, et par conséquent on peut les résoudre avec moins de crainte, d'injustice.

» Si dès les premières barricades les Parisiens se furent avisés de pousser l'affaire jusqu'au bout, comme ils l'avoient si hautement commencé, nous ne serions plus en peine de savoir les événemens des desseins tragiques qu'on brasse dans l'État, pour le rétablissement de celui qu'ils devoient avoir sacrifié à la vengeance des peuples.

» Le sieur de Broussel, quelque homme de bien qu'il soit, ne méritoit pas un soulèvement populaire, ou si sa vertu méritoit bien qu'on en vint à cette extrémité, il falloit du moins n'en interrompre point les poursuites jusqu'après la perte de celui qui en étoit l'auteur, et ne remettre point l'épée dans le fourreau qu'après l'avoir trempée dans le sang de ceux qui l'avoient fait mettre au vent.

» Mais c'est un aveuglement ordinaire à la conduite des peuples. Si leurs mouvemens sont bien redoutables dans leur première fougue, on n'a qu'à patienter un peu pour les voir succomber à leur propre langueur. Cependant ils *s'embrennent* pour se rendre plus reconnaissables, et ne font que ce qu'il faut pour donner prétexte à ceux qu'ils ont attaqués de leur faire supporter puis après les effets d'une plus cruelle tyrannie.

» Les suites de ces fameuses barricades nous ont bien coûté des pleurs et des larmes, et nous n'avons eu sujet de nous repentir que d'avoir été trop gens de bien. Si dès-lors nous eussions fait main-basse et de Mazarin, et

des Mazarins et des Mazarines, il n'en eût été que de la peur d'un semblable traitement eût désormais les plus hardis, et nous n'eussions eu plus besoin que de bien remarquer ceux qui nous eussent pesé sur la main pour les faire trembler.

• En matière de soulèvement, on n'est coupable que d'avoir eu trop de modération. Le furibond qui s'oppose condamne lui-même. Il ne faut jamais ébranler un Etat que pour faire tomber tous ceux qui se sont dressés sur les ruines du pauvre monde. Ceux qui survivent aux grandes secousses traitent puis après tout le passé de l'tentat, et prennent occasion de se rendre d'autant plus redoutables, que plus ils ont sujet de croire qu'on les a doute, parce qu'on les a épargnés. Le proverbe n'est pas reçu sans raison : *Vaut autant bien battu que mal battu*.

• Prenons donc bien nos mesures sur le passé. Nous passionnons pas à l'aveugle ; mais battons au champ à côté du plein jour, et, sans nous amuser à languir des douleurs d'une fièvre lente, hâtons notre guérison par un remède qui soit un peu plus violent, mais qui soit inflexible.

• Nos maux ne sont point encore sans remède. Nous n'isons point les médecins de Paris, qui n'ordonnent que de petites saignées importunément réitérées pour la guérison des malades ; il n'en faut qu'une seule, mais qui soit bonne, et qui ne laisse plus de mauvais sang dans le corps politique de cet Etat.

• Parlons sans allégorie. Les guerres civiles ne sont que trop allumées ; l'embrasement n'en est néanmoins pas encore si grand qu'on ne le puisse éteindre. Si nous les laissons prendre pied par notre indifférence, n'attendons

point que nous y puissions puis après trouver de ressource. Ces embarras qui ont encore des issues, il se fera un byrinthe dont on ne pourra plus se dégager, et le pauvre peuple, qui est encore l'arbitre de tous les différends d'aujourd'hui, s'il veut en prendre connaissance, aura enfin le sujet pitoyable sur lequel on les décidera, pour lui en faire porter la folle-enchère.

» I. Les deux partis qui divisent aujourd'hui tout cet état ne sont soutenus que par l'autorité de deux principaux coryphées, de M. le Prince et du Mazarin. Il faut nécessairement que l'un ou l'autre l'emporte pour voir quelque fin à nos misères; car tandis que leur pouvoir sera balancé par une égalité de succès, nous ne pouvons nullement en espérer qu'une continuation de malheurs, qui ne seront jamais épuisés qu'avec la dernière goutte de notre sang.

» Tellement qu'il est de notre devoir de renforcer promptement l'un des deux, et de se déclarer pour celui que nous voudrons faire triompher de son compétiteur. Pendant que nous les laisserons faire, ils s'ancreront fortement et l'un et l'autre, et se mettront bien plutôt en état de faire tirer les guerres en une prodigieuse longueur que de les terminer par le succès d'une dernière et générale entreprise.

» En matière d'Etat, deux partis sont toujours également forts pendant que les peuples les regardent avec indifférence; toutes les entreprises qu'ils font les uns sur les autres ne tendent qu'à les irriter. Ils ne s'attaquent que pour s'échauffer plus violemment, et nous voyons bien souvent que le bonheur des succès de l'un des partis est d'abord contrebalancé par son contraire.

» Cependant l'État s'épuise par ces diverses saignées. Cette fièvre lente qui le consume se nourrit plutôt qu'il ne s'apaise de la douceur de ces remèdes. Les uns pâlissent d'un côté; les autres pillent de l'autre. Insensiblement on s'affoiblit, et la foiblesse en vient si souvent à une dangereuse extrémité qu'on en pâme à la fin.

» Lorsque nous vîmes sortir le Roi de Paris pour le pousser à bout le Parlement, comme son conseil le faisait assez hautement retentir, nous disions bien qu'on n'alloit allumer un grand feu; mais comme la cour nous amusoit en nous disant qu'il n'y en avoit pas pour de jours, nous avons pris patience: cependant ce feu s'est puissamment allumé, que je serai bien le plus étonné du monde, si nous l'éteignons de dix ans.

» Un coup d'Etat demandoit d'abord que le Roi eût connaissance de ce dessein, et qu'on obligât le Roi à séjourner dans Paris, comme il n'étoit que trop facile si on se fût mis en état de fermer tous les bureaux, et de le rappeler par un prompt soulèvement qui l'eût fait penser à soi.

» Enfin, voilà où nous en sommes pour n'avoir pas pour n'avoir voulu nous mettre en quelque meilleure posture. Les désordres sont bien engagés; mais nous sommes encore assez forts pour mettre le holà. Respectons bien les deux partis, sans nous laisser prendre séduire par ces fausses déférences qui ont été les siennes de nos malheurs. Mettons-nous tout-à-fait dans l'un des côtés de la balance, et faisons-la pencher au gré de nos souhaits.

» Il faut se faire justice, puisqu'on ne nous la point; ceux qui nous la doivent, nous la refusent.

teur en demandons plus que l'épée à la main. Le fer sera notre juge. Le plus fort sera le plus juste. Ceux qui nous traversent seront bien aises de nous flatter, lorsqu'ils verront que nous ne serons pas assez simples pour nous laisser séduire par les alléchemens trompeurs de leurs impostures.

» Quand les guerres dureraien cent ans, ceux qui les fomentent n'en seraient jamais moins gros. Ils causeraient l'indigence partout ailleurs que dans leurs maisons ; ils déserteraient toutes les tables pour remplir les leurs, et pendant qu'ils se vautreraient dans l'abondance, nous aurions beau mourir avant qu'ils nous secourussent d'un seul morceau de pain.

» Ne le dissimulons plus : les grands se jouent de notre patience, et parce que nous endurons tout, ils pensent être en droit de nous faire tout souffrir. Levons le masque ; le temps le demande. Voyons que les grands ne sont grands que parce que nous les portons sur nos épaules. Nous n'avons qu'à les secouer pour en joncher la terre, et pour faire un coup de partie duquel il soit parlé à jamais. Après avoir remarqué lequel des deux partis nous sommes en dessein de renforcer par un soulèvement général, *faisons carnage de l'autre, sans respecter ni les grands ni les petits, ni les jeunes ni les vieux, ni les mâles ni les femelles, afin que même il n'en reste pas un seul pour en conserver le nom ; alarmons tous les quartiers, tendons les chaînes, renouvelons les barricades, mettons l'épée au vent, tuons, saccageons, brisons, sacrifions à notre vengeance tout ce qui ne se croisera pas pour marquer le parti de la liberté.*

qui le favorisera. Si le parti mazarin est l'
d'injustice toutes les compassions qui ne
arracher le fer des mains lorsque nous serons
d'égorger ceux qui le soutiennent.

• Puisque l'un et l'autre ne manquent textes pour se justifier, ils se condamnent tous qui en doivent être les arbitres ont assez les accuser. Qui décidera ce différend ? La partie. La Reine ? elle en est le principal alemens ? on les récuse. S. A. R. ? l'un et vaut de son autorité. Il faut donc que les juges en connaissance de la justice que les uns et tendent, et qu'ils soient les juges de ceux qu'à présent jugés.

• C'est une folie au pauvre peuple qui ainsi sucer jusqu'à la dernière goutte de son sang qu'il ne tient qu'à lui qu'il ne s'engouffre pas dans ses tyrans. Les exemples de nos pères ont assez désabusés, et nous devons avoir la simplicité que les sujets n'ont jamais meilleure lorsqu'ils se la font eux-mêmes.

PRE-TEST RESULTS

Mais accordez à l'assassin une dernière chance. Si je réussis à le faire qu'il examine cette arme à feu, il va se rappeler que c'est un fusil de chasse. Il va se souvenir, je vous assure.

► Cet accaptement va de pair avec une révolution de la culture. Celle-ci consiste à faire évoluer l'agriculture en un véritable secteur industriel. C'est une révolution qui va de pair avec une révolution dans la structure sociale. Celle-ci consiste à faire évoluer l'agriculture en un véritable secteur industriel. C'est une révolution qui va de pair avec une révolution dans la structure sociale.

La justice est présente à la mort. Il suffit que se présente un acte justicier. Il suffit, se présente l'acte justicier qui va faire que son acte soit jugé juste. La justice est présente dans l'acte de jugement.

injuste qu'en les violant. **Quiconque** se trouve dans le respect des lois est à couvert de toutes sortes de proches. Jugeons donc là-dessus.

• Si M. le Prince appuie les lois, nous le soutenons. Si le Mazarin les choque, nous lui courrons sus. C'est au contraire. N'est-ce pas raisonner comme il faut? quelqu'un s'en offense, c'est un tyran qui n'a qu'à déclarer pour ressentir bientôt le châtiment d'une brutalité.

• La première loi fondamentale de cet État, c'est que le Roi doit être souverain dans ses volontés. Il n'y a rien de mieux à dire sur cette proposition toute nue; mais par complaisance. Qui choque ces volontés? Est-ce M. le Prince? Est-ce le Mazarin? Il faut en juger sainement pour exterminer celui que nous trouverons évidemment convaincu de cet attentat.

• Mais quelles sont les volontés du Roi? Par les lois fondamentales de cet Etat, ces volontés royales ne devront jamais être contraires au repos des peuples. Autrement elles passent en tyranniques, et par conséquent l'état d'être avec raison les premiers objets du mépris. C'est les véritables motifs de la révolte des peuples.

• Le repos des peuples ne peut compatir avec leurs ennemis domestiques. Il faut donc que les volontés royales, qui doivent être conformes au repos, soient contraires à l'établissement des ennemis domestiques. Qu'a-t-on à dire contre ce raisonnement? Les ennemis domestiques ne sont autres que Mazarin et ses adhérents. En peut-on douter, puisque le Roi nous le déclare, puisque les Parlemens nous le confirment, et puisque l'expérience de nos misères ne nous le montre que trop? Il faut

donc que celui qui choque Mazarin, et les Mazarins et les Mazarines, s'accommode aux volontés royales, et s'intéresse pour le repos des peuples. C'est ce que M. le Prince fait : voilà un grand préjugé de l'innocence de son parti.

» Par une autre loi fondamentale de cet Etat, les volontés du Roi passent pour des caprices de son conseil, lorsqu'elles ne sont reçues dans les Parlemens. Les Parlemens fulminent tous tant qu'ils sont contre Mazarin et son parti. Il faut donc que ces volontés qui se déclarent pour le soutenir ne soient que les caprices ridicules du conseil du Roi, et que les volontés royales ne soient autres que celles qui sont secondées par les Parlemens. Mazarin et les siens ne sont-ils pas bien chaussés pour mériter qu'on leur fasse la cour ?

» Une autre loi fondamentale de la monarchie fait passer en lois les déclarations royales, lorsqu'elles sont vérifiées dans le Parlement. Louis-le-Juste en a donné contre les étrangers; les Parlemens les ont vérifiées. La Reine régente en a fait donner, quoiqu'avec regret, contre le Mazarin. Louis XIV a récidivé par une nouvelle et la plus authentique qu'il donnera jamais, puisque c'est en son premier lit de justice et en présence de tout ce qu'il y a de grand et de considérable dans l'Etat. Tout a été ensuite vérifié dans les Parlemens. Voilà bien des lois pour exterminer le Mazarin, et cependant on veut les enfreindre pour le conserver.

» Après cela, nous pouvons crier hardiment : *Qui vive ?* Et quiconque ne répondra point : *Vive le Roi ! vivent les lois de l'Etat !* nous n'avons qu'à repartir : *Tue, tue, tue !* Que dit M. le Prince à cela ? Il se prive

de son repos pour le procurer aux peuples. Il demande que les lois fondamentales de l'Etat ne soient pas ébranlées. Il poursuit l'exécution des déclarations royales, vérifiées dans les Parlemens. Il prétend qu'il a temps de procéder sans fourbe au traité de la paix générale. Il répond enfin : *Vive le Roi! vivent les lois! l'Etat.*

» Qui vive, Mazarin? Il ne répond mot. Recharge une seconde fois : Qui vive, Mazarin? Il est encore dans le silence. Redoublons le qui vive d'un ton plus haut. Qui vive, qui vive, Mazarin? Enfin il repart : *Vive le plus fort; point de lois, point de déclarations royales, pas d'arrêts des Parlemens.* Voilà ce qu'il répond, et qu'il répond encore l'épée à la main.

» Crions donc, mais crions d'un ton si haut que toute la France puisse retentir : *Au voleur, à l'infraction de la loi, au perturbateur du repos public, au parricide, au scélérat.* Faisons foule dans le parti de M. le Prince, grossissons ses troupes, rendons-les invincibles, pour faire carnage de toute cette engeance Mazarine, sans respecter ni les grands ni les petits, etc.

» IV. Puisque le parti de M. le Prince est le plus juste, ou, pour mieux parler, le seul juste, il faut donc le renforcer à l'épreuve, afin qu'après avoir ôté cette égalité de puissance qui ne sert qu'à prolonger nos misères, nous puissions établir un parfait et solide repos.

» Mais comment le renforcerons-nous? Hélas! il n'est rien de plus facile, et si nous voulons avoir un peu plus de résolution, ce n'est pas l'affaire d'un seul jour. Paris est la capitale du royaume, et par conséquent le chef du corps monarchique de l'Etat. Le chef préside sur tous

les membres du corps. C'est lui qui est la source de tous leurs mouvements ; c'est lui qui préside à tous leurs desseins ; c'est lui qui les arrête ou qui les pousse ; c'est lui qui fait agir les mains ; c'est lui qui fait marcher les pieds ; c'est enfin lui qui gouverne toute l'économie de leur conduite.

• S'il est donc vrai, comme il n'en faut point douter, que Paris soit le chef du corps monarchique de cet Etat, c'est à lui qu'il appartient de donner le branle à tous les mouvements de la monarchie ; c'est lui qui doit l'arrêter ; c'est lui qui doit la pousser ; c'est lui qui doit la faire agir, c'est lui qui doit être comme le phare et le gouvernail de toute sa conduite.

• Mettons donc promptement la main à la pâte, nous qui avons l'honneur d'être dans le chef de l'Etat; et puisque nous reconnaissons que les princes sont les justes, crions hautement : *Point de Mazarin !* Nos épées sont enrouillées, nos chaînes se pourrissent dans les rues, nous nous assoupissons en tenant les bras croisés. Réveillons-nous comme en sursaut, et crions, l'épée à la main : *Point de Mazarin, ni mâle, ni femelle !*

• Les Mazarins qui ne bougent jamais d'auprès de S. A. R. pour tâcher de l'engager à son parti nous sont assez connus ; il importe fort peu qu'ils soient gouverneurs, qu'ils soient cardinaux, qu'ils soient abbés, qu'ils soient ducs, qu'ils soient comtes. S'ils sont Mazarins, ils sont assez criminels pour mériter les peines de filoux, de boute-feux et des incendiaires auxquels les lois n'ordonnent point d'autre supplice que celui de leur courre sus lorsqu'on les attrape sur le méfait.

» Tout crime qui tend à sédition ne peut être ~~délit~~
que par une sédition ; *qui de glaive frappera, de fer sera frappé*. Les incendiaires étaient punis du feu de Sparte ; Thèbes faisait poignarder les assassins dans la même partie du corps par laquelle ils étaient accusés d'avoir assassiné leurs ennemis : l'Aréopage exposait les séditieux à la fureur de la populace : les brouilleurs étaient lapidés dans Rome. La république de Lucques fait encore périr par le venin ceux qu'elle peut soupçonner d'avoir empoisonné. Imitons toutes ces sages autres qu'illustres communautés, en nous faisant justice, pour qu'on nous la refuse, proclamons nos jugemens sur les leurs.

» Quiconque favorise le Mazarin, quiconque pratique les monopoles pour disposer les affaires à son établissement, choque nos lois, fomente les feux de nos dimensions, et maintient l'ennemi de l'État. Il est donc manifeste que quiconque est Mazarin est par même raison séditieux, et mérite par conséquent de périr par sédition. Comment périra-t-il si nous ne nous soulevons pour nous en défaire ?

» Parlons clairement. Paris n'aura pas plutôt remué qu'il remuera toute la France : les villes qui sont maintenant dans l'indifférence se détermineront à l'imitation de la capitale : vous verrez que les plus chauds Mazarins seront démazarinés par leur propre peur, lorsqu'ils verront que les peuples se mettront en état de démaziner tout de bon la pauvre France. Les petites villes diront : *Paris se remue, il faut donc se remuer* ; l'imitation du chef fera branler les membres du corps de l'État.

» Croyons-nous bien que pendant que Paris se tiendra dans l'indifférence, toutes les autres villes n'auront pas l'assurance de dire qu'elles seraient bien téméraires, si elles se soulevaient? Notre soulèvement dans Paris justifierait le soulèvement de la France; et lorsque toute la France se soulèvera, la Mazarinaille sera-t-elle bien assurée? Je ne pense que non: commençons donc tout de bon, alarmons tous les quartiers, tendons les chaînes, renouvelons les barricades, etc.

» Voilà un séditieux, me dira-t-on; il s'est condamné lui-même; il faut donc l'exposer à la fureur de la populace. Arrête, arrête, Mazarin; tu conclus bien à ton avantage, mais tu ne conclus pas en désintéressé, puisque la conséquence n'est pas raisonnable.

» S'il est enjoint par déclaration du Roi, et par les arrêts du Parlement, de courir sus au Mazarin et à ses adhérents, il est enjoint de se soulever; s'il est enjoint aux communes de se soulever, me peut-on blâmer d'être séditieux pour exhorter le monde à l'obéissance qu'on doit aux oracles des Cours souveraines?

» Je ne demande point qu'il y ait sédition dans Paris: à Dieu ne plaise! mais je voudrais bien, conséquemment aux déclarations du Roi et aux arrêts, qu'on se soulevât promptement, et que, sans attendre un mal incurable, les communes se missent en posture de lui couper chemin pour une conspiration générale.

» La justice de l'État nous commande de nous soulever. Pourquoi? pour courir sus: à qui? au Mazarin et aux Mazarins. Pourquoi faire? pour les exterminer et pour en dépecher le monde.

» Pourquoi est-ce donc que nous tardons tant? Ce re-

mède dont la justice s'est avisée pour la guérison de nos maux est infaillible ; appliquons-le promptement et prenons plus plaisir de trainer dans les longueurs de fièvre lente qui nous consume et qui nous dévore petit feu.

» S'il y a des Mazarins dans Paris , c'est-à-dire s'il y a des mauvais Français et des bâtards ou champis de la patrie, qui soient assez lâches pour favoriser secrètement le rétablissement du Mazarin , faisons ce que la justice nous commande ; courrons-leur sus pour nous en débarrasser et puisque cela ne se peut sans nous soulever, soulevez-vous promptement , sortons de nos gîtes , de nos tanières, quittons nos foyers , faisons voltiger nos vieux drapeaux, battons nos caisses , alarmons tous les quartiers , tendons nos chaînes , finissons nos maux ; rétablissez nos lumières , renouvelons les barricades , mettons nos épées au vent , tuons , saccageons , brisons , sacrifices à notre justesse tout ce qui ne se croisera point pour marquer le véritable parti du Roi et de la liberté. »

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.



¶

¶

¶

TABLE

DES

MATIÈRES DU TROISIÈME VOLUME.



CHAPITRE XVI.— Louis XIV est déclaré majeur.

— Il nomme de nouveaux ministres. — Il renouvelle les déclarations rendues contre le cardinal Mazarin. — Alliance du prince de Condé avec l'Espagne. — Commencement de la guerre civile. — La cour quitte Paris. — Opérations militaires en Guyenne. — Le parti des Princes est abandonné dans toute la France. — Le parlement de Paris déclare les chefs de ce parti criminels de lèse-majesté. — La Reine rappelle le cardinal Mazarin. — Fureur du Parlement. — Le président Molé se soumet à la cour. — La tête du cardinal Mazarin est mise à prix par arrêt du Parlement — (Du 7 septembre 1651 au 1^{er} janvier 1652.)

CHAPITRE XVII.— Tentatives du cardinal Mazarin sur Brissac. — Il rentre en France. — Le prince de Condé écrit au Parlement pour lui offrir son alliance. — Courageuse politique du Parlement,

qui forme un tiers-parti entre la cour et les Princes. — Gourville envoyé à Paris par M. le Prince pour enlever le Coadjuteur. — Le duc d'Orléans essaie inutilement d'entraîner le Parlement à la guerre civile. — Opérations militaires. — L'armée royale prend Angers et se présente devant Orléans. — Mademoiselle défend la place. — Combat de Jargeau. — M. le Prince paraît inopinément à la tête de ses troupes. — Défaite du maréchal d'Hoquincourt. — M. de Turenne sauve le Roi. — (Du 1^{er} janvier au 10 avril 1652.)

CHAPITRE XVIII. — Troubles de Bordeaux. — Opérations militaires en Guyenne. — M. le Prince est reçu dans Paris. — Courage des magistrats. — Ils reprochent au prince de Condé son alliance avec les Espagnols. — Ils renouvellent leurs remontrances contre le cardinal Mazarin. — L'armée des Princes s'enferme dans Étampes. — M. de Turenne l'y assiège. — M. le Prince, réduit à l'extrême, soulève la populace contre le Parlement. — Violences et séditions dans Paris. — Le Roi consent à renvoyer le cardinal Mazarin. — (Du 4 janvier au 21 juin 1652.)

CHAPITRE XIX. — Arrivée du duc de Lorraine avec une armée. — Caractère de ce prince. — Il négocie avec les deux partis. — M. de Turenne le surprend dans son camp. — Retraite des Lorrains. — Détresse de l'armée des Princes. — Le duc de Beaufort, à la tête de la populace, attaque le Parlement. — Courage et fidélité des compagnies

TABLE.

397

Surgeoises. — Bataille de Saint-Antoine. — La demoiselle fait ouvrir les portes de Paris à l'armée des Princes. — Massacre de l'Hôtel-de- ville. — Indignation générale des habitans de Paris. — Fin de la Fronde. — (Du 21 juin au 24 septembre 1652.)	167
des JUSTIFICATIVES.	251

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

